ESSAIS

D'HISTOIRE PARLEMENTAIRE.

III.

LORD SIDMOUTH

ET LE TORYSME ANGLAIS DEPUIS LE COMMENCEMENT DU SIÈCLE.

The Life and Correspondence of the right honorable Henry Addington first viscount Sidmouth, by the honorable George Pellew, dean of Norwich. — London, 1847.

L'histoire intérieure de l'Angleterre au commencement de ce siècle était encore, il y a peu d'années, enveloppée d'une sorte de mystère. La dissolution du grand ministère de Pitt, la formation du cabinet présidé par Addington, les querelles de ces deux hommes d'état, d'abord si étroitement unis, les reviremens divers qui en furent la conséquence, tous ces faits se présentaient comme autant de problèmes sur lesquels s'exerçait, sans parvenir à les résoudre avec quelque certitude, la sagacité des esprits curieux. Deux publications importantes, les mémoires de lord Malmesbury et ceux de lord Eldon, avaient commencé, en dernier lieu, à soulever le voile. Les mémoires de lord Sidmouth, mis au jour il y a peu de mois, nous paraissent avoir achevé d'éclaircir les mobiles de ces événemens et d'en expliquer le véritable caractère. Comme il arrive presque toujours, on reconnaît, après les avoir lus,

qu'il y avait, dans tout ce qui s'est passé à cette époque, beaucoup moins de combinaisons profondes, d'arrière-pensées, de machiavélisme, qu'on ne l'a généralement supposé. Il est certain qu'en admettant purement et simplement les versions officielles, on eût été bien plus près de la vérité qu'en se jetant, comme on l'a fait, dans le champ illimité des suppositions et des conjectures. Les révélations tardives des personnages politiques ajoutent généralement bien peu de chose à ce qu'ont pu savoir et comprendre, dès le premier moment, les hommes passablement informés et doués d'un bon jugement. Lorsqu'elles sont parfaitement sincères, l'utilité qu'on peut en retirer est moins d'apprendre des vérités inconnues d'une importance réelle que de se détromper des hypothèses mensongères et subtiles qui, en l'absence de documens positifs, séduisent trop souvent les imaginations trop confiantes. C'est ainsi que, dans un autre ordre d'idées, la vraie et saine philosophie a moins pour résultat d'élargir au-delà de certaines limites le cercle de nos connaissances, invinciblement circonscrites par la nature des choses, que de les épurer du fâcheux alliage des rêveries inventées par les sophistes.

En parlant des *mémoires* de lord Sidmouth récemment publiés, je ne me suis pas exprimé avec une complète exactitude. Nous n'avons pas les mémoires de lord Sidmouth, mais une vie de cet homme d'état écrite par son gendre, le révérend George Pellew, dans laquelle de nombreux extraits de sa correspondance se trouvent intercalés au milieu d'une narration composée, en partie, à l'aide de récits recueillis de sa bouche; d'autres documens plus ou moins précieux y sont également encadrés, entre autres des fragmens considérables d'un journal manuscrit de lord Colchester, qui, sous le nom de M. Abbott, présida la chambre des communes après lord Sidmouth. Au point de vue littéraire, cette composition n'a rien de remarquable. L'auteur, uniquement occupé du soin de disposer avec ordre les matériaux qu'il avait sous la main, n'a apporté dans son travail aucune habileté de mise en œuvre : l'art des transitions, l'enchaînement du récit, lui sont absolument étrangers; dans la masse des correspondances qu'il avait à sa disposition, il n'a pas su restreindre son choix à celles qui présentaient un véritable intérêt, et la crainte exagérée d'omettre la moindre particularité qui pût tourner à la gloire de son héros lui a fait très inutilement grossir son recueil d'une multitude de lettres dans lesquelles il est impossible de voir autre chose que des complimens insignifians de personnages obscurs ou subalternes. Il en résulte que la lecture de cet ouvrage est peu attrayante, non-seulement pour les esprits superficiels, mais même pour les esprits plus sérieux qui, aimant véritablement l'histoire, veulent cependant qu'on la leur offre toute faite, toute dégagée de l'échafaudage compliqué sur lequel il faut se

placer pour en construire le difficile édifice. Ceux-là seulement que le goût, le besoin de la vérité, possèdent assez fortement pour qu'ils ne craignent pas d'en aller chercher quelques parcelles au milieu de beaucoup d'inutilités et de lieux communs, ceux-là peuvent ne pas se laisser rebuter par une semblable lecture; en y persévérant, ils seront récompensés de leurs laborieux efforts par plus d'une révélation intéressante, et ils reconnaîtront que des qualités très réelles, très estimables, très rares même et faites pour concilier à l'auteur toute leur confiance, compensent les défauts que je viens de signaler.

Comme lord Sidmouth, M. Pellew appartient à la nuance la plus prononcée du parti tory, mais il porte dans cette opinion extrême un esprit de bienveillance, de tolérance, d'équité, dont je ne me souviens guère d'avoir trouvé ailleurs l'équivalent. Jamais, en racontant les luttes diverses dans lesquelles lord Sidmouth s'est trouvé engagé pendant sa longue carrière, il ne lui arrive d'accueillir sans le plus scrupuleux contrôle les versions défavorables aux adversaires de l'ancien ministre; jamais il ne lui échappe contre eux une parole de haine, de mépris ou même de dédain. Il n'a que des témoignages d'admiration, d'amour, de respect pour Pitt, qui, après avoir été l'ami intime de lord Sidmouth, le fit deux fois sortir du ministère avec des circonstances si propres à le blesser. Quant à Canning, qui pendant plusieurs années employa toutes les ressources de son esprit, non-seulement à le combattre, mais à le discréditer et à le tourner en ridicule, le biographe évite, autant que possible, de prononcer son nom, sauf les rares occasions où il peut le montrer dans une attitude un peu moins hostile. De la part d'un tory, ces ménagemens excessifs envers deux hommes qui furent dans leur temps la force et l'honneur du torysme pourraient, jusqu'à un certain point, s'expliquer par des calculs de parti; mais le chef des whigs, Fox, n'obtient pas une justice moins complète que son grand rival, et nulle part les puissantes facultés, les dons aimables qui le rendaient l'objet de tant d'enthousiasme et d'affection n'ont reçu un plus éclatant hommage. Il me serait facile de multiplier les exemples de cette remarquable impartialité.

On pourrait penser que M. Pellew, si indulgent, si bienveillant même pour les antagonistes de lord Sidmouth, se dédommage des éloges qu'il leur accorde en prodiguant à celui dont il écrit l'histoire les louanges les plus exagérées. On se tromperait. Sans doute, le jugement qu'il porte de son héros n'est pas celui du public désintéressé : cela n'est pas possible, et, s'il avait pu entrer dans la famille, vivre dans l'intimité d'un homme digne, à tous égards, d'estime et de respect, sans s'exagérer son importance et son mérite, sans se faire quelque illusion sur ses faiblesses, on lui en saurait presque mauvais gré. Toutefois ses préventions favorables ne l'aveuglent pas au point de lui faire perdre absolument de vue les vraies proportions de la physionomie historique de lord

Sidmouth. Jamais il ne pense à le présenter comme un des membres de cette pléiade immortelle qui, à la fin du dernier siècle et au commencement de celui-ci, jeta un si grand éclat sur le parlement britannique. Il ne voit en lui ni un grand orateur ni un de ces génies appelés à maîtriser le cours des événemens. Il le déclare même avec une franchise dont on doit lui savoir d'autant plus de gré que rien ne l'obligeait à cet aveu, puisque, après tout, en s'abstenant de prêter à son beau-père, à son ami, des perfections imaginaires, il eût satisfait aux exigences les plus scrupuleuses. Ce bon sens, cette loyauté d'appréciation, ne suffisent certainement pas pour faire un complet historien; mais ce n'est pas de l'histoire proprement dite que s'est proposé d'écrire M. Pellew. Il n'a voulu évidemment que préparer des matériaux pour ceux qui raconteraient un jour une époque mémorable, et ses dispositions personnelles le rendaient incontestablement propre à l'accomplissement d'une pareille tâche.

Ce que j'ai dit du livre de M. Pellew doit suffire pour en indiquer la valeur véritable et même pour donner jusqu'à un certain point la mesure du personnage dont il a retracé la vie. Si rien dans la personne de lord Sidmouth n'était assez éminent pour arrêter les regards de la postérité, un concours de circonstances l'a mis par momens en position d'influer sur les destinées de son pays, sur celles même de l'Europe et du monde. Je voudrais essayer de dégager, des prolixes récits de son biographe, ce qui peut jeter quelque jour sur ces grands intérêts.

I.

Lord Sidmouth, connu pendant la première moitié de sa vie sous le nom d'Henri Addington, était né le 30 mai 1757, dans le comté d'Oxford, où sa famille possédait, depuis un grand nombre de générations, un domaine d'une étendue moyenne. Son père, médecin célèbre, avait dû à l'exercice de sa profession d'être introduit dans l'intimité de lord Chatham, dont il était devenu l'ami et le confident, quelquefois même l'agent dans ces négociations souterraines auxquelles ce grand homme abaissait sa fierté, pendant les dernières années de sa vie, pour essayer de reconquérir son ancienne puissance. Le jeune Addington, après avoir fait d'assez bonnes études, se destina d'abord au barreau; mais un mariage qu'il contracta à l'âge de vingt-quatre ans, et qui lui donna le bonheur domestique, premier besoin d'une ame douce et calme comme la sienne, interrompit bientôt sa carrière. Les préoccupations de la famille et de la propriété eussent peut-être absorbé l'existence de celui qui devait être le premier ministre de son pays, si une impulsion étrangère n'était venue stimuler en lui une ambition qui s'ignorait encore.

Par suite des rapports qui avaient uni son père à lord Chatham, il

avait connu dès son enfance William Pitt, moins âgé que lui de deux ans. Plus tard, cette liaison était devenue une amitié véritable. Pitt, déjà parvenu, malgré sa grande jeunesse, au gouvernement de l'Angleterre, désirait naturellement s'entourer d'auxiliaires en qui il pût placer une entière confiance. Les élections de 1784, qui brisèrent la majorité organisée contre lui par la fameuse coalition, ouvrirent les portes de la chambre des communes à une génération nouvelle d'hommes politiques dévoués, pour la plupart, au vainqueur de Fox et de lord North. Addington, élu par le bourg de Devizes à la place de son beau-frère, qui s'était volontairement retiré, entra au parlement au moment même où il accomplissait sa vingt-septième année. Il avait mis peu d'ardeur à s'en préparer l'accès, il mit peu d'empressement à y prendre la parole. Il suivait attentivement toutes les délibérations, mais près de deux années s'écoulèrent avant qu'il pût se décider à entrer en lice avec les brillans et puissans orateurs qui figuraient alors sur les bancs de l'opposition comme sur ceux de la trésorerie. Une timidité qu'il ne surmonta jamais complétement ne lui permettait pas de se dissimuler combien il leur était inférieur. Pitt essayait vainement de lui inspirer plus de confiance; pour le décider enfin à parler, il fallut qu'il lui en imposât, pour ainsi dire, l'obligation. A l'ouverture de la session de 1786, il le pria, suivant un usage particulier au parlement britannique, de *seconder* le député ministériel chargé de présenter le projet d'adresse. Addington, ainsi provoqué, ne recula pas devant cette épreuve : il réfuta les attaques dirigées contre le projet, et son discours obtint quelque succès. L'année suivante, il se hasarda encore à appuyer la proposition d'établir une taxe sur les chevaux, et cette fois aussi il fut écouté avec assez de faveur. Il ne semble pas, cependant, que ces marques d'approbation, qu'on exagérait à dessein pour l'encourager, aient pu vaincre sa répugnance à se produire en public, et, pendant les deux sessions qui suivirent, il garda un silence complet. Son nom ne figure pas dans les grands débats auxquels donna lieu la question de la régence, lorsque George III éprouva la première atteinte de sa terrible maladie.

Addington ne restait pourtant pas inactif. Il participait constamment aux travaux des comités, s'instruisant ainsi dans les détails des affaires proprement dites, et acquérant l'expérience des formes, des traditions, des procédés parlementaires, si compliqués et si multipliés chez nos voisins. Son aptitude remarquable à ce genre de travaux qui exigent, non pas sans doute une portée d'esprit très élevée, mais beaucoup d'application, de sens et de sagacité, lui procura peu à peu une grande considération, et, la présidence de la chambre des communes étant venue à vaquer dans l'été de 1789, Pitt n'eut pas de peine à diriger sur lui le choix de l'assemblée. L'opposition combattit faiblement une candidature dont personne ne contestait la parfaite convenance. Addington

réunissait, en effet, à un degré éminent, tout ce qui pouvait le rendre propre à ces hautes fonctions. Une santé forte, une voix claire et sonore, une belle figure que relevait encore alors l'éclat de la jeunesse, une physionomie pleine de douceur et de gravité, des manières bienveillantes, une égalité d'humeur vraiment imperturbable, telles étaient les qualités diverses qui le prédestinaient, pour ainsi dire, à devenir un des meilleurs *orateurs* qui aient jamais dirigé les délibérations de la chambre des communes.

A peine âgé de trente-deux ans, la fortune venait de le mettre à sa véritable place, à celle où il pouvait valoir tout ce qu'il valait en effet. Il lui fallut peu de temps pour y justifier, pour y surpasser l'attente de ses amis et pour se concilier les suffrages de ceux même que l'esprit de parti eût pu entraîner à le juger moins favorablement. Aussi, dans le cours de la session suivante, la chambre s'étant déterminée à établir sur des bases nouvelles le traitement qu'elle allouait à son président, une immense majorité en éleva le chiffre à 6,000 livres sterling au lieu de 5,000 qu'on avait d'abord proposées. Les amis particuliers d'Addington votèrent seuls, à sa demande, contre cette augmentation. Cette faveur universelle ne fut pas, comme il arrive quelquefois, un engouement passager dû à quelque heureux hasard. On sait qu'en Angleterre l'orateur de la chambre est réélu, non pas à chaque session, mais seulement au commencement de chaque législature. Quatre fois, en douze ans, Addington eut à subir cette épreuve, et quatre fois il obtint l'unanimité des votes. L'opposition, en joignant ses suffrages à ceux du parti ministériel pour le porter au fauteuil, se complaisait même à exprimer avec effusion la satisfaction complète qu'elle éprouvait de l'habileté avec laquelle il conduisait les délibérations, de sa haute impartialité et de sa parfaite courtoisie.

La répugnance qu'il avait jusqu'alors témoignée à prendre une part active aux discussions s'accordait trop bien avec les convenances, avec les devoirs même de sa position actuelle pour qu'il essayât de nouveau d'en triompher. Pendant la longue durée de sa présidence, qui comprend la période si agitée de la guerre contre la révolution française, on ne le vit que bien rarement se mêler aux débats dans ces comités généraux où, les fonctions de l'orateur passant en d'autres mains, il recouvre, s'il le veut, l'usage de la parole. Lorsque Pitt, en 1797, pour subvenir aux énormes dépenses de la guerre, que l'emprunt et l'accroissement des impôts indirects ne suffisaient plus à alimenter, proposa le triplement des taxes directes, Addington fit ajouter au projet ministériel une clause portant que le trésor recevrait toutes les contributions volontaires offertes pour concourir à la défense de l'état. Le produit de ces souscriptions, qui s'éleva à 1,500,000 livres sterling, prouva qu'il n'avait pas trop compté sur la puissance du sentiment patriotique. Deux ans après, la question de l'union législative de l'Irlande à la Grande-

Bretagne ayant été pour la première fois soumise au parlement, Addington prononça en faveur de cette mesure un discours très développé et assez bien raisonné.

Ce qui agrandissait beaucoup la situation d'Addington, c'était son intimité avec le premier ministre, qui le consultait sur tous les actes importans du gouvernement, ou du moins ne lui laissait rien ignorer de ce qui se faisait et se préparait. Leurs opinions et leurs sentimens s'accordaient alors d'une manière presque absolue. Rien dans leur position respective ne provoquait ces susceptibilités, ces jalousies qui, à la longue, détruisent la plupart des amitiés politiques, et il eût fallu, d'ailleurs, de la part d'Addington, une étrange présomption pour qu'il pût penser, à cette époque, à se séparer du grand homme qui lui avait ouvert la carrière, et que tous les adversaires de la révolution française, tous les amis des institutions britanniques, sauf un petit nombre de whigs fourvoyés à la suite de Fox, considéraient alors comme le plus puissant champion de la cause monarchique.

Il eût été à désirer pour l'un et pour l'autre, pour le parti qu'ils représentaient, pour l'Angleterre elle-même, que cette position ne se modifiât pas. Addington en comprenait tous les avantages. En 1793, il refusa l'offre d'une secrétairerie d'état. Il paraîtrait cependant que Pitt prédit d'assez bonne heure l'événement qui devait les placer un jour dans des rapports si différens, et s'il faut s'en rapporter à une assertion, d'ailleurs assez vague, de M. Pellew, il aurait dit à Addington, dès l'année 1797, qu'il devait se préparer à l'idée de se trouver un jour chargé de tout le poids du gouvernement. Ce mot, s'il a été prononcé en effet, et si ce n'était pas un de ces complimens sans conséquence qui échappent souvent dans une conversation familière, se rapporte sans doute au moment où les étonnans succès de la république française, la suspension des paiemens de la banque de Londres et la révolte de la flotte, en portant au plus haut point les dangers de l'Angleterre, firent croire à beaucoup de personnes, jusqu'alors dévouées à Pitt, qu'un changement d'administration pouvait être devenu indispensable; peut-être aussi Pitt voulait-il parler seulement de ce qui arriverait dans le cas où il viendrait à mourir.

La crise où l'on était alors engagé n'eut pas les résultats qu'elle semblait annoncer. Non-seulement le gouvernement britannique surmonta ses difficultés intérieures, mais il parvint à renouer contre la France les liens brisés de la coalition; la fortune des armes devint pour un moment favorable à la ligue européenne, et, tandis que naguère le cabinet de Londres demandait la paix au directoire français sans pouvoir l'obtenir, on le vit, lorsque le 18 brumaire eut porté Napoléon Bonaparte au pouvoir, repousser les avances pacifiques du premier consul avec une raideur injurieuse que peut à peine expliquer le caractère hautain

de lord Grenville, secrétaire d'état des affaires étrangères. Bien qu'Addington fût alors d'avis qu'il convenait de continuer la guerre, il n'approuva pas le ton des dépêches écrites par lord Grenville à M. de Talleyrand : il pensait avec raison qu'un pareil langage manquait de dignité autant que de modération, et qu'il devait faire tort dans l'opinion au gouvernement qui le tenait. Il ne serait pas impossible que ce fût aussi le sentiment de Pitt, et qu'en cette occasion, comme en plusieurs autres, l'humeur impérieuse de son collègue eût fait quelque violence à sa modération naturelle.

On sait quel fut le triste résultat de ces bravades. Au bout de quelques mois, les batailles de Marengo et de Hohenlinden avaient abattu l'Autriche aux pieds de la France, et la Russie, réconciliée avec le premier consul, se mettait à la tête d'une confédération maritime contre l'Angleterre, complétement isolée. Ce qui aggravait les périls d'une telle situation, c'est que l'état intérieur du pays était aussi fort alarmant. Une disette prolongée, en augmentant la misère produite par une guerre de dix années, avait excité au sein des classes pauvres, dans toutes les parties du royaume-uni, une extrême irritation, et l'Irlande particulièrement semblait sur le point de se révolter encore une fois. On a cru dans le temps, on a souvent répété depuis, qu'en présence de ces complications, Pitt, reconnaissant l'impossibilité de continuer la guerre, et ne voulant ni s'humilier personnellement en se chargeant de négocier avec l'ennemi qu'il avait tant insulté, ni mettre obstacle, en restant au pouvoir, à une pacification devenue nécessaire, s'était décidé à quitter temporairement la scène politique. Pour dissimuler le motif de sa retraite, Pitt aurait fait naître à plaisir ou du moins singulièrement exagéré un dissentiment entre le roi et lui sur la question de l'émancipation catholique; mais, afin de se ménager la possibilité de revenir au pouvoir le jour où les circonstances réclameraient de nouveau le concours de son énergie et d'empêcher qu'en son absence des mains étrangères ne dérangeassent les ressorts du gouvernement, il aurait désigné au roi, pour occuper provisoirement sa place, l'orateur de la chambre des communes, son ami, son confident. Cette supposition était sans doute très ingénieuse; elle séduira quiconque n'a pas appris par l'expérience que les affaires ne se conduisent guère avec cette régularité symétrique, et que les passions, les amours-propres des hommes publics se prêtent difficilement à d'aussi subtiles combinaisons. Aujourd'hui, après les révélations que le temps a successivement amenées, après celles surtout que contient la *Vie de lord Sidmouth*, il n'est plus possible de méconnaître que la version long-temps accréditée n'était pas conforme à la réalité des faits. Cela ne veut pas dire qu'il ne s'y mêle aucune portion de vérité. Incontestablement, la position fausse et pénible où Pitt se trouvait placé par suite des vic-

toires de la France et de la défection des alliés de l'Angleterre dut le porter à abandonner plus facilement le pouvoir; peut-être même s'applaudit-il en secret d'un concours de circonstances qui l'autorisait à se retirer sans paraître céder à la mauvaise fortune, à laisser à d'autres la tâche des négociations à entamer avec l'ennemi vainqueur, et à se réserver pour de meilleurs temps. Toutefois il est certain que sa démission ne fut pas une mesure concertée soit avec le roi, soit avec Addington, qu'elle résulta d'un désaccord sérieux avec le vieux monarque, que Pitt, s'il approuva le choix de son successeur, ne le conseilla pas, et qu'Addington ne reçut pas le pouvoir de ses mains pour l'exercer en quelque sorte à titre de délégué temporaire. Voici comment les choses se passèrent en effet.

Pitt croyait sincèrement que, pour consolider l'union récemment décrétée entre l'Angleterre et l'Irlande, il fallait effacer les derniers restes de la législation barbare qui avait si long-temps pesé sur les catholiques, c'est-à-dire sur l'immense majorité de la population irlandaise. Par suite d'adoucissemens successifs, cette oppression, naguère si cruelle, se trouvait à peu près réduite à l'incapacité de siéger dans le parlement et à l'exclusion de toutes les fonctions publiques de quelque importance. Pitt voulait abaisser cette barrière; il projetait même d'allouer une dotation au culte catholique, moyennant certaines garanties, destinées à rassurer l'église protestante sur le maintien de sa suprématie. Ses agens, allant peut-être au-delà de ses instructions, avaient, à ce qu'il paraît, fait luire cette perspective aux yeux du peuple et du clergé irlandais pour vaincre la résistance qu'ils avaient d'abord opposée à l'union, et ce n'avait pas été, dit-on, un des moyens les moins efficaces auxquels ils avaient eu recours. Pitt n'a jamais reconnu qu'il se fût ainsi engagé. Il pensa néanmoins que, l'Irlande ayant cessé de former un état séparé dans lequel les catholiques, à raison de leur nombre, n'auraient pu, sans danger pour la religion établie, être admis à une entière égalité de droits avec les protestans, le moment était venu de les délivrer, tant dans cette partie de l'empire britannique que dans toutes les autres, d'une servitude qui n'était plus justifiée par la raison d'état. L'entreprise, cependant, n'était rien moins que facile. La haine et la terreur de la religion romaine, de ce qu'on appelait le papisme, avaient encore des racines bien profondes, non-seulement dans la masse ignorante du peuple protestant, mais dans les classes plus éclairées et même parmi les hommes d'état voués, par caractère ou par système, à la défense des vieilles institutions. Méconnaissant la différence des temps, on les entendait répéter sans cesse que l'édifice de la constitution était fondé sur la domination du protestantisme et sur l'exclusion absolue du papisme, qu'il fallait bien se garder d'ébranler ces bases, que l'église romaine, toujours immuable, comme elle s'en glorifie, n'avait

pas cessé d'être l'opiniâtre ennemie de toute liberté, qu'en accordant à ses sectateurs l'entière liberté de leur culte et même l'exercice de certains droits politiques, on avait plus que satisfait à ce que pouvait légitimement réclamer la tolérance la plus étendue. Tels étaient les sophismes par lesquels des hommes dont un grand nombre ne manquait ni de lumières, ni d'équité, ni de bienveillance, ni, à d'autres égards, d'un véritable libéralisme, s'encourageaient, en toute sûreté de conscience, à maintenir leurs compatriotes dans une sorte d'ilotisme. Plus que personne, George III était dominé par des préjugés si conformes à ses instincts despotiques, à sa piété peu éclairée et à son aversion pour toute innovation. Ce n'était pas sans répugnance qu'il s'était prêté aux derniers adoucissemens apportés à la condition des catholiques, et il était résolu à ne pas se laisser entraîner plus loin. Le progrès de l'âge, l'affaiblissement même dont les premières atteintes d'une maladie terrible avaient frappé quelques années auparavant ses facultés mentales, loin de le disposer à écouter plus docilement des conseils de tolérance, l'avaient rendu plus opiniâtre et plus intraitable. Il s'était d'ailleurs interdit toute concession en se persuadant que le serment prêté par les rois d'Angleterre à leur avénement, et qui les engage à maintenir l'église protestante, leur défend, par voie de conséquence, tout ce qui pourrait tendre à favoriser le catholicisme. Le paralogisme était grossier, mais, de tout temps, on a vu des hommes bien autrement intelligens que George III et non moins honnêtes accepter avec une singulière facilité les argumens qui leur permettent de placer leurs passions et leurs préjugés sous la sauve-garde d'un prétendu devoir de conscience, et se figurer qu'ils obéissent à une loi morale alors qu'ils satisfont leurs mauvais penchans.

Pitt, qui connaissait ces dispositions de George III, ne se dissimulait en aucune façon la gravité des obstacles qu'elles opposaient à son projet; aussi ne mit-il pas, dans les démarches qu'il fit pour en préparer l'accomplissement, la hardiesse et la résolution qui caractérisaient d'ordinaire ses entreprises. Il y avait déjà plusieurs mois qu'il s'en occupait, de concert avec la plupart de ses collègues, et il n'avait pas encore osé en parler au roi. George III avait pourtant reçu, de ceux des membres du conseil qui désapprouvaient le plan du premier ministre, quelques informations incomplètes sur ce qui se préparait, et il s'en était singulièrement alarmé. Il n'était pas possible de retarder davantage une explication. On allait ouvrir la première session du parlement uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, et le discours du trône devait, conformément au plan adopté par Pitt et par ses amis, annoncer une mesure qu'ils considéraient comme le complément de l'union. Il était plus que temps de s'entendre avec le roi sur les paroles qu'on se proposait de placer dans sa bouche. Pitt n'ayant pas voulu entamer lui-même une

négociation aussi délicate, Dundas et lord Grenville acceptèrent cette difficile commission. Ils se gardèrent bien de dire au vieux monarque qu'il s'agissait d'une détermination déjà tout-à-fait arrêtée; ils ne lui en parlèrent guère que comme d'une idée qui leur était personnelle. Malgré tous ces ménagemens, George III, décidé d'avance à repousser la proposition qu'on lui faisait entrevoir, se mit aussitôt en défense.

Des circonstances accidentelles lui avaient fait rencontrer plusieurs fois Addington. Il avait reconnu, en causant avec lui, que les vues politiques de l'orateur des communes étaient à peu près conformes aux siennes, particulièrement au sujet de la question catholique. Sans doute aussi les manières douces et respectueuses d'Addington avaient plu à un prince accoutumé à la raideur un peu sèche de Pitt et de lord Grenville. Dans l'embarras où venaient de le jeter les ouvertures de ses ministres, c'est à lui qu'il s'adressa pour demander du secours. Il lui écrivit, le 29 janvier 1801, une lettre que je crois devoir insérer ici tout entière, parce qu'elle peint à la fois l'homme et la situation :

« L'orateur de la chambre des communes connaît assez, je l'espère, la haute estime que je fais de la droiture de son caractère privé aussi bien que de son habileté et de sa sagesse dans l'accomplissement de ses devoirs officiels pour ne pas être surpris de mon désir de lui communiquer les appréhensions très graves que je conçois de l'existence d'un projet de proposer à la première session du parlement du royaume-uni une mesure de la nature la plus funeste, projet formé par un homme qui se qualifie lui-même ami de l'administration, je veux dire lord Castelreagh : il ne s'agit de rien moins que d'admettre les catholiques romains du royaume-uni à une complète égalité de droits avec ceux de l'église établie pour siéger dans les deux chambres du parlement et pour occuper des emplois de confiance ou des places lucratives. Les personnes les mieux informées font entendre que M. Pitt favorise cette opinion. Que ce soit celle de lord Grenville et de M. Dundas, j'en ai la preuve la plus positive, puisqu'ils me l'ont déclaré. Je ne leur ai certainement pas dissimulé l'aversion que m'inspire une pareille idée, que, si on venait à y donner suite, je considérerais comme un devoir d'en exprimer publiquement une désapprobation, et qu'aucune considération ne me ferait jamais consentir à ce que je regarde comme la destruction de l'église établie, de cette église que, par la sagesse du parlement, moi et mes prédécesseurs nous avons été obligés, à notre couronnement, de prêter serment de soutenir.

« Cette idée de donner des droits égaux à toutes les églises chrétiennes est contraire à la législation de toute espèce de gouvernement en Europe, car il est bien connu que la tranquillité ne peut subsister dans un pays où il n'y a pas d'église établie.

« J'abuserais bien inutilement du temps de l'orateur si j'en disais davantage, sachant que nous pensons de même sur cet important objet. Je désire qu'il veuille bien, de lui-même, ouvrir les yeux de M. Pitt sur le danger qu'il y aurait à soulever cette question fâcheuse, en sorte qu'il le détourne de me parler jamais d'une matière sur laquelle j'ai peine à converser de sang-froid, et qu'il lui fasse

comprendre qu'elle inquiète grandement tous les membres fidèles de notre église, tous ceux, j'en suis convaincu, qui, la considérant avec calme, reconnaissent qu'un tel changement renverserait inévitablement les bases de notre excellente et heureuse constitution, et nous ferait marcher exactement sur les traces de la révolution française.

« J'ai adopté ce moyen de faire connaître mes sentimens à l'orateur, parce que j'ai cru qu'il ne lui conviendrait pas que je l'appelasse auprès de moi, alors qu'il ne pourrait en faire connaître le motif; mais, si cette déplorable mesure devait être en effet proposée, je me croirais autorisé, par la notoriété de l'événement, à mettre de côté toute étiquette et à demander à l'orateur de venir me voir. »

Cette lettre est caractéristique. Une traduction peut difficilement reproduire l'incorrection, le vague, le tour pénible des expressions qui y correspondent si bien à la confusion des idées. On sent, en la lisant, qu'elle est l'œuvre d'une intelligence affaiblie, incapable de gouverner, de coordonner ses propres impressions; on sent que le malheureux roi, d'autant plus entier dans ses préjugés qu'il n'est plus en état de les raisonner, redoute par-dessus tout la fatigue et l'irritation d'une lutte dans laquelle il comprend que sa raison pourrait succomber.

Addington accepta la commission dont il se trouvait si singulièrement chargé. Il alla trouver Pitt et essaya de l'engager à renoncer à son projet. On ignore ce qui se passa dans cet entretien : il paraît qu'Addington crut avoir ébranlé la détermination de son ami, et que le roi partagea cette espérance; mais ils ne tardèrent pas à apprendre que Pitt était résolu à se retirer, si son plan n'était pas adopté. Dès le 31 janvier, le roi annonça à Addington qu'il se proposait de le mettre à la tête d'un nouveau ministère. Le premier mouvement de l'orateur des communes fut de refuser. « Mettez la main sur votre cœur, lui dit le roi, et demandez-vous de quel côté je devrai me tourner pour trouver un appui, si vous ne voulez pas me donner le vôtre. » Quelque pressantes que fussent ces instances, Addington crut, avant d'y céder, devoir consulter Pitt lui-même, qui lui répondit : « Mon cher Addington, je n'entrevois que des désastres si vous hésitez. »

Le 1er février, le roi reçut enfin de Pitt la communication écrite qui établissait officiellement la position prise par cet homme d'état. Un billet de la main royale fut aussitôt envoyé à Addington pour l'inviter à se rendre au palais dès le lendemain. « Le roi, y était-il dit, le roi veut répondre sur-le-champ, ne pouvant supporter la pensée de laisser un homme qu'il aime et qu'il respecte dans un état de suspension aussi désagréable, alors que, sur le fond de la communication, l'opinion de sa majesté est formée de la manière la plus complète et la plus inaltérable. Le roi veut donc avoir l'avis de M. Addington sur la manière d'exprimer des sentimens qui sont certainement affectueux, bien que la

détermination puisse être pénible; ces sentimens doivent être rendus de manière à écarter toute mauvaise impression, mais sans encourager le moins du monde à penser qu'on puisse jamais céder dans une question telle que le roi manquerait à sa conscience et à toutes ses obligations envers le pays, s'il se départait de ce qu'il regarde comme un devoir civil et religieux. »

La réponse fut, en effet, rédigée dans un sens très positivement contraire à toute idée de concession en faveur des catholiques, mais en termes calculés pour laisser à Pitt la possibilité de garder le pouvoir en renonçant honorablement à ses exigences. Pitt n'y pensait nullement, et, la réplique qu'il fit à la lettre du roi ayant prouvé qu'une conciliation était impossible, George III lui écrivit, le 5 février, qu'il allait pourvoir, sans plus de retour, à un nouvel arrangement ministériel. Addington, qui, jusqu'à ce moment, avait sincèrement travaillé à écarter la nécessité d'un pareil changement, s'occupa dès-lors de réunir les élémens du cabinet qu'il était appelé à présider, et Pitt, loin de lui susciter aucun obstacle, l'assista activement dans cette difficile tâche, engageant ses amis à entrer dans une combinaison qu'il promettait d'appuyer de toute son influence. Addington, de son côté, pour recruter plus facilement des auxiliaires, n'hésitait pas à dire qu'il se considérait comme le lieutenant de Pitt, comme le représentant de sa politique. Ces propos, qui étaient alors, sans aucun doute, l'expression sincère de leur pensée, devaient plus tard leur être souvent et amèrement rappelés, comme s'ils eussent constitué de leur part l'engagement formel de ne jamais se séparer.

Déjà la recomposition du cabinet était presque terminée, il ne restait plus qu'à remplir quelques formalités. Les anciens ministres, bien qu'ils expédiassent encore les affaires, ne se considéraient plus comme les organes sérieux du gouvernement, et, Addington ayant annoncé officiellement à la chambre des communes qu'elle avait à se pourvoir d'un autre orateur, elle lui avait voté des remercîmens unanimes pour la manière dont il l'avait présidée pendant douze années. Tout à coup on apprit que le roi était gravement malade. L'anxiété à laquelle il avait été livré pendant quelques semaines avait suffi pour jeter une complète perturbation dans son esprit affaibli; il avait, pour la seconde fois, perdu la raison. On allait donc se trouver réduit à la nécessité d'organiser une régence dans un moment où il n'y avait pas même de ministres et où la situation extérieure du pays avait une si menaçante gravité. La fortune de l'Angleterre la préserva de cette terrible épreuve : la santé du roi se rétablit plus promptement qu'on n'aurait osé l'espérer. Cependant quelques semaines s'écoulèrent avant qu'on pût se hasarder à l'entretenir de matières politiques, et, pendant ce temps, les arrangemens ministériels restèrent inachevés. Dans cet

intervalle, l'idée de rappeler Pitt au pouvoir en considérant comme non avenu tout ce qui s'était passé depuis quelques mois se présenta à certains esprits. Les mémoires de lord Malmesbury nous avaient déjà révélé cette circonstance; ils avaient même donné lieu de croire qu'Addington était entré sérieusement dans cette pensée, qu'il avait offert à Pitt de lui rendre le ministère, et que c'était Pitt qui, après avoir paru un moment disposé à accueillir ces ouvertures, les avait définitivement rejetées. Le rôle que cette version prêtait aux deux personnages avait bonne grace de part et d'autre. Il paraît malheureusement que les choses ne se passèrent pas ainsi, et le journal manuscrit de lord Colchester, cité par le biographe de lord Sidmouth, contient un récit moins héroïque, mais bien plus conforme à la nature du cœur humain. Suivant ce journal, Dundas et d'autres amis particuliers de Pitt, croyant en effet que, dans les conjonctures si périlleuses où le pays se trouvait placé par la maladie du roi, l'intérêt public commandait de rendre à ce puissant homme d'état la direction des affaires en ménageant à Addington une grande position officielle, s'efforcèrent d'amener les esprits à cette opinion. Pitt, entraîné par leurs conseils, se persuada que c'était aussi l'avis d'Addington. Il lui fit savoir par un intermédiaire que, s'il désirait réellement une pareille combinaison, et si elle avait l'approbation du roi, pour son compte il était prêt à discuter les offres qu'on lui ferait à cet effet. Addington ne fut pas médiocrement surpris d'une communication à laquelle rien ne l'avait préparé. Sa réponse exprima d'une façon peu équivoque l'étonnement et la susceptibilité blessée. Il n'avait certes pas, dit-il, désiré quitter le poste qu'il occupait naguère; c'étaient les anciens ministres eux-mêmes qui l'y avaient déterminé, en lui déclarant qu'ils étaient irrévocablement décidés à se retirer, et que son acceptation du ministère était le seul moyen de salut qui restât à la couronne; en ce moment encore, son vœu le plus ardent serait de rentrer dans la vie privée et de leur remettre le pouvoir, si cela pouvait se faire d'une manière honorable pour tout le monde et conforme à la volonté royale. Il ne s'opposait nullement à ce qu'ils en parlassent au roi; mais, quant à lui, il n'en prendrait pas l'initiative, et il supposait qu'avant de soumettre ce nouveau plan à un prince dont la santé venait d'être si cruellement éprouvée, on croirait devoir consulter les médecins pour s'assurer qu'elle ne recevrait pas un dangereux ébranlement d'une communication si inattendue. Cette réponse dut faire comprendre à Pitt qu'on l'avait poussé à une fausse démarche. Dissimulant son mécontentement, il déclara que, tout bien considéré, le plan de Dundas ne convenait pas à l'état des choses, et il affecta de dire hautement que, le nouveau ministère étant en ce moment le seul possible, il ne reconnaîtrait pas pour ses amis ceux qui lui feraient opposition. Ainsi se termina ce regrettable incident. Les traces d'un mal-

entendu qui d'ailleurs n'avait pas éclaté dans le public parurent effacées, mais il en resta certainement dans l'esprit des deux principaux intéressés une impression pénible, un sentiment de défiance et de malaise.

Addington prit enfin possession du ministère. Le cabinet dont il devenait le chef comprenait, avec quelques anciens collègues de Pitt qui n'avaient pas partagé son opinion sur la nécessité d'émanciper les catholiques, plusieurs hommes jusqu'alors étrangers à la direction suprême des affaires. Aucun d'eux n'était connu soit pour une haute éloquence, soit pour un caractère ou des talens supérieurs; presque aucun ne compensait par une grande position de naissance ou de fortune ce qui leur manquait à tous en distinction personnelle. Une telle combinaison semblait bien peu proportionnée à l'étendue des difficultés et des périls. Néanmoins, grace à un heureux concours de circonstances, le nouveau ministère obtint d'abord d'éclatans succès. L'Égypte fut enlevée aux Français. La victoire de Copenhague brisa la ligue maritime du Nord, qui menaçait dans son principe la force de l'Angleterre. La mort de l'empereur Paul rompit les rapports intimes qui commençaient à s'établir entre la Russie et la France, et qui allaient les réunir dans une alliance contre le cabinet de Londres. L'Angleterre se trouva en mesure de traiter avec plus d'avantage d'une paix que l'opinion publique réclamait impérieusement, et, comme le dominateur de la France croyait aussi en avoir besoin pour affermir son autorité, les négociations ne tardèrent pas à s'ouvrir. Dirigées par Addington et par lord Hawkesbury, secrétaire d'état des affaires étrangères, avec une modération ferme et habile, elles aboutirent promptement au traité d'Amiens, dont les clauses, parfaitement honorables pour l'Angleterre, à qui elles laissaient une partie de ses conquêtes, furent d'abord l'objet d'un assentiment presque universel.

Le peuple anglais, soulagé tout à la fois du fardeau des taxes énormes que lui imposait la guerre et du surcroît de privations qu'y ajoutait une disette dont on avait enfin atteint le terme, commençait à respirer. L'allégement des souffrances publiques calmait naturellement la violence des partis; l'ordre public, un moment troublé par des conspirations et des émeutes auxquelles on avait opposé des lois d'exception temporaires et l'action rigoureuse de la justice, était complétement rétabli. Dans le parlement même, le cabinet sembla pendant quelque temps ne plus compter d'adversaires. Pitt et ses amis, sauf un très petit nombre de dissidens, lui prêtaient un appui franc et soutenu. Le parti de Fox, considérant comme une victoire la retraite de l'ancien ministère, ménageait les successeurs de Pitt et affectait de voir dans leur avénement, sinon l'inauguration de sa propre politique, au moins l'abandon, le désaveu de celle qu'il avait si long-temps combattue. Déjà même quelques-uns des membres de ce parti, à qui une opposition de vingt an-

nées commençait à peser, saisissaient, pour se rapprocher du pouvoir, l'occasion ou le prétexte d'un changement de personnes. Quant à cette classe qu'on désigne en Angleterre sous le nom de *country gentlemen*, et qui répond à notre noblesse de province, classe très influente dans la chambre des communes, où elle a presque toujours représenté l'esprit de conservation un peu exagéré, elle était animée d'une bienveillance particulière pour les nouveaux conseillers de la couronne. Les hommes de cette classe, pour la plupart honnêtes, médiocres, indépendans par position, dépourvus d'ambition personnelle, sont toujours portés à voir avec répugnance tout ce qui fait du bruit, tout ce qui trouble le repos routinier, qui est, à leurs yeux, le plus grand des biens. Ralliés autour de Pitt par le sentiment intime de la supériorité qui le rendait plus propre qu'aucun autre à gouverner l'Angleterre au milieu des orages soulevés par la révolution française, ils n'eussent certainement rien fait pour lui ôter le pouvoir, ils continuaient à l'estimer et à l'admirer; mais ils n'étaient pas éloignés de penser que, les circonstances ayant changé et les dangers extérieurs s'étant éloignés, le pays devait trouver quelque avantage à n'être plus gouverné par des hommes engagés trop long-temps dans les combats parlementaires pour être suffisamment aptes à opérer la réconciliation des partis, cette chimère favorite de la bienveillance inexpérimentée. Sous beaucoup de rapports d'ailleurs, Addington et plusieurs de ses collègues leur inspiraient une singulière sympathie. Long-temps dominés et éblouis par le génie de Pitt et de Fox, ce n'était pas sans une secrète complaisance qu'ils voyaient la direction du gouvernement passer enfin à des esprits d'une portée plus modeste, dont les conceptions moins hardies, moins élevées, ne dépassaient pas d'aussi loin le niveau de leur intelligence.

Des motifs analogues appelaient sur les nouveaux ministres la faveur particulière du roi. George III, qui, dans les commencemens de son règne, avait mis tant d'opiniâtreté à exclure de son conseil quiconque prétendait y faire prévaloir des idées tant soit peu contraires à son étroite politique, s'était résigné depuis, sous l'empire de la nécessité et pour conjurer de grands périls, à subir la supériorité hautaine de Pitt et de lord Grenville. Un revirement inattendu le mettait tout à coup en présence d'hommes portés par sentimens, par principes, par préjugés, à un respect excessif, à une sorte d'adoration pour l'autorité royale, et qui, au surplus, pour lui complaire, n'avaient pas à faire de sacrifices d'opinions, puisque les leurs comme les siennes étaient celles du vieux torysme. Il était impossible qu'il n'éprouvât pas d'un tel changement un grand bien-être moral et qu'il ne prît pas en affection ceux qui en étaient pour lui l'instrument. Addington et le nouveau chancelier, lord Eldon, ne tardèrent pas à recevoir les témoignages les moins équivoques de sa confiance et de son amitié. Ces témoignages avaient même

souvent un caractère excessif qu'explique l'affaiblissement de la raison de ce malheureux prince. Certains propos qu'il tint à ses ministres favoris, certains billets qu'il leur écrivit dans des circonstances qui ne semblaient pas de nature à lui causer une vive émotion, sont empreints de cette tendresse exaltée et bizarre dont l'ame se trouve quelquefois pénétrée, lorsqu'un commencement d'ivresse ou l'imminence de la folie vient déranger l'équilibre de ses facultés.

Tout souriait donc au ministère, rien ne lui faisait obstacle, et on eût pu croire qu'un charme magique avait fait disparaître devant lui les difficultés sans nombre qui naguère entravaient de toutes parts l'action du pouvoir; mais ce triomphe factice, dû presque uniquement à la fatigue momentanée du pays, ne pouvait être de longue durée. La paix générale, rétablie par le traité d'Amiens, était tout à la fois la raison d'existence et le titre d'honneur de l'administration d'Addington. Elle lui avait donné une grande popularité; elle expliquait aux yeux de tous sa présence au poste que Pitt avait occupé tant que la guerre avait duré, tant que ses talens et son énergie avaient été nécessaires pour tenir tête à un formidable ennemi. Cette paix cependant ne tarda pas à être compromise. Quelques mois s'étaient à peine écoulés que déjà les empiétemens et les prétentions du premier consul français avaient réveillé la jalouse inquiétude de la nation britannique. Vainement Addington, qui désirait le maintien de son œuvre, s'efforça-t-il, d'abord par des ménagemens que beaucoup de personnes trouvèrent exagérés, puis par de vives remontrances et par des exigences peut-être excessives, de prévenir le renouvellement des hostilités. Bientôt l'optimisme le plus extrême put à peine se dissimuler l'imminence d'une rupture. Dès ce moment, on peut le dire, l'arrêt de mort du cabinet fut prononcé. L'Angleterre, replacée en présence des plus grands dangers qui l'eussent jamais menacée, devait se hâter de rappeler au pouvoir l'homme que l'opinion désignait comme le plus capable de soutenir une aussi terrible lutte. Addington, dans l'intérêt du pays, dans son propre intérêt même, eût dû comprendre que l'heure de la retraite avait sonné pour lui. Il ne le comprit pas, et, pour s'en étonner, il faudrait ignorer absolument la puissance de l'amour-propre.

J'ai dit qu'un petit nombre d'amis de Pitt, malgré les exhortations de leur chef, s'étaient constamment refusés à appuyer son successeur. Canning particulièrement s'était efforcé, avec une singulière vivacité, de discréditer Addington, de le présenter comme un ministre incapable, de le tourner même en ridicule. Faisant allusion à la profession de son père et aussi à certaines habitudes de pompe magistrale que l'ancien orateur des communes avait peut-être contractées dans l'exercice de ses fonctions présidentielles, il affectait de ne plus le désigner que par le titre de *docteur*, qui, pendant bien des années, resta attaché

à son nom en guise de sobriquet, et qui devint le texte d'une multitude de chansons, de récits épigrammatiques conservés par les mémoires du temps. Quelque frivole que puisse paraître une semblable polémique, on ne peut nier qu'elle n'ait exercé une influence très réelle et qu'elle n'ait contribué, autant que des attaques plus sérieuses, à affaiblir le ministre qu'elle livrait ainsi aux sarcasmes de tous les esprits superficiels.

Peu à peu, à mesure que s'accroissaient les probabilités d'une rupture avec la France, cette opposition, qui avait toujours blâmé les clauses de la paix d'Amiens, prenait plus de force. L'idée de ramener Pitt au pouvoir faisait des progrès. Pitt lui-même s'y laissa entraîner. J'ai déjà eu l'occasion de montrer ici même (1) comment l'union intime qui avait d'abord existé entre l'ancien et le nouveau ministre se transforma insensiblement en un état d'hostilité déclarée. La *Vie de lord Sidmouth* contient, à ce sujet, de curieux détails, et l'impression qu'on en garde après les avoir lus, c'est que, dans la position fausse où ces deux hommes se trouvaient placés, il était impossible que ce qui finit par arriver n'arrivât pas en effet. On y voit avec quelle susceptibilité inquiète Pitt, sans cesse excité par des amis passionnés, surveillait les actes et le langage du cabinet, tantôt s'offensant de ce qu'Addington n'avait pas repoussé avec assez de force les attaques dirigées par l'ancienne opposition contre l'administration précédente, tantôt même croyant voir, dans les argumens par lesquels il défendait ses propres actes, un blâme indirect jeté sur la politique de ceux qu'il avait remplacés. Pitt, qui pensait déjà sérieusement à rentrer au ministère, mais qui se sentait gêné et embarrassé dans ce qu'il pourrait tenter à cet effet par la confiance affectueuse qu'Addington continuait à lui témoigner, cherchait, pour rompre ce lien incommode, à s'exagérer des griefs, sinon tout-à-fait imaginaires, au moins bien légers en eux-mêmes, et à les transformer en des torts réels qui pussent justifier une séparation; mais Addington ne faisait rien pour lui faciliter la rupture : soit calcul, soit naïveté bienveillante, il semblait ne pas s'apercevoir de ce refroidissement, et il persistait à accabler son ancien ami de confidences, de demandes de conseils, de protestations de dévouement et de tendresse.

Ce jeu ou ce malentendu ne pouvait se prolonger indéfiniment. Addington comprit enfin que, pour conserver l'alliance de Pitt, il fallait le rattacher au gouvernement par un lien positif. Croyant s'être assuré de ses dispositions favorables au moyen de quelques paroles assez vagues échangées directement avec lui, il confia à Dundas, récemment élevé à la pairie sous le titre de lord Melville, le soin d'entamer formellement la négociation. Pitt, qui, dans l'état des choses, ne voulait pas prendre part aux discussions parlementaires, s'était retiré à la cam-

(1) Voyez, dans la livraison du 15 juin 1845, l'étude sur le second Pitt.

pagne pendant la durée même de la session. Lord Melville alla l'y trouver et lui proposa, de la part d'Addington, un arrangement dont les bases étranges attestaient, dans celui qui l'avait conçu, d'incroyables illusions. Le ministère alors existant eût été maintenu; Pitt y serait entré en qualité de secrétaire d'état et y aurait introduit avec lui un de ses amis; Addington consentait à devenir aussi simple secrétaire d'état, laissant au frère aîné de Pitt, à lord Chatham, avec le titre de premier lord de la trésorerie, les honneurs du rang de premier ministre, mais conservant en effet l'influence dominante dans un cabinet composé, en grande majorité, de ses adhérens.

Pitt, qui pensait avec raison qu'après ce qu'il avait été et ce qu'il avait fait, la première place lui était nécessairement acquise dans toute combinaison ministérielle dont il ferait partie, fut vivement blessé d'une pareille offre. Il se refusa absolument à la discuter. Pour toute réponse, il dicta à lord Melville les termes de la lettre qui annonça à Addington le rejet de sa proposition. Il ne souhaitait nullement rentrer aux affaires, était-il dit dans cette lettre; son désir était, tout en restant en dehors de l'administration, de l'appuyer tant qu'elle serait en mesure de gouverner avec quelque apparence de succès et qu'elle demeurerait fidèle aux principes essentiels de politique intérieure et extérieure qu'il n'abandonnerait jamais; mais plusieurs circonstances relatives à la politique étrangère et aux opérations de finances lui inspiraient de graves inquiétudes, et, dans des conjonctures moins critiques, il eût pu se croire obligé de relever publiquement de dangereuses erreurs consignées dans un exposé financier qui venait d'être présenté au parlement. Il s'en abstiendrait cependant, il resterait à la campagne pour ne pas se trouver forcé de se mêler à des discussions qui l'obligeraient à dire toute sa pensée. Après avoir caractérisé comme on vient de le voir les dispositions de Pitt, lord Melville racontait ainsi à Addington les détails de leur entretien :

« Je ne lui ai pas caché l'idée dont vous m'aviez parlé, qu'il pourrait reprendre une part du pouvoir, et que, dans cette supposition, on placerait à la tête du gouvernement un homme de rang, d'une grande considération, qui lui serait parfaitement agréable. J'ai même spécifié la personne que vous m'aviez nommée; mais il n'y a pas eu lieu de discuter ce côté de la question, car, de prime-abord, sans réserve, sans affectation aucune, il m'a fait connaître ses sentimens à l'égard de toute proposition fondée sur une semblable base. Dans l'état incertain de sa santé, il doute qu'en aucun cas il pût raisonnablement consentir à se charger de la conduite des affaires publiques au milieu des difficultés qui nous entourent ou qui nous menacent. Le moment d'une négociation encore en suspens avec la France ne lui paraît, sous aucun point de vue, celui où il pourrait avec opportunité reprendre le pouvoir; mais, dans aucune hypothèse, rien ne le déciderait à se mettre en avant, excepté le sentiment profond d'un devoir

public et la certitude positive que ses services, quels qu'ils puissent être, sont désirés et jugés essentiels dans le plus haut lieu et par tous ceux avec qui, en conséquence des arrangemens qu'on formerait sur cette base, il pourrait avoir à agir confidentiellement. Son opinion bien arrêtée est que, dans cette supposition, il ne pourrait avoir aucune chance d'appliquer ses propres idées sur la manière d'être utile au pays par rapport à un des grands objets auxquels il attache une importance capitale qu'en reprenant la direction de ses finances. Outre cette considération, il a établi, en termes tout aussi décidés et tout aussi positifs, sa conviction de la nécessité absolue que, pour conduire les affaires, il y ait un ministre réel, avoué, possédant le poids principal dans le conseil et la première place dans la confiance du roi, en sorte qu'il ne puisse y avoir ni rivalité ni division dans le pouvoir. Ce pouvoir doit résider dans la personne généralement appelée premier ministre, et ce ministre doit, à ce qu'il pense, être celui qui dirige les finances. »

Le sens de cette lettre était clair : elle disait assez expressément, dans sa phraséologie pénible et embarrassée, que Pitt, loin de se contenter de l'égalité apparente et de l'infériorité réelle de position que lui offrait Addington, ne voulait rentrer au ministère qu'en maître absolu, tel qu'il l'avait été jadis. Addington espéra le satisfaire par quelques concessions. Ils eurent chez un ami commun une conférence qui, comme il était facile de le prévoir, ne produisit aucun résultat. Pitt voulait ramener avec lui dans le conseil tous ses adhérens principaux; Addington prétendait naturellement exclure ceux qui, depuis deux ans, n'avaient cessé de lui faire une guerre acharnée. L'aigreur s'en mêla. Une correspondance s'engagea entre eux à l'effet de constater par écrit les circonstances de cette entrevue sur lesquelles il commençait à courir des bruits contradictoires, et Pitt y porta une amertume hautaine qui changea ce dissentiment en une véritable rupture. Des pamphlets écrits par les partisans de ces deux hommes d'état, et dont les amis de Pitt eurent le tort de prendre l'initiative, aggravèrent la querelle en la rendant publique. La querelle éclata dans le parlement même. Sur ces entrefaites, la guerre avait recommencé contre la France. Napoléon, qui n'avait pas alors d'autres ennemis que l'Angleterre, faisait des préparatifs formidables pour envahir le territoire britannique. L'Angleterre, ainsi menacée sur son propre sol, rassemblait toutes ses forces pour lui opposer une résistance désespérée. Le parlement n'avait presque plus d'autres préoccupations. L'appréciation des mesures prises ou proposées par le cabinet pour organiser cette résistance, pour y faire concourir utilement les populations qui s'empressaient d'offrir le secours de leurs bras, était le fond de toutes les discussions. Dans ces débats, en quelque sorte techniques, le cabinet semblait souvent avoir l'avantage; tenant entre ses mains tous les ressorts de l'administration, il pouvait combattre par des calculs précis, par des faits positifs, les

hypothèses de ses adversaires; mais on sentait que ce n'était pas là la véritable, la grande question. La pensée qui planait sur ces débats et qu'exprimaient distinctement les discours d'un certain nombre d'orateurs, c'est qu'au moment d'engager une lutte dont devait dépendre l'existence même du pays, le peuple anglais ne pouvait laisser ses destinées entre les mains de ministres relativement faibles et médiocres, alors que chacun des grands partis qui divisaient la nation et le parlement avait à sa tête des chefs en qui la vigueur du caractère égalait la puissance du génie. Comme le disait Canning avec une verve dont la hardiesse en apparence paradoxale couvrait une vérité profonde, le choix des mesures importait peu en comparaison de celui des hommes qui auraient à les appliquer.

Cependant Addington et ses collègues ne se montraient nullement disposés à céder la place. L'ancienne opposition, celle qui suivait la bannière de Fox, leur avait déjà retiré l'espèce d'appui ou plutôt la tolérance qu'elle leur accordait naguère, lorsqu'elle voyait en eux les représentans d'un système de paix extérieure conforme à sa politique. Pitt leur était devenu hostile, et cependant ils restaient debout. Deux causes leur donnaient momentanément la force. L'une, c'était la faveur du roi, dont on avait excité contre Pitt les jalouses défiances, en lui présentant comme une tentative d'empiétement sur son autorité les conditions que cet homme d'état avait voulu mettre à sa rentrée au ministère. L'autre cause tenait à cette médiocrité même des ministres, qui, comme je l'ai expliqué, leur assurait dans la chambre des communes de nombreuses sympathies. Ces propriétaires campagnards (*country gentlemen*), qui y forment habituellement la masse du parti conservateur, et que Pitt avait si bien disciplinés, se tournaient maintenant contre lui, étonnés, indignés de ce qu'il faisait à son tour de l'opposition; ce n'était pas sans un complaisant retour d'amour-propre qu'ils voyaient des hommes placés à peu près à leur niveau tenir tête à ceux qu'ils s'étaient habitués à considérer comme des géans; un instinct personnel les portait à se ranger, dans cette lutte, du côté des talens les moins éminens. Il est curieux de voir, dans les lettres de félicitation et d'encouragement qu'Addington reçut à cette époque, et dont plusieurs nous ont été soigneusement conservées par son biographe, l'expression naïve des sentimens qui lui ralliaient ainsi les vœux et les suffrages d'une partie considérable de la nation et du parlement. Un de ses correspondans lui dit que le peuple ne croit plus à la nécessité d'une éloquence éclatante pour soutenir le gouvernement. Un autre l'assure que, s'il vient malheureusement à succomber sous les attaques de ses ennemis, la nation est perdue sans ressource. Un troisième (c'est le fameux Warren Hastings) lui déclare que, s'il rencontre dans la chambre des communes de nombreux adversaires, le peuple est pour lui; que ce

peuple *exècre la coalition des partis réunis pour combattre le cabinet, cette combinaison effrontée et contre nature d'intérêts, de liaisons, d'opinions opposées, cette attaque sauvage contre les sentimens, la paix, la santé, la vie même du roi; qu'on rend justice au zèle, à l'intégrité, à l'équité, à la parfaite harmonie qui distinguent le ministère, à son esprit d'économie, à l'habileté avec laquelle il a su trouver les ressources exigées par les circonstances.* « Tels sont, lui dit-il enfin, les traits caractéristiques de votre administration. Et en quoi donc est-elle défectueuse? Pour parler comme d'autres, je dirai : en puissance oratoire, elle n'a pas ce don de perdre du temps et des paroles qui se trouve invariablement là où manquent le fond solide et la faculté de marcher en avant.... Vous avez été appelé au poste que vous occupez par le choix du roi lui-même; vous êtes le ministre de son choix et de sa confiance particulière. » C'est ainsi que s'exprimait Warren Hastings, c'est ainsi qu'il comprenait le gouvernement parlementaire. Sa haute intelligence, obscurcie par les habitudes despotiques qu'il avait contractées dans l'Inde et par le ressentiment bien naturel que son procès lui avait laissé contre tous les hommes éminens de la chambre des communes, méconnaissait la constitution et les mœurs de l'Angleterre au point de faire un mérite à Addington d'être arrivé au pouvoir par le seul fait de la volonté royale; dans sa haine pour la liberté et pour ses plus brillantes manifestations, il allait jusqu'à confondre la haute et grande éloquence avec la vaine déclamation, jusqu'à n'y voir, comme le vulgaire, qu'un frivole talent d'agrément, plus nuisible qu'utile à la chose publique, jusqu'à oublier qu'elle tient par des liens intimes aux plus grandes facultés de l'ame et de l'esprit, et que, sous une forme quelconque, elle a toujours été un des élémens essentiels de ces organisations puissantes appelées à dominer ou à transformer les nations.

Tôt ou tard Addington devait succomber, parce que les forces qui le soutenaient n'étaient pas de nature à prévaloir bien long-temps sous un régime constitutionnel et dans les conjonctures où l'on se trouvait alors. Ce qui retarda sa chute, c'est que les partis si divers qui le combattaient hésitaient à s'unir franchement contre lui. Les tristes souvenirs de la grande coalition qui, vingt ans auparavant, avait si mal réussi à Fox, se dressaient devant eux comme un épouvantail. Long-temps ils n'eurent entre eux aucune communication. Repoussant avec une sorte de terreur ce mot de *coalition* dont les partisans du gouvernement s'efforçaient de stigmatiser leur alliance tacite, ils prétendaient un peu puérilement que ce n'était qu'une *coopération*. Lors même que lord Grenville et ses amis se furent enfin décidés à se concerter directement avec Fox, Pitt, tout en s'efforçant de pallier ou d'excuser cette démarche, tout en parlant avec une aigreur extrême des torts du ministère, dont elle était, suivant lui, le résultat presque nécessaire, continua à

se tenir à l'écart. Il répugnait à se jeter ouvertement, complétement dans l'opposition, parce qu'il sentait qu'en faisant un pas de plus dans cette voie, il se créait des difficultés pour l'avenir. Des critiques de détail, auxquelles il évitait soigneusement de donner un caractère systématique, étaient les seules attaques qu'il dirigeât contre le cabinet. Il espérait qu'Addington tomberait sans qu'il eût trop directement contribué à sa chute. Ce manége, où l'on cherche vainement la franchise et la dignité du grand homme d'état, ne devait pas lui réussir. Il fallut enfin qu'il se décidât à entrer ouvertement en lice, à combattre au grand jour à côté de Fox, que, cependant, il ne voulut pas voir en particulier. Cet effort fut décisif. Addington, qui conservait encore dans la chambre des communes une faible majorité numérique, mais qui voyait tous les chefs de parti, tous les grands talens réunis contre son administration, se détermina enfin à céder la place. S'il faut en croire les explications qu'il donna alors à un de ses amis, il se sentait encore en état de prolonger le combat, mais il craignait que les émotions d'une crise aussi violente ne compromissent la santé du roi, qui venait d'éprouver une nouvelle rechute; il craignait aussi que Pitt, en s'engageant de plus en plus dans l'opposition, ne devînt moins apte à servir utilement le pays. Si ce furent là les vrais motifs de la retraite d'Addington (et l'honnêteté bien connue de son caractère permet de le penser), ils lui font, certes, beaucoup d'honneur; on peut seulement regretter qu'il ait autant tardé à prendre sa résolution; plus prompte, cette détermination eût été plus évidemment volontaire, et elle aurait plus complétement atteint le double but qu'il disait avoir en vue.

Il n'entre pas dans mon sujet de raconter le pénible enfantement du ministère dont Pitt, sur l'invitation du roi, entreprit la formation, de dire comment, le roi ayant absolument refusé d'y laisser entrer Fox, et lord Grenville n'ayant pas voulu y entrer sans lui, Pitt n'eut d'autre ressource, pour composer son cabinet, que de réunir à quelques-uns de ses anciens amis la majeure partie des collègues d'Addington, qui les engagea généreusement à accepter les offres de son rival. Ainsi se rompit la coalition à peine formée, et, en se rompant, elle brisa les partis mêmes qui s'étaient un moment réunis sous son drapeau. La puissante majorité qui avait soutenu jadis la politique de Pitt avait, en réalité, cessé d'exister.

Addington, en se retirant après avoir rempli pendant trois ans les fonctions de premier ministre, refusa la pairie que le roi lui offrit de la manière la plus pressante. Il ne voulut pas accepter de pension. Ce n'est pas la seule preuve de désintéressement qu'il ait donnée dans le cours de sa carrière. Il faut pourtant remarquer que trois ans auparavant il avait fait conférer à son fils, à peine sorti de l'enfance, une sinécure d'un revenu de 3,000 livres sterling. A cette époque, une pareille

faveur semblait une rémunération toute naturelle et même très modeste du temps et des soins qu'un ministre, possesseur le plus souvent d'un riche patrimoine, consacrait au gouvernement. Les censeurs les plus sévères des mœurs publiques de notre temps seront forcés de reconnaître qu'aujourd'hui, en France surtout, les dépositaires du pouvoir n'acquièrent pas aussi facilement la gloire de l'abnégation, bien que la pauvreté de la plupart d'entre eux pût leur mériter quelque indulgence. Cela ne veut pas dire qu'Addington et ses contemporains n'eussent pas droit aux éloges qu'on leur prodiguait; ils agissaient conformément aux idées de leur époque. Dans des temps plus éloignés de nous, Sully, le grand Sully a bien pu conquérir la réputation d'une austère probité en amassant d'immenses richesses pendant qu'il ruinait les créanciers de l'état pour rétablir les finances. Ce qu'il est permis, ce qu'il est juste de conclure de semblables contrastes, c'est que le niveau de la morale publique s'est élevé depuis lors, et qu'il faut ignorer étrangement le passé pour ajouter foi aux déclamations si souvent répétées sur les prétendus progrès de la corruption. Tel acte qui jadis semblait parfaitement naturel et légitime suffirait aujourd'hui pour déshonorer un homme public. Nous pouvons, individuellement, ne pas valoir mieux que nos ancêtres; mais, sous l'influence d'une civilisation plus perfectionnée, l'opinion plus délicate, plus éclairée, nous impose des devoirs bien autrement rigoureux.

A défaut de récompenses plus substantielles, Addington emporta dans sa retraite les témoignages les moins équivoques des regrets et de l'affection de George III. Dans le billet par lequel ce prince termina, le 14 mai 1804, leur correspondance officielle, on lit cette phrase expressive : « L'honneur, la sincérité, l'attachement personnel de M. Addington seront toujours pour le roi la source des satisfactions et des consolations les plus réelles que sa majesté puisse éprouver, car le roi ne fait cas que de ceux qui voient en lui un homme, et non pas de ceux qui, ne pensant qu'au monarque, sont nécessairement conduits par l'intérêt, non par l'amitié. » Peu de jours après, George III, sans s'inquiéter du déplaisir que de pareilles démonstrations pouvaient causer aux nouveaux ministres, alla, suivi de la reine et de quelques-uns de ses enfans, visiter Addington et sa famille dans une maison de campagne dépendant du domaine royal où il lui avait permis de s'établir pendant son ministère pour l'avoir toujours à sa portée, et dont il exigea qu'il conservât la jouissance même après avoir quitté les affaires.

Pitt avait repris, de sa main vigoureuse, la direction du gouvernement. Le trait essentiel qui distinguait sa politique de celle d'Addington, c'est que ce dernier voulait que l'Angleterre, au lieu d'exciter les puissances européennes à reprendre immédiatement les armes contre la France, leur laissât le temps de réparer leurs forces et se

tînt elle-même sur une imposante défensive. Pitt, au contraire, plus hardi, plus énergique, pensait que le seul moyen de résister à Napoléon, c'était de lui susciter des ennemis sur le continent. Il s'empressa donc d'ouvrir des négociations à cet effet; mais, tandis qu'il préparait secrètement au dehors une nouvelle coalition européenne, il avait à lutter, en Angleterre même, contre des difficultés bien nouvelles pour lui. Le charme par lequel il avait si long-temps dominé la chambre des communes semblait s'être évanoui; ses plans, ses projets n'y étaient plus reçus avec la même déférence que pendant son premier ministère, la majorité qui le soutenait était faible et incertaine, et les collègues dont il lui avait été possible de s'entourer ne lui prêtaient pas un appui suffisant. Évidemment, le cabinet avait été fondé sur une combinaison trop étroite, et il fallait l'élargir pour acquérir la force et la liberté d'action dont on avait un si impérieux besoin. Pitt le comprit. Après d'inutiles tentatives pour se réconcilier avec lord Grenville, il se résigna à une démarche qui dut coûter beaucoup à son orgueil : il sollicita le concours d'Addington, à qui il avait si récemment refusé le sien; il lui fit offrir une position importante dans l'administration.

Pour concevoir le prix qu'il pouvait attacher à cette alliance, il ne faut pas seulement tenir compte de la valeur personnelle d'Addington. Ce qui faisait de ce dernier un personnage considérable, c'étaient la faveur et la confiance que le roi continuait à lui témoigner; c'était aussi l'existence d'un parti, ou, pour mieux dire, d'une coterie de parens et d'amis qui s'était formée autour de lui pendant son ministère, et qui continuait à suivre sa direction. Cette coterie était peu nombreuse, les hommes dont elle se composait n'avaient ni des facultés bien remarquables, ni, à l'exception du marquis de Buckingham, une bien grande existence; ils ne représentaient dans le pays ni une opinion, ni une doctrine distincte des opinions et des doctrines générales du torysme. Leur seul lien de cohésion résidait dans le sentiment qui les portait à se soutenir les uns les autres, et qui leur faisait considérer, de la meilleure foi du monde, la présence de leur chef dans les conseils de la couronne et leur propre participation aux fonctions publiques comme un principe de gouvernement. En des temps ordinaires, au milieu de grands partis organisés, ils eussent eu peu de moyens d'acquérir de l'influence ou même de se faire remarquer; mais les partis étaient alors, par l'effet de la coalition et des derniers reviremens ministériels, dans un tel état de dissolution et d'éparpillement, qu'à vrai dire la majorité n'existait nulle part, qu'on la voyait se modifier suivant les questions et que souvent les forces de l'opposition balançaient celles du ministère. Cette situation anormale et presque anarchique devait se prolonger pendant plusieurs années. On comprend quelle importance elle donnait à un petit nombre d'hommes bien décidés à ne pas se sé-

parer et qui souvent pouvaient, en se portant de l'un ou de l'autre côté, donner ou retirer la victoire.

Ce fut lord Hawkesbury, alors secrétaire d'état dans le ministère de Pitt, après l'avoir été dans celui d'Addington, qui se chargea, par ordre du roi, de négocier entre eux un rapprochement. Leur réconciliation se fit promptement et facilement. Comme leur présence simultanée dans la même chambre paraissait, après les combats qu'ils s'y étaient livrés, rendre plus difficile leur coopération, Addington consentit, non sans regret, à passer à la chambre haute sous le titre de vicomte Sidmouth; il accepta aussi, pour que sa position privée fût au niveau de sa dignité nouvelle, la pension qu'il était d'usage d'accorder aux anciens orateurs des communes, et qu'il avait refusée dans d'autres circonstances; enfin, il entra dans le cabinet en qualité de président du conseil. On sait que ce titre, en donnant à celui qui en est revêtu le premier rang honorifique, le laisse réellement en dehors des fonctions actives du gouvernement. Le plus marquant des adhérens d'Addington, lord Buckingham, fut nommé chancelier du duché de Lancastre. D'autres obtinrent des emplois inférieurs, et on promit de donner plus tard à leur ambition une satisfaction plus complète. Ces arrangemens furent terminés au mois de janvier 1805, sept mois seulement après la formation du ministère qu'on était si tôt obligé de modifier.

L'alliance de Pitt et de lord Sidmouth ne devait pas avoir une longue durée. Il n'existait pourtant entre eux aucune dissidence fondamentale sur les grandes questions de gouvernement, mais leurs rapports réciproques avaient été trop complétement faussés pour qu'il fût possible de les rétablir. Pitt, dans le sentiment hautain de sa force, voulait être le maître et se prêtait difficilement, au milieu des préoccupations que faisaient peser sur lui les grandes affaires de l'Angleterre et de l'Europe, aux ménagemens qu'eût exigés la susceptibilité de son collègue. Lord Sidmouth, si récemment encore chef du gouvernement, ne se résignait pas sans regret à une position secondaire. La conscience même de son infériorité personnelle lui rendait cette position plus pénible, parce qu'elle en était aux yeux de tous l'explication naturelle. Il eût voulu que sa rentrée dans le cabinet eût le caractère d'un événement politique, que son influence, son action, se montrassent au public, sinon comme égales à celles de Pitt, au moins comme distinctes. C'était la plus irréconciliable de toutes les rivalités, celle de la vanité contre l'orgueil. Soigneusement fomentée de part et d'autre par ces dangereux amis qu'on voit toujours empressés, dans les complications semblables, à aigrir les soupçons et les ressentimens de leurs patrons, il était presque impossible qu'elle n'aboutît pas bientôt à une rupture ouverte. En vain quelques hommes sages et bienveillans s'efforçaient de la prévenir : on peut concilier des opinions et des intérêts différens, on ne concilie pas

des amours-propres tellement engagés qu'un rapprochement serait pour eux une humiliation, et c'était précisément la situation de lord Sidmouth, qui tenait, avant tout, à ne pas paraître dominé et absorbé par Pitt, et qui, sans bien s'en rendre compte, à défaut d'un dissentiment réel, eût volontiers cherché l'occasion de prendre dans le cabinet une autre attitude que son illustre rival.

Cette occasion ne se présenta que trop tôt. Un des principaux membres du ministère, celui peut-être dont le concours était le plus utile à Pitt, lord Melville, fut dénoncé à la chambre des communes comme ayant prévariqué, bien des années auparavant, dans le maniement des fonds affectés à un emploi dont il était alors chargé. Pour des motifs qu'il est inutile d'expliquer ici, les amis de lord Sidmouth crurent devoir appuyer cette dénonciation, et lord Sidmouth exigea que toute liberté leur fût laissée à cet égard, en sorte que le vote qu'ils porteraient contre l'honneur et l'existence politique d'un des ministres ne les constituerait pas en état d'opposition contre le ministère. Pitt, dont les embarras étaient toujours très grands et qui craignait de provoquer la dissolution du conseil, fut contraint de subir cette condition étrange. Par suite d'une aussi inconcevable transaction, la chambre des communes, à la majorité d'une seule voix, prit une résolution qui eut pour conséquence la mise en accusation de lord Melville. Jamais Pitt n'avait essuyé un échec aussi complet et aussi douloureux. On comprend ce qu'il dut éprouver lorsque lord Sidmouth vint réclamer pour ses protégés les places que rendait disponibles, dans la haute administration, la chute de lord Melville. Il se contint cependant; sans rétracter ses promesses, il demanda du temps pour les accomplir; il représenta que la dignité même du gouvernement était intéressée à ce qu'il ne parût pas récompenser immédiatement ceux qui venaient de lui porter un coup si cruel. Lord Sidmouth ne voulut rien entendre, craignant que sa considération ne fût compromise, si on différait davantage de lui donner la satisfaction à laquelle il croyait avoir droit, et, après plusieurs semaines d'explications, de tiraillemens, de malentendus, il donna sa démission de la présidence du conseil, qu'il avait occupée six mois seulement. Ses amis le suivirent naturellement dans sa retraite, dont leurs exigences étaient la cause première ou du moins la plus apparente.

Ce qui est singulier, ce qui fait également honneur à Pitt et à lord Sidmouth, c'est qu'une rupture précédée de semblables incidens ne prit pas entre eux, comme leur première séparation, le caractère d'une brouillerie personnelle, c'est qu'ils restèrent l'un à l'égard de l'autre dans des dispositions bienveillantes. Quelque temps après, lord Sidmouth ayant éprouvé un grand malheur de famille, Pitt alla le visiter à la campagne. Leur entrevue fut franchement amicale; ils causèrent librement de toute chose, même de l'état du pays. Ils comptaient se

revoir, mais bientôt Pitt, dont la santé était depuis long-temps fort altérée par l'excès du travail et des inquiétudes morales, tomba gravement malade. La bataille d'Austerlitz lui porta le dernier coup, et le 23 janvier 1806 il mourut d'épuisement avant d'avoir atteint sa quarante-septième année. Lord Sidmouth fut profondément affecté de cette mort. Il était loin de croire que l'événement dût être aussi prochain. Dans une lettre qu'il écrivit à cette époque et qui est la touchante expression d'une douleur sincère, il se félicita de l'heureuse inspiration qui, peu de jours auparavant, l'avait porté à détourner par ses conseils une attaque qu'on voulait diriger, dans la chambre des lords, contre la politique extérieure du grand homme expirant, et qui eût rendu ses derniers momens plus amers.

II.

On sait quelles furent les suites immédiates de la mort de Pitt. Le cabinet qu'il dirigeait et dont il était l'unique force, saisi d'une espèce de terreur panique, s'empressa, malgré les instantes prières du roi, de donner sa démission. George III, ainsi abandonné, fut contraint de recourir à ce parti whig qu'il tenait si soigneusement éloigné du pouvoir depuis plus de vingt ans, et l'on vit se former, sous Fox et lord Grenville, le ministère auquel l'histoire a conservé le nom de *ministère de tous les talens*, que les tories, par une affectation ironique, lui avaient donné à titre de sobriquet. La pensée qui présida à sa formation, ce fut d'y réunir toutes les forces, toutes les influences du pays pour en faire comme un faisceau qu'on pût opposer aux dangers dont l'Angleterre était menacée par les étonnans progrès de la puissance française. Lord Sidmouth fut invité à prendre part à cette combinaison avec la petite fraction du parti tory qui le reconnaissait pour son chef : il ne se refusa pas à cet appel. Admis dans le nouveau cabinet en qualité de lord gardien du sceau privé, il échangea bientôt ce titre à peu près honorifique contre celui de président du conseil. Un autre tory, le grand-juge lord Ellenborough, devint aussi membre du cabinet pour que lord Sidmouth ne s'y trouvât pas complétement isolé, et des emplois secondaires, bien qu'importans encore, furent distribués à ses protégés.

On disait alors que dans cette administration, formée presque en totalité d'hommes qui étaient pour le roi un objet d'aversion et de défiance, lord Sidmouth jouait le rôle d'un vieil et fidèle intendant chargé de veiller aux intérêts de son maître au milieu d'une foule de serviteurs nouveaux d'une fidélité douteuse. Il est probable, en effet, que les whigs, en s'associant lord Sidmouth, avaient surtout voulu donner au roi un témoignage de condescendance et calmer l'inquiétude qu'il aurait éprouvée, s'il s'était vu exclusivement entouré d'hommes dont il

détestait les principes. On ne savait pas alors que lord Sidmouth n'occupait plus, à beaucoup près, dans la faveur de George III, la place qu'il y avait eue naguère. Ce prince, qui n'aimait pas l'indépendance des hommes publics, et qui, surtout depuis l'affaiblissement de ses facultés intellectuelles, ressentait une extrême impatience de tout ce qui pouvait lui susciter des difficultés ou seulement des embarras, n'avait pas plus pardonné à lord Sidmouth de s'être séparé de Pitt l'année précédente qu'il n'avait auparavant pardonné à Pitt d'avoir adhéré à la coalition de Fox et de lord Grenville. Suivant toute apparence, il lui sut peu de gré de son alliance avec les whigs, et il ne paraît pas que, pendant toute la durée du cabinet fondé sur cette alliance, il ait eu avec lui des relations plus intimes et plus confidentielles qu'avec les autres ministres.

Lord Sidmouth, en devenant le collègue de Fox et de lord Grenville, leur avait déclaré que, si la question de l'émancipation des catholiques qu'on était convenu de laisser dormir était jamais reproduite, il se réservait de repousser cette grande innovation. Cette réserve avait rencontré d'autant moins d'objections, qu'avec les dispositions bien connues du roi aucun ministère ne pouvait penser alors à proposer une réforme entourée d'ailleurs de tant de difficultés. Bien que ce point de dissentiment se trouvât ainsi écarté, bien que lord Sidmouth n'eût qu'à se louer des procédés personnels des autres membres du conseil, qu'il rendît justice à leur caractère et à leurs talens, et que Fox exerçât même sur lui la séduction à laquelle échappaient rarement ceux qui se trouvaient en rapport avec cet homme extraordinaire, sa situation était délicate et pénible dans un cabinet où dominaient des opinions et des sentimens si différens des siens. Il n'approuvait pas l'ensemble des mesures prises pour la défense du pays et qui lui semblaient peu proportionnées, soit à la grandeur des périls, soit à l'étendue des ressources; pour la première fois, écrivait-il à l'un de ses plus intimes confidens, la sûreté de l'Angleterre lui paraissait véritablement compromise, et il craignait de se trouver réduit à la nécessité de dénoncer à la chambre des lords l'insuffisance des préparatifs militaires. Sur une autre question qui, il est vrai, comportait davantage une divergence d'avis entre les conseillers de la couronne, il se trouva en désaccord public avec les chefs du ministère : il combattit avec beaucoup de force, quoique sans succès, le bill proposé pour l'abolition immédiate de la traite des noirs; il voulait y substituer, comme plus efficaces, une abolition graduelle et des dispositions combinées pour améliorer le sort des esclaves. Il se montra également contraire à une proposition ministérielle qui, sous prétexte de régulariser la condition des Irlandais catholiques appelés à faire en Angleterre un service militaire, tendait en effet à diminuer un peu les incapacités encore inhérentes à ceux des sujets britanniques qui professaient la religion romaine. En cette occasion, lord Sidmouth se

trouva naturellement d'accord avec le roi. George III, qui avait d'abord consenti à la proposition de ses ministres, parce qu'il n'en avait pas compris la portée, ou, comme il le prétendit, parce qu'on ne lui en avait pas fait connaître les termes exacts, rétracta son consentement dès que les avertissemens officieux des adversaires de l'administration eurent éveillé ses défiances. Les ministres, qui peut-être s'étaient avancés un peu légèrement dans cette affaire, comprirent la nécessité de renoncer à leur projet : ils retirèrent le bill déjà soumis aux délibérations parlementaires; mais le roi ne se contenta pas de ce désistement. Soit qu'il voulût se mettre définitivement à l'abri des secousses nerveuses que toute discussion relative aux catholiques imprimait à son organisation épuisée, soit qu'il cherchât une occasion de se délivrer d'un cabinet qui lui était antipathique, il exigea de ses conseillers officiels l'engagement de ne jamais l'entretenir de rien de semblable. Ils répondirent avec raison que leur qualité même de ministres d'un roi constitutionnel à qui ils étaient obligés de dire sur toute chose ce qu'ils considéraient comme la vérité ne leur permettait pas de prendre un pareil engagement, et le ministère fut dissous. Lord Sidmouth, bien qu'il eût été sur le point de donner sa démission plutôt que de prendre part à la malencontreuse tentative de ses collègues, sentit qu'il devait se retirer avec eux. On ne fit rien, d'ailleurs, pour le retenir. Seulement, le roi lui donna une audience de congé, faveur que n'obtinrent pas les autres ministres, et lui exprima par écrit en termes très flatteurs le regret qu'il éprouvait à se séparer de lui.

Ainsi tomba, au mois de mars 1807, après une année d'existence, ce brillant ministère que la mort de Fox avait déjà fort affaibli. Le principal résultat de la courte apparition des whigs au pouvoir avait été de mettre hors de doute, par l'inutilité de leurs efforts pour arriver à une réconciliation avec la France, la nécessité absolue de la guerre, et par conséquent d'imposer silence à ceux qui, si long-temps, avaient reproché aux tories de ne pas vouloir la terminer. Les amis de Pitt, qui naguère, après l'avoir perdu, s'étaient jugés eux-mêmes hors d'état de conserver entre leurs mains la direction du gouvernement, furent rappelés au pouvoir et ne craignirent pas, malgré leur infériorité personnelle, malgré l'extrême gravité de la situation, d'accepter la succession des hommes éminens que la volonté royale venait d'éloigner. Leur courage fut taxé de témérité. Personne ne supposait qu'ils pussent suffire à porter un fardeau sous lequel Pitt et Fox venaient de succomber en peu de mois, et on s'attendait généralement à les voir bientôt contraints de céder la place. Ils devaient pourtant la garder pendant vingt années. La durée et les prodigieux succès d'un ministère inauguré sous des auspices si peu rassurans constituent un problème historique qui mérite de nous arrêter quelques instans.

Le torysme, dont ce cabinet était la plus pure expression, ne se rattachait d'une manière immédiate ni à celui qui avait soutenu, au temps des Stuarts, les doctrines du pouvoir absolu et du droit divin, ni même à celui qui, dans les premières années du règne de George III, sous la direction de lord Bute et de lord North, s'était efforcé de détruire le pouvoir parlementaire au profit de l'autorité royale. Après la défaite définitive de ce vieux parti, les whigs victorieux s'étaient divisés. Tandis que Fox, à la tête du plus grand nombre, continuait à porter le drapeau des libertés populaires, Pitt formait avec les autres, unis aux débris de l'ancien torysme, un nouveau parti de gouvernement qui devait prendre non-seulement le nom, mais jusqu'à un certain point la position et les opinions de l'ennemi vaincu. Cette métamorphose singulière ne fut pas l'œuvre d'un moment. Les nouveaux tories, en devenant les défenseurs du principe d'autorité monarchique, n'en adoptèrent pas immédiatement les exagérations anti-libérales. Pendant quelque temps, on les vit, à l'exemple de Pitt, leur habile chef, se maintenir avec une réserve prudente dans la voie des réformes et des innovations utiles; mais les excès de la révolution française ne tardèrent pas à les jeter dans une autre direction. Effrayés des tentatives violentes faites par des fanatiques pour étendre à l'Angleterre les conséquences de ce grand événement, ils se persuadèrent que le seul moyen d'y opposer une résistance efficace, c'était de s'attacher avec une inébranlable fermeté au vieil édifice de la constitution britannique, de ne pas permettre qu'il y fût porté la plus légère atteinte, même pour le perfectionner, de repousser systématiquement tout ce qui tendrait à affaiblir le gouvernement, et même de lui accorder sans scrupule tous les pouvoirs extraordinaires dont il croirait avoir besoin soit pour mieux combattre la France, soit pour réprimer les anarchistes. Dans la pensée de Pitt, ce n'était évidemment qu'une politique de circonstance; il suffit d'étudier attentivement ses actes et ses discours pour reconnaître qu'il n'avait pas renoncé aux convictions de sa jeunesse, que plusieurs des grands projets d'amélioration politique et sociale dont il s'était jadis préoccupé vivaient encore au fond de sa pensée, et que, dans des temps plus favorables, il y serait revenu; mais cette puissance de rester fidèle aux doctrines mêmes dont on est contraint de modifier ou de suspendre l'application est une des qualités les plus rares qui distinguent les ames fortes et les esprits élevés : elle est également inconciliable avec un caractère passionné et avec une intelligence médiocre. C'est assez dire qu'elle ne saurait appartenir ni à un parti tout entier, ni même à la plupart de ses chefs. Les nouveaux tories ne firent pas exception à la règle commune. Emportés par une réaction dont les circonstances expliquent et excusent la vivacité, ils se montrèrent bientôt animés d'un fanatisme qui semblait les reporter à deux siècles en arrière. Quelques

années avaient suffi pour ressusciter en eux cette superstition royaliste, ce culte religieux du passé, cette horreur des agitations populaires qui, après la première révolution, avaient rendu possible la tyrannie des fils de Charles Ier. La prudence de Pitt, la force de son caractère et de son génie continrent tant qu'il vécut ces tendances étranges dans les limites où elles pouvaient lui être utiles sans devenir pour lui un embarras; après sa mort seulement, le torysme apparut sous ses véritables couleurs. A l'exception de Canning, que les tories même ne voyaient pas sans défiance, les chefs influens, les véritables représentans du parti, presque tous jeunes encore ou récemment arrivés aux grandes positions politiques, ne réunissaient à un haut degré ni les qualités de l'orateur, ni celles de l'homme d'état. Lord Eldon, lord Castlereagh, Perceval, lord Hawkesbury (devenu lord Liverpool), n'avaient rien qui les élevât de beaucoup au-dessus des passions aveugles et des préjugés étroits de leurs amis.

Tel était le parti tory lorsque la chute des whigs lui rendit le ministère; tels étaient les hommes qui allaient avoir à défendre l'Angleterre et l'Europe contre Napoléon, qu'en ce moment même la bataille de Friedland et le traité de Tilsitt portaient à l'apogée de sa puissance. Évidemment, ils eussent été insuffisans à une époque moins avancée de la guerre, lorsque les moyens de la soutenir n'étaient pas encore organisés, lorsqu'il y avait encore dans une partie de la nation de grands doutes sur la nécessité de la continuer; mais, au point où on en était arrivé, toute incertitude avait depuis long-temps disparu; la lutte terrible engagée entre les deux plus puissantes nations du globe avait pris un caractère de violence et d'acharnement qui devait la faire aboutir à la ruine de l'une des deux. On n'en était plus à mesurer les coups, à calculer les moyens; c'était un combat à mort dans lequel chacun prodiguait ses dernières ressources, saisissant presque au hasard les armes qui lui tombaient sous la main. Le gouvernement britannique avait cet avantage que, pour finir par triompher, il lui suffisait de prolonger ce combat gigantesque jusqu'au jour où Napoléon succomberait dans la tâche impossible qu'il avait entreprise de mettre sous le joug tout le continent. Les sacrifices qu'un tel état de choses imposait à l'Angleterre étaient énormes. Il n'avait fallu rien moins que le génie et le courage de Pitt pour créer le système qui mettait le pays en mesure de les supporter. A défaut d'un pareil génie, et alors qu'il ne s'agissait plus que de marcher dans la voie qu'il avait ouverte, peut-être la persévérance passionnée des tories, stimulée par la haine aveugle qu'ils portaient à la France et à la révolution, était-elle plus appropriée aux besoins du moment que le libéralisme éclairé de leurs adversaires. Pour ces derniers en effet, la guerre n'était qu'une nécessité douloureuse, et, aspirant de tous leurs vœux à la terminer avec

honneur, ils n'y eussent pas porté ces illusions, cet entraînement plus puissant parfois dans les conjonctures extrêmes que les lumières et les talens.

Quoi qu'il en soit, plusieurs années devaient s'écouler avant que l'opinion s'habituât à considérer le nouveau ministère comme définitivement établi dans le gouvernement du pays. Des expéditions mal conçues, de graves échecs militaires, des dissentimens intérieurs tels que la mauvaise fortune en suscite toujours, le déplorable effet produit sur l'opinion par la révélation d'un grand nombre de faits de corruption parlementaire et de prévarication administrative, placèrent le cabinet tory à plusieurs reprises dans une situation fausse et chancelante. Plus d'une fois il essaya de se fortifier en modifiant sa composition. Canning s'étant démis de ses fonctions par suite d'une querelle personnelle avec lord Castlereagh, on lui donna pour successeur le marquis de Wellesley, qui lui-même ne tarda pas à se retirer. Des offres d'alliance furent faites aux principaux whigs, à lord Grey et à lord Grenville, qui les repoussèrent formellement. Plus tard, le prince de Galles, investi, sous le titre de régent, de la plénitude du pouvoir royal que George III n'était plus en état d'exercer, se crut obligé d'inviter ces mêmes chefs de l'opposition, dont il avait long-temps été l'ami, à se charger du pouvoir; mais, comme il ne voulut pas accepter leurs conditions, la négociation échoua, et les ministres tories reprirent leurs portefeuilles, qu'ils avaient déjà déposés. Ils étaient en réalité les hommes de la situation; leur homogénéité faisait leur force, et cette homogénéité était complète depuis que la retraite successive de Canning et de lord Wellesley avait fait disparaître de leurs rangs les seuls hommes qui s'y distinguassent par des facultés supérieures et des idées élevées.

On n'avait pas les mêmes motifs d'exclusion à alléguer contre lord Sidmouth. Sa présence n'eût certes pas rompu ce concert de médiocrités. Sur tous les points essentiels, il partageait les principes et les préventions des tories les plus invétérés. On peut donc s'étonner que les ministres, qui cherchaient partout des auxiliaires, ne se soient pas de préférence tournés de son côté, d'autant plus qu'on était accoutumé à le voir se rallier successivement, avec sa petite phalange, aux combinaisons ministérielles les plus diverses. Suivant la plaisante expression de Canning, il était comme la petite vérole : tout cabinet devait l'avoir une fois. Ce qui, à cette époque, le tint long-temps en dehors des affaires, c'est que les amis particuliers de Pitt, qui dominaient dans le conseil, avaient peine à lui pardonner les embarras et l'amertume dont il avait rempli ses derniers jours. Ils auraient cru outrager la mémoire du grand homme, objet de leur culte et de leurs regrets, en s'unissant à celui qu'ils considéraient bien injustement comme son ennemi personnel et à qui ils reprochaient d'avoir abrégé sa vie.

Lord Sidmouth, ainsi écarté, en conçut un vif dépit. Il se rapprocha de ces mêmes whigs avec qui il s'était si peu accordé lorsqu'ils siégeaient ensemble dans le cabinet. Pendant plusieurs années, on le vit s'unir à eux, par ses discours comme par ses votes, dans la plupart des attaques qu'ils dirigèrent contre le ministère tory. Le bombardement de Copenhague en pleine paix, les fameux ordres du conseil qui, en représailles des décrets impériaux de Berlin et de Milan, supprimaient, au préjudice des neutres, jusqu'aux derniers restes de la liberté des mers, trouvèrent en lui un censeur rigoureux qui les dénonça à l'indignation publique comme également contraires à l'honneur et aux intérêts de la Grande-Bretagne. Il parla aussi en termes très sévères des fausses combinaisons qui avaient préparé le désastre de Walcheren et les premiers revers de la guerre de la Péninsule. Il blâma comme mal conçus, comme insuffisans, les plans militaires et financiers adoptés pour la défense du pays. Il ne craignit même pas, lui qu'on avait vu jadis condamner comme un sacrilége tout ce qui pouvait affliger ou troubler l'esprit affaibli du roi, il ne craignit pas d'appuyer de son influence le vote de censure proposé contre son fils chéri, le duc d'York, à l'occasion du système de corruption qui s'était introduit dans l'administration supérieure de l'armée, dont ce prince était le commandant en chef.

Bien que, sur presque tous ces points, l'opposition eût raison contre le ministère, il est probable que lord Sidmouth, avec les habitudes de son esprit et la direction générale de ses idées, en eût jugé tout autrement sans les motifs de mécontentement personnel que lui avaient donnés les dépositaires du pouvoir. Il ne faut pas croire pourtant qu'il se rendît compte à lui-même de son inconséquence. Sa correspondance prouve qu'à l'époque dont nous parlons, les discours qu'il prononçait à la chambre des lords exprimaient bien réellement sa pensée. L'affaire de Copenhague paraît surtout lui avoir inspiré la plus véhémente indignation. Il y revenait sans cesse en écrivant à ses amis, et il semblait ne pouvoir trouver de termes assez emphatiques pour flétrir la conduite du ministère.

« On a (dit-il dans une de ces lettres), on a conseillé au roi de la Grande-Bretagne de déclarer à ses propres sujets et à tous les peuples civilisés que l'état actuel du monde a annulé toutes les obligations de la bonne foi et effacé la loi des nations, et qu'à l'avenir il considère comme son devoir d'imiter la perfidie, l'iniquité, la rapacité de notre adversaire. Lorsque ce système aura été sanctionné par le parlement, l'Angleterre ne sera plus que le cadavre pourri d'un corps animé jadis par une ame grande et vertueuse. Quand je mourrai, on trouvera le nom de Copenhague gravé au fond de mon cœur. Nous avons accompli un acte qui fera désormais citer notre nom parmi les plus pervers. »

Dans une autre lettre, il s'exprime ainsi sur le même sujet :

« Nous avons tenu une conduite qui, loin de servir nos vrais intérêts, nous

rendra pour l'univers un objet d'exécration et nous couvrira de honte à nos propres yeux. Nous serons bientôt comme les Israélites, la main levée contre tout homme et celle de tout homme levée contre nous. Au lieu d'imiter la vigueur et la persévérance de notre adversaire, nous risquons de devenir les faibles et misérables copistes de sa rapacité et de son injustice. Je n'ai jamais jusqu'à présent désespéré de mon pays, je n'en désespérerai pas encore jusqu'à ce que la détestable doctrine qui nous enseigne à combattre Bonaparte par ses propres armes, je veux dire celles de la force dépourvues du droit, celles de la convenance momentanée sans égard à la justice, ait été sanctionnée par le parlement.... Maintenant la puissance constitue le droit : nous avons porté le coup mortel à tout ce qui restait de la loi des nations. Notre magnanimité et notre honneur ont été sacrifiés à nos convenances et à nos craintes, et Bonaparte a ajouté à tous ses trophées celui d'une victoire remportée sur la bonne foi et le caractère moral de la Grande-Bretagne. »

C'était là un singulier langage pour un tory; à l'éloquence près, Fox, s'il eût encore vécu, n'aurait pas mieux dit. A cette époque, lord Sidmouth n'était plus séparé des whigs que par son opposition absolue à l'émancipation catholique. La pensée de cette grande réforme avait fait depuis peu des progrès qui semblaient en annoncer la prochaine victoire. Elle partageait presque également la chambre des communes, et dans le cabinet même elle comptait plus d'un partisan avoué. Lord Sidmouth, inébranlable dans ses vieux préjugés, luttait de toutes ses forces contre le torrent, et essayait, non pas de convertir les whigs à ses idées, — il en comprenait l'impossibilité, — mais de leur persuader de ne pas ressusciter une question qui faisait obstacle à son union avec eux et à leur succès commun. N'ayant pu les en détourner, il combattit fortement dans la chambre haute une motion que lord Grenville avait faite dans le sens de l'émancipation, et que le ministère avait, à son gré, trop mollement repoussée. Son discours est le résumé de tous les sophismes auxquels l'intolérance avait recours pour se déguiser depuis qu'il ne lui était plus permis de s'avouer hautement et de marcher tête levée. Suivant lui, l'émancipation, utile seulement à un petit nombre de personnes, ne devait pas remédier en Irlande aux maux produits par l'état arriéré de la civilisation, la misère, l'ignorance et le fanatisme; la religion réformée faisait partie intégrante de la constitution britannique, et la cause de l'une avait toujours été étroitement unie à celle de l'autre; jamais, disait-il, on n'avait vu les protestans et les papistes s'accorder, dans un même état, pour l'exercice du pouvoir; en Irlande, le nombre étant d'un côté, la propriété de l'autre, la concession de droits égaux serait un principe de lutte perpétuelle; il y avait un grand danger à appeler au pouvoir politique des hommes soumis à une autorité étrangère; les doctrines de l'église romaine n'avaient pas cessé d'être hostiles à toute espèce de liberté et de progrès; on ne refusait d'ailleurs aux catholiques ni la tolérance la plus complète, ni

même, en réalité, cette égalité de droits si vivement réclamée pour eux, puisque, pour en jouir, ils n'avaient qu'à prêter un serment imposé à tous les sujets anglais sans distinction de croyances. Ce qu'exigeait la situation de l'Irlande, c'étaient des améliorations positives, c'était la multiplication des moyens d'instruction populaire qui auraient pour effet de la rendre peu à peu protestante en éclairant les populations; il pouvait être bon aussi d'assurer au clergé catholique un salaire modéré qui le placerait jusqu'à un certain point sous l'influence du gouvernement.

Cependant la position que lord Sidmouth avait prise, ou plutôt que les circonstances lui avaient faite à l'égard du ministère tory, était trop contraire à ses sentimens naturels pour qu'il pût s'y maintenir longtemps. Ce ministère, jusqu'alors si faible et si chancelant, avait d'ailleurs besoin, sinon de son appui personnel, au moins de celui de ses adhérens. Le chef du cabinet, Perceval, essaya de lui persuader d'engager ses amis à prendre des emplois dans l'administration, tout en lui avouant les obstacles qui s'opposaient à ce qu'il y entrât lui-même. Cette proposition un peu naïve ne fut pas acceptée, mais peut-être eut-elle pour effet de rendre lord Sidmouth moins hostile au ministère en lui faisant entrevoir que, lorsque le temps aurait aplani ces obstacles, fondés uniquement sur des préventions individuelles, les conseillers de la couronne s'estimeraient heureux d'obtenir son concours. A partir de ce moment, on le vit saisir toutes les occasions d'établir une nuance entre sa politique et la politique des whigs, ses alliés temporaires. Sans se rallier encore formellement à celle des ministres, il affectait de dire qu'elle avait pris un caractère plus satisfaisant, mieux fait pour inspirer confiance à la nation. Il trouvait encore que leurs actes prêtaient à de nombreuses objections, mais presque toujours il en admettait le principe, et il les défendait contre les motions de censure présentées par les whigs. La persévérance avec laquelle le gouvernement soutenait les efforts des Espagnols et des Portugais insurgés contre Napoléon, malgré les malheureux commencemens et l'inégalité apparente de cette lutte, fut surtout l'objet de sa constante approbation. Les whigs, qui blâmaient cette persévérance, eurent, en cette circonstance, le malheur de ne pas compter assez sur la fortune et la puissance de l'Angleterre. Ce sont là de ces erreurs où les oppositions se laissent trop souvent entraîner et qu'elles expient d'ordinaire par un long exil du pouvoir.

Lord Sidmouth, devenu ainsi l'auxiliaire du cabinet, ne pouvait manquer de s'en voir bientôt ouvrir les portes. Au commencement de l'année 1812, cinq ans après la dissolution du dernier ministère dont il avait fait partie, il fut appelé pour la troisième fois aux fonctions de président du conseil, et, peu de mois après, il remplaça comme secrétaire d'état de l'intérieur lord Liverpool, qui succédait, en qualité de premier lord de

la trésorerie, à Perceval, assassiné par un fou. Des emplois plus ou moins importans furent aussi conférés à ses amis; l'un d'eux, Vansittard, aujourd'hui lord Bexley, devint chancelier de l'échiquier.

Ce moment est important dans l'histoire de l'Angleterre. La dernière tentative faite avec plus ou moins de sincérité par le prince régent pour former un ministère whig venait d'échouer. Les incompatibilités qu'elle avait révélées en rendaient le renouvellement très peu vraisemblable, et, par une conséquence naturelle, les tories se trouvaient fortifiés de toutes les chances que perdaient leurs adversaires. Peu à peu, d'ailleurs, les grands partis, désorganisés dix ans auparavant par la coalition, s'étaient reformés et régularisés. A mesure que les ressentimens personnels avaient perdu de leur vivacité, chacun s'était replacé sous son drapeau, les coteries avaient disparu, et avec elles cette oscillation perpétuelle qui avait rendu si long-temps la majorité précaire et mobile. Deux opinions bien distinctes, bien tranchées, se trouvaient désormais seules en présence, l'une appliquant ses principes au gouvernement, l'autre s'efforçant de faire triompher les siens par la discussion. L'Angleterre, en un mot, était rentrée dans les vraies conditions du gouvernement représentatif, et ce changement, salutaire pour le pays, utile en réalité à tous les partis, à qui il rendait de la franchise et de la dignité, avait pour premier résultat de donner une base plus solide à un ministère jusqu'alors chancelant. Lord Sidmouth devait, plus que personne, s'applaudir d'un revirement qui, après tant de vicissitudes et de variations, le replaçait au milieu de ses anciens amis et en face de ses anciens adversaires. La plupart des membres du cabinet avaient autrefois servi sous ses ordres, et le premier ministre lui-même, lord Liverpool, avait été jadis un de ses lieutenans. On pouvait donc s'attendre à le voir exercer une haute influence dans une administration où personne ne se distinguait par une position personnelle très élevée ni par des talens du premier ordre. Il n'en fut rien cependant, et, soit que son caractère ne fût pas assez fort pour l'appeler à ce rôle dominant que ne lui attribuait pas son titre officiel, soit que toutes ses facultés fussent absorbées par les devoirs, alors très laborieux, de son département ministériel, il semble avoir pris peu de part au règlement des grandes questions de guerre et de diplomatie devant lesquelles s'effaçaient alors toutes les questions de politique intérieure. L'Angleterre recueillait enfin le fruit de sa longue persévérance. Napoléon, dont les désastres de la campagne de Russie avaient ébranlé la fortune, voyait l'Europe entière se soulever contre lui et succombait après une lutte désespérée. L'Europe se réorganisait sur des bases conformes à l'intérêt des vainqueurs et particulièrement du cabinet britannique. Rien n'indique que lord Sidmouth soit intervenu avec autorité dans la direction imprimée à ces grandes négociations. On trouve cependant

dans sa correspondance quelques détails assez curieux sur la dernière phase de ces négociations, celle qui précéda le second traité de Paris; mais le langage qu'il y tient n'est pas, à beaucoup près, celui d'un ministre expliquant la pensée et le but des mesures qu'il vient de faire adopter; on croirait plutôt entendre un homme curieux et bien informé dissertant avec une pleine liberté d'esprit sur des actes dont il approuve le caractère général, bien qu'il y trouve à redire en plusieurs points. Lord Sidmouth eût voulu, par exemple, que les conditions de la paix de Paris fussent plus rigoureuses encore pour la France. Les sentimens concilians dont il s'était montré animé à l'époque de la paix d'Amiens avaient fait place à des dispositions bien différentes. Les prodigieux succès obtenus par l'Angleterre et par ses alliés dans une guerre si long-temps malheureuse lui avaient tourné la tête, parce qu'il n'avait ni dans l'ame ni dans l'esprit cette grandeur également nécessaire pour supporter convenablement la bonne et la mauvaise fortune. On ne peut lire sans un sentiment pénible la lettre par laquelle, annonçant à son frère la résolution prise de transporter à Sainte-Hélène l'empereur Napoléon, qui venait de se rendre aux Anglais, il qualifie de *dégoûtante extravagance* les ménagemens dont on avait usé pendant les premiers momens envers l'illustre captif. D'autres lettres nous apprennent qu'avec plusieurs de ses collègues il se préoccupait des prétendus dangers de ce qu'il appelait une politique trop clémente (*lenient*) à l'égard de la France. Lord Sidmouth et ses amis insistèrent surtout assez long-temps pour qu'on imposât au gouvernement de Louis XVIII le démantèlement des places de Lille et de Strasbourg, et ce n'est pas sans peine que lord Castlereagh et le duc de Wellington obtinrent le renoncement du cabinet à cette exigence. Lord Sidmouth faisait à ces deux hommes d'état un reproche qui, de sa part et s'appliquant à eux, a quelque chose de bien étrange : il les accusait de n'avoir pas pris dès l'abord un ton assez haut dans la négociation qu'ils suivaient à Paris. Il fallait, disait-il, réduire à tel point la puissance de la France, qu'elle ne fût plus en état de troubler l'Europe : comme si la perte de quelques forteresses ou même de quelques départemens eût pu avoir ce résultat! comme si, en exaspérant à force d'humiliations et de rigueurs le sentiment national d'un grand peuple vaincu, on ne risquait pas précisément de faire naître le danger contre lequel lord Sidmouth cherchait des garanties!

Lord Liverpool était, sinon plus généreux, au moins plus sensé dans le jugement qu'il portait de la politique à suivre à l'égard de la France. Voici ce qu'il écrivait à lord Sidmouth, qui se trouvait en ce moment à la campagne, en l'informant du résultat définitif de la négociation : « Je ne doute pas que le traité avec la France ne soit généralement approuvé et que les conditions qui en forment la base ne soient considérées comme aussi rigoureuses envers ce pays qu'elles pouvaient l'être

sans compromettre le maintien sur le trône de Louis XVIII et de sa famille... La vérité est qu'une réduction réelle de la puissance de la vieille France est une chimère, à moins qu'elle ne résulte d'une scission morale et intérieure, telle qu'elle aurait lieu si le midi restait attaché à la dynastie légitime, tandis que le reste se donnerait un autre gouvernement. Un pareil événement peut n'être pas impossible, mais il doit commencer de lui-même, et, à tout prendre, c'est un problème de savoir s'il serait avantageux au genre humain. » Ces derniers mots sont remarquables. Il y avait quelque mérite, au milieu des haines aveugles qui se déchaînaient alors contre la France, à insinuer, même en forme de doute, que son existence comme état du premier ordre pouvait bien être un des élémens essentiels du système européen.

Un trait frappant de cette correspondance, c'est la conviction qu'elle exprime du peu de solidité du gouvernement de la restauration. « Il me paraît hors de doute, dit lord Liverpool, que la présence d'une force alliée à Paris pendant l'hiver est absolument nécessaire. Le gouvernement du roi n'existerait pas une semaine, si cette force était retirée avant qu'on en eût constitué une nouvelle à la place, ce qui exige inévitablement du temps. Le seul point sur lequel tous les partis en France me paraissent d'accord, c'est l'absolue nécessité d'une occupation étrangère et plus particulièrement d'une force britannique restant quelque temps dans le pays. Il est bizarre que les choses en soient venues là. » Lord Sidmouth se montrait aussi très inquiet des dangers que pouvait susciter à la restauration, non plus Napoléon, prisonnier à Sainte-Hélène, mais son fils devenu l'hôte de la cour de Vienne.

Quoi qu'il eût pensé d'abord de la direction qu'il eût fallu donner aux négociations, il finit par reconnaître que les conditions du traité étaient satisfaisantes, et qu'en Angleterre elles obtenaient l'assentiment général. Son attention principale et l'activité de son esprit se portaient d'ailleurs sur d'autres questions qui rentraient plus spécialement dans ses attributions officielles, et qui devaient bientôt prendre, dans les préoccupations de l'Angleterre, la place qu'y avaient tenue jusqu'alors les faits de la politique extérieure. Déjà, avant la fin de la guerre, des troubles sérieux avaient commencé à agiter le royaume. Ces troubles n'eurent d'abord rien de politique. Ils provenaient de la misère profonde de la classe ouvrière, suite inévitable de la prolongation extraordinaire des hostilités, de l'énormité des impôts, du peu de débouchés que laissait à l'industrie l'interruption presque absolue des communications avec le continent, et aussi du développement excessif qu'avait pris l'emploi des machines aux dépens d'une foule de bras désormais privés de travail. Les ouvriers s'étaient organisés en associations secrètes, dont le but était la destruction de ces machines, coupables, à leurs yeux, de toutes leurs souffrances. Les *luddistes* (c'est ainsi qu'on

appelait les associés) s'étaient livrés sur beaucoup de points aux plus déplorables excès; le sang même avait coulé. Pour mettre fin à ces désordres, le ministère avait dû présenter au parlement plusieurs bills conçus dans la pensée d'aggraver certaines pénalités et d'attribuer temporairement aux juges de paix des pouvoirs extraordinaires. Ces bills avaient été adoptés; dix-sept malheureux, convaincus, les uns de meurtre, les autres de pillage, avaient été envoyés à l'échafaud par le jury d'York, et les ouvriers, épouvantés, étaient à peu près rentrés dans l'ordre.

Le calme ne fut que momentané. Le rétablissement de la paix générale, salué par l'opinion comme le terme des souffrances publiques, ne justifia pas immédiatement cette espérance. On avait à traverser une de ces époques de transition qui compliquent au plus haut point la situation des gouvernemens en ajoutant des difficultés nouvelles à celles qu'ils n'ont pas encore eu le temps de faire disparaître. Les communications avec le continent se trouvant rétablies, on craignit qu'une trop grande importation de grains étrangers ne ruinât la propriété territoriale en avilissant tout à coup le prix que les produits agricoles avaient atteint pendant la guerre, et qui avait mis les propriétaires en état de supporter l'énorme accroissement des impôts. Un bill fut proposé pour obvier à ce danger en élevant les droits d'importation. Il passa dans les deux chambres, malgré l'opposition qui le repoussait comme contraire aux intérêts de la classe pauvre, dont il devait rendre la nourriture plus dispendieuse; mais les discussions très vives auxquelles il donna lieu jetèrent une fâcheuse irritation dans les esprits, et la populace de Londres, à qui les agitateurs avaient persuadé qu'on voulait l'affamer, se porta à d'extrêmes violences. Le domicile de quelques-uns des défenseurs du bill fut assailli par des furieux, et lord Sidmouth dut recourir, pour réprimer ces excès, aux mesures les plus énergiques. Cela se passait au commencement de l'année 1815.

Bientôt les désordres prirent ouvertement un caractère qu'ils n'avaient pas eu d'abord, ou qui, du moins, s'était jusqu'alors dissimulé sous l'apparence de griefs et de vœux purement matériels. La destruction du gouvernement existant, l'établissement d'un régime nouveau fondé sur les bases les plus démocratiques, tel était le but auquel des conspirateurs répandus sur toute la surface de l'Angleterre s'efforçaient d'arriver au moyen d'une grande insurrection. Cette entreprise était insensée. Par sa nature même, elle répugnait trop à l'esprit, aux habitudes, aux traditions britanniques, pour qu'elle pût trouver faveur dans d'autres rangs que ceux de la plus basse populace guidée par quelques rêveurs obscurs ou par de misérables aventuriers; il était impossible qu'une portion quelconque de l'opposition légale et parlementaire consentît à s'y associer, et que les classes élevées ou éclairées ne

s'en détournassent pas avec horreur. Elle devait donc échouer, puisqu'il est certain, quoi qu'en disent les flatteurs de la démagogie, que jamais, dans un grand pays, les classes ignorantes et grossières n'ont accompli de révolutions sans le concours plus ou moins complet des représentans du savoir et de la richesse, pas plus que les soldats ne gagneraient de batailles s'ils cessaient d'être conduits par leurs généraux et leurs officiers. Néanmoins, si ces agressions aveugles étaient peu redoutables pour la constitution britannique, elles pouvaient causer de grands malheurs particuliers; elles pouvaient même, en se prolongeant, jeter sur le pouvoir une déconsidération qui aurait frayé la voie à des adversaires moins méprisables. C'étaient là les vrais dangers que le gouvernement, que le secrétaire d'état de l'intérieur en particulier avaient à conjurer. Lord Sidmouth ne manqua pas, au moins sous ce rapport, aux devoirs de sa situation.

Je ne rappellerai pas ici tous les incidens de cette lutte de six années. On sait qu'en Angleterre la presse et les réunions populaires jouissent d'une liberté dont l'étendue semblerait partout ailleurs inconciliable avec le maintien de l'ordre. La police y dispose et surtout y disposait alors de bien faibles moyens d'action. Pour alléger autant que possible l'énorme fardeau des impôts qui pesait depuis si long-temps sur le peuple, on s'était empressé, aussitôt après la fin de la guerre, de réduire la force armée sur le pied strictement nécessaire à l'occupation des colonies et des postes militaires, en sorte qu'il n'en restait presque plus pour tenir tête aux perturbateurs dans l'intérieur du royaume. Lord Sidmouth suppléa, à force d'activité et de zèle, à l'insuffisance de ces moyens de répression. La distribution judicieuse d'un petit nombre de régimens de ligne, la formation de corps nombreux de *yeomanry*, espèce de garde nationale d'élite, l'embrigadement des vétérans retraités encore capables de quelque service, le mirent en état, sinon de prévenir tout mouvement séditieux, au moins d'arrêter à temps les tentatives de révolte. Le parlement lui prêtait d'ailleurs un énergique appui. On suspendit la liberté individuelle. Des bills furent passés pour interdire les exercices militaires auxquels se livraient audacieusement les conspirateurs, pour autoriser les juges de paix à saisir les dépôts d'armes établis par les malveillans, pour punir de peines rigoureuses la publication de libelles séditieux et blasphématoires, pour soumettre au droit du timbre des imprimés qui jusqu'alors en avaient été exempts, et pour restreindre la liberté indéfinie des réunions populaires. Le gouvernement ainsi soutenu ne craignit pas d'engager sa responsabilité en sévissant contre les agitateurs. A Sheffield, à Manchester surtout, d'immenses rassemblemens furent dispersés par la force armée. L'action des tribunaux ne resta pas en arrière de celle des chambres et du gouvernement. Dans plusieurs parties du royaume, des exécutions capi-

tales eurent lieu pour crime de haute trahison et de révolte; un grand nombre d'individus furent déportés, et on condamna à plusieurs années de prison le célèbre démagogue Hunt, qui enflammait la populace par ses écrits et par ses harangues. Après le supplice de Thistlewood et de ses complices qui avaient conspiré l'assassinat de tous les membres du cabinet; après les troubles que suscita, en 1821, à l'avénement de George IV, le déplorable procès de la reine, l'esprit révolutionnaire, constamment déjoué dans ses tentatives, parut enfin avoir épuisé ses forces et sa fureur; lord Sidmouth l'avait vaincu par sa persévérance : suivant l'expression de George IV, il s'était montré le Wellington de l'intérieur. On doit comprendre qu'il n'avait pu obtenir un pareil succès sans s'exposer aux récriminations violentes des partis. Les whigs, quelque étrangers qu'ils voulussent paraître et qu'ils fussent en effet aux projets des niveleurs, n'avaient pas, à beaucoup près, donné leur approbation aux moyens adoptés pour les combattre : ils avaient énergiquement repoussé, comme autant d'atteintes portées aux vieilles libertés anglaises, les lois exceptionnelles et répressives votées pour assurer le maintien de la liberté publique; ils n'avaient cessé de dénoncer à titre d'agens provocateurs les espions employés à découvrir les complots; ils avaient surtout poursuivi des plus vifs anathèmes la dispersion violente et sanglante du grand rassemblement de Manchester, accusant les autorités locales d'avoir mis les troupes en mouvement sans avoir accompli les prescriptions rigoureuses exigées par la loi anglaise pour légitimer cette mesure extrême. Toutes ces attaques n'étaient sans doute pas dénuées de fondement : dans la guerre acharnée que le pouvoir avait à soutenir, il était moralement impossible que ses agens secondaires ne se laissassent pas emporter à quelques excès de zèle, et que le gouvernement lui-même, sans cesse assailli et outragé, ne manquât jamais aux lois de la modération. Si, malgré tant de provocations, le triomphe de l'ordre ne dégénéra pas en un système d'arbitraire et de terreur, il faut en faire honneur à l'excellence et à la force des institutions anglaises bien plus qu'à l'honnêteté personnelle et aux scrupules des dépositaires de l'autorité, garanties trop souvent insuffisantes, l'expérience l'a démontré, contre le double entraînement de l'esprit de parti et de la victoire.

Ce ministère tory si médiocre, et qui, en naissant, paraissait destiné à si peu de durée et de succès, comptait cependant quinze années d'existence; il avait mis fin par une paix glorieuse à la guerre européenne; il avait réprimé toutes les tentatives des anarchistes. Quelque grands que fussent ces résultats, il avait suffi, pour y arriver, d'un certain degré de volonté et de courage, parce que le cours naturel des choses y poussait presque fatalement. Le gouvernement anglais avait maintenant à accomplir une tâche plus difficile et plus délicate : il s'agissait, après avoir

rétabli l'ordre et la paix, de ramener le pays dans ces voies nouvelles d'où la nécessité des circonstances l'avait forcé à s'écarter, de revenir à ces principes d'un gouvernement à la fois libre et libéral que son heureuse constitution ne lui permet jamais d'abandonner pour bien long-temps. Il n'était pas réservé à lord Sidmouth et à ses collègues de présider à cette espèce de restauration. Ils s'étaient trop profondément pénétrés des habitudes et des idées auxquelles désormais on devait renoncer. Les doctrines du vieux torysme, du droit divin, du pouvoir absolu, étaient à peu de chose près devenues les leurs, et ils portaient dans leur dévouement à la maison d'Hanovre des sentimens presque complétement semblables à ceux qui jadis avaient animé les partisans des Stuarts. Lorsque leur pensée se reportait sur le passé, c'était avec une sympathie avouée pour les adversaires de la révolution de 1688. Lord Sidmouth, parlant des Écossais condamnés pour avoir suivi, en 1745, les drapeaux de Charles-Édouard, se plaisait à vanter ce qu'il appelait, par une allusion ironique aux termes de l'arrêt judiciaire, leur *noble trahison*. Un de ses amis, lui écrivant d'Édimbourg sur l'état de l'Écosse et déplorant les dispositions révolutionnaires qui régnaient dans plusieurs parties de ce royaume, ajoutait que sur d'autres points on retrouvait heureusement *le bon et véritable esprit cavalier de la race des Montrose et des Dundee*. Une telle remarque exprimée par forme de consolation indique assez nettement ce que pensaient des opinions de lord Sidmouth ceux qu'il admettait dans son intimité. Lors d'un voyage qu'il fit sur le continent, il visita avec un intérêt religieux les campagnes de la Vendée, ce théâtre immortel d'une autre lutte en faveur d'une autre dynastie déchue. Et ce n'étaient pas là de pures fantaisies d'imagination : ce retour aux croyances, à la religion politique d'un autre temps, se manifestait en pratique par les actes les plus significatifs. Tandis que, dans la politique intérieure, il inspirait cette résistance absolue que lord Sidmouth, lord Eldon et la majorité du ministère opposaient à toute innovation et à toute réforme, il éclatait plus visiblement encore par les tendances et les procédés de la diplomatie britannique. Il semblait que le cabinet de Londres, par suite des rapports multipliés qu'il avait eus avec les gouvernemens du continent pendant les longues guerres contre la France, eût fini par contracter jusqu'à un certain point l'aversion naturelle des monarchies despotiques pour la cause de la liberté des peuples. Étroitement uni au cabinet de Vienne, il lui prêtait, pour l'aider à étouffer les tentatives d'émancipation faites par plusieurs nations du midi de l'Europe, un appui que l'Autriche ne recevait au même degré ni de l'empereur de Russie, non encore revenu à cette époque de son libéralisme mystique, ni de la France de la restauration, gouvernée alors par des ministres modérés et constitutionnels.

Un tel régime commençait à peser à l'Angleterre, sortie enfin victorieuse des épreuves et des dangers divers qui l'avaient contrainte à le subir comme l'unique moyen de salut. La réaction n'était pas encore assez complète pour qu'elle voulût rendre le pouvoir aux whigs; ceux-ci n'avaient pas encore refait leur position, compromise par tant de fautes, mais ils la rétablissaient peu à peu. Depuis la paix générale, on ne pouvait plus leur faire un crime de cette politique pacifique, qui quelquefois avait paru prendre le caractère d'une sorte de connivence avec l'ennemi, ou tout au moins d'une défiance malheureuse des ressources de la patrie. La défense des libertés publiques et des droits généraux de l'humanité, devenue plus que jamais et exclusivement le signe distinctif de ce parti, lui rendait de jour en jour en popularité ce que perdaient les tories, de plus en plus égarés dans des voies absolument opposées. Des questions qui sommeillaient depuis long-temps s'emparaient de nouveau des esprits. La réforme électorale reparaissait à l'horizon : ses partisans ne formaient encore dans le parlement qu'une assez faible minorité; mais il n'en était pas de même de l'émancipation catholique, que la chambre des communes vota, en 1821, à dix-neuf voix de majorité. Il était dès-lors facile d'en prévoir la prochaine adoption, malgré l'opposition qu'elle continuait à rencontrer dans la chambre haute, où, cette fois encore, elle fut combattue par lord Sidmouth. Le discours qu'il fit à cette occasion est certainement un des plus déplorables plaidoyers qu'on ait jamais débités à l'appui de l'intolérance religieuse; à peine y trouve-t-on quelques sophismes politiques tant soit peu spécieux, mêlés aux absurdes lieux communs du vieux fanatisme protestant. Plus l'opinion publique s'affranchissait de ces préjugés d'un autre siècle, plus il semble que lord Sidmouth s'en pénétrait profondément. On reconnaît à de tels signes les hommes et les partis auxquels le pouvoir va échapper.

C'est le dernier discours de quelque importance que lord Sidmouth ait prononcé comme ministre. Peut-être un secret instinct de bon sens l'avertissait-il que son temps et celui des idées qu'il défendait allaient passer; peut-être aussi, bien que jouissant encore d'une santé vigoureuse et touchant à peine au seuil de la vieillesse, éprouvait-il déjà cette fatigue morale à laquelle succombent tôt ou tard ceux en qui l'ambition n'est pas unie à une énergique ténacité. Quoi qu'il en soit, il y avait plusieurs années qu'il pensait à quitter les affaires. Ses amis s'étaient efforcés de l'en détourner ou du moins de l'engager, s'il avait besoin de repos, à échanger seulement son laborieux ministère contre un poste moins fatigant. C'était aussi le désir de ses collègues et du roi lui-même. Rien ne put ébranler sa détermination. Aussitôt que la cessation absolue des conspirations et des émeutes qu'il combattait depuis si longtemps lui permit de penser qu'il avait accompli sa tâche, il s'empressa

de résigner ses fonctions de secrétaire d'état de l'intérieur. Il y fut remplacé, le 17 janvier 1822, par le jeune Robert Peel, que l'on considérait, dès cette époque, comme l'un des membres les plus éminens de la chambre des communes, et sur qui il fondait les plus grandes espérances pour l'avenir du parti tory. Ces espérances se fussent certainement changées en un sentiment de terreur et de désespoir, s'il eût prévu la moindre partie des réformes dont son successeur devait prendre l'initiative ou poursuivre le développement.

Sur les instantes prières du roi et de ses ministres, lord Sidmouth, en déposant ses fonctions actives, consentit à rester dans le cabinet sans département et sans emploi spécial. Il refusa le titre de comte que le roi voulait lui conférer, mais il accepta une pension de 3,000 livres sterling, à laquelle il renonça quelques années après, lorsqu'un héritage considérable lui fit penser qu'il n'avait plus besoin des secours du trésor public pour soutenir convenablement son rang. Cette résolution, entièrement spontanée, lui fit un grand honneur.

Veuf depuis long-temps, il épousa, à soixante-six ans, quelques mois après sa démission du ministère de l'intérieur, la fille d'un ancien ami, bien plus jeune que lui, quoique également veuve. Il trouva dans cette seconde union le bonheur que la première lui avait déjà donné, et, depuis cette époque, il passa à la campagne la plus grande partie de son temps, tout entier aux douceurs de l'existence de famille, qu'il animait par des œuvres de bienfaisance et par les plaisirs de l'étude. Loin de regretter les affaires, comme tant d'autres hommes d'état, qui, les ayant volontairement quittées sous l'influence d'un dégoût passager, ont bientôt senti amèrement le vide et l'insupportable fatigue de l'oisiveté, il ne tarda pas à rompre le dernier lien par lequel il tenait encore à la vie officielle; il cessa de faire partie du cabinet, où on s'efforça vainement de le retenir. Ses nouvelles habitudes ne lui permettant pas d'assister régulièrement aux séances du conseil, sa conscience, disait-il, lui interdisait de continuer à y figurer nominalement.

Suivant toute vraisemblance, ce scrupule apparent cachait la désapprobation ou tout au moins l'inquiétude défiante que lui inspiraient les erremens nouveaux dans lesquels le gouvernement commençait à marcher. Lord Sidmouth avait à peine cessé de diriger le département de l'intérieur, que celui des affaires étrangères avait aussi passé en d'autres mains. Lord Londonderry (lord Castlereagh) ayant mis fin à ses jours dans un accès d'aliénation mentale, on lui avait donné pour successeur ce même Canning qui, trois fois déjà, soit comme ministre, soit comme ambassadeur, s'était associé à l'administration des tories, mais qu'une sorte d'incompatibilité réciproque, provenant de l'indépendance de son caractère et de ses opinions, avait toujours empêché d'y prendre solidement racine. Soutenu cette fois par le mouvement de l'esprit public et

par la difficulté des circonstances, il se trouvait enfin en mesure d'imposer sa politique à un cabinet dont il était, sans contredit, la force principale par ses talens et par son éloquence. Le congrès de Vérone allait se réunir. La question qu'il avait à résoudre était celle d'une intervention française contre les libéraux espagnols qui avaient contraint Ferdinand VII à accepter la constitution démocratique de 1812. L'Angleterre, après avoir encouragé l'intervention autrichienne contre les libéraux de Naples et du Piémont, était placée dans une position peu favorable pour contester à la France le droit qu'elle venait de reconnaître à l'Autriche. Les principes, les intérêts généraux, étaient les mêmes dans les deux cas; il n'y avait de différence que dans les convenances particulières du cabinet de Londres, naturellement hostile à tout ce qui peut augmenter l'ascendant du gouvernement français dans la Péninsule. Canning, sans se laisser arrêter par cette difficulté, entreprit de s'opposer au projet du cabinet des Tuileries, et il ne craignit pas, pour l'intimider, pour entraver son action, de faire appel à ces doctrines libérales qu'on n'était plus accoutumé à entendre invoquer par les ministres anglais. Ses efforts échouèrent, parce que la France avait pour elle l'appui plus ou moins sincère de toutes les autres grandes cours, parce que d'ailleurs les constitutionnels espagnols opposèrent à peine à l'armée française une ombre de résistance. Ce fut un échec notable pour l'Angleterre; mais Canning, loin de s'en laisser décourager, sembla y trouver un motif de plus d'abandonner complétement le système qui avait préparé à son pays cette humiliation. L'alliance qui, depuis la fin de la guerre, unissait étroitement les grandes puissances pour la défense du principe monarchique contre l'usurpation et la révolution, et dont les congrès étaient l'expression officielle, fut définitivement rompue. Canning, comme pour se séparer hautement des cours continentales et punir l'Espagne absolutiste d'avoir accepté la protection de la France, s'empressa de reconnaître l'indépendance des colonies américaines insurgées contre l'autorité de Ferdinand VII. Aux yeux des hommes de parti, ce n'était rien moins qu'arborer l'étendard de la souveraineté du peuple contre le droit divin des rois; même aux yeux des hommes d'affaires, une telle démarche pouvait paraître précipitée. Lord Sidmouth, qui alors siégeait encore dans le cabinet, le désapprouva. Cependant l'Angleterre ne devait pas s'arrêter sur la pente où Canning venait de la placer. On la vit bientôt en Grèce, en Portugal, soutenir, soit par ses négociations, soit par ses armes, la cause de l'indépendance des nations et des institutions constitutionnelles. Au dehors, elle marchait à la tête du libéralisme, et, si sa politique intérieure n'était pas encore entrée complétement dans cette voie, déjà du moins elle s'en rapprochait. La question de l'émancipation catholique, annuellement reproduite et vivement soutenue par Canning,

gagnait sans cesse du terrain. Huskisson, président du bureau de commerce et appartenant, comme Canning, à cette fraction du torysme qui devait frayer la voie au retour des whigs, opérait ses grandes réformes commerciales. Peel, enfin, faisait voter l'abrogation ou l'adoucissement des lois barbares qui souillaient encore le code pénal de l'Angleterre.

Un esprit nouveau pénétrait ainsi de toutes parts dans les conseils britanniques. Il s'en fallait de beaucoup, pourtant, que tous les ministres s'y laissassent entraîner. Lord Eldon, qui, déjà octogénaire et pliant sous le fardeau des immenses attributions de la chancellerie, exprimait sans cesse depuis dix ans des projets de retraite dont il différait toujours l'accomplissement, lord Eldon, et avec lui plusieurs de ses collègues, se raidissaient de toutes leurs forces contre l'invasion des idées nouvelles. La modération conciliante de lord Liverpool maintenait une sorte d'accord dans le cabinet, mais une attaque d'apoplexie l'ayant forcé, au commencement de 1827, à quitter la direction des affaires, la rupture éclata aussitôt. Canning, appelé, moins par la préférence du roi que par la force des choses, aux fonctions de premier ministre, dut chercher dans une alliance avec une partie des whigs l'appui que lui refusaient les vieux tories. Quelques mois s'étaient à peine écoulés, que la mort presque soudaine de ce brillant homme d'état vint détruire une combinaison à peine essayée. Il n'est pas certain qu'il eût lui-même la force de la faire réussir, tant elle présentait de difficultés. Son successeur, lord Goderich, y échoua complétement, et bientôt les tories revinrent au pouvoir. Le duc de Wellington comme premier lord de la trésorerie, Robert Peel comme secrétaire d'état de l'intérieur, étaient à la tête du cabinet. Lord Eldon n'y fut point admis, et, malgré son grand âge, il en éprouva autant de chagrin que de surprise. Lord Sidmouth vit avec peine l'exclusion du vieux chancelier. Suivant lui, l'absence de lord Eldon dans le nouveau cabinet devait inquiéter le parti qui accordait une confiance particulière à ce vétéran éprouvé du torysme. Ce n'était pas sa seule objection contre la composition du ministère : comme la plupart de ses amis, il trouvait qu'on ne l'avait pas organisé assez fortement, ce qui voulait dire sans doute que les adversaires systématiques de toute réforme n'y étaient pas assez représentés. Il pensait pourtant que tout le parti tory devait, sans distinction de nuances, l'appuyer contre l'ennemi commun.

Ces inquiétudes des vieux tories n'étaient pas dépourvues de fondement. Ils pressentaient, sans pouvoir s'y résigner, que leur parti allait subir une de ces transformations périodiques qui expliquent seules sa longue existence à travers tant de vicissitudes, qui lui permettent de garder presque constamment le pouvoir; transformations qu'il ne peut accomplir qu'en se séparant de ceux de ses membres dont l'esprit étroit

ou passionné se refuse à reconnaître l'empire de la nécessité. Le ministère du duc de Wellington et de Robert Peel, à peine saisi du gouvernement, se vit forcé, par la toute-puissance de l'opinion, à entrer dans la voie des réformes les plus hardies. Dès la première année de son existence, il fit abolir l'acte du *test*, qui fermait aux protestans étrangers à l'église anglicane l'entrée des corporations municipales. On espérait, en désintéressant ainsi les dissidens, se donner plus de force pour repousser les prétentions des catholiques, et, à cette époque, les ministres protestaient encore, dans les termes les moins équivoques, contre la pensée de l'émancipation; mais peu de mois après, en présence de l'Irlande soulevée tout entière à la voix d'O'Connell, en présence de l'opposition formidable qui, en Angleterre même, secondait les réclamations des Irlandais, ils comprirent l'impossibilité d'une plus longue résistance. Une fois convaincus de cette impossibilité, ils l'acceptèrent hautement, sans hésitation, sans restriction, et un bill fut proposé, en 1829, pour rendre aux catholiques le droit de siéger dans les deux chambres, comme aussi de remplir, sauf deux ou trois exceptions, tous les emplois publics auxquels ils pourraient être appelés.

On vit alors un singulier spectacle. Le ministère, appuyé par les whigs, ses adversaires naturels, eut à triompher de l'opposition d'une fraction considérable de ses amis les tories, dont la conscience mal éclairée ou les passions opiniâtres se refusaient à toute transaction. Lord Sidmouth s'associa à cette opposition. Rompant le silence qu'il gardait depuis long-temps dans la chambre des lords, il parla avec force contre la seconde lecture. « Je ne puis, écrivait-il à lord Exmouth, je ne puis sacrifier un principe à une convenance ni entrer dans une combinaison qui consiste à essayer d'écarter des difficultés du moment en portant à la constitution protestante du pays un coup dont les effets seraient permanens, et, je le crains, mortels. » Le bill n'en fut pas moins adopté. Lord Sidmouth en éprouva une vive et profonde affliction. « Pour la première fois, disait-il dans une autre lettre que nous a aussi conservée son biographe, je me sens découragé. Il me semble que nous naviguons à bord d'un vaisseau à demi brisé, sur une mer agitée et inconnue, sans pilote, sans carte et sans compas. »

Ce n'était que le commencement des épreuves que lord Sidmouth était destiné à subir. Le cabinet, abandonné par la portion du torysme qui ne lui pardonnait pas d'avoir fait prévaloir la cause de l'émancipation, ne résistait plus qu'avec peine aux attaques des whigs, enhardis par la concession même qui venait de leur être faite. La mort de George IV, l'avénement d'un nouveau roi moins contraire aux innovations, l'ébranlement donné à tous les esprits par le contre-coup de la révolution qui, en ce moment même, renversait le trône de Charles X, précipitèrent la chute du ministère présidé par le duc de Wellington. Il tomba

sous le premier vote d'une nouvelle chambre des communes, et les whigs rentrèrent au pouvoir, non plus, comme trois ans auparavant, en seconde ligne, en fournissant quelques auxiliaires à une administration tory, mais triomphalement, exclusivement, sans aucun contrepoids, comme cela n'avait pas eu lieu depuis vingt-trois ans. Leur chef, lord Grey, l'ancien ami de Fox, s'était fait connaître dès sa jeunesse comme le champion le plus persévérant et le plus ardent de la réforme électorale. Arrivé au pouvoir, son premier soin fut d'assurer la victoire du grand principe dont il était le représentant, et le parlement fut immédiatement saisi d'une proposition conçue avec tant de franchise, fondée sur des bases tellement larges, que tous ceux des réformistes qui ne voulaient pas précisément un nivellement radical en parurent satisfaits et presque surpris.

On sait combien fut laborieux l'enfantement de la nouvelle loi électorale. On sait que le ministère, pour en obtenir le vote, se vit forcé de dissoudre la chambre des communes, à peine réunie depuis quelques mois, qu'appuyé, dans celle qui la remplaça, par une immense majorité, deux fois il échoua devant la chambre des lords, et que le roi lui-même, d'abord favorable, se refusa ensuite aux mesures extraordinaires demandées par le cabinet pour vaincre cette opiniâtre résistance. Les ministres ayant alors donné leur démission, il se décida à l'accepter et à rappeler le duc de Wellington; mais ce dernier ne put parvenir à former une nouvelle administration, en sorte que le monarque dut se résigner à subir les conditions des whigs. La chambre haute, qui ne s'était laissé effrayer ni par les démonstrations énergiques de l'opinion ni même par la violence des émeutes, céda enfin à la crainte de compromettre son existence politique en réduisant le roi à la nécessité de consentir à une nombreuse création de pairs choisis parmi les whigs.

Lord Sidmouth prit une part active à cette grande lutte. Il avait préparé un discours, il n'eut pas l'occasion de le prononcer, mais il assista à tous les débats et vota constamment contre le bill. Lorsque le duc de Wellington, appelé par le roi, entreprit de former un ministère tory, il lui prêta son concours dans cette malheureuse tentative. Il croyait fermement que la législation électorale n'était entachée d'aucun vice assez sérieux pour rendre une réforme nécessaire : il aurait pourtant consenti à quelques modifications plus apparentes que réelles pour apaiser l'agitation des esprits; mais, voyant dans le bill proposé la ruine de la constitution, il le repoussa jusqu'à la fin avec une sorte d'horreur. Plus opiniâtre que le duc de Wellington lui-même, qui, pour échapper à l'alternative de donner son vote à la réforme ou de provoquer l'avilissement de la pairie, prit au dernier moment le parti de s'abstenir, il se refusa à entrer dans cette espèce de transaction. Les motifs de sa conduite sont expliqués avec une rare énergie dans une lettre qu'il

écrivit à lord Exmouth, son correspondant le plus habituel à cette époque : « J'aime mieux, y disait-il, voir ce bill destructeur passer à l'aide d'un abus inconstitutionnel et flagrant de la prérogative royale qu'aux dépens de l'honneur, de la considération et de la réputation de consistance de la chambre des lords. Je ne contribuerai donc pas à dispenser lord Grey de faire une mauvaise action en en faisant une moi-même. »

Ce fut le dernier acte de la vie politique de lord Sidmouth. Il avait alors soixante-quinze ans. Pendant les douze années qui s'écoulèrent encore jusqu'à sa mort, survenue le 15 février 1844, il ne sortit presque plus de sa paisible retraite, et à peine le vit-on siéger quelquefois au parlement. Ses amis, les hommes qui avaient si long-temps conduit avec lui les affaires du pays, disparaissaient l'un après l'autre. Lui et le petit nombre des survivans, ils étaient devenus presque étrangers à la génération actuelle. La cause dont ils avaient cru, trente ans auparavant, assurer à jamais le triomphe était définitivement vaincue. L'émancipation catholique, la réforme parlementaire, d'autres réformes encore d'une importance plus grande peut-être en réalité, quoique moins éclatante, attestaient la puissance irrésistible des idées qu'ils avaient espéré faire reculer pour toujours. Et ce n'était pas seulement en Angleterre que s'écroulait l'édifice jadis restauré ou affermi par leurs mains. La révolution de France, celle de Belgique, celle d'Espagne, les mouvemens auxquels était livrée une grande partie du continent, leur montraient partout l'esprit nouveau renversant ou altérant profondément l'ancienne organisation de l'Europe. Par une illusion bien naturelle, ces vieillards, se reportant aux souvenirs de leur jeunesse et de leur âge mûr, croyaient voir dans ce qui surgissait ainsi autour d'eux l'ancien ennemi auquel ils avaient jadis livré tant de combats. Les réformistes leur apparaissaient comme les descendans directs de ces démagogues forcenés dont Pitt et plus tard lord Sidmouth avaient eu tant de peine à contenir les fureurs. Le spectre de la France républicaine et impériale, évoqué par leur imagination épouvantée, leur cachait la physionomie tout à la fois pacifique et légale de la révolution de juillet. Ils ne savaient pas que tout était changé, que l'expérience et la lassitude avaient transformé peu à peu les opinions et les partis, ou plutôt avaient créé, sous des noms et des formes semblables, des combinaisons absolument différentes de celles du passé, que, le cercle des théories et des prétentions extrêmes ayant été, de part et d'autre, parcouru, le temps des transactions était enfin arrivé pour tout le monde, et qu'il n'y avait plus de chances de succès que pour les termes moyens, de quelque apparence qu'on se crût obligé de les décorer.

Lord Sidmouth vécut assez pour voir rentrer dans son lit le torrent dont les débordemens lui avaient inspiré de si vives frayeurs. Lorsqu'il mourut, l'Europe jouissait d'une paix profonde, les whigs étaient

redevenus impopulaires, et les tories, usant habilement de cette loi électorale qui paraissait naguère devoir les exclure à jamais du pouvoir, avaient reconquis, avec la majorité dans la chambre des communes, le gouvernement de l'Angleterre. Il est vrai que ces tories, déguisés sous le nom de conservateurs, ne ressemblaient plus guère à ceux de la génération précédente, et lord Sidmouth devait éprouver peu de sympathie pour l'ardeur réformiste de ce Robert Peel qu'il s'était félicité, vingt ans auparavant, d'avoir pour successeur. Si son existence s'était prolongée de quelques mois seulement, s'il eût été témoin de l'abolition des lois relatives aux céréales, de cette législation essentiellement aristocratique qu'il avait contribué à fonder, sans aucun doute, il eût partagé l'indignation que ressentirent contre l'auteur de cette espèce de révolution ceux même qui l'avaient jusqu'alors reconnu pour leur chef, et, encore une fois, il aurait cru à la ruine de l'Angleterre.

Telle fut la carrière de lord Sidmouth, moins remarquable par ses qualités personnelles que par la grandeur des événemens auxquels il s'est constamment trouvé mêlé. L'histoire de sa vie est, en quelque sorte, celle du torysme dans une de ses phases les plus importantes et les plus caractéristiques; c'est l'histoire de l'Angleterre elle-même pendant un demi-siècle signalé par des changemens et des péripéties qui auraient suffi à remplir des siècles entiers. Un des nombreux enseignemens qu'elle nous donne, c'est que, sous un régime de liberté et de publicité, des hommes d'une capacité médiocre, doués d'une volonté opiniâtre et de convictions énergiques, peuvent, dans certaines circonstances, non-seulement arriver au pouvoir, mais s'y maintenir long-temps et même y marquer leur passage par d'éclatans triomphes. Cela ne veut pas dire qu'ils arrivent à la gloire; l'opinion publique ne confond pas, comme on l'en accuse si souvent, le succès immédiat avec le talent. Pitt, mourant de douleur sur les ruines de la troisième coalition qu'il avait organisée contre la France, est compté parmi les plus grands hommes de son pays, et ses successeurs, malgré l'étonnante fortune qui les a rendus les vainqueurs de Napoléon, qui, sous leur règne, a élevé si haut la puissance de la Grande-Bretagne, se distinguent à peine dans la foule des ministres vulgaires.

L. DE VIEL-CASTEL.

SCÈNES DE LA VIE MEXICAINE.

FRAY SERAPIO.

I. — LE COUVENT DE SAINT-FRANÇOIS.

Dans notre société actuelle, qui a si complétement rompu avec les principes et les traditions du moyen-âge, on peut difficilement se faire une idée de l'influence qu'exerce le moine au Mexique et du lien étroit qui unit encore dans ce pays le cloître au monde. Si ce lien n'existait, à vrai dire, le tableau bigarré qu'offre la population mexicaine perdrait un de ses plus grands charmes, qui est d'opposer sans cesse aux types, aux usages du XIXe siècle, les types et les usages du temps de Philippe II. A côté de ces hommes qui portent l'épée, de ces femmes vêtues comme les contemporaines de Pizarre et de Cortez, de ces Indiens aux jambes nues chaussées de sandales antiques, le froc du religieux apparaît, non pas comme une anomalie, mais comme un poétique souvenir de plus. Cette figure austère ne trouble pas l'ensemble, elle le complète. Solennelle ou familière, l'intervention du moine dans les actes de la vie mexicaine est de tous les jours, presque de tous les instans. Sans parler des cérémonies religieuses multipliées qui font serpenter dans les rues de longues processions monastiques, des règles claustrales généralement indulgentes permettent aux habitans des cloî-

tres de sortir presque à toute heure, et de prendre, avec une aisance parfaite, leur part des jouissances mondaines. On comprend quel élément pittoresque s'introduit dans la société avec cette foule immense que laissent échapper chaque jour d'innombrables couvens, et où tous les ordres sont représentés depuis le froc noir du dominicain jusqu'au froc blanc du *mercedario*.

Si les classes élevées de la société mexicaine ont échappé en partie à l'influence des moines, la classe moyenne les écoute encore avec la même vénération superstitieuse qu'il y a un siècle. La bizarre éloquence des sermonnaires du moyen-âge a gardé là un fidèle auditoire. Le prédicateur mexicain ne recule dans sa fougue devant aucune métaphore; il marie l'emphase au cynisme avec une témérité sans égale : tantôt c'est Dieu qu'il représente *se faisant du soleil une monture et de la lune un étrier* (1); tantôt c'est un récit graveleux auquel il soude avec un imperturbable aplomb une moralité religieuse. Descendu de la chaire ou du confessionnal, ce même homme qui vient de prêcher l'ascétisme va égayer par ses bons mots ou par ses chansons quelque *tertulia* de bas étage. Il pousse la sollicitude pour ses pénitentes jusqu'à diriger leur toilette, il donne des conseils très goûtés sur l'achat d'une parure nouvelle; il fait plus, il se charge lui-même de l'emplette, et on le voit fréquenter assidûment les boutiques de modes, où son approbation est sans appel comme ses critiques. Le plus souvent, ce qui l'amène en pareil lieu, ce n'est pas une complaisance désintéressée, et plus d'un de ces frivoles achats n'est qu'un tribut payé à la vie de famille dont le révérend père supporte volontiers les charges à condition d'en goûter clandestinement les joies. Excepté peut-être à son couvent, le moine est partout. Courses de taureaux, combats de coqs, jeux, spectacles, tout l'attire, tout lui est une occasion de faire admirer sa verve et son entrain. Et qu'on ne croie pas que ces mœurs faciles portent la moindre atteinte à l'autorité du prêtre et du directeur spirituel; les Mexicains comprennent à merveille l'alliance de la dévotion et des plaisirs mondains. Quand le moine regagne le soir son couvent après une journée gaiement employée, il voit les passans attardés s'agenouiller devant lui avec le même respect que si le plus étrange contraste n'existait pas entre sa conduite et ses pieux discours.

Le caractère et les habitudes du moine mexicain étant connus, on ne s'étonnera pas trop de l'incident qui me mit en relations avec un des plus joyeux membres de cette grande famille monastique, le révérend fray Serapio. La curiosité m'avait conduit à une fête populaire des environs de Mexico, la fête de San-Agustin de las Cuevas, petite ville à

(1) *Cabalgando el sol, y estribando la luna.* Je n'ai pu traduire qu'en l'affaiblissant ce passage d'un sermon que j'ai entendu prononcer à Mexico.

seize kilomètres de la capitale. Cette fête, pour laquelle Mexico est déserté pendant trois jours, réunit l'élite des joueurs mexicains, et quiconque n'y joue pas y est mal vu. J'avais donc suivi l'exemple que me donnaient les nombreux promeneurs attirés à San-Agustin, et je m'étais assis à une table de jeu. J'avais pour vis-à-vis un franciscain d'une taille athlétique, et je n'oublierai jamais sa figure basanée, son regard perçant, son front rasé couronné de cheveux crépus comme la crinière d'un bison. C'était un vrai soudard sous la robe d'un moine. Victime d'une veine obstinément contraire, je ne pus m'arrêter longtemps parmi les joueurs, et je me levai après avoir vu mon dernier enjeu disparaître dans la poche du moine. J'errai quelques instans dans les rues du village, poursuivi de tous côtés par le tintement des quadruples et des piastres, puis je remontai à cheval et je repris fort mélancoliquement le chemin de Mexico; mais à peine étais-je à moitié de la route, que je m'arrêtai fort embarrassé. Une barrière de péage s'élève à mi-chemin entre Mexico et San-Agustin. Or, près d'arriver à cette barrière, je venais de m'apercevoir que je n'avais plus en poche le réal nécessaire pour acquitter les droits. Voulant me donner le temps de réfléchir, je mis mon cheval au pas, mais la fatale barrière se rapprochait de plus en plus. Au moment où je m'apprêtais à rebrousser chemin, le hasard fit paraître derrière moi le franciscain qui venait de vider ma bourse. L'heureux joueur m'adressa quelques paroles de politesse auxquelles je répondis de la façon la plus courtoise. Il m'offrit de m'accompagner à Mexico, et le secret espoir de passer la barrière aux dépens du franciscain fut pour quelque chose, je dois l'avouer, dans l'empressement avec lequel j'acceptai cette offre. Je crus en même temps devoir féliciter mon compagnon sur son heureuse veine. Quelle ne fut pas ma surprise de l'entendre aussitôt s'écrier en soupirant :

— Hélas! j'ai tout laissé là-bas, je n'ai rien, plus rien que des dettes. Et même, s'il faut tout vous dire, je compte sur vous pour payer mon passage à la barrière!

Le moine me donnait l'exemple de la franchise, je lui avouai donc sans hésiter que j'allais lui demander précisément le même service. Le franciscain partit alors d'un éclat de rire de si bon aloi, que, malgré ma déconvenue, je me laissai gagner un moment par cette folle gaieté, et ne repris qu'assez péniblement mon sérieux. Enfin, nous pûmes tenir conseil. Les expédiens les plus bouffons furent tour à tour proposés et rejetés. Après une assez longue délibération, il fut décidé qu'on franchirait la barrière au galop sans payer. — La première fois que nous repasserons, nous paierons double, dit le moine. Ce cas de conscience ainsi réglé, il piqua des deux; je le suivis, et bientôt nous eûmes laissé derrière nous les gardiens du passage, auxquels un épais nuage de poussière dérobait nos chevaux lancés à fond de train. On

comprend qu'une fois à Mexico, nous ne nous séparâmes pas sans être convenus de nous revoir. Une partie de cartes, un tour de force d'équitation, c'étaient d'assez bizarres débuts, on l'avouera, pour une liaison formée avec un moine.

Des relations ainsi commencées promettaient d'être piquantes, et peu de jours après cette rencontre je me dirigeai vers le couvent de San-Francisco, qu'habitait mon compagnon d'aventures. Après cette première visite, je revins souvent, d'abord pour le franciscain, puis pour le couvent même, un des plus beaux du Mexique. Fray Serapio, il faut le dire, était rarement dans sa cellule; mais son amitié m'assurait toujours un bon accueil dans le monastère, dont la bibliothèque offrait à mes recherches d'inépuisables trésors. La vie claustrale se montra ainsi à moi tour à tour facile et riante sous les traits joyeux du franciscain, ou sévère et morne dans les poudreuses archives du couvent. Il y avait là une double étude à faire, et le cloître de San-Francisco ne devait pas lasser promptement ma curiosité.

Aucune des communautés religieuses disséminées sur le sol du Mexique n'est aussi riche, aussi puissante que celle de Saint-François. Le vaste emplacement qu'occupent les couvens de franciscains, les murailles épaisses qui les entourent, les dômes nombreux qui les couronnent, indiquent assez l'ordre souverain, celui dont, pour ainsi dire, relèvent tous les autres. Le monastère où le hasard m'avait introduit est à la fois digne de la communauté qui l'a fondé et de la capitale qui le compte parmi ses plus remarquables monumens. La rue de San-Francisco, qui mène au cloître de ce nom, est la continuation de la rue commerçante et fréquentée des *Plateros*. Le cloître, heureusement situé dans une des parties les plus animées de la ville, s'élève à l'extrémité de la rue San-Francisco et s'étend jusqu'à l'entrée de l'Alameda. Des murs épais, flanqués de contreforts massifs, donnent au couvent l'aspect d'une forteresse. Toutefois des clochers élancés et cinq coupoles de faïence émaillée, qui couronnent autant de chapelles, indiquent la pieuse destination de l'édifice. On arrive à la principale des cinq chapelles par une vaste cour dallée, toujours encombrée de curieux, de visiteurs, de fidèles ou de pauvres. Au-delà de cette première cour s'étend l'enceinte réservée aux moines. Des cloîtres gigantesques ornés de bassins à vasques de jaspe blanc, des jardins, des cours, la riche bibliothèque, neuf dortoirs, trois cents cellules, un réfectoire où trois cents convives peuvent trouver place, composent un ensemble à la fois imposant et magnifique, qui remplit et dépasse même l'attente excitée par l'aspect extérieur du couvent (1).

(1) Le révérend père fray Agustin de Betancurt, qui a fait pour Mexico ce qu'a fait Sauval pour le vieux Paris, décrit au long toutes les richesses du couvent de Saint-

A mes heures de loisir, les dimanches surtout, j'aimais à me retirer dans la vaste et poudreuse bibliothèque du cloître, et à fouiller des archives ignorées des moines eux-mêmes. Deux livres entre autres, auxquels le milieu dans lequel je les lisais prêtait un charme étrange, m'avaient captivé complétement : l'un était un recueil de légendes merveilleuses, l'autre la collection des *autos de fé* ordonnés par l'inquisition mexicaine. Je m'oubliais souvent à les compulser. Ces atroces récits, que l'impassible chroniqueur terminait toujours par la formule sacramentelle : *Laus Deo*, finissaient, lorsque le jour baissait, par exercer sur moi une singulière fascination. Les sons lointains de l'orgue, les chants lugubres des moines, venaient parfois ajouter au prestige, et, dans l'ombre mystérieuse qui déjà envahissait la salle, je voyais apparaître les héros des légendes ou les victimes de l'inquisition. Quand je sortais de la bibliothèque pour me promener sous les cloîtres, les moines que je rencontrais dans les corridors assombris ne ressemblaient nullement à ceux que je voyais compromettre si gaiement la dignité du froc dans les rues de Mexico. La population des couvens est double : il y a des religieux encore assez jeunes pour tenir gaiement leur place à une table de *monte* ou dans une *tertulia :* ceux-ci ne sont presque jamais dans leurs cellules; il y en a d'autres auxquels l'âge et les infirmités interdisent les distractions mondaines : ces derniers forment la population sédentaire, toujours peu nombreuse. Parmi les moines que je rencontrais dans les corridors de San-Francisco, il en était un surtout qui me semblait personnifier la vie claustrale avec tout son cortége de pratiques austères et de secrètes douleurs. C'était un vieillard au crâne luisant et jaune, aux yeux brillans d'un feu sombre sous le capuchon bleu; une sorte de terreur se mêlait à la curiosité qu'il m'inspirait : on eût dit qu'une des mornes figures multipliées sur les murs du couvent par le pinceau des Rodriguez, des Cabrera et des Villalpando, était descendue de son cadre, animée d'une vie passagère.

Parfois aussi j'aimais à méditer dans le jardin, car la disposition d'esprit où je me trouvais durant mon séjour à Mexico était de celles qui font rechercher la solitude. Depuis mon arrivée au Mexique, les années s'étaient ajoutées aux années, et je commençais à ressentir de sourdes atteintes de nostalgie. La constante sérénité d'un ciel qui n'était pas celui de la France ne faisait que redoubler ma tristesse. J'en étais venu à regretter, au milieu de la riche végétation du Nouveau-Monde, les violettes et les lilas, ces deux odorans symboles de la jeunesse qui s'épanouit et qui espère; je me demandais tristement pourquoi Dieu avait

François de Mexico, et raconte les légendes qui se rattachent à la fondation de cet édifice. On peut consulter à ce sujet le rare et curieux ouvrage qu'il a publié à Mexico en 1698 sous ce titre : *Teatro Mexicano*.

refusé à ce climat où règne un printemps éternel les brumes mélancoliques de l'automne, cet autre symbole de la maturité grave et recueillie. Je soupirais même après les frimas de nos hivers. L'aspect du jardin était en harmonie parfaite avec les idées sombres que je ne pouvais éloigner. Les hautes murailles du couvent l'entouraient de tous côtés. Le soleil avait calciné les parois de briques sur lesquelles s'ouvraient les lucarnes des cellules désertes. L'herbe sauvage poussait partout au hasard sur le terrain ombragé de sycomores, de palma-christi et de manguiers. Une tonnelle ornée de plantes grimpantes était le but ordinaire de mes promenades. Là, sous un dôme fleuri où la passiflore, cette plante favorite des cloîtres, les jasmins et les clématites entrelaçaient leurs jets touffus, je passais de longues heures, rêvant à mon pays, à mes amis absens. Un charme mystérieux s'attachait pour moi à cette fraîche et rustique retraite. Une devise gravée sur le tronc d'un sycomore qui ombrageait la tonnelle avait souvent attiré mes yeux : *In silentio et in spe erit fortitudo tua.* Cette devise était-elle la dernière pensée du religieux qui avait élevé cette tonnelle et qui l'avait parée avec tant de soin, peut-être en souvenir de beaux jours trop tôt écoulés? L'homme dont cette brève formule résumait peut-être la vie avait-il trouvé la force dans le silence et dans l'espoir? L'ame se sentait en effet fortifiée, calmée surtout, dans cette solitude. Il y avait quelque charme à oublier le monde dans ce jardin inculte et sauvage, où les seuls bruits qui rappelassent la vie étaient le bruissement des colibris sur les rosiers, le tintement des cloches et les murmures affaiblis de l'orgue.

Le jardin était presque toujours désert. Un seul moine semblait partager ma prédilection pour ce paisible enclos et surtout pour la tonnelle, d'où je le voyais presque toujours s'échapper furtivement à mon approche : ce moine était le même que j'avais souvent observé sous les cloîtres avec une curiosité presque craintive. Quelquefois je le surprenais arrosant les plates-bandes, donnant ses soins aux fleurs qui bordaient les allées envahies par les hautes herbes. Mon imagination chercha bientôt à établir quelque lien romanesque entre le triste vieillard et la tonnelle abandonnée. Je résolus de lier conversation avec le religieux, cette conscience si tourmentée ne pouvait manquer d'avoir quelques curieuses révélations à faire; mais des tentatives inutiles, bien que réitérées, pour arracher le sombre promeneur à sa taciturnité habituelle me détournèrent de donner suite à ce projet. Les mains croisées sous ses larges manches, la tête baissée, le moine pressait le pas, chaque fois qu'il me rencontrait, pour se soustraire plus vite à ma vue. Chaque fois aussi je suivais long-temps du regard cet homme, dont la figure intelligente et sévère contrastait vivement avec la physionomie hébétée des autres moines. Cette figure, qui trahissait tantôt un douloureux abatte-

ment, tantôt une exaltation fanatique, me rappelait tout ensemble les légendes merveilleuses et les récits lugubres que je lisais dans la bibliothèque du couvent. Devais-je m'en tenir à des conjectures sur ce singulier personnage? Désespérant de l'amener jamais à rompre le silence avec moi, je résolus de questionner à son sujet fray Serapio, et c'est avec l'espoir de rencontrer le joyeux franciscain que je me dirigeai, un jour de la semaine sainte, vers une des plus riantes promenades des environs de Mexico, le canal de la Viga. Le désir d'apprendre l'histoire du moine inconnu était le principal motif de cette excursion, mais, chemin faisant, je devais recueillir sur les superstitions religieuses du Mexique plus d'une révélation que je ne cherchais pas.

II. — LE CANAL DE LA VIGA.

De tous les points de la campagne de Mexico, nul n'offre un aspect plus différent, selon les saisons de l'année, que le canal de la Viga; nul n'est tour à tour plus solitaire ou plus peuplé, plus bruyant ou plus silencieux. Ce canal, qu'alimentent les eaux de la lagune de Chalco, a environ huit lieues de long, il sert de voie de transport et de communication entre la ville qui a donné son nom à la lagune et Mexico. Une large et spacieuse chaussée, plantée de trembles et de peupliers, longe ces eaux dormantes, qui ne mêlent aucun murmure au bruit du feuillage. Si le promeneur qui suit cette chaussée n'apercevait à quelque distance les bâtimens du cirque des taureaux, et plus loin les tours de la cathédrale qui bordent l'horizon au pied des deux volcans, il pourrait se croire à cent lieues de Mexico. Quelques maisons de campagne dont les habitans sont presque toujours invisibles, les allées désertes de la *Candelaria*, chaussée rivale de celle de la Viga, des lagunes jetées çà et là au milieu d'une verdure humide, sur ces lagunes des *chinampas* (1) flottant comme de vastes corbeilles, quelques cabanes disséminées de *vaqueros*, puis une enceinte de collines dominée par la sierra, tels sont les principaux détails du paysage. Quant aux scènes qui l'animent, elles sont toutes d'accord avec la placidité de ce tableau: tantôt c'est une pirogue qui glisse sans bruit sur les eaux du canal, tantôt ce sont des Indiens agenouillés sous quelque arceau de feuillage, devant un Christ qu'ils ornent de fleurs, et aux pieds duquel ils déposent leur offrande, à moitié païenne, d'oranges et de grenadilles. Les battemens d'ailes d'une aigrette qui plane au-dessus des eaux ou se perd

(1) Les *chinampas* sont des jardins flottans formés par l'agrégation successive de molécules terrestres sur les couches d'herbes aquatiques. La couche végétale de ces îlots atteint parfois l'épaisseur d'un demi-mètre.

dans l'azur du ciel comme un flocon d'écume, les abois de quelques chiens errans, troublent seuls le silence qui règne sous les frais ombrages de la chaussée.

A l'approche des fêtes de Pâques, l'aspect de cette promenade change complétement. Pendant les dimanches du carême, une foule bruyante l'envahit. La population de Mexico s'y donne rendez-vous. Le jour où je m'étais dirigé vers le canal était précisément le dernier dimanche du carême. Au moment où j'arrivais sur la chaussée, les promeneurs habituels du *Paseo* et de l'*Alameda* se pressaient dans les allées de la Viga; mais ce ne fut pas cette cohue brillante qui attira surtout mon attention, ce fut le canal même. Ce jour-là, les roseaux si tranquilles de la rive ondulaient et s'entrechoquaient sous le remou continuel des eaux, agitées et fendues par une flottille d'embarcations. Des *lanches*, des canots, des pirogues, s'entrecroisaient partout, les unes portant à Mexico, pour la semaine sainte, des montagnes de fleurs qui laissaient en passant des traînées odorantes, les autres suivant ces cargaisons embaumées. Sur ces dernières, de joyeux navigateurs, couronnés de coquelicots et de pois de senteur, exécutaient en voguant les danses nationales au son des harpes, des flûtes et des mandolines. Des femmes à peine vêtues jetaient au vent, avec des gestes ardens, les œillets pourpres de leur coiffure et les refrains de leurs lascives chansons. Rien ne manquait à ces théories modernes pour rappeler les théories antiques, ni la limpidité du ciel, ni l'éclat des costumes, ni l'harmonie du langage. Tandis que les eaux du canal, transformées en un tapis de fleurs, n'offraient de tous côtés qu'un va-et-vient perpétuel de canots incessamment croisés, des groupes nonchalamment couchés sur la berge saluaient de la voix ou du geste chaque embarcation qui passait; de bruyans défis s'échangeaient mêlés à de joyeuses clameurs. Plus loin, sous les vertes arcades des trembles, sur la chaussée ébranlée par le fracas des voitures et le galop des chevaux, le monde élégant de Mexico avait transporté le décorum des salons. Cependant des groupes d'ardens et sauvages cavaliers, vêtus du costume national, traversaient quelquefois cette foule parée, comme pour protester par leurs fougueuses allures contre le maintien raide des *dandies* habillés à la française. En un mot, sur le canal, c'était l'Amérique du XVIe siècle enivrée de son beau soleil; sur la chaussée, c'était l'Amérique du XIXe siècle cherchant à modeler sa physionomie native sur le type effacé de l'Europe. Les Européens rendent d'ailleurs à l'Amérique politesse pour politesse, et ils affectent parfois de venir à la Viga sous le costume mexicain; mais sous leurs habits d'emprunt on a bientôt reconnu l'Anglais, l'Allemand ou le Français. Je dois ajouter cependant que nos compatriotes du midi se distinguent entre tous les étrangers par l'aisance avec laquelle ils por-

tent ce travestissement et réussissent à faire prendre le change sur leur nationalité.

Le crépuscule commençait à jeter des teintes plus sombres sur le ravissant tableau que je ne me lassais pas d'admirer, lorsqu'un groupe de quatre cavaliers, en se rapprochant de moi, vint m'arracher à ma contemplation. Je ne pus d'abord distinguer les traits de ces cavaliers, dont la figure était à demi cachée sous de grands chapeaux et des mouchoirs flottans; mais leur attitude me parut suspecte. Ces hommes, drapés de *mangas* et de *sarapes*, semblaient m'épier avec l'intention de me couper le passage. Je poussai mon cheval dans une contre-allée. Aussitôt les cavaliers piquèrent des deux et s'élancèrent vers moi. — Halte-là! s'écria une voix menaçante, et au même instant les quatre cavaliers m'entourèrent. Ce n'étaient ni des voleurs ni des alguazils; c'étaient tous des hommes dont j'avais pu apprécier souvent le caractère aimable et la joyeuse humeur. Dans l'un d'eux, je reconnus don Diego Mercado, étudiant en théologie du collége de Saint-Jean-de-Latran; le deuxième était l'officier don Blas..., le troisième le seigneur don Ròmulo R.... F..., brouillon politique qui ne pouvait voir en face de lui un gouvernement établi sans chercher aussitôt à le renverser, et qui, nonobstant cette faiblesse, se trouvait répandu dans la plus élégante société de Mexico; le quatrième enfin était celui que j'aurais dû certes le moins m'attendre à rencontrer en pareille compagnie et sous un pareil déguisement : c'était le digne fray Serapio.

— Est-ce bien le révérend fray Serapio? m'écriai-je aussitôt; est-ce bien lui que j'aperçois sous ce costume de bandit?

— Chut! reprit le franciscain; je voyage incognito, plus tard je vous dirai pourquoi.

— Bien, dis-je au moine; j'ai à vous faire d'autres questions qui m'intéressent également.

— Vous êtes des nôtres, s'écria l'officier, et nous vous emmenons en caravane pour achever la semaine sainte ailleurs qu'à Mexico.

— Et où me menez-vous ainsi? demandai-je.

— Vous le saurez quand vous y serez, répondit le seigneur Rómulo. Je vous connais pour un chercheur d'aventures : eh bien! je vous en promets, et des plus étranges.

C'était m'attaquer par mon côté faible, et j'acceptai sans plus m'inquiéter du but d'une semblable équipée. J'étais d'ailleurs en costume de voyage, et une excursion nocturne me séduisit tout d'abord. Nous fîmes encore un tour, puis, abandonnant la foule des promeneurs qui commençait à s'éclaircir, nous prîmes les allées de la Candelaria en remontant vers le nord. Resté en arrière avec fray Serapio, je renouvelai ma question au sujet de son déguisement. Dans les premiers

temps de notre liaison, le franciscain se montrait avec moi plus défiant, plus mystérieux que je ne l'aurais voulu; mais j'avais découvert un moyen sûr de mettre cet excès de circonspection en défaut. J'exaltais avec une feinte bonhomie les vertus chrétiennes de mon vénérable ami, et tout aussitôt fray Serapio, qui avait une prétention singulière chez un moine, la prétention du vice, répondait à mes éloges par des révélations fort peu édifiantes. Cette fois l'expédient me réussit comme d'ordinaire. Le franciscain m'avait assuré d'un air contrit qu'il ne s'était déguisé que par la volonté de Dieu.

— Comme toujours, vous avez obéi à cette volonté en respectueux serviteur, dis-je gravement.

Le moine s'inclina en mettant son cheval au pas.

— Il a plu à Dieu, reprit-il, que son serviteur se dépouillât de son habit pour sauver un chrétien près de quitter ce monde.

— Saint Martin ne donnait aux pauvres que la moitié de son manteau; qu'était sa charité près de la vôtre?

Le franciscain haussa les épaules.

— Hélas! murmura-t-il, c'est un riche qui a mon froc, et je ne mérite pas d'être comparé à saint Martin.

— Je vous reconnais bien, c'est ainsi que les vertus les plus éminentes cherchent toujours à se rabaisser elles-mêmes.

Accablé de mes éloges, le moine renonça à dissimuler plus longtemps.

— Parbleu! répondit-il d'un ton tout-à-fait cavalier, les gens dévots ont l'habitude de se faire enterrer dans des habits de moine; plus ces habits sont usés et plus ils ont de prix à leurs yeux. Mon froc était, à ce compte, d'une valeur inestimable; je l'ai donc vendu le double de ce que m'avait coûté un neuf, et, par-dessus le marché, j'ai pris dans la garderobe du moribond l'équipement que vous me voyez aujourd'hui.

Le soleil s'était couché, et la lune, qui se levait, éclairait devant nous la campagne déserte. Nous rejoignîmes d'un bond nos compagnons, qui nous précédaient. Arrivé au sommet d'une petite éminence, je jetai un dernier coup d'œil sur le canal et les plaines de la Viga, qui se montraient à mes yeux sous un aspect encore nouveau pour moi, l'aspect solennel d'une nuit tropicale. La lune éclairait les lagunes, le canal et la chaussée, devenus silencieux. Le calme le plus profond avait remplacé le mouvement et le bruit; le silence n'était troublé que par les mugissemens éloignés des taureaux, redevenus possesseurs de leurs savanes. Les mouches à feu étincelaient dans les hautes herbes, et les feux des bergers brillaient seuls au milieu des pâturages.

III. — UN VILLAGE INDIEN.

Il était nuit close. La lune, qui jusqu'alors avait éclairé la route, s'était entourée d'un cercle de sinistre augure, puis elle avait fini par disparaître sous les nuages noirs amoncelés à l'horizon. De temps à autre, un éclair jaunâtre sillonnait cette masse sombre et faisait ressortir, en s'éteignant, l'épaisse obscurité qui enveloppait la campagne. L'instinct de nos chevaux nous dirigeait seul au milieu des ténèbres. Les aboiemens des chiens errans signalaient et accompagnaient notre passage auprès des habitations isolées que nous rencontrions; quelquefois notre cavalcade faisait lever des troupeaux de porcs qui se vautraient dans les anfractuosités du terrain, et ne se retiraient devant nous qu'avec de sourds grognemens. Au milieu de cette nature sauvage et à la lueur des éclairs de plus en plus fréquens, nous ressemblions plutôt à des routiers en campagne qu'à des promeneurs réunis pour une excursion joyeuse.

Nous avions déjà dépassé le village de Tacubaya, déjà nous étions engagés sur le chemin montueux qui mène à Toluca, et je ne savais pas encore où l'on me conduisait; peu m'importait d'ailleurs, pourvu que nous pussions atteindre le but de ce voyage nocturne avant l'explosion de l'orage, qui s'annonçait par de lointains roulemens de tonnerre. Bientôt nous atteignîmes une éminence, qui s'élevait à la lisière d'une forêt de sapins. Là nous dûmes faire halte pour laisser un instant souffler nos chevaux. Les tourbillons de poussière que nous venions d'avaler nous faisaient sentir d'ailleurs le besoin de nous rafraîchir. Une outre remplie d'un vin épais de Valdepeñas, que l'officier don Blas portait à l'arçon de sa selle et qui passa successivement de main en main, servit pour le moment à étancher la soif ardente qui tourmentait chacun de nous. Je profitai de ce moment de répit pour interroger de nouveau mes compagnons de route sur le but de notre excursion. L'étudiant en théologie se chargea de satisfaire ma juste curiosité.

— Je suis invité, me dit-il, à passer mes vacances de Pâques dans l'hacienda d'un de mes amis, à une douzaine de lieues d'ici; j'ai pensé qu'il ne lui serait pas désagréable de recevoir quelques hôtes de plus, et je ne doute pas que vous ne soyez les bien-venus à l'hacienda.

De son côté, le seigneur don Rómulo n'était pas fâché de laisser se calmer, pendant son absence, l'agitation causée par un pamphlet assez violent qu'il venait de lancer contre le gouvernement de la république; puis, sachant que les ruines d'un couvent célèbre, le Desierto, se trouvaient sur notre route, il avait été bien aise de les visiter en passant. L'officier espérait ne rencontrer dans le Desierto ou à l'hacienda

aucun de ses créanciers, et devait se plaire partout où ils ne seraient pas. Quant à fray Serapio, il me confia que, hors d'état pour le moment d'acheter un nouveau costume monastique, il avait accepté avec empressement l'invitation de son ami don Diego Mercado.

— J'avais cependant retiré cent piastres de mon vieux froc, ajouta mélancoliquement le franciscain, qui venait de porter une seconde fois à ses lèvres l'outre de Valdepeñas.

— Voilà où vous mène votre charité, dis-je à fray Serapio; vous les aurez distribuées en aumônes.

— *Mon cher!* (c'étaient les seuls mots français que fray Serapio sût prononcer, et il les plaçait par conséquent à tort et à travers), sachez donc, une fois pour toutes, que je ne mérite pas vos éloges. J'étais né pour être soldat, et c'est contre ma volonté qu'on m'a fait moine.

Puis ne tardant pas, selon son habitude, à compléter sa confession, le franciscain m'avoua qu'au moment d'acheter un froc neuf, une distraction inconcevable lui avait fait convertir son argent en une foule d'objets inutiles à la toilette d'un homme, et surtout à celle d'un religieux, objets dont il n'eût su que faire si..... Fray Serapio acheva ses aveux à mon oreille. L'outre de Valdepeñas se trouvant à moitié vide, nous nous remîmes en route. De larges gouttes de pluie commençaient à tomber, et l'orage, on n'en pouvait plus douter, allait éclater dans toute sa fureur. Il ne nous restait qu'une seule ressource, c'était de pousser en avant. Stimulés par un secref instinct, nos chevaux avaient repris leur allure rapide. Parfois seulement ils s'écartaient ou s'arrêtaient brusquement, effrayés par les formes fantastiques de quelque racine saillante, ou par le retentissement soudain du tonnerre; mais ce n'étaient que de courtes haltes, après lesquelles notre course effrénée recommençait de plus belle. Nous aperçûmes enfin, au milieu d'une plaine, la lumière d'un petit village indien, dont une lieue nous séparait encore. Cette lieue fut franchie en quelques minutes, et nous entrâmes dans le village, bruyamment salués par une centaine de chiens affamés qui se suspendaient en hurlant à la queue de nos chevaux. Notre arrivée mit tout en émoi. Des figures cuivrées paraissaient et disparaissaient sur le seuil des cabanes. Nous nous demandions, assez inquiets, s'il ne fallait pas renoncer à trouver un gîte au milieu d'une population qui cherchait à se barricader contre nous, lorsque fray Serapio, ayant saisi un Indien par sa chevelure flottante, parvint à se faire indiquer une espèce d'auberge vers laquelle nous nous dirigeâmes.

A peine nous étions-nous arrêtés devant l'hôtellerie, qu'un grand drôle, très reconnaissable à son teint pour un de ces métis si nombreux au Mexique, entr'ouvrit un des ventaux de la porte, retenu par une chaîne de fer suivant l'usage : c'était le maître de l'auberge qui venait parlementer avec nous.

— Je n'ai ni écuries, ni maïs, ni paille à offrir à vos seigneuries, dit le métis d'un air rébarbatif; ainsi vous ferez bien de passer votre chemin.

— Va-t'en au diable, dit l'officier, avec ta paille, ton maïs et tes écuries! nous n'avons besoin que d'une chambre telle qu'il la faut à des chrétiens et à des officiers. Ouvre, ou j'enfonce ta porte.

Et à l'appui de cette injonction, le capitaine don Blas donna contre la porte un coup de sabre si furieux, que le *huesped* intimidé laissa tomber la chaîne; puis, s'excusant sur la dureté des temps, qui mettait tant de malfaiteurs en campagne, il nous conduisit dans une chambre qui ressemblait fort à une écurie.

— J'espère, s'écria don Rómulo en portant son mouchoir à son nez, que nous ne passerons pas la nuit dans ce bouge infect!

— Vous êtes difficile, *mon cher*, répondit fray Serapio; cette chambre me semble fort convenable.

En dépit de cette assertion, il fut décidé qu'aussitôt l'orage passé nous remonterions à cheval. Nous restâmes sur pieds, prêts à continuer notre route dès que la tempête serait calmée, afin d'arriver le plus tôt possible à l'hacienda, où une réception plus hospitalière nous était promise. Il s'agissait d'une heure ou deux d'attente, et je pensai que l'occasion était bonne pour demander à fray Serapio quelques détails sur le moine mystérieux que j'avais rencontré dans le jardin de San-Francisco. A ma première question : — Je devine de qui vous voulez parler, répondit fray Serapio en secouant la tête: c'est fray Epigmenio que vous avez vu sous la tonnelle, dans le jardin du couvent, dont il est avec vous le seul visiteur. Un procès avec l'inquisition a tourné la tête de ce malheureux, et depuis cinquante ans sa vie n'est qu'une longue pénitence.

— Eh bien! je vous l'avouerai franchement, repris-je, j'avais pressenti qu'il y a dans la vie de cet homme quelque douloureux mystère. C'est sur vous que je comptais pour le pénétrer; c'est vous que je cherchais quand le hasard nous a réunis dans les allées de la Viga.

Le moine allait répliquer, quand un bruit extraordinaire se fit dans la cour de la *posada*, que des torches éclairèrent d'une lueur rougeâtre. Presque en même temps un homme reconnaissable à sa figure cuivrée et à son costume pour un Indien entra, suivi de plusieurs habitans du village, brandissant les uns des torches, les autres des bâtons noueux. Quelques-uns portaient même des arcs et des flèches dans des carquois de jonc tressé. L'Indien qui paraissait le chef de la troupe s'avança vers nous et nous prévint, en assez mauvais espagnol, que, notre entrée bruyante ayant jeté le trouble dans le village, l'alcade désirait nous voir un instant.

— Et si nous ne voulons pas voir l'alcade? répondit l'officier.

— Vous viendrez chez lui de force, dit l'Indien en nous montrant du doigt son escorte armée. Ce geste en disait assez, et il ne fallait pas songer à la résistance, car les ministres de la justice indienne s'étaient d'avance emparés prudemment de nos chevaux et de nos armes. Nous nous regardâmes d'un air assez mélancolique. Les Indiens *mansos*, qui se gouvernent dans leurs villages d'après les lois de la république, et peuvent même élire parmi leurs frères de race leurs magistrats municipaux, sont impitoyables pour les délits commis par des Mexicains sur le territoire confié à leur juridiction. Ils ont, en pareil cas, la pire de toutes les cruautés, la cruauté du faible. Nous n'essayâmes point de lutter contre ces alguazils aux jambes nues et aux longs cheveux. Nous les suivîmes docilement vers la maison de l'alcade.

— Prenez patience, me dit à voix basse fray Serapio pendant le trajet. A défaut de l'histoire de fray Epigmenio, que je vous conterai tôt ou tard, vous allez avoir un spectacle que peu d'étrangers ont l'occasion de se procurer au Mexique. Si je ne me trompe, nous sommes tombés dans ce maudit village à l'heure où les Indiens célèbrent à leur façon les fêtes de la semaine sainte. La maison de l'alcade est un des buts ordinaires de leurs processions nocturnes.

J'avais souvent entendu parler de ces singulières cérémonies, où des restes de l'idolâtrie indienne se mêlent aux pratiques du catholicisme. Au moment même où j'allais répondre à fray Serapio, des sons mélancoliques et monotones vinrent frapper nos oreilles. Les accens plaintifs de la flûte en roseau nommée par les Indiens *chirimia* se mêlaient tristement au bruit de plusieurs tambours frappés d'un seul coup à intervalles égaux.

— Il y a trois cents ans, me dit à l'oreille don Diego Mercado, c'était au son de ces mêmes *chirimias* que les ancêtres de ces Indiens égorgeaient des victimes humaines au pied de leurs idoles.

Au détour d'une ruelle qui coupait à angle droit la route que nous suivions, nous vîmes déboucher la procession annoncée par cette funèbre harmonie. Occupés pendant le jour aux travaux des champs, les Indiens consacrent la nuit à certaines solennités religieuses. Le choix de l'heure vient ainsi ajouter encore à l'effet lugubre des cérémonies de la semaine sainte. En tête du cortége, et portée par quatre hommes, se balançait l'image du Christ, gigantesque, hideuse, et barbouillée de sang. Aux bras de la croix étaient suspendus deux autres christs de moindre taille; derrière se pressait en désordre presque toute la population indienne du village et des environs, portant des crucifix de toute forme et de toute grandeur. Je remarquai que les dimensions de plusieurs de ces crucifix n'étaient nullement en rapport avec la taille des individus qui les portaient; ces dimensions en effet se mesurent uniquement sur le droit plus ou moins élevé que paient à l'église les Indiens

qui veulent figurer dans ces processions. Avec l'élite de la population, qui ouvrait la marche, s'avançait aussi l'aristocratie des images; ensuite venaient les pauvres, et on ne saurait rien imaginer de plus grotesque, de plus tristement bouffon que cette cohue d'hommes déguenillés, les uns portant à défaut de christs de petites images de saints ou de saintes, d'autres, moins heureux encore, obligés d'arborer, faute de mieux, des drapeaux fanés, des oripeaux ternis et jusqu'à des cages à poules. Nous nous agenouillâmes dévotement devant ces affreuses effigies, tandis que la procession traversait lentement la rue, et ce chaos d'images sanglantes, de corps nus, éclairés d'une lumière rougeâtre et entrevus à travers l'épaisse fumée des torches de sapin, nous laissa, en s'éloignant, l'idée de quelque vision infernale plutôt que celle d'une fête religieuse.

Nous arrivâmes à la maison de l'alcade. La physionomie sinistre de ce magistrat de race indienne n'était pas faite pour ramener le calme dans nos esprits troublés. De longs cheveux grisonnans encadraient sa figure, sillonnée de rides profondes, et tombaient jusqu'au milieu de son dos; des bras musculeux sortaient des manches de son *sayal* (tunique à manches courtes); ses jambes sèches et nerveuses n'étaient couvertes qu'à demi par les canons flottans de ses *calzoneras* de peau. Pour toute chaussure, il portait des sandales de cuir. Ainsi vêtu, ce singulier personnage trônait avec une fierté comique sous une espèce de dais formé par des branchages de *xocopan* (laurier odorant). Les alguazils à peau rouge se rangèrent derrière lui comme de silencieux comparses. L'interrogatoire commença.

— Qui êtes-vous et que faites-vous? — Cette question, articulée péniblement en mauvais espagnol, s'adressait à fray Serapio, que sa longue barbe, son costume et ses manières de soudard avaient sans doute désigné à l'alcade comme le plus suspect d'entre nous. Le moine hésitant à répondre, l'alcade continua :

— Quand on envahit un village à main armée, on a sans doute la permission de porter des armes. Où est la vôtre?

C'était donc pour nous demander notre port d'armes qu'on nous avait arrêtés. L'alcade pensait bien nous trouver en défaut et nous faire ainsi subir, sans sortir de la légalité, quelques-unes de ces avanies qui satisfont la haine traditionnelle des Indiens contre les individus de race blanche. Nous comprîmes cette tactique, mais nous n'avions aucun moyen de la déjouer. Nous en fûmes réduits à faire tous la même réponse : nous voyagions incognito, et nous n'avions pas de port d'armes. Puis, à l'exception du moine, qui semblait très mal à l'aise sous son déguisement, nous nous empressâmes de faire connaître nos noms et nos qualités. Comme il était important aussi d'intimider les Indiens en énumérant les protections qui nous étaient assurées à Mexico, l'étu-

diant crut agir prudemment en déclarant qu'il était neveu du plus célèbre apothicaire de la ville. Le greffier sténographiait ces réponses en cassant de petites branches de xocopan et en alignant, comme des hiéroglyphes, des grains de maïs sur le sol. Pour l'alcade, il semblait triompher de tenir en sa puissance cinq hommes de race ennemie. Quand l'étudiant eut déclaré sa parenté avec l'apothicaire de Mexico, le rusé Indien ne se tint pas pour battu. Il parut réfléchir, puis une expression de joie maligne se trahit sur sa physionomie, quand il lança à don Diego Mercado cette question perfide :

— Puisque vous êtes le neveu d'un apothicaire, vous devez savoir un peu de botanique?

Don Diego répondit affirmativement avec un air de parfaite assurance.

— Vous connaissez par conséquent les vertus du *matlalquahuitl?*

L'alcade avait choisi avec intention parmi les dénominations indiennes des plantes mexicaines une des plus bizarres et des moins connues. En voyant la stupeur qui se peignit sur le front de l'étudiant, il devina que son expédient avait réussi, et il se frotta les mains d'un air de cruelle satisfaction. — Vous ne savez pas la botanique, donc vous m'avez trompé, vous n'êtes pas le neveu d'un apothicaire; vous êtes tous des voyageurs suspects, j'ai le droit de vous arrêter et je vous arrête. — Tel était le raisonnement que nous lisions dans les regards de l'alcade, qui se fixaient dédaigneux et moqueurs tantôt sur don Diego Mercado, tantôt sur nous. En ce moment, la fête religieuse, dans laquelle l'alcade avait un rôle important à jouer, vint heureusement faire diversion à notre interrogatoire. Un groupe d'Indiens entra précipitamment dans la salle d'audience. Ils traînaient ou plutôt poussaient devant eux un homme couronné d'un diadème en roseaux et drapé d'un manteau rouge en lambeaux qui devait avoir servi de *muleta* (1) dans quelque course de taureaux. Sa figure et tout son corps étaient souillés de boue. Ses mains étaient liées derrière le dos par des attaches en jonc. Je contemplais cet homme avec étonnement comme une énigme vivante, quand l'étudiant, qui connaissait mieux les mœurs indiennes que les vertus du *matlalquahuitl*, me dit à voix basse :

— N'allez pas prendre au sérieux cette facétie religieuse; il s'agit ici d'une représentation dramatique de la passion. Nous ne sommes plus dans un village indien, mais à Jérusalem. Ce drôle à mine effrontée, c'est le Christ, et cet alcade, que Dieu confonde, c'est Pilate.

En effet, nous vîmes bientôt se dérouler toutes les scènes d'un vrai mystère du moyen-âge. L'alcade, après avoir gravement écouté sous son dais de feuillage les accusations calomnieuses des Juifs, se leva et

(1) On appelle *muleta* le drapeau rouge que le *toreador* agite pour exciter le taureau.

prononça en indien l'historique sentence de condamnation. Des cris si tumultueux l'accueillirent, que le malheureux *lepero* (car c'en était un qui, pour quelques réaux, s'était chargé du rôle du Christ) sembla craindre que le drame ne prît une fâcheuse tournure et s'écria en espagnol :

— Je crois, *caramba!* que j'aurais mieux fait de m'en tenir au rôle du bon larron. Seigneur alcade, n'oubliez pas que c'est trois réaux de plus pour le divin Rédempteur.

— Bon! dit l'alcade en repoussant le lepero, qui s'était, au mépris de la vérité historique, réfugié sur le tribunal même. En ce moment, un des soldats qui entouraient le Christ, plus fidèle à son rôle que l'effronté lepero, appliqua un soufflet sur la joue de ce dernier. Dès-lors le lepero ne se contint plus; il éclata en jurons et infligea la peine du talion à ses persécuteurs ébahis. Ce fut une mêlée générale, une lutte entre l'acteur qui oubliait complétement l'esprit de son rôle, et les Indiens, qui le gourmaient avec une ardeur vraiment digne des suppôts d'Hérode. La lutte se termina par un sacrifice héroïque de l'alcade, qui, pour vaincre l'obstination du lepero, dut lui promettre six réaux au-delà du prix convenu. A cette condition, le drôle consentit à marcher vers le calvaire au milieu des Indiens, qui entraînèrent, en l'injuriant et en le frappant de plus belle, le captif subitement radouci.

Revenu de son émotion, l'alcade se retourna vers nous : il avait hâte de prononcer une sentence que nous attendions, pour notre part, avec une anxiété mal dissimulée. En le voyant se concerter avec le greffier et se préparer à lire notre condamnation, je lançai un triste regard au moine. Celui-ci me repondit au contraire par un sourire qui respirait une pleine confiance. J'eus bientôt l'explication de ce changement subit dans l'attitude de fray Serapio. Le moine avait pris son parti, et, pour échapper à l'incarcération qui nous menaçait tous, il avait résolu de faire appel aux sentimens religieux dont l'alcade et son escorte venaient de donner des preuves éclatantes. Fort heureusement fray Serapio avait raisonné juste. Au moment où l'alcade se levait pour prononcer la sentence, le moine s'approcha gravement du tribunal, arracha le mouchoir qui lui servait de résille et présenta au magistrat sa tête tonsurée. Ce fut un coup de théâtre. Le même homme qui, il y avait un instant à peine, affectait vis-à-vis de nous un orgueil intraitable, se précipita confus et tremblant aux pieds du franciscain.

— Ah! saint père! s'écria l'Indien, que ne le disiez-vous plus tôt! A tout prendre, on peut être honnête homme sans connaître les vertus du *matlalquahuitl*.

Fray Serapio aurait pu se dispenser de répondre à l'Indien prosterné. Il daigna bien avouer qu'il voyageait sous ce déguisement et avec cette escorte pour remplir une mission d'intérêt religieux, et l'alcade, qui

se signait dévotement à chaque parole du moine, se garda bien de le presser de questions indiscrètes. Quelques instans après, nous sortions majestueusement de cette cabane, où notre entrée avait été si triste. Les Indiens nous rendirent nos armes et nos chevaux. Ce fut en vain toutefois qu'ils nous pressèrent de retourner à l'hôtellerie où on nous avait fait si mauvais accueil. Nous gardions rancune à ce village inhospitalier, et, malgré l'orage qui recommençait à gronder, nous piquâmes des deux sans prêter l'oreille à ces supplications intéressées.

IV. — FRAY EPIGMENIO.

Déjà le village indien était à une lieue derrière nous. La route que nous suivions était plutôt un ravin qu'un chemin tracé par les hommes. Nous ne tardâmes pas à entrer dans une forêt de sapins qui s'étendait sur une chaîne de collines escarpées. L'obscurité, épaissie autour de nous par les cimes entrelacées des arbres, était si profonde, que nos chevaux ne pouvaient avancer littéralement qu'à la lueur des éclairs. Dans les intervalles qui séparaient les explosions de la foudre, ils s'arrêtaient immobiles et frémissans. Bientôt l'orage redoubla; les troncs des sapins craquèrent sous l'effort du vent; les cavités de la montagne se renvoyaient les éclats du tonnerre en effrayans échos. Puis les éclairs devinrent plus rares, et enfin ces clartés intermittentes, qui jusqu'alors nous avaient permis d'avancer insensiblement, nous furent tout-à-fait refusées. Un dernier coup de tonnerre assourdissant fut suivi d'une pluie torrentielle. Il nous était devenu impossible à la fois de marcher en avant et de rebrousser chemin. Convertis par les ténèbres en autant de statues équestres, nous dûmes nous héler pour connaître nos positions respectives. Je m'aperçus alors que j'étais fort près de fray Serapio. Quant à nos trois compagnons, leurs voix nous arrivèrent à peine comme un écho lointain au milieu des sifflemens de la rafale. Nous nous trouvions dispersés sans espoir de nous rejoindre peut-être de toute la nuit, et forcés d'accepter, chacun à l'endroit où les ténèbres le clouaient, la menaçante hospitalité de la forêt.

— Puisque nous voilà condamnés à rester immobiles comme la statue de Charles IV à Mexico, dis-je au franciscain, ne serait-ce pas le moment de me raconter l'histoire de votre ami fray Epigmenio?

— De fray Epigmenio! s'écria le moine. Ce n'est pas une histoire à conter par un temps et dans un lieu semblables. Quand j'entends les arbres pleurer comme des ames en peine, quand j'entends les torrens rugir comme des bêtes fauves, alors, je rougis de l'avouer, j'ai peur.

Un long silence suivit ce court échange de mots. — Où sommes-nous? demandai-je enfin à fray Serapio.

— Nous devons être à une demi-lieue du *Desierto*, si toutefois nous avons su rester dans le bon chemin. Je crains malheureusement que nous ne soyons engagés dans un ravin d'où il serait presque impossible de sortir au milieu de ces ténèbres. Or, dans quelques heures, si la pluie continue, ce ravin ne sera plus un chemin; ce sera un torrent qui nous emportera comme des feuilles mortes, et alors Dieu veuille avoir nos ames!

J'avais vu trop souvent dans les campagnes américaines des torrens grossis par les pluies d'orage déraciner des arbres séculaires et entraîner des rochers, pour douter un moment de l'imminence du danger signalé par fray Serapio. A ses sinistres paroles, je ne trouvai qu'une seule réponse à faire : il faut allumer du feu à tout prix. Malheureusement le moine avait laissé son briquet à l'étudiant. Je ne me découragéai point encore, et, ne voulant négliger aucun moyen de sortir de ce mauvais pas, je descendis de cheval, je pris dans une de mes mains la *reata* attachée au cou de l'animal; de l'autre, j'essayai de me guider en me tenant aux rochers. Je ne tardai pas à me trouver arrêté par un talus escarpé. J'avançai d'un autre côté; toujours un mur à pic. Forcé enfin de m'arrêter après avoir déroulé la *reata* dans toute sa longueur, je revins pas à pas près de mon cheval en rassemblant de nouveau la longe dans ma main, et, au risque d'enfourcher ma monture à rebours, je me remis en selle.

— Ce ravin est une vraie prison, dis-je à fray Serapio.

— Ce n'est pas le torrent seul que je redoute, reprit le moine. Si même nous échappons à l'eau, nous pouvons encore périr par le feu sous ces grands arbres qui attirent la foudre.

— Ne pourrions-nous pas laisser là nos chevaux, et tâcher de gagner à pied un endroit moins périlleux?

— Nous courrions risque de rouler dans quelque fondrière. A la manière dont le vent frappe mon visage, je reconnais que le ravin doit s'étendre encore bien loin d'ici. Restons donc à notre place, et confions-nous à la divine Providence.

J'étais à bout d'expédiens, et je ne trouvai aucun argument à opposer à ces derniers mots, que le moine prononça d'un ton fort lamentable. Quelques instans se passèrent. L'ouragan avait son harmonie, et je m'oubliais à l'écouter. Dans les profondeurs du bois gémissaient mille voix éplorées; les torrens hurlaient en bondissant de roche en roche; les sapins craquaient comme les mâts d'un vaisseau battu par la tourmente, et sur nos têtes le vent modulait d'étranges notes en sifflant dans les feuillages. L'eau qui coulait sous les pieds de nos chevaux murmurait avec une force croissante. Dans les rares momens où le bruit de la tempête s'apaisait un peu, nous entendions les voix de nos

compagnons, qui, soit par ignorance du danger, soit pour s'étourdir, avaient pris le parti de chanter à tue-tête.

— Ne trouvez-vous pas, dis-je au moine, que cette gaieté a quelque chose d'irritant? J'ai bien envie de changer, en les avertissant du péril que nous courons tous, leur chanson à boire en un *De profundis*.

— A quoi bon? dit mélancoliquement le franciscain. Ne vaut-il pas mieux qu'ils ignorent le danger et que la mort les surprenne dans leur joyeuse insouciance? En ce moment où les esprits des ténèbres semblent planer au-dessus de nous, la voix humaine a je ne sais quelle harmonie consolante. Tenez, j'avais refusé tantôt de vous raconter l'histoire de fray Epigmenio. Réflexion faite, j'aime mieux encore entendre le son de ma propre voix que le sifflement du vent dans les sapins. Et puis j'y songe : c'est dans le couvent du *Desierto*, voisin de cette forêt, que s'est passée, précisément à l'époque de l'année où nous sommes, la partie la plus intéressante de la vie du révérend.

— Il est certain, dis-je, que cette circonstance devrait ajouter un intérêt particulier à votre récit; mais en ce moment je me soucie fort peu de l'entendre. Cependant, s'il peut vous être agréable de le conter...

« Fray Epigmenio, reprit le franciscain en m'interrompant, n'a jamais été, même dans sa jeunesse, qu'un assez triste compagnon. C'est vous dire qu'il ne me ressemblait en rien. Loin d'avoir voulu, comme moi, se faire soldat avant d'endosser le froc, il était entré bien jeune encore en qualité de novice au couvent des frères carmélites surnommé *el Desierto*. Au temps dont je parle, c'est-à-dire il y a cinquante ans, le Desierto n'était pas abandonné comme aujourd'hui. C'était une retraite habitée par plusieurs religieux qui voulaient, en s'éloignant des villes, apporter dans la pratique de la règle un raffinement d'austérité. Vous devinez quelle influence cette solitude sauvage pouvait exercer sur un cerveau malade. Moi-même je ne répondrais pas de ma raison si je devais passer ma vie en pareil lieu. Les supérieurs du jeune novice s'alarmèrent bientôt de l'exaltation farouche qui avait pris chez lui la place d'une solide piété. Ils représentèrent à Epigmenio que le démon, jaloux de ses mérites, lui tendrait quelque piége où il succomberait. L'avertissement était sage; Epigmenio n'écouta rien. Bien plus, il s'isola presque entièrement de ses frères, et s'enferma plus obstinément que jamais dans sa cellule, espèce de sombre cachot dont les fenêtres s'ouvraient sur le bois qui entoure le couvent. C'était la plus triste cellule de ce triste cloître, et fray Epigmenio l'avait choisie de préférence à celles dont les croisées donnaient sur le jardin. La vue des fleurs semblait à ce rigide cénobite une distraction trop mondaine. Des flots de verdure noire constamment agités par le vent et encadrés dans un amphithéâtre de rochers aux formes fantastiques, voilà le paysage sur lequel Epig-

menio avait presque sans cesse les yeux fixés. Je vous l'ai dit, la tête la plus saine n'aurait pu résister long-temps à ces influences combinées de la solitude et de la prière. Le moine avoua plus tard que des visions étranges passaient devant ses yeux pendant ces longues journées de contemplation et de silence. Des voix mystérieuses frappaient ses oreilles, et ce n'était pas toujours les concerts des anges qu'il entendait; les murmures de la forêt se transformaient en soupirs voluptueux, en voix féminines, qui montaient jusqu'à lui avec l'âcre senteur des sapins; souvent même des figures tentatrices lui apparaissaient sous les feuillages éclairés par la lune... »

A ce moment, le franciscain s'interrompit brusquement, et, se tournant vers moi : — M'écoutez-vous? me dit-il.

— J'avoue, répondis-je, que j'écoute plus attentivement encore l'eau dont le bruit augmente singulièrement sous nos pieds, et je trouve que nous sommes fort à plaindre de n'avoir pas ici un de ces beaux clairs de lune dont vous parlez.

« Fray Epigmenio, reprit Serapio sans faire attention à ma remarque, se crut un saint, puisque des tentations pareilles venaient l'assaillir; il crut pouvoir lutter contre le démon, comme les ermites des légendes. Un jour, à l'heure où le soleil allait se coucher, il ne se contenta pas d'attendre le tentateur dans sa cellule, il voulut le braver dans cette forêt même, peuplée de si étranges fantômes. A peine était-il entré sous la voûte épaisse des sapins, que des sanglots étouffés retentirent non loin de lui. Il s'arrêta pour prêter l'oreille, puis s'avança du côté d'où ces gémissemens semblaient venir. Pendant long-temps ses recherches furent inutiles; enfin il arriva, de détour en détour, à un carrefour du bois au milieu duquel gisait, sur le gazon, un homme qui invita de la main le moine à s'approcher de lui. Fray Epigmenio hésita un moment. L'inconnu était un homme de haute taille, vêtu d'un riche costume de velours noir; une pâleur mortelle était répandue sur sa physionomie, et il serrait avec angoisse contre sa poitrine un mouchoir ensanglanté. Enfin, après s'être signé dévotement, fray Epigmenio se décida à marcher vers le blessé. « Au nom de Dieu, lui demanda-t-il, de quelle mauvaise rencontre êtes-vous victime? » Le saint nom de Dieu parut causer à l'étranger une émotion pénible; ce fut d'une voix éteinte qu'il apprit à Epigmenio qu'il voyageait avec sa fille, et que des voleurs venaient de le dévaliser après l'avoir frappé d'un coup de poignard. Il ajouta que ce n'était pas pour lui qu'il invoquait des secours, mais pour la faible créature qui était à ses côtés, et en même temps, écartant les branches d'un buisson près duquel il était couché, il montra à fray Epigmenio une jeune fille étendue sans connaissance sur l'herbe, à quelques pas de lui. Les rayons de la lune tombaient en plein

sur son beau visage et sur sa robe blanche. Vous comprenez quel dut être le trouble d'Epigmenio à la vue de cette jeune fille, qui lui rappelait les plus adorables visions de ses nuits. Il se remit pourtant après un court silence, et représenta à l'étranger que le couvent du Desierto était encore éloigné; que, fût-il même plus près, une femme ne saurait y recevoir l'hospitalité. L'inconnu se plaignit alors de ne pouvoir même continuer sa route, car il n'avait plus son cheval, qui s'était échappé au moment de l'attaque des voleurs. Rassemblant toutes ses forces, il déclara que sa blessure le faisait moins souffrir et qu'il allait profiter de ce soulagement passager pour se mettre à la recherche de l'animal. Le moine s'éloigna de son côté, en promettant, s'il trouvait le cheval échappé, de le ramener au lieu où ils laissaient tous deux la jeune fille évanouie. Que vous dirai-je? Fray Epigmenio chercha longtemps et inutilement. Dans tous les endroits que la lune éclairait, une bizarre hallucination lui montrait la robe blanche de la jeune fille qu'il venait de quitter. Bientôt, soit qu'il eût perdu sa route, soit qu'une puissance irrésistible l'entraînât, le moine se retrouva près de l'endroit où reposait la compagne toujours évanouie de l'étranger. Seulement, celui-ci n'était plus là. Une tentation terrible menaçait la vertu du révérend. Il y avait là, devant lui, une femme jeune et belle, dont la chevelure noire flottait déroulée sur de blanches épaules. Jamais la lune n'avait eu de plus magiques reflets, jamais les bois n'avaient exhalé une senteur plus enivrante. Fray Epigmenio, épouvanté, appela l'étranger de toutes ses forces; mais l'écho seul lui répondit. »

Un éclair éblouissant vint interrompre, à cet endroit, le récit du moine, et nous annoncer que l'orage redoublait. Cette nouvelle interruption devait se prolonger bien au-delà de nos prévisions. Une eau fangeuse gagnait déjà nos étriers. Nos chevaux, immobiles depuis plus de deux heures, venaient enfin de se retourner pour présenter leur poitrail au fil de l'eau, dont l'impétuosité croissait de minute en minute avec de sourds grondemens. Autour de nous, dans l'épaisseur du bois, le fracas des torrens se mêlait de plus en plus terrible à la sauvage harmonie des vents, qui soufflaient de tous les points de l'horizon.

— L'eau monte! s'écria fray Serapio, et nos chevaux seront bientôt sans force contre elle.

Presque au même instant, une eau glacée vint mouiller nos pieds et nous arracher un cri de saisissement. Nos chevaux firent une brusque conversion, et, soit guidés par leur instinct, soit emportés par la force du courant, ils commencèrent à descendre la pente du ravin. Un autre cri de détresse, que le vent nous apporta, nous apprit que le torrent entraînait aussi nos compagnons d'infortune. Un second éclair vint illuminer la forêt et fut suivi d'un éclat de tonnerre qui vibra longtemps dans l'espace. Une odeur sulfureuse se répandit autour de nous;

presque aussitôt, à notre inexprimable satisfaction, un sapin frappé à quelques pas de nous par la foudre s'enflamma rapidement et ne tarda pas à jeter autour de lui une large zone de lumière.

— Nous sommes sauvés! cria fray Serapio; j'aperçois près d'ici un talus moins escarpé que nos chevaux pourront gravir.

Déjà nos compagnons avaient en effet franchi les bords du torrent; ils nous invitaient, du geste et de la voix, à les imiter. Mon cheval, raidissant alors ses jarrets par un effort désespéré, atteignit à son tour le sommet du talus. Je fus suivi de près par fray Serapio, qui, deux fois repoussé par cette berge glissante, était revenu à l'assaut une troisième fois et s'était comporté, dans cette occasion difficile, en véritable cavalier mexicain. Nous n'étions pas cependant à l'abri de nouveaux dangers. Un moment avait suffi pour nous tirer d'une situation désespérée. Il fallait se hâter de chercher un abri; il ne pouvait plus être question de pousser jusqu'à l'hacienda. Le ciel, qui s'était éclairci, nous montra une route battue qui longeait le ravin. Cette route devait nous mener aux ruines du Desierto, du couvent même où fray Epigmenio avait prononcé ses vœux. Nous nous élançâmes dans le sentier battu, certains, cette fois, de ne plus nous égarer, et, quelques minutes après avoir échappé au danger d'une submersion imminente, notre petite troupe s'arrêta, avec une satisfaction profonde, devant les murs ruinés de l'antique monastère.

V. — LE DESIERTO.

Après avoir attaché nos chevaux dans la cour extérieure du couvent, nous choisîmes, à l'entrée du bâtiment, la cellule qui nous offrait l'abri le plus commode. Les premiers momens de halte furent consacrés à un échange de réflexions moitié bouffonnes et moitié sérieuses sur le danger auquel nous venions d'échapper. Don Ròmulo avoua qu'il avait pris part à dix-sept conspirations, qu'il avait été banni, avec circonstances aggravantes, de trois républiques, le Pérou, l'Équateur et la Colombie, mais que les momens qu'il venait de passer devaient être comptés parmi les plus pénibles de sa vie, si pleine d'émotions. Quant au moine, à l'étudiant et à l'officier, ils confessèrent de bonne grace que si, à l'approche du danger, l'insouciance s'était montrée dans leurs discours, elle était loin de régner dans leur ame. Ces premières confidences échangées, nos yeux se portèrent plus tranquillement sur l'édifice en ruines où le hasard nous avait forcés de chercher un asile.

Situé au milieu d'un paysage qui rappelle celui de la Grande-Chartreuse de Grenoble, le couvent du Desierto est encore, à l'extérieur, assez bien conservé. Ses coupoles et ses clochers dominent comme autrefois

les massifs de sapins qui l'entourent; quoique près d'un demi-siècle se soit écoulé depuis que les moines l'ont abandonné, le lierre n'a pas encore voilé entièrement les baies des cellules désertes. La teinte verdâtre qui règne sur les murs atteste seule le défaut d'entretien et les ravages du temps. Il faut franchir cette première enceinte encore debout et pénétrer dans l'intérieur du couvent, pour avoir le spectacle de la destruction dans toute sa solennelle tristesse. Les coupoles découvertes laissent pénétrer le jour sans obstacle, les pilastres des cloîtres s'écroulent, les degrés de pierre sont descellés, les ruines sont amoncelées dans le chœur et dans la nef de l'église, un manteau de pariétaires recouvre ces débris. Les vapeurs qui s'amassent sur le sommet de la montagne où s'élève le couvent suintent en pluie fine et s'écoulent partout le long des murs. Presque en toute saison, de minces et nombreux filets d'eau se croisent sur les pierres revêtues de mousse avec un léger murmure qui trouble seul le profond silence de cette solitude, ou tombent goutte à goutte du faîte des vieux piliers avec la régularité d'un clepsydre, comme pour marquer la fuite des heures. Tel est le couvent du Desierto vu à la clarté du jour et par un temps serein. Qu'on imagine maintenant l'aspect de cette retraite à l'heure où nous y avions cherché un refuge, lorsque l'orage, qui durait depuis le commencement de la nuit, se calmait à peine. Qu'on fasse pénétrer les pâles clartés de la lune sous ces arceaux déserts, qu'on fasse siffler dans la nef abandonnée, dans la cage vide de l'orgue, dans les cellules dépeuplées, les derniers rugissemens de la tourmente : on aura une idée du gîte qui nous était offert pour achever la nuit.

Nous grelottions tous sous nos habits trempés, et une de nos premières occupations fut de chercher les matériaux nécessaires pour allumer du feu. Nous nous partageâmes l'exploration du couvent. Je m'engageai seul dans une des parties les plus ruinées de l'édifice. Le souvenir du vieux moine de Saint-François m'était revenu à l'esprit, et je me plaisais à évoquer cette bizarre image en parcourant les galeries abandonnées. Autour de moi, les piliers du cloître allongeaient de grandes ombres sur le terrain blanchi par la lune. Tout était silencieux comme dans une nécropole. Les courtines de lierre frémissaient seules sous le vent. Du cloître, j'entrai dans un vaste corridor; à travers les crevasses de la voûte, quelques rayons de la lune pénétraient furtivement. Dans le lointain, je crus remarquer sur les dalles quelques lueurs plus rougeâtres à côté de ces blanches clartés, j'entendis aussi un hennissement qui ne semblait pas venir de la cour où nous avions attaché nos chevaux. Au même instant, mes compagnons me rappelèrent, et je m'empressai de les rejoindre. Ils avaient réuni quelques fagots de menu bois: ce n'était pas néanmoins le résultat le plus intéressant de leurs re-

cherches. L'officier don Blas affirmait qu'il avait aperçu au clair de lune un cheval qui n'était pas l'un des nôtres. L'étudiant prétendait avoir rencontré le spectre de l'un des moines enterrés dans le couvent. Un court silence accueillit ces bizarres révélations. Don Ròmulo le rompit le premier.

— Voilà décidément une société bien mêlée, le cheval de quelque bandit et le fantôme d'un moine, des spectres et des malfaiteurs!

Nous engageâmes fray Serapio à prononcer dans son formidable latin la classique formule d'exorcisme; mais le moine nous répondit brusquement :

— Mon latin n'éloignerait pas le spectre dont il est question, il l'attirerait au contraire. Et Dieu veuille qu'il ne paraisse pas! Sachez-le bien, il n'y a pas ici de revenant. Le fantôme qu'a vu le seigneur don Blas est une réalité. C'est mon supérieur, le révérend père Epigmenio, qu'un vœu de pénitence prononcé à la suite d'une peccadille de jeunesse ramène ici chaque année au retour de la semaine sainte. S'il m'aperçoit, comment justifier mon déguisement et ma folle excursion?

La réponse du franciscain nous rassurait complétement, et son inquiétude n'excita en nous qu'une très médiocre compassion. Voulant néanmoins éviter entre les deux moines une rencontre et peut-être un conflit désagréable, nous choisîmes pour y faire du feu une des cellules les plus retirées du couvent, et nous nous étendîmes autour du foyer sur nos manteaux humides. Bientôt l'étudiant, l'officier et le gentilhomme dormirent profondément; le moine et moi, nous restions seuls éveillés. Fray Serapio, attentif au moindre bruit, tremblait sans cesse d'être surpris par son inflexible supérieur; pour moi, j'étais sous l'impression de l'histoire, si malencontreusement interrompue, de fray Epigmonio. Voyant que le franciscain ne dormait pas, je le pressai d'achever son récit. Mon compagnon, qui ne pouvait fermer l'œil, fut heureux de trouver ce moyen d'occuper son insomnie, et il s'exécuta d'assez bonne grace, après s'être mis sur son séant et s'être rapproché du feu.

— J'ai laissé, reprit-il, fray Epigmenio au moment où le hasard livrait à sa générosité une femme évanouie. Sa première pensée fut de prendre la fuite; la seconde fut de rester, et il resta. Il cessa même d'appeler le cavalier blessé, dont il ne souhaitait plus le retour, et lorsque la jeune fille, sortant de sa léthargie, eut ouvert sur lui des yeux chargés de langueur, le révérend perdit complétement la tête. Si à ce moment-là l'étranger se fût montré, le moine l'eût étranglé; mais vous avez sans doute deviné que l'homme aux vêtemens noirs n'était autre que le diable lui-même.

Pour toute réponse à cette question fort inattendue, je me contentai de secouer la tête. Fray Serapio, qui cachait sous ses prétentions de sé-

ducteur un grand fonds de crédulité superstitieuse, crut sans doute que j'adhérais à sa pensée sur le caractère du mystérieux inconnu. Il continua :

— La tentation avait été trop bien conduite pour que fray Epigmenio ne sortît pas vaincu de sa lutte avec le mauvais esprit. Non-seulement le malheureux succomba, mais il fut même si complétement ensorcelé, qu'il trouva moyen de cacher pendant un mois entier, dans le couvent du Desierto, celle qui avait été l'instrument de sa chute. Pendant tout ce mois, sa conduite extérieurement n'avait pas changé; il affectait même plus de sévérité dans son maintien, et les remords qui le tourmentaient secrètement donnaient à ses traits une expression plus sombre. Le ciel et l'enfer se partageaient son ame. Écouta-t-il enfin la voix de l'orgueil plus que celle du repentir? Le fait est que ses hésitations cessèrent un jour, et ce jour-là il avait pris une résolution inébranlable, terrible. Que voulez-vous? Fray Epigmenio ne devait rien faire comme les autres. Il avoua publiquement sa faute, et livra au saint-office (1) la femme dont le démon s'était, disait-il, servi contre lui. Il l'accusait de sortilége, de magie : il avait peut-être raison. Dès ce moment, on admira plus que jamais une vertu qui se relevait avec tant d'éclat. L'inquisition instruisit néanmoins le procès du moine comme celui de la séductrice, car le saint tribunal, dans son impartialité, voyait deux coupables où le public n'en voyait qu'un. Le moine attendit le jugement dans son cloître, la femme au fond d'un cachot. Quelques semaines d'une pénible attente se passèrent. Un soir, la cellule de fray Epigmenio fut le théâtre d'une scène où l'intervention du diable ne se révèle pas moins clairement que dans la rencontre de la forêt. Courbé sur son crucifix, le moine redemandait à Dieu le calme que son ame avait perdu. Tout à coup un bruit de pas le fait tressaillir. Un homme était devant lui, le contemplait avec des yeux ardens, et cet homme n'était autre que l'étranger qui s'était montré au reclus une première fois dans la forêt, un mois auparavant. Il était vêtu de même, et plus pâle encore que la nuit où le moine l'avait trouvé baigné dans son sang. Fray Epigmenio fit un pas en arrière, mais l'étranger ne bougea pas. La formule d'exorcisme, péniblement balbutiée, ne le fit pas reculer davantage. Alors le moine appela au secours; mais il était trop tard. Quand on entra dans la cellule, l'étranger avait disparu; Epigmenio, frappé d'un coup de poignard, était évanoui au pied de son prie-dieu, et, sur

(1) L'inquisition fondée au Mexique en 1571 eut pour premier inquisiteur don Pedro Moya de Contreras. Elle fut supprimée après la conquête de l'indépendance mexicaine, de 1809 à 1810, et l'ancien édifice, situé dans la rue de Santo-Domingo, sert aujourd'hui de douane. Sur l'un des panneaux de la porte, des hérétiques enveloppés jusqu'à mi-corps dans les flammes sont le seul emblème qui rappelle la destination première du monument.

le mur, on pouvait voir l'empreinte des doigts du meurtrier, qui s'était sans doute échappé en appuyant aux lambris sa main sanglante. Cette empreinte, le temps ne l'a pas effacée; vous pourrez la voir encore.

— Je devine la fin de l'histoire, dis-je à fray Serapio : la femme fut condamnée comme sorcière, et le moine fut absous.

— La femme, reprit fray Serapio, avoua dans les tourmens sa connivence avec le diable, connivence qu'elle fut condamnée à expier *en acte public;* mais elle n'attendit pas le châtiment : les gardiens la trouvèrent un matin étranglée dans son cachot avec les tresses de ces beaux cheveux noirs qui avaient fait perdre la tête à fray Epigmenio. Quant à ce dernier, sa blessure était légère; il se rétablit promptement. Condamné à cinq ans de travaux subalternes dans le couvent de Saint-François de Mexico, il s'y chargea du soin des jardins. Presque à la même époque, l'inquisition cessa d'exister, et le couvent du Desierto fut abandonné comme trop insalubre. Depuis long-temps, un pèlerinage que fray Epigmenio fait chaque année à la même époque dans ce couvent ruiné perpétue seul le souvenir de cet événement.

Fray Serapio se tut. J'étais accablé de sommeil; il me sembla que lui aussi tombait de fatigue, et je crus devoir lui épargner mes réflexions sur le récit que je venais d'entendre. Déjà je me couchais à côté de mes compagnons profondément endormis, quand le franciscain me secoua par le bras et m'invita précipitamment à le suivre. Je me levai et me plaçai à côté de lui à une fenêtre d'où la vue plongeait sur les cours intérieures du couvent que blanchissaient les premières clartés du jour. Le moine dont la figure triste et sévère m'avait si souvent frappé dans mes promenades au jardin de Saint-François traversait en ce moment une de ces enceintes. Nous remarquâmes que ses pas étaient plus chancelans, sa taille plus courbée que de coutume. Quand il se fut éloigné : — Suivez-moi, me dit fray Serapio, dans la cellule qui fut la sienne et qu'il vient de quitter. — Cette cellule où nous arrivâmes bientôt ne se distinguait en rien des autres. Les murs étaient complétement nus; le vent sifflait à travers les plantes parasites qui croissaient entre les pierres disjointes. Une torche de sapin plantée dans un des interstices de la muraille achevait de se consumer; fray Serapio raviva la flamme près de s'éteindre, et, avec toute l'obstination d'un cicérone consciencieux, il prétendit me faire reconnaître sur la muraille la trace des cinq doigts de l'inconnu qui avait poignardé le moine dans sa prison. Je voulus bien, par condescendance, renoncer à voir l'effet de l'humidité dans les taches noirâtres qui semblaient à mon compagnon l'empreinte exacte de la main de Satan. Je saisis cependant cette occasion pour faire remarquer à l'excellent fray Serapio que l'histoire de son malheureux confrère s'expliquait parfaitement sans l'intervention du diable. Probablement les supérieurs de

fray Epigmenio, jaloux de sa vertu rigide, lui avaient tendu le piége assez grossier où il était tombé. On avait trouvé un compère adroit et une fille complaisante; malheureusement le fanatisme brutal du moine avait tout gâté. L'inquisition, qu'on ne voulait pas mêler dans tout ceci, avait eu vent de l'affaire. La comédie avait alors tourné au drame. La vengeance du père qui s'était repenti d'avoir vendu sa fille, la fin malheureuse de cette dernière, la vie de fray Epigmenio désormais flétrie et désolée, telles avaient été les suites de cette honteuse intrigue tramée à l'ombre du cloître même où nous nous trouvions. Tel fut le commentaire que je soumis à fray Serapio; mais celui-ci, par entêtement aussi bien que par crédulité, se garda bien d'admettre mon interprétation.

Le lendemain, nous arrivâmes à l'hacienda de l'ami de don Diego Mercado, où une cordiale réception nous fit oublier les fatigues de cette nuit si agitée. De retour à Mexico, je continuai mes visites au couvent de Saint-François, et, je l'avoue, je lus avec plus d'intérêt les récits conservés dans ses précieuses archives, car j'avais pu me convaincre que l'antique fanatisme espagnol, dont ces récits énuméraient les actes, vit encore profondément dans une partie de la population du Mexique. Entre le passé et le présent des cloîtres de cet étrange pays il y a un lien étroit, que les mœurs légères de quelques moines rencontrés en passant dans les rues de Mexico ne m'avaient pas fait soupçonner. L'inquisition a disparu, mais en laissant dans le clergé une trace profonde, une tradition singulièrement vivace de démoralisation, d'ignorance superstitieuse et de fanatisme.

Chaque fois que je me rendais au couvent de Saint-François, je rencontrais fray Epigmenio, tantôt errant dans le cloître, tantôt rêvant sous la tonnelle du jardin. Un jour, cependant, je parcourus tout le couvent sans que le vieux moine se présentât sur mon passage. Au moment où je me retirais, fray Serapio vint au-devant de moi. La présence du franciscain dans son couvent était un cas trop insolite pour que je ne l'interrogeasse pas sur le motif de cette pieuse dérogation à ses habitudes.

— Hélas! s'écria Serapio d'une voix dolente, ne m'en parlez pas.... fray Epigmenio n'en fait jamais d'autres. Il vient de mourir. Une fièvre lente le minait depuis long-temps; ce matin elle l'a achevé, et c'est moi qui dois veiller le corps du révérend père. Pouvait-on me jouer un tour plus affreux?

— Je ne vous comprends pas, lui dis-je. Serait-ce par hasard au pauvre fray Epigmenio que vous en voudriez?

— Et à qui donc, si ce n'est à lui? Savez-vous ce que la veillée de cette nuit me fait perdre? Un rendez-vous charmant, *mon cher*. — Et pour commentaire à ces derniers mots, fray Serapio me lança un regard expressif qui complétait sa demi-confidence. Je ne me sentis pas

la force de plaisanter le moine sur la déconvenue qu'il avouait d'un ton si cavalier. En ce moment même, les premiers tintemens du glas interrompirent notre entretien. — Adieu, me dit fray Serapio, cette cloche m'appelle à mon poste, et je vous quitte. — Je lui serrai la main, et je ne pus m'empêcher en m'éloignant de songer au bizarre contraste que présentaient ces deux hommes, habitans du même couvent, esclaves de la même règle, tous deux méconnaissant la sainteté de leur mission, l'un pour marier la piété au libertinage, l'autre pour l'ériger en un fanatisme brutal. — Ce contraste, me disais-je tristement, résumerait-il toute la vie du moine mexicain? Qui me dira combien de malheureux dans les innombrables cloîtres du Mexique ont commencé comme le premier pour finir comme le second!

Parmi les personnages qui ont figuré dans ce récit, un seul devait voir une vie paisible succéder à une jeunesse aventureuse : c'était l'étudiant don Diego Mercado, qui, appartenant à une riche famille de Mexico, avait toujours regardé l'avenir sans inquiétude. Quant à l'officier don Blas, il devait mourir ignoré dans une obscure rencontre avec des voleurs de grand chemin. La destinée de don Rómulo a été à la fois plus brillante et plus agitée. Après avoir pris part à dix-sept conspirations et s'être vu banni de trois républiques, don Rómulo, compromis dans une nouvelle intrigue politique, a quitté le Mexique comme il avait quitté le Pérou, la Colombie et l'Équateur. Rentré enfin dans ce dernier état, sa patrie, il y a été élevé à la présidence, et cette fois, en présence de son propre gouvernement, il a dû renoncer à ses principes subversifs. Nous ne savons cependant si sa conversion a été bien complète. Il est des agitateurs politiques que l'exercice même du pouvoir ne corrige pas, et qui préfèrent encore aux profits de l'intrigue les joies qu'elle leur procure, les ruines qu'elle amasse autour d'eux.

G. Ferry.

LA

FAMILLE ALAIN.

TROISIÈME PARTIE. [1]

XI.

Il faisait nuit. Tranquille Alain et Onésime, favorisés par le vent et la marée, revenaient à Dive après une pêche assez heureuse. Une brise légère tenait la voile gonflée. Risque-Tout nettoyait le poisson en fumant sa petite pipe, tandis qu'Onésime, à demi couché sur le banc du canot, tenait la barre du gouvernail d'une main, et de l'autre l'écoute de la voile.

— Quelle heure peut-il être, mon père? demanda-t-il tout à coup à Tranquille Alain. Ce ne peut pas être le jour qui commencerait à poindre; d'ailleurs c'est trop sur Beuzeval.

Tranquille leva la tête et vit ce qui excitait l'étonnement de son fils. Une grande lueur se montrait au-dessus de Beuzeval.

— C'est le feu! dit-il. Et en même temps, soit qu'ils approchassent davantage, soit que le feu prît plus d'intensité, tous deux distinguèrent une épaisse fumée et des pointes de flammes qui dardaient au ciel. — C'est le feu! répéta Tranquille Alain. Fais servir la voile. La brise prend

(1) Voyez les livraisons des 1er et 15 août.

de la force, et, si elle active le feu, elle nous fait aussi marcher plus vite. Est-ce au château? Il y a tant de fumée, que je suis tout désorienté.

Ils gardèrent un moment le silence; Onésime mettait toute son application à faire avancer le canot.

— Écoute, dit Alain, écoute, on sonne le tocsin à l'église de Beuzeval. Est-ce qu'ils ne font que de s'apercevoir du feu? Serre un peu l'écoute de misaine. Voici venir là-bas une petite rafale qui nous fera faire de la route.

Dix minutes plus tard, ils entraient dans la Dive et tiraient leur canot sur la grève. Quelques personnes, réveillées par le tocsin, étaient sorties de leurs maisons.

— Il y a le feu! dit Onésime aux premiers qu'il rencontra; il y a le feu à Beuzeval.

— Est-ce au château?

— Non, dit un pêcheur, c'est au moulin de ton cousin Éloi.

Le père et le fils, à ces mots, prirent leur course, gravirent la côte, et ne tardèrent pas à arriver auprès du moulin. Trente personnes s'y étaient déjà rendues; mais, quoique l'eau ne manquât pas, la confusion des travailleurs et la violence du feu rendaient jusque-là les secours peu efficaces.

— Où est donc le cousin? demanda Tranquille.

— Il est... il est perdu, répondit un des assistans.

— Est-il dans le moulin?

— Oui. L'entendez-vous crier et appeler à l'aide?

Et en effet, à ce moment, on entendit une voix horriblement déchirante crier du haut du moulin : — Au secours! à l'aide! au secours!

— Mais comment ne se sauve-t-il pas? Le feu est encore dans le bas; il n'y en a pas où il est.

— L'escalier est embrasé.

— Il pourrait se jeter par la fenêtre, ou au moins pourquoi n'y paraît-il pas?

— On l'y a vu un moment, puis il a disparu tout à coup, et depuis on ne l'entend plus que crier. Il faut qu'il se soit blessé, ou peut-être le feu est-il plus avancé au dedans qu'au dehors.

Onésime, pendant ce temps, s'était à plusieurs reprises précipité sur l'escalier embrasé; chaque fois il avait été repoussé par la fumée. Puis l'escalier craqua et tomba. La voix du meunier appela au secours avec une expression de désespoir encore plus effrayante. — Des échelles! des échelles! demanda Onésime. On en réunit deux qu'on attacha promptement ensemble avec ces nœuds que savent faire les marins. Elles n'arrivaient pas tout-à-fait jusqu'à la fenêtre. Néanmoins Onésime s'amarra une longue corde autour du corps, et, arrivé au haut de l'échelle, se cramponnant des pieds et des mains, il finit par atteindre la fenêtre,

se hissa avec une force surhumaine et disparut dans la chambre. Le meunier cessa de crier. Il y eut quelques instans d'une effroyable anxiété. Avait-il cessé ses cris en voyant du secours, ou était-il tombé dans la flamme? Et, dans ce cas, quel était le sort d'Onésime? Quelques minutes se passèrent ainsi. Un grand craquement se fit entendre; il sembla que tout s'abîmait. Onésime parut à la fenêtre pâle, mais les yeux étincelans; il tenait dans ses bras le meunier, qu'il venait d'attacher à la corde qu'il avait emportée, et dont il avait fait une sorte de fauteuil. — Un homme à l'échelle! cria-t-il. Tranquille ne voulut permettre à aucun autre d'aller au secours de son fils. Pour Onésime, il fit avec sa corde un *tour mort* après une pièce de bois au dedans du moulin, de façon qu'elle ne pouvait lui échapper; puis il descendit tout doucement Éloi Alain jusqu'à l'échelle où son père le reçut. — Prenez garde! cria-t-il, il a une jambe cassée. On se passa de main en main le meunier; mais au moment où Risque-Tout venait de le livrer à son plus proche voisin, et où celui-ci, également monté sur l'échelle, le passait à un troisième, l'échelle fit entendre un craquement et se brisa en plusieurs morceaux. Les deux hommes qui se trouvaient dessus roulèrent par terre, sans se blesser grièvement. — Mais Onésime, que va-t-il faire? s'écria Tranquille. Onésime, aussitôt qu'il avait vu ce dernier accident, avait amarré solidement la corde, et, s'y suspendant des mains et des pieds, il arriva à terre sans encombre; seulement ses cheveux étaient roussis ainsi que ses vêtemens. L'émotion qu'avaient ressentie les spectateurs pendant le sauvetage du meunier avait suspendu les travaux; le feu avait fait de nouveaux progrès pendant qu'on transportait le meunier dans une de ses écuries, bâtiment non attenant au moulin. On se remit à l'ouvrage, et au bout de quelques heures on se rendit maître du feu, qui avait détruit la plus grande partie du moulin. Éloi Alain ne s'était aperçu du feu que lorsqu'il s'était senti étouffé par la fumée; il s'était alors réveillé en sursaut, et, dans son trouble, était tombé dans un escalier où il s'était cassé une jambe. Depuis ce moment, il était resté dans d'horribles angoisses; il n'avait pu que se traîner en rampant pour s'éloigner le plus possible du centre de l'incendie. Pendant près d'une heure, malgré ses cris, personne n'avait pu venir à son secours. Tout porte à croire que le feu n'avait pas été mis par hasard au moulin d'Éloi. L'habitation dans laquelle on faisait du feu pour la cuisine et les autres usages domestiques ne tenait pas au moulin. Un débiteur du meunier était venu le voir dans la matinée et lui avait demandé un peu de temps pour le paiement d'une dette; c'était un père de famille. Il avait imploré la compassion d'Éloi, sans pouvoir en tirer la moindre concession. On devait quelques jours après vendre ses bestiaux et ses outils; sa femme et ses enfans allaient être réduits à la plus horrible misère, tandis que si maître Éloi voulait, avec un intérêt

raisonnable bien entendu, lui accorder pour payer jusqu'à la récolte, tout irait bien, il serait payé, et il n'aurait pas jeté toute une famille dans la misère et le désespoir. Le meunier avait été inflexible; le débiteur l'avait quitté en le menaçant de la vengeance du ciel, et c'est dans la nuit qui suivit immédiatement cette journée que le feu s'était déclaré avec une si effroyable violence dans un bâtiment où on n'en faisait jamais. On prétendit avoir vu à la tombée de la nuit un homme rôder autour du petit étang qui sert de réservoir et de retenue d'eau pour le moulin. Éloi ne tarda pas à être guéri; il témoigna avec effusion sa reconnaissance pour Onésime. — Certes, ce sont des gens à qui j'ai rendu de grands services, disait-il; mais je ne puis nier qu'ils ne se soient montrés reconnaissans, et je ne comptais plus guère que sur l'indulgence de Dieu, lorsque j'ai vu Onésime entrer par la fenêtre; il m'a semblé vraiment qu'il descendait du ciel. Déjà je ne pouvais plus, tant ma jambe me faisait souffrir, m'éloigner du feu dont la chaleur faisait pétiller mes cheveux. C'est à lui que je dois la vie. Je perds beaucoup, le moulin est entièrement à reconstruire; mais enfin le pauvre garçon ne pouvait sauver le moulin, quoiqu'il y ait bien travaillé. Je ne suis pas marié, je n'ai pas d'enfans; je n'en dis pas davantage. D'ailleurs, personne ne pourra trouver à redire à rien; Onésime est mon petit-cousin.

Comme le cousin Éloi était riche, on eut bientôt reconstruit le moulin; mais de ce moment, grace à la pensée qu'il avait de nommer Onésime son héritier, il se croyait d'autant mieux fondé à se faire donner des poissons et à se servir de lui à tout propos, de sorte qu'il faisait porter intérêt à sa reconnaissance et que ses dons même lui étaient d'un bon rapport. Onésime, qui, dans cette occasion, avait trouvé une force surhumaine, avait reçu un coup à la tête et une brûlure à la jambe. Un mois après l'événement, comme à l'issue de la messe, le dimanche, tout le monde était rassemblé dans l'église, le curé monta dans la chaire, et dit : « Mes chers paroissiens, entre autres biens dont nous avons à remercier Dieu, nous lui devons des actions de grace pour la façon presque miraculeuse dont il a sauvé le meunier de Beuzeval dans l'incendie qui a dévoré son moulin. Dieu, dans les plus grands effets de sa volonté, aime à employer les plus faibles de ses créatures, pour montrer aux hommes que toute force vient de lui. C'est un jeune homme, — que nous n'osons plus appeler un enfant depuis qu'il a donné aux hommes un tel exemple de courage et de sang-froid, — à qui Dieu a inspiré sa force et son dévouement. Le roi vient d'envoyer à M. le maire de Dive une récompense pour Onésime Alain; cette récompense est une médaille en argent sur laquelle est gravé le fait qui a donné lieu à la récompense. La voici. » Et en même temps le curé fit voir une médaille attachée à un ruban tricolore. « M. le maire, par un

sentiment de piété éclairée, a pensé que c'était dans l'église que cette récompense devait être décernée à celui qui l'a si bien méritée. Nous devons tous honorer cette décoration que portera le généreux jeune homme. Entre les signes de distinction qu'il a plu aux hommes d'imaginer, Dieu, qui ne les distingue que par leurs vertus, doit voir avec plus de faveur celui qui témoigne qu'on a sauvé la vie d'un de ses semblables, tandis que presque toutes les autres décorations sont données en récompense du plus grand nombre d'hommes qu'ont tués ceux qui les obtiennent. Si nous honorons donc la décoration qui va être placée sur la poitrine de l'instrument que Dieu a choisi pour accomplir une œuvre de miséricorde, lui-même saura qu'il doit se montrer digne de la mission que Dieu a daigné lui confier; il saura que cette marque, à ses yeux à lui, ne doit pas tant rappeler ce qu'il a fait que ce qu'il doit faire. Sa vie doit être consacrée aux bonnes œuvres et aux actes de dévouement. »

Le curé descendit de la chaire, vint se placer à l'entrée du chœur, et là : « Onésime Alain, reprit-il à haute voix, venez vous agenouiller ici pour recevoir avec humilité une honorable et glorieuse récompense. » Onésime se leva le visage en feu et les yeux baissés, la démarche incertaine; il vint se mettre à genoux devant le curé, qui lui dit : — La récompense vous intimide plus que le danger. Puis il lui attacha la médaille sur la poitrine et l'embrassa.

A la sortie de l'église, tout le monde entourait Onésime et le félicitait; tous les hommes lui donnaient la main comme à un homme. Les filles étaient fières de lui dire bonjour familièrement. Bérénice, qui lui donnait le bras pour s'en retourner à la maison, lui disait : — Comme je suis fière! tu es mon frère à moi. Et toi, Onésime, tu dois être bien heureux. — Oui, dit-il; mais pourquoi Pulchérie n'est-elle pas là?

Le lendemain, Onésime reprit ses travaux comme de coutume. Il mettait sa médaille le dimanche pour aller à la messe, comme le curé le lui avait recommandé, en lui disant : « Pas de fausse modestie, mon enfant; ce n'est que la vanité avec l'hypocrisie de plus. Tu as le droit d'être fier de cette distinction. Tu la porteras le dimanche. »

Un jour, une femme se présenta à Dive, demanda où demeurait maître Épiphane Garandin. Arrivée à la classe, elle eut avec lui une conversation de quelques minutes; puis elle s'installa dans la maison, dont elle prit l'administration et la direction. Au besoin même, elle tenait la classe pendant que maître Épiphane était obligé de s'absenter, et elle la tenait de façon à se faire redouter des plus mutins. On apprit que cette femme n'était autre que Mme Garandin, la propre et légitime femme de maître Épiphane Garandin, qu'il avait laissée et oubliée par mégarde, il y avait nombre d'années, dans la ville de Reims, où il avait formé un établissement. Mme Garandin, dans l'origine, paraissait fort

aise de l'abandon de son ingrat époux, car leur ménage avait toujours été rempli d'agitations; mais, après quelques années, le commerce tourna mal, et Mme Garandin se rappela qu'elle avait des devoirs à remplir et des droits à exercer auprès de celui que l'église et la loi avaient uni à son sort. Comme les deux époux n'avaient pas eu une correspondance bien suivie, elle eut quelque peine d'abord à savoir où elle devait aller se livrer à la pratique de toutes les vertus conjugales. Enfin elle avait fini par découvrir celui dont elle avait à faire le bonheur. Maître Épiphane, de même qu'il n'avait pas été fâché de quitter sa femme dans le temps, ne parut pas non plus très désolé de la retrouver. Le maître d'école était un esprit inconstant, tout changement était auprès de lui le bien-venu. Il y avait long-temps qu'il était maître d'école, et il n'aurait peut-être pas tardé à consacrer ses talens à quelque autre industrie, si ce nouvel élément n'était venu mettre dans sa vie un peu de variété.

Les deux familles qui avaient passé l'été précédent à Dive et à Beuzeval étaient revenues cette année. Elles en avaient fait venir deux autres; le hasard en amena une cinquième. Jamais pareille affluence n'avait envahi la plage de Dive. Dive, de ce moment, était constituée en ville de bains. Le meunier, qui ne laissait pas volontiers échapper une occasion de gagner de l'argent, s'en était fait une sorte de devoir depuis l'incendie de son moulin. Il loua à une de ces familles étrangères les deux chambres qui composaient son logis, et s'arrangea pour coucher dans l'écurie. Il fit de plus construire deux cabanes à l'usage des baigneurs, et il fit placer un poteau auprès de ces cabanes. Sur ce poteau était un écriteau, et sur l'écriteau cette inscription : *Bains de mer à la lame.* Si quelques habitans de Dive et de Beuzeval *possédaient,* comme ils le disaient eux-mêmes, le bienfait de l'écriture, il n'y avait que le maître d'école qui eût une belle écriture et qui sût à peu près l'orthographe. C'était le seul qui possédât en réalité le talent de l'écriture au point où elle atteint son but, qui est de pouvoir être lue. On avait donc dû s'adresser à lui pour l'écriteau qui annonçait l'établissement d'Éloi Alain. Éloi, pour ne pas avoir à le payer, avait essayé de lui faire croire que ce serait pour lui un très grand avantage que d'avoir ainsi en bon lieu un spécimen de sa plus belle écriture, ce qui donnerait incontestablement aux riches étrangers qui fréquenteraient le nouvel établissement l'idée de se perfectionner dans l'art de l'écriture sous la direction de maître Épiphane Garandin. Le maître d'école ne répondit pas; mais il résolut de ne pas s'en tenir à cet avantage, qui ne lui apparaissait pas aussi brillant que le meunier voulait le lui faire voir. Il s'occupa à l'instant même de créer un établissement rival. Il fit installer également deux cabanes avec une inscription à peu près semblable : *Bains à la lame.* Il n'avait pas cru devoir mentionner, comme

son concurrent, qu'il s'agissait de bains de mer. La chose lui paraissait suffisamment éclaircie par la situation des établissemens. Le meunier, qui n'était pas accoutumé qu'on lui résistât ou qu'on s'opposât à lui en quelque chose, fut fort irrité de cette lutte qui s'engageait. Maître Épiphane, auquel il n'avait jamais voulu prêter d'argent, ne se trouvait pas dans sa dépendance. Le meunier fit faire une troisième cabane, exemple qui fut suivi immédiatement par le maître d'école; mais, quand Éloi Alain fit paraître une quatrième cabane, maître Épiphane reconnut que la chose dépassait ses ressources financières. Il n'était pas probable qu'Éloi lui ouvrît un crédit qui aurait été un aide bien puissant aux destinées du nouvel établissement. Il pensa que ce n'était plus sur le terrain des dépenses qu'il fallait porter un combat dans lequel il se sentait vaincu dès les premiers coups. A Éloi Alain l'influence des capitaux, à Épiphane Garandin les succès dus à l'intelligence et à la supériorité de l'éducation. Il y avait parmi les étrangers installés à Dive un certain nombre d'Anglais. On ne tarda pas à voir un second écriteau, formidable par ses dimensions, s'élever au-dessus des cabanes du maître d'école, et cet écriteau portait l'inscription suivante : *Garandin's Bath*. C'était un coup habile. Les Anglais furent singulièrement flattés de cet hommage rendu à leur langue et à eux-mêmes. Ils se réunirent de préférence aux bains tenus par Mme Garandin. Le meunier déclara maître Épiphane un intrigant; mais celui-ci parut s'en soucier fort médiocrement.

Bientôt survint un grand événement très attendu. Les de Fondois arrivèrent au château de Beuzeval avec Pulchérie et Marie. Le château s'était mis en quatre pour les recevoir. Ce pauvre vieux château, recrépi, rebadigeonné maladroitement, était changé à ne plus le reconnaître. Il avait, de bonne vieille, simple et pittoresque maison qu'il était, reçu de ses maîtres un cachet de prétention ridicule. Il avait tout l'air du parvenu endimanché. Dès le lendemain de son arrivée, Pulchérie se leva de bon matin pour voir si ses parens n'avaient pas fait quelque faute capitale. Elle fit réformer certaines choses, en fit ajouter certaines autres; mais au total elle se montra satisfaite. Elle se sentait assez embarrassée à cause de ses amis de Dive. Ils ne pouvaient pas ignorer son arrivée, et elle ne pouvait se dispenser d'aller les voir aussitôt : d'ailleurs elle avait gardé une réelle affection pour eux; mais elle ne savait pas si Marie et les de Fondois se verraient avec plaisir compromis dans une intimité avec des paysans comme la famille Alain. Elle prit le parti de se mettre en route clandestinement un matin pour aller seule faire la visite qu'elle devait et qu'elle voulait faire. Elle avait bien un peu préparé la chose dans ses conversations avec Marie, mais elle n'avait pas pris sur elle de dire qu'elle avait été jusqu'à onze ans un des enfans de Pélagie et de Tranquille, et que c'était par un coup

du hasard qu'elle n'était pas *dentellière* comme Bérénice. Elle s'était contentée de dire que Pélagie Alain avait été sa nourrice et Bérénice sa sœur de lait. Malgré ces préparations, elle pensait que la familiarité des enfans et l'affection mélangée d'un peu d'autorité des parens pourraient sembler bizarre à son amie de Saint-Denis; aussi le matin de très bonne heure elle entr'ouvrit sa porte sans faire de bruit, et descendit au jardin; comme elle allait franchir la grille, elle ne fut pas médiocrement désappointée d'y rencontrer Marie, qui, réveillée depuis long-temps, grace aux habitudes de Saint-Denis qu'elle n'avait pas encore eu le temps de perdre tout-à-fait, se promenait dans les allées. Pulchérie, préoccupée de son entreprise clandestine, ne vit pas Marie d'abord, et fut assez effrayée quand celle-ci, la saisissant par le bras, lui dit : — Eh! où allez-vous si matin, belle châtelaine? Quelque chevalier vous attend-il avec un palefroi tout sellé pour vous dérober à la tyrannie d'un tuteur barbare qui vous refuse à ses feux? Pourquoi quittez-vous aussi sournoisement le manoir?

Pulchérie, d'abord un peu interdite, se décida à avouer qu'elle allait voir sa nourrice; que c'étaient des gens excellens, des *cœurs d'or*, mais de vrais paysans, des pêcheurs sans aucune éducation, sauf la petite Bérénice, qui, arrivée à lire à peu près couramment et à écrire sans orthographe, passait dans la famille pour une sorte de phénomène et en était l'oracle. Elle pensait que les tendresses un peu familières et la joie bruyante de ces braves gens n'auraient aucun charme pour Mlle de Fondois, et elle se proposait de ne pas lui en faire prendre sa part. Marie prétendit au contraire qu'elle voyageait pour observer et pour s'instruire, qu'elle voulait étudier les mœurs des naturels du pays, que plus elles seraient différentes de ce qu'elle voyait d'ordinaire, plus cette étude aurait pour elle d'intérêt et d'agrément; que si elle désirait quelque chose au monde, c'était que la famille Alain fût exclusivement composée de sauvages, et qu'elle exigeait que Pulchérie l'emmenât dans la visite qu'elle voulait leur faire.

Pulchérie fut à la fois embarrassée et fâchée d'avoir parlé de ses amis sur un ton à moitié léger qui autorisait le ton tout-à-fait léger de Marie. Elle pensait bien que les Alain ne s'attendaient pas à des airs de protection de sa part ni de celle d'une personne qu'elle présentait comme son amie, qu'Onésime et Bérénice croiraient devoir vivre avec elle dans la même familiarité qu'autrefois, et elle était à peu près sûre que d'abord Marie accueillerait très mal cette familiarité, si elle s'adressait à elle, et qu'elle-même perdrait dans son esprit, si elle ne savait pas se conduire d'une certaine façon. Elle parla de remettre sa visite à un autre moment. Cependant Marie insista, et elle-même comprenait qu'elle avait déjà beaucoup trop tardé, et que le cœur de ses amis en avait dû souffrir. Les deux jeunes filles prirent leurs chapeaux de

paille, sortirent du château et descendirent la côte de Beuzeval. On parlait d'elles dans la maison de Tranquille Alain lorsqu'elles frappèrent à la porte. Risque-Tout et son fils revenaient de la pêche et s'étaient attablés devant une bonne gamelle de soupe. Ils n'avaient pris le temps d'ôter ni leur cotillon ni leurs bottes, ni leurs paletots de pêche. La matinée du reste était bonne, et, disait Alain quelques instans auparavant, Pulchérie n'est pas encore venue nous voir.

— Il faut qu'elle soit malade, dit Pélagie. Je vais y envoyer Bérénice.

— Il faut prendre garde, la femme, dit Tranquille; il ne faut pas se rendre importuns. Pulchérie est devenue une demoiselle, et nous devons l'attendre. C'est nous qui sommes pauvres, c'est nous qui devons être fiers.

— Oh! répondit Pélagie avec une grande douceur, Pulchérie ne peut s'empêcher d'être notre fille.

Onésime ne disait rien, mais son cœur était très froissé. Il s'était attendu à ce que Pulchérie, lors de son arrivée, prendrait à peine le temps d'embrasser les Malais, et descendrait en courant comme une jeune biche jusqu'à la cabane de Dive; car, disait-il, les Malais ne sont que ses parens d'argent, et nous, nous sommes ses parens de cœur. — Bérénice disait: Pulchérie va venir, et elle nous expliquera cela.

A ce moment, Pulchérie et Marie entrèrent dans la cabane. Ce fut un cri de joie qui remplit toute la pauvre maison et la fit tressaillir d'aise. Pulchérie oublia Marie et tomba dans les bras de Pélagie et de Bérénice; elle alla ensuite à Tranquille, qui l'embrassa sur les deux joues. Onésime allait en faire autant; mais il aperçut Marie, et d'ailleurs Pulchérie, qu'il n'avait pas revue depuis qu'elle avait quitté Dive, était tellement changée, qu'il s'intimida et fit gauchement une révérence maladroite qu'il devait aux leçons de maître Épiphane, son professeur de belles manières.

— Eh bien! dit Risque-Tout, voilà que tu n'oses pas embrasser Pulchérie. Embrasse-le alors, toi, Pulchérie; embrasse ton frère.

Pulchérie n'osa pas désobéir à l'ordre de Tranquille, et elle vint tendre ses joues à Onésime, qui, du pauvre baiser honteux qu'il y posa, ne dut pas seulement en froisser le rose duvet.

Pulchérie pensa alors à Marie et dit à Pélagie: — Mademoiselle est mon amie, Mlle de Fondois. — Est-ce Marie? demanda Bérénice; alors nous sommes amies aussi, et je puis bien t'embrasser. — Marie fut un peu suffoquée du tutoiement et de l'embrassade; elle se tint raide et laissa voir un air étonné.

— Eh bien! vous ne vous asseyez pas? dit Tranquille. Peut-être que Pulchérie se gêne ici?

Cette question souleva un bon franc rire dans la famille, qui fut encore augmenté lorsque Tranquille, voyant le succès de sa plaisanterie, ajouta: — Dame! quand on est chez des étrangers, quand on n'est pas chez soi et qu'on ne connaît pas les êtres d'une maison...

Marie se remit un peu et s'habitua aux gens de la cabane, qui s'extasièrent sur son joli visage et la blancheur de ses mains.

— Et Pulchérie aussi a maintenant les mains bien blanches. Comme elles sont belles toutes les deux! disait Pélagie.

Pour Bérénice, elle se rapprocha de Pulchérie et ne se permit plus aucune familiarité avec Marie. Les deux jeunes filles dirent qu'elles s'étaient échappées sans rien dire, Pulchérie ne voulant pas attendre plus long-temps pour voir ses amis. Elles devaient rentrer tout de suite, pour ne pas donner d'inquiétude; elles reviendraient; d'ailleurs elles devaient prendre des bains de mer, et elles prieraient bien Onésime de les promener quelquefois dans le canot.

— C'est ton filleul, le canot, dit Pélagie, et tout ce qui est ici est à toi comme aux autres.

Pulchérie embrassa encore Pélagie et Bérénice. Tranquille la prit par la tête et lui donna un gros baiser sur le front. Onésime n'osait plus; il allait essayer encore ses fameuses révérences, lorsqu'il vit que son père le regardait. Alors il s'avança vers Pulchérie; mais celle-ci lui donna la main à la façon des Anglaises. Il resta un peu interdit. Bérénice dit à Marie : — Adieu! mademoiselle, au plaisir de vous revoir. — On leur demanda si elles ne voulaient pas boire un coup de cidre. Elles refusèrent et se mirent en route. Les habitans de la cabane évitèrent de se communiquer leurs impressions. Tranquille fut un peu brusque et bourru. Bérénice prit sa dentelle. Pélagie vaqua aux soins du ménage. Onésime prit le nettoyage du canot pour prétexte de rester seul.

XII.

Nous allons quitter un peu le bord de la mer, pour faire connaissance avec des acteurs de cette histoire qui n'ont pas encore paru dans notre récit. Cependant il est nécessaire que je donne ici une sorte de portrait des jeunes filles que nous connaissons déjà. Marie était petite, frêle, blonde; sa beauté consistait surtout en jeunesse et en fraîcheur; ses yeux bien fendus, en amandes, comme on dit, n'avaient pas une expression bien marquée. Pulchérie avait les cheveux châtain foncé; elle était grande et admirablement bien faite; sa taille était souple et riche, ses membres forts et fins. Sa voix, un peu basse, avait un charme sympathique indéfinissable, tandis que celle de Marie, qui avait laissé à Saint-Denis une réputation de chanteuse, était une voix de soprano un peu aiguë.

M. Ernest de Fondois à M. le comte Urbain de Morville.

« Vous êtes mon débiteur, mon cher Urbain; vous vous rappelez notre gageure à propos de Mme ***; eh bien! il avait été convenu que celui qui perdrait serait à la discrétion complète de l'autre pendant huit

jours, et serait obligé de se charger à ses frais du bonheur tout entier de son heureux vainqueur pendant toute une semaine, sans pouvoir faire la moindre objection à quoi que ce soit. Voici le moment arrivé de vous acquitter envers moi. Il me plaît de dépenser en ce moment mes huit jours de bonheur. Venez donc me les dispenser. Je veux partir demain en chaise de poste. Je vous dirai au moment de partir où je veux aller. Il me faut un ami gai, spirituel; arrangez-vous pour l'être. Prenez beaucoup d'argent, parce que je ne compte me priver de rien. J'aurai un courrier pour faire préparer les relais. Je donne trois francs de guides aux postillons; j'aime à aller fort vite. Je pars à midi, demain. Vous commanderez un déjeuner, pour six personnes, au café de Paris. La chaise de poste viendra nous y chercher; elle aura été prendre mes bagages chez moi. Je veux du vin de Chypre frappé. Je n'emmène pas de domestique. Adieu.

« ERNEST DE FONDOIS. »

Ernest de Fondois n'était autre que le cousin de Marie. Il ne reçut aucune réponse de M. de Morville. Il ordonna à son domestique de préparer sa malle, qu'une chaise de poste viendrait prendre. Pour lui, il se rendit au café de Paris, en costume de voyage. Il y avait donné rendez-vous à quatre amis témoins de son pari avec Morville. Quand il arriva, à onze heures, on l'attendait pour se mettre à table. M. de Morville, également en costume de voyage, était avec les quatre autres convives. Les petites bouteilles de vin de Chypre étaient dans la glace. On servit les huîtres. Morville ne fit aucune allusion au pari. Il se contentait d'une ponctualité entière.

A midi moins un quart, la chaise de poste était devant le café; à midi et demi, Morville et Ernest prirent congé de leurs amis. Alors seulement, et quand le postillon fut à cheval, Ernest dit : Route de Normandie. Le postillon fit claquer son fouet, et les chevaux partirent au galop.

— Je voudrais des cigares, dit Ernest. — Urbain, sans répondre, tira d'une poche de la voiture une boîte entière de panatellas, il battit le briquet, et présenta du feu à Ernest. Tous deux sortirent de Paris sans avoir échangé une parole. En allumant un second cigare, Ernest daigna parler à son esclave. — Nous allons dans un endroit où je ne suis jamais allé, et que je ne connais pas; nous allons à Beuzeval; ce doit être quelque chose sur la route de Caen; c'est positivement au bord de la mer, puisque j'y vais prendre des bains.... Ah çà! Urbain, combien donnez-vous donc de guides à ce drôle qu'il nous mène si mal?

— Vous m'avez dit de donner trois francs.

— Donnez-en quatre alors, je veux aller vite.

— Postillon, vous aurez quatre francs de guides et marchez.

— C'est mieux. — Je vous disais donc que nous allions prendre des bains de mer; j'ai dans cet endroit une respectable fraction de ma fa-

mille, y compris une adorable petite cousine de seize ans dont je suis très épris; il s'agit de passer deux mois auprès d'elle; les parens, je crois, n'ont rien contre les résultats probables de la passion que leur fille m'a inspirée, et ne seront pas fâchés de me voir. Seulement, comme ils sont là dans je ne sais quel château, chez des quasi-amis à eux que je connais peu ou point, il faut que je fasse connaissance avec leurs hôtes, et j'ai besoin de votre société pendant les premiers jours de mon installation.

— Pensez-vous donc à vous marier, Ernest?

— Je ne pense à rien du tout; je suis amoureux de ma petite cousine.

— Mais songez donc raisonnablement....

— Je vous défends bien de troubler par de pareils adverbes les huit jours de bonheur que vous me devez. Jusqu'ici je vous ai trouvé fidèle à vos devoirs, j'espère à votre retour à Paris avoir à rendre de votre conduite un compte honorable pour vous.

A ce moment, il était trois heures. Ernest regarda sur la route; elle était complétement déserte; on n'apercevait aucune maison jusqu'à la distance où le regard pouvait s'étendre. Il sourit légèrement et dit : J'ai faim. — Urbain ordonna au postillon d'arrêter; il chercha dans un coffre de la voiture, et en tira un perdreau et une bouteille de vin de Madère, plus, d'un très beau nécessaire de voyage, tout ce qui était utile pour manger.

— Mangerai-je avec vous?

— Oui, certes; je suis content de vous, je croyais vous embarrasser.

— Pas pour si peu de chose.

Quand on eut suffisamment bu et mangé, on se remit en route. Le soir, on dîna. Urbain avait emporté de quoi suppléer à l'insuffisance de l'auberge. Les deux amis passèrent leur temps entre le dîner et l'heure du sommeil à boire du punch et à fumer. . . . . .

. . . . . .

La lutte était acharnée entre les bains de Dive et ceux de Beuzeval. Si le meunier avait plus d'argent, le clerc avait plus d'imagination et plus d'audace. Les deux femmes qui tenaient les bains rivaux, Mme Épiphane et la servante du meunier, devinrent en peu de temps ennemies mortelles. Les Malais se baignaient chez Mme Épiphane. M. Malais redoutait le meunier et ses sarcasmes haineux. Le petit nombre de personnages étrangers à notre histoire qui s'étaient rendus au bord de la mer s'étaient partagés au hasard entre les deux établissemens. Un piquet séparait le domaine du clerc de celui du meunier. Cependant chacune des deux femmes prétendait que ses bains étaient infiniment supérieurs à ceux de sa concurrente.

— Il y a de la place au soleil pour tout le monde, disait Désirée, la servante du meunier, en rajustant son bonnet de coton, affreuse coiffure

des femmes normandes les jours de travail. Les bains de *mame* Épiphane, c'est rien du tout; d'abord c'est pas la mer, c'est dans la Dive. Le monde vient pour prendre des bains de mer, on le fait baigner dans l'eau douce.

— Je ne veux dire de mal de personne, disait Mme Épiphane; mais la plage de cette pauvre Désirée, c'est tout cailloux, galets et coquilles, qui coupent les pieds du monde; puis, une fois que le beau monde va quelque part, il ne va pas ailleurs; ici, c'est tout Anglais, tout monde comme il faut.

— Par la grace de Dieu, disait Désirée, il n'y a pas d'Anglais qui viennent chez nous; on n'entend pas le baragouin qu'ils parlent devant le monde et qu'ils font semblant de comprendre entre eux, quoique je sache bien que quand il n'y a personne et qu'ils ne sont qu'eux, quand ils veulent se comprendre, ils se remettent à parler français comme tout le monde. — Des gens qu'on dirait qu'ils sont d'une autre espèce que les autres hommes, tant ils sont fiers et peu affables....

Il est vrai de dire que l'enthousiasme que Mme Épiphane professait pour les Anglais avait été rapporté par elle de ses pérégrinations, car, en Normandie, s'ils excitent encore l'avidité, et conséquemment les respects extérieurs de l'habitant des villes et des paysans, à cause de leur ancienne réputation de richesse et de libéralité, fort diminuée aujourd'hui, le pêcheur, le marin les considère tout autrement.

Le pêcheur est bien plus pauvre que le cultivateur, mais il est courageux, désintéressé, fier de son pays, serviable et en même temps indépendant; pour rien au monde il ne détournerait les yeux de la mer, lorsqu'il n'est pas dessus, tant qu'il a à manger pour vingt-quatre heures. Le cultivateur devient tout doucement propriétaire; il est conseiller municipal, il est maire, il est marguillier, il est surtout riche; il mange bien, il boit mieux. Le pêcheur n'a jamais rien et n'est jamais rien; mais, s'il sait moins lire que le paysan, il a cependant l'esprit plus élevé, plus vif, plus pittoresque. C'est une éducation tout entière que de contempler l'océan. Il ne voudrait pas changer de vie et de condition avec le paysan. Ce sont les pêcheurs qui font et imposent la langue. A vingt lieues dans les terres, on dit *amarrer* pour attacher, avoir *vent debout* pour avoir mauvaise chance, *mettre tout dehors* pour mettre toute sa puissance à quelque chose, *aller en dérive* pour ne pas réussir, *étaler* pour lutter sans désavantage, etc. Si un pêcheur veut humilier un autre pêcheur, il l'appelle *berquer* (berger, paysan). Il se raconte une fois par semaine au moins une histoire qui fait toujours également rire; si celui qui vient de la raconter l'entend redire par un autre une demi-heure après, il rira comme s'il l'entendait pour la première fois. C'est l'histoire d'un paysan, d'un *berquer* qui va à la mer, qui se fait pêcheur. Il *met hors* ses applets (filets); pour les retrouver, il prend des *amers*. Par exemple, on voit les arbres de la ferme *à* Paul Frémoni par-dessus la

maison des signaux; eh bien! pour revoir le lendemain les arbres à Paul Frémoni par-dessus les signaux, il faut que vous soyez précisément à la mer à la place où vous étiez hier. Mais le *berquer*, il voit une *vaque* (vache) paissant sur la falaise; il ne connaît que ça, c'est bien son affaire. Il prend la *vaque* pour *amer, il met hors* et s'en va; mais le lendemain la *vaque* a changé de place, et il ne retrouve plus ses applets. Quand un pêcheur est triste, il n'a qu'à se raconter à lui-même cette histoire, il rira. Il n'y a dans un petit bourg que trois ou quatre plaisanteries que l'on refait tous les jours, et qui suffisent pour faire rire de génération en génération.

Donc le marin, le pêcheur n'aime pas *l'Anglais*. Quand un navire anglais est en danger, il en est singulièrement heureux, surtout si c'est par une maladresse ou une mauvaise manœuvre. — Oh! les *feignants*, oh! les *berquers*; ils vont *masquer*.

— Dis donc rien.

— Il va manquer à virer.

— C'est vrai, il a manqué à virer. *Espère* un peu qu'il reprenne de *l'erre*. (*Espère* veut dire *attends*.)

— Ah bien! ouiche, de *l'erre!* le v'là sur les roches, sur la pierre à Jean Beaufils.

— C'est pas là qu'il va se crever le ventre; la pierre à Jean Beaufils lui a pardonné, mais la *moulière* ne lui pardonnera pas.

Puis, quand leurs vœux sont exaucés, quand l'Anglais échoue, quand le navire fait eau de toutes parts, quand la mer balaie le pont et le démolit planche à planche, ces mêmes hommes qui ne désiraient au monde que sa destruction vont se précipiter à l'envi dans de frêles embarcations pour aller se jeter dans le danger qu'ils ont souhaité à leurs ennemis, s'exposent aux périls les plus effroyables pour les sauver, et très souvent périssent avec eux.

Revenons à Désirée et à Mme Épiphane.

Elles ne se bornaient pas à mal parler de leurs établissemens respectifs, elles ne se ménageaient pas davantage elles-mêmes. Puis elles attaquaient et accablaient de leur mépris les pratiques l'une de l'autre. — Le soleil luit pour tout le monde, disait Désirée, mais on ne sait pas trop d'où vient *mame* Épiphane.

— Je ne veux dire de mal de personne, disait Mme Épiphane, mais on sait ce que c'est que Désirée, la servante pour tout faire du meunier.

— *Mame* Épiphane, la femme pour ne rien faire du clerc.

Le hasard fit que nos deux voyageurs se logèrent chez le meunier; naturellement ils se baignèrent à son établissement. Aussi Mme Épiphane déclara que ce n'était pas grand'chose, que c'était du petit monde, des commis-voyageurs tout au plus. De leur côté, les deux amis firent des questions à Désirée. Ernest demanda quelques renseignemens sur les Malais. — C'est des marchands de bœufs, répondit Désirée.

— Il y en a donc plusieurs? demanda Ernest; ceux dont je vous parle sont des gens comme il faut, qui ont un château; ils s'appellent Malais de Beuzeval.

— Les Malais sont marchands de bœufs de père en fils depuis deux cents ans, dit Désirée. Le soleil luit pour tout le monde, mais quant à ceux d'aujourd'hui, il luit beaucoup pour eux. Ça a de l'argent, ça a un château, ça fait les seigneurs, ça se fait appeler de Beuzeval! et moi aussi, quand je vais à Dive, on m'appelle Désirée de Beuzeval, parce qu'il y a une Désirée à Dive, que son amant s'est perdu (noyé) à la baleine il y a quatre ans; mais ça n'empêche pas que c'est des marchands de bœufs. Ça se baigne chez Mme Épiphane.

Les deux amis sourirent. Ce dernier mot leur expliquait à un certain point les renseignemens défavorables qu'ils recevaient sur les Malais. — Ils doivent avoir des amis chez eux? continua Ernest.

— Oui, dit Désirée, un vieil homme et sa femme, si toutefois ils sont mariés, car, après tout, je n'ai pas vu leur contrat et je n'étais pas à leur noce. Ça doit être des marchands de bœufs aussi.

— N'y a-t-il pas une jeune personne?

— Oui, une jeunesse pas bien jolie; c'est hardi comme un page. Après ça, il n'y a que du monde drôle chez Mme Épiphane. C'est comme la nièce aux Malais. Ça a d'abord couru ici sur la plage avec les enfans à Risque-Tout; c'était nu-pieds, c'était hâlé, et puis ça a été à Paris et ça en est revenu demoiselle, et ça fait sa duchesse. C'est tout de même une nièce de marchands de bœufs.

Le même jour, M. de Fondois dit à sa femme et à sa fille : — Je vous assure que j'ai vu Ernest. Il est ici.

— Vraiment? dit Marie de son air le plus étonné.

— Il est avec un ami, le comte Urbain de Morville.

— Et tu es bien sûr, demanda Mme de Fondois, que ce soit Ernest?

On fit quelques questions à Mme Épiphane : — Était-il arrivé de nouveaux voyageurs, des étrangers?

— Oui, dit Mme Épiphane. Il y a deux jeunes gens chez le meunier. Je ne veux dire de mal de personne, mais c'est tout de même un drôle de monde. Ils ont des casquettes comme on n'en voit pas; ça m'a l'air d'être des intrigans.

Quelques jours après, on se rencontra sur la limite des deux établissemens. Les Fondois ne voulaient pas paraître faire trop d'avances à leur neveu, qui ne s'était pas encore déclaré. Cependant Ernest dit en souriant que, les bains de mer lui ayant été ordonnés, il n'avait pas hésité à choisir un endroit où il savait devoir les rencontrer. Il présenta son ami. M. de Beuzeval se montra fort gracieux; c'étaient deux personnes de plus pour admirer les récentes magnificences du château. Il invita Ernest et son ami à dîner pour le lendemain, qui était un dimanche, en disant avec une politesse de bon cœur : — Je vous invite pour le pre-

mier dîner; pour les autres, vous viendrez quand cela vous fera plaisir. On mettra votre couvert. Monsieur votre ami reste-t-il long-temps?

— Il reste encore trois jours, parce que je le veux; ensuite il rentre dans ses droits d'homme libre.

On demanda quelques explications. Ernest raconta la gageure qu'il avait gagnée, et que payait si magnifiquement le jeune comte. Comme le soleil gênait un peu les dames, Ernest dit à son ami : — Il faut qu'il y ait demain une tente ici. — On convint qu'on se réunirait le lendemain, et qu'après le bain on rentrerait ensemble au château pour le dîner.

Cependant Bérénice se sentait mal à l'aise entre Pulchérie et Mlle de Fondois. Toutes deux parlaient devant la pauvre fille de choses et de gens qui lui étaient inconnus. On s'efforçait bien de temps en temps de paraître s'intéresser à la mer, à la pêche ou à la dentelle; mais Bérénice sentait la complaisance et prenait un prétexte pour s'en aller. Ce fut bien pis encore lorsqu'on se réunit pour prendre les bains; elle évita d'aller sur la plage à ces heures-là. Pélagie lui dit : — Est-ce que Pulchérie n'est pas bien pour toi, que tu ne vas pas la rejoindre? — Au contraire, reprit Bérénice; mais ma dentelle n'avance pas quand je suis avec ces demoiselles.

XIII.

Onésime attendait le dimanche avec impatience, parce que, selon les conseils de Bérénice et de maître Épiphane, il s'était fait faire des habits bourgeois. Rien n'y manquait : il avait une longue redingote bleue touchant presque à terre, des bottes huilées à bout arrondi, un chapeau rond à très longs poils qu'il n'ôtait jamais et des gants verts. A sa boutonnière était sa médaille attachée avec le ruban tricolore; il portait un parapluie à la main. Le parapluie est, chez les marins, le signe du plus grand luxe. Il alla à la messe avec Pélagie, Tranquille et Bérénice. La famille Malais y était dans son banc avec Mme et Mlle de Fondois. A la sortie de l'église, Onésime, malgré Bérénice qui le tiraillait, attendit à la porte la sortie de la famille. Il exécuta alors ponctuellement sa révérence d'après les leçons de maître Épiphane; puis il salua tout le monde, chacun par son nom. — Je vous salue, monsieur Malais, dit-il. Bonjour, madame Malais. Bonjour, Pulchérie. Bonjour, madame... Comment s'appelle cette dame? demanda-t-il à Bérénice. Et, sur sa réponse : — Bonjour, madame Fondois et mademoiselle Fondois. Voilà un bien beau temps aujourd'hui.

— Un très beau temps, Onésime. Nous allons en profiter pour aller déjeuner, nous déshabiller et descendre au bord de la mer attendre l'heure du bain.

— Voulez-vous vous promener en canot tantôt, mesdemoiselles?

— Ah! certainement, ce sera bien aimable à vous.

— Le canot est tout *paré* (prêt).

— A tantôt.

— A tantôt.

Comme, en s'en retournant, Bérénice et Onésime étaient près l'un de l'autre, Bérénice dit à son frère : — Tiens, vois-tu, Onésime, si tu étais raisonnable, tu ne penserais plus à Pulchérie.

— Et pourquoi cela?

— Tu vois bien qu'elle est très changée.

— Est-ce que tu la trouves moins jolie?

— Non, certainement.

— Eh bien! puisqu'elle est changée en mieux, ça n'est pas une raison de ne plus penser à elle; au contraire.

— Ce n'est pas ça que je veux dire... Par exemple, saurais-tu jaser avec elle?

— Certainement que je saurais. J'ai été un peu *empêché* l'autre fois quand elle est venue, parce que je ne l'attendais pas, que ça m'a fait un effet, et puis que j'avais mes hardes de pêche; mais il me semble que je ne suis pas plus mal vêtu qu'un autre et que je peux parler à tout le monde.

Bérénice n'ajouta rien; elle croyait trouver son frère plus préparé à entendre la vérité. Pour Onésime, il alla se promener sur la plage. On commençait à se baigner; mais ni les de Fondois, ni les Malais, n'étaient encore arrivés. Selon les ordres d'Ernest, la tente avait été dressée dès le matin. Elle était fort belle; le dedans était meublé avec une élégance suffisamment simple. Ernest et le comte fumaient en devisant. Onésime alla d'abord causer avec Mme Épiphane, qui lui fit des remarques désobligeantes sur les personnes qui se baignaient chez Désirée. Cette femme était trop maigre et celle-ci trop grasse, cette autre causait trop librement avec les hommes. Elle était bien heureuse de n'avoir pas affaire à du monde comme ça.

— Et qu'est-ce que c'est que cette tente, *mame* Épiphane?

— C'est des baigneurs de chez la Désirée qui l'ont fait dresser ce matin. C'est des acteurs, à ce qu'on dit; c'est pour y faire leurs tours.

Onésime alla regarder la tente. Son bizarre accoutrement excita l'attention des deux Parisiens.

— Monsieur est-il du pays? demanda Ernest.

— Oui, monsieur, répondit Onésime.

— Je demande pardon à monsieur. C'est que, le voyant mis à la mode de Paris, je le prenais pour un étranger.

— Monsieur, il faut bien être un peu propre le dimanche; les autres jours, on a ses habits de travail.

— C'est trop juste. Monsieur fume-t-il?

— Oui, monsieur.

— Voulez-vous me permettre de vous offrir un cigare?

— Vous êtes bien honnête, monsieur; ça n'est pas de refus.

Onésime accepta le cigare qui lui était offert, l'alluma par le bout qu'il faut mettre dans la bouche, et le fuma à grands efforts de poumons.

— Comment trouvez-vous cela, monsieur?

— C'est *une assez bonne cigare;* mais j'aime mieux ma bouffarde.

— Qu'est-ce que monsieur appelle sa bouffarde? demanda le comte.

— C'est ma pipe que voilà. — Et Onésime tira de sa poche une petite pipe courte et noire, qu'il débourra en causant.

— Voici une jolie pipe!

— Jolie n'est pas le mot, mais elle fait son usage.

— Monsieur est-il le maire ou le garde-champêtre? demanda le comte.

— Non, monsieur, je n'ai pas cet honneur; je suis pêcheur.

— Très bien. Monsieur voudrait-il me donner l'adresse de son chapelier?

— Pourquoi faire?

— Parce que monsieur a un chapeau ravissant et que je suis décidé à en avoir un pareil. Je ne regarderai pas au prix, mais j'en veux un.

— Ma foi, monsieur, je ne pourrai pas vous dire son nom. Tout ce que je sais, c'est que je l'ai acheté à *Hennequeville,* derrière *Trouville,* et je ne crois pas qu'il y ait deux chapeliers dans Hennequeville.

— Monsieur, je vous remercie infiniment.

— Il n'y a pas de quoi.

Onésime jeta le bout de son cigare, tira de sa poche une patte d'albatros pleine de tabac, bourra sa pipe et demanda du feu au comte. A ce moment parurent les deux familles du château.

— Comte, voici notre monde, dit Ernest.

— Ah! voilà Pulchérie, dit Onésime en donnant, comme toujours, à ce nom la prononciation de *chéri.*

— Vous dites... monsieur?

— Je dis Pulchérie.

Après l'échange des civilités ordinaires, les Malais reçurent le beau salut d'Onésime avec une indulgence protectrice.

— Laquelle de vous, mesdemoiselles, dit le comte, appelle-t-on Pulc*hé*rie? — Et il prononçait comme Onésime.

— C'est moi que l'on appelle ainsi dans le pays, où j'ai été élevée, monsieur.

On entra dans la tente, où l'on causa quelques instans. Onésime y entra comme les autres, sans attendre qu'on l'y invitât. L'on se sépara pour se baigner. Onésime demanda à Pulchérie si elle voudrait se promener après le bain, et, sur sa réponse, il alla préparer le bateau, en

l'avertissant qu'elle eût à venir avec *sa société* auprès de leur maison. M. Malais seul accompagna les deux couples de jeunes gens. Pulchérie entra dans la maison pour embrasser Pélagie, et elle demanda à Bérénice si elle ne viendrait pas avec eux. Bérénice hésita et cependant y consentit.

— Nous voilà sept, dit Onésime, *arrimons*-nous bien, et ensuite que chacun reste tranquille à sa place.

Ernest se trouva à côté de sa cousine, Pulchérie entre Bérénice et M. Malais. Le comte s'assit sur la pointe de la proue du canot, derrière Onésime qui ramait, et on descendit la Dive, le comte fixant sur Pulchérie des regards qui l'embarrassaient, sans lui être précisément désagréables. Quand on fut sorti de la rivière, Onésime hissa la voile, et il fallut alors qu'il changeât de place, pour tenir l'écoute de la voile et gouverner le canot. Il pria M. Malais d'aller prendre sa place à l'avant. Il soufflait une petite brise de sud-est qui faisait glisser le canot sans secousses. Ernest demanda plusieurs fois à Marie si elle n'était pas malade. Le comte fit la même question à Pulchérie. Onésime répondit pour elle :

— Pulchérie, malade à la mer! ça serait drôle. Est-ce que les poissons et les mouettes ont le mal de mer? Dites donc, monsieur, là-bas à l'avant, comment vous appelle-t-on, vous qui avez un petit ruban blanc et bleu à votre habit? Il vous faut déranger un brin, parce que nous allons *hisser le foc* pour pouvoir serrer un peu plus le vent; sans cela, nous irions souper à Caen. Serrez la drisse de foc.

— Mon cher monsieur, dit le comte, je ne sais pas, je dois l'avouer, ce que c'est qu'un foc ni ce que c'est qu'une drisse. Je ne pourrai exécuter que la première partie de votre commandement, qui est de me déranger autant de *brins* qu'il vous plaira.

— Pulchérie, montre donc à monsieur ce que c'est que le foc et la drisse. Vous ne saviez pas, quand vous *crochiez* Pulchérie en venant au bateau, qu'elle était capable de le conduire aussi bien que moi.

Pulchérie devint très rouge, et néanmoins fit la petite manœuvre commandée par Onésime.

— Bravo! dit le comte; mais, monsieur, demanda-t-il à Onésime, qu'appelez-vous *crocher?*

— J'appelle crocher quand on se croche pour se promener ensemble; quand une femme fait une manière de demi-clé au bras d'un homme pour deviser avec lui en marchant. Dis donc, Pulchérie, te rappelles-tu la nuit que nous avons passée sur la mer, nous deux, le jour du baptême de notre filleul?

— Vous êtes parrain avec mademoiselle? dit le comte, qui s'expliquait difficilement la familiarité d'Onésime.

— Oui, et à preuve que c'est notre filleul qui a l'honneur de nous porter en ce moment.

Bérénice, qui s'apercevait du langage ironique du comte envers

Onésime, surmonta sa timidité pour dire : — Le parrain et la marraine avaient douze ans. Mlle Pulchérie voulut essayer le canot auquel ils venaient de donner un nom. Onésime ne demandait pas mieux. Ils partirent, et firent si bien qu'on ne les retrouva que le lendemain assez tard, à moitié morts de faim et de froid, surtout Onésime, qui avait ôté ses hardes pour en couvrir Pulchérie.

M. Malais sentit qu'il fallait expliquer cette vie commune avec les pêcheurs qu'avait menée Pulchérie. Il conta que son frère, veuf, l'avait mise en nourrice chez Pélagie Alain, et que, la petite fille ayant une santé délicate et à cause de la sollicitude qu'inspirait pour elle la mort si prématurée de sa mère, on l'avait laissée vivre chez son père nourricier jusqu'au moment où, toute sécurité étant acquise, on avait pensé pouvoir lui faire commencer son éducation. Pulchérie fut enchantée de cette explication; le tutoiement obstiné d'Onésime l'embarrassait, et elle craignait que le comte n'y donnât quelque interprétation défavorable à son origine. Celui-ci, de son côté, sentait contre Onésime une sorte d'impatience, et d'ailleurs il n'était pas fâché de montrer l'esprit qu'il pensait avoir de la façon la plus facile, en mystifiant le pauvre pêcheur. — Monsieur Onésime n'a plus son beau chapeau de tantôt? dit-il.

— Non, monsieur, pas plus que ma redingote et mon pantalon des dimanches; les hardes ne dureraient guère à la mer.

— Vous avez donc remis votre argent dans votre poche?

— Quel argent, monsieur?

— Mais cette pièce de cent sous que vous aviez à la boutonnière.

— Ce n'est pas une pièce de cent sous, répondit Onésime, toujours trompé par l'air sérieux du comte.

Mais Bérénice, avec son tact féminin, prit encore la parole et raconta la belle action de son frère et la cérémonie qui avait eu lieu pour lui donner la médaille de sauvetage; puis elle dit bas à Pulchérie : Vous voyez bien, mademoiselle Pulchérie, qu'on se moque d'Onésime, et ce n'est pas bien à vous de le souffrir. Comme Pulchérie allait répondre, Onésime, sans la moindre intention épigrammatique, dit au comte : — Et vous, qu'est-ce que c'est que ce ruban que vous avez.

— C'est une croix d'Espagne, dit-il en rougissant un peu.

— Est-ce que vous avez servi dans ce pays-là?

— Non.

— Ah!... Et pourquoi est-ce qu'on vous a donné ça?

— Parce qu'il est cousin d'un *attaché* à l'ambassade d'Espagne, dit Ernest.

Le comte répondit par un sourire contraint, et se hâta de changer cette conversation, qui devenait embarrassante. Marie était un peu pâle. Pulchérie lui demanda si elle était souffrante, elle répondit qu'elle avait des vertiges; alors on vira de bord, et on ne tarda pas à rentrer dans la

Dive et à mettre pied à terre. Ernest voulut donner de l'argent à Onésime, qui lui dit : Merci, monsieur. Le canot est à Pulchérie comme à moi. Si vous étiez seul avec votre ami, je ne dis pas; mais la société de Pulchérie ne me doit rien. — Maintenant, dit M. Malais, remontons au château. Vous devez avoir bon appétit, et cette promenade aidera bien notre cuisinière à vous faire un bon dîner.

— Merci, Onésime, dit Pulchérie en lui donnant la main. Adieu, Bérénice, tu embrasseras Pélagie pour moi. — Le comte offrit son bras à Pulchérie. Ernest n'avait presque pas quitté celui de Marie, même dans le canot. Chemin faisant, le comte dit à Pulchérie : Vous avez beaucoup de douceur et de patience, mademoiselle, de permettre à ce garçon une pareille familiarité avec vous.

— J'aimerais mieux qu'il ne me tutoyât pas, certainement, dit Pulchérie; mais c'est un cœur si noble et si excellent, que je ne puis me décider à le chagriner.

— Ne pensez-vous pas, mademoiselle, qu'il y aura un jour quelqu'un qui aura le bonheur d'avoir le droit de trouver ces familiarités peu convenables?

Pulchérie rougit et ne répondit pas. Le lendemain, elle alla voir Pélagie avec Marie, et, prenant Bérénice à part, elle lui dit : J'aime bien Onésime, je n'oublie pas notre enfance passée ensemble ni la tendresse que vous m'avez montrée toute ma vie; mais il y a des convenances qu'il faut respecter. Nous ne sommes plus des enfans.... et puis.... tu devrais bien dire à Onésime de ne plus me tutoyer; toi, c'est différent, tu es une fille.... Mais je voudrais que cela vînt de toi.

Bérénice promit à Pulchérie de faire sa commission. Pulchérie avait cru devoir établir une nuance en permettant à Bérénice de la tutoyer; mais elle ne fut pas fâchée qu'elle n'en usât pas. Elle et Marie remontèrent par le moulin de Beuzeval, et suivirent la petite rivière. Marie sentit pour le petit étang du moulin une admiration inusitée; elle s'arrêtait à admirer les petites anémones blanches épanouies sur l'eau, sur lesquelles venaient se poser des libellules aux ailes de gaze et au long corps d'émeraude. La même cause produisait sur les deux jeunes filles un effet contraire. Pulchérie hâtait le pas, parce qu'elles se trouvaient auprès du logement de *ces deux messieurs*, tandis que cette proximité entrait pour beaucoup dans l'attention que Marie accordait ce matin-là aux magnificences de la nature jusque dans leurs plus petits détails; elles continuèrent leur route, et, passant sur un aulne abattu qui servait de pont, elles s'assirent au pied d'un saule sur une petite pelouse émaillée de myosotis aux fleurs bleues dont Pulchérie cueillit nonchalamment un bouquet pour avoir l'air de ne pas s'occuper exclusivement de la conversation. — Le comte est amoureux de toi, dit Marie, voulant s'y prendre de loin pour amener la confidence qu'elle avait à faire, et

n'étant pas fâchée de s'en faire faire d'abord une, façon de prendre des otages.

— Folle! répondit Pulchérie, qui se sentit le cœur serré.

— C'est aussi l'opinion d'Ernest, dit Marie.

Pulchérie cueillit avec plus d'attention les myosotis.

— Te plairait-il? demanda Marie.

— C'est un homme très distingué, reprit Pulchérie; mais parle-moi de tes affaires, ajouta-t-elle pour reporter la guerre sur le territoire de l'ennemi.

— Eh bien! Ernest m'a dit qu'il *m'adorait*, et toute sorte d'autres choses ravissantes, et, à l'heure qu'il est, il n'est pas impossible qu'il demande à mon père *la main* de sa fille, lequel père va la lui accorder avec empressement.

— Tu es heureuse, n'est-ce pas? dit Pulchérie à Marie en l'embrassant.

— Oui, j'aime Ernest; mais nos amours n'ont pas été comme j'aurais voulu. Mes parens s'attendaient à ce mariage et le désiraient; ils nous donnaient avec soin des occasions d'être ensemble, et ils nous aidaient de leur mieux à tromper leur vigilance; nous n'avons pas eu le plus petit obstacle à vaincre; enfin je vais, à notre retour à Paris, épouser Ernest, et je n'aurai pas reçu une seule lettre d'amour, je ne saurai pas ce que c'est qu'une de ces lettres dont nous avons si souvent parlé. Mais est-ce que le comte ne t'a rien dit?

— Des galanteries banales qu'on adresse à toutes les femmes.

— Ton roman sera plus intéressant que le mien. Tiens! il paraît que nous ne sommes pas les premiers qui aient parlé d'amour sous cet arbre; voici des chiffres tracés sur son écorce.

— Ce ne sont pas des chiffres d'amour, dit Pulchérie en riant et reconnaissant l'arbre.

— Quel est le nom qui peut commencer ainsi? dit Marie, car ce ne peut être un nom entier que P. O. B.

— Ce sont les premières lettres de trois noms : Pulchérie, Onésime, Bérénice; c'est Bérénice qui les a inscrites la veille de mon départ pour Saint-Denis. As-tu un canif, quelque chose qui coupe?

— J'ai des ciseaux.

— Donne-moi-les.

Et Pulchérie enleva avec peine les trois lettres tracées sur l'arbre, et avec tant de peine, qu'elle se fit une coupure à un doigt qui saigna assez pour qu'elle dût l'envelopper de son mouchoir. La pauvre enfant sentait avec plaisir la petite douleur de la blessure. C'était pour l'homme qu'elle commençait à aimer qu'elle souffrait, car les paroles qu'il lui avait dites et la désapprobation de la familiarité d'Onésime résonnaient toujours dans son cœur. Elles entendirent du bruit en bas, et, quoique

toutes deux désirassent rencontrer ceux qui les préoccupaient, elles voulaient, Pulchérie surtout, être rencontrées malgré elles. Elles se levèrent et reprirent en pressant le pas le sentier qui longe la petite rivière. Les pas qu'elles avaient entendus étaient en effet ceux du comte, qui les avait vues de chez le meunier quand elles s'étaient arrêtées auprès du moulin, et qui, après quelques momens donnés à sa toilette, s'était mis en route pour les rencontrer par *hasard*. Ernest était, comme le pensait Marie, allé faire une visite à M. de Fondois au château de Beuzeval. Le matin, avant de partir, il avait dit à M. de Morville : Aujourd'hui est le dernier jour de ma puissance et de votre esclavage. Vous êtes libre à minuit; vous pouvez partir, si vous voulez, à minuit, après avoir payé toutes mes dépenses jusqu'à ce moment. Je veux qu'elles soient soldées avec une grande libéralité.

— Je me suis occupé de votre bonheur, dont j'avais l'entreprise pendant une semaine, dit Morville; mais je vais maintenant m'occuper du mien, et pour cela je ne m'en vais pas.

— Je m'en doutais, sans cela je ne vous aurais pas fait penser à votre départ. Vous êtes amoureux de Mlle Malais.

— Oui, elle est ravissante. Les parens sont bien un peu ridicules, mais ce ne sont qu'un oncle et une tante. Le père était officier. Pour l'oncle et la tante, nous ne les verrons pas, si ce n'est un peu l'été et chez eux.

— Leur nièce est leur héritière.

— C'est bien ainsi que je l'entends.

— Eh quoi! serait-ce de la dot que vous seriez amoureux?

— Non pas seulement de la dot, mais elle a ses charmes aussi. Ma fortune est fort hypothéquée, et je n'aurais pu épouser Vénus elle-même sans dot. Il faut seulement que j'aie le consentement de mon père, auquel il est inutile de dire que le grand'père était marchand de bœufs.

Ce même matin, Onésime était allé trouver maître Épiphane pour prendre ses leçons, et lui avait dit : — Comment ça va-t-il finir avec Pulchérie? Elle est belle, belle, que j'en perds la tête. Elle a l'air de bien m'aimer tout de même; mais enfin ce n'est pas une amitié comme en ont les filles avec les garçons quand ils doivent s'épouser. Ils vont se promener, en se tenant par la main, le dimanche soir, et puis les parens conviennent de la chose. Je ne vois jamais Pulchérie seule. Il y a au château tout plein de monde qui ne la quitte pas.

— Il faut lui écrire; tu trouveras bien moyen de lui donner ta lettre.

— Ah! ça, c'est pas difficile; mais je ne saurai jamais faire une lettre d'amour dans le bon style.

— Je te la ferai, et tu la recopieras.

— Ça me va.

Le clerc fit alors une lettre où Pulchérie était comparée *à Vénus*, où

l'amour était appelé *le petit dieu malin*. Onésime s'expliquait en langage *précieux : il aimait le mal dont il mourait; il ne voulait pas être guéri de sa blessure*. Pulchérie était *sa belle ennemie; il était destiné à mourir, car il mourrait nécessairement de douleur de ne pas la posséder ou de joie de la voir répondre à ses vœux*, etc. Onésime ne reconnut là-dedans aucun symptôme de ce que lui faisait éprouver son amour très réel et très violent, mais il pensa que c'était mieux ainsi que de dire des choses naturelles, et il recopia la lettre sur du papier réglé avec la confiance qu'il avait mise à apprendre sa belle révérence. Comme il finissait de la copier, Mme Épiphane rentra, qui dit, sans autre intention que de parler, qu'elle venait de rencontrer les deux demoiselles du château, qui y remontaient en suivant la rivière. Onésime cacheta la lettre avec de la mie de pain, et s'élança du côté de la rivière de Beuzeval à la poursuite de Marie et de Pulchérie. Il déboucha d'un fourré d'arbres en franchissant une haie et se trouva sur l'autre bord de la rivière, précisément en face du jeune comte, et en même temps que lui. — Elles sont parties! pensa en voyant le gazon encore froissé Onésime, qui avait entendu leur voix. Tous deux aperçurent au même instant le bouquet de myosotis que Pulchérie avait oublié sur le gazon; tous deux en même temps devinèrent, par un instinct mystérieux, que ce bouquet appartenait à Pulchérie. — Eh! l'ami, dit à Onésime Morville en lui désignant le bouquet, jetez-moi ce bouquet, qui est dans l'herbe. — Et en même temps, par-dessus la rivière, il jetait à Onésime une pièce de cinq francs. Onésime se précipita sur le bouquet, et, renvoyant la pièce de cinq francs par le même chemin :

— Merci, monsieur, le bouquet vaut mieux que cela.

— Mieux que cinq francs?.... Qu'à cela ne tienne, l'ami, je vous en donnerai bien dix.

— Oh! vous n'avez pas assez d'argent pour ce bouquet-là, il ira en retrouver un autre plus ancien, bien fané, mais qui vaut encore mieux.

— Je n'ai pas le temps de plaisanter avec vous, dit Morville d'un air dédaigneux; jetez-moi ce bouquet, et ne m'obligez pas à aller le chercher.

— Il y a un pont à dix pas d'ici, dit Onésime.

Le comte hésita un moment, puis se mit à la poursuite des deux jeunes filles. Onésime allait en faire autant de son côté, lorsque ses yeux tombèrent sur l'arbre et sur la blessure récente qu'il avait reçue. — Je ne me trompe pas, dit-il, c'est bien l'aulne sur lequel Bérénice avait écrit nos trois noms. Est-ce que ce serait ce godelureau qui les aurait effacés? Si je le croyais, c'est moi qui l'aurais bien tôt rejoint; mais c'est impossible; il arrivait en même temps que moi. Serait-ce donc Pulchérie? Elle était là il n'y a qu'un instant.... mais pourquoi.... Ce serait de la haine.... Pulchérie ne peut pas me haïr. Il tomba assis sur le gazon. Certes, s'il avait pu écrire ce qui passa pendant une heure

dans son cœur et dans sa tête, il aurait fait une lettre bien plus touchante que la rapsodie que lui avait faite le clerc. Il aurait dit que Pulchérie était pour lui le monde entier, qu'il n'aimait plus qu'elle, et que personne ne l'aimait plus guère; que tout semblait comprendre autour de lui qu'il était tout entier à Pulchérie; son chien lui-même s'était tout doucement donné à Pacôme; il n'aimait même plus la mer. Il était heureux quand il faisait mauvais temps, parce qu'il restait à terre, où était Pulchérie, quoiqu'il ne la vît pas. Quelques jours se passèrent; le pauvre Onésime ne faisait qu'entrevoir Pulchérie, et elle était toujours entourée. Marie était revenue de la promenade sur la mer un peu indisposée, on ne parla pas d'en faire d'autres; d'ailleurs Onésime était presque toujours à la mer, et l'on sait que le père Risque-Tout n'observait pas bien régulièrement le dimanche. Pulchérie venait quelquefois à la maison voir Pélagie et Bérénice, mais le dédain qu'exprimait la physionomie de Morville, quand Onésime lui parlait un peu familièrement, faisait qu'elle choisissait pour ses visites les heures où Onésime était à la pêche. Un jour, Bérénice parla de son frère. Ernest avait accompagné Marie et Pulchérie à Dive. — Onésime, dit-elle, n'est plus ignorant comme à votre départ. Quand il a vu que vous alliez devenir savante, il a voulu devenir savant aussi, pour pouvoir deviser avec vous comme par le passé.

— Et qu'a donc appris M. Onésime, qu'il est devenu si savant? demanda Ernest.

— Mais, monsieur, il sait lire, écrire et compter; il connaît la musique et les armes. Pour ce qui est des armes, je ne m'y connais pas, et je ne puis vous en rien dire; mais, pour ce qui est du flageolet, les filles de Dive disent toutes qu'elles ont moitié plus de plaisir quand c'est lui qui fait danser.

— Ah! dit Marie, il devrait bien venir nous faire danser quelquefois à Beuzeval. Il faut toujours qu'une de nous deux joue du piano, et comme nous ne sommes que quatre couples, encore quand les parens veulent bien figurer pour nous compléter, il n'y a pas moyen, nous sommes obligés de faire une figure en double. Puis, on ne peut pas transporter toujours le piano dans le parc. Ma petite Bérénice, venez avec lui dimanche.

Bérénice regarda Pulchérie, qui semblait indécise, mais qui finit par lui dire : — Oui, venez tous les deux, vous goûterez avec nous.

XIV.

Bérénice ne voyait pas avec grand plaisir cette partie projetée, et elle n'en avait encore rien dit à Onésime; le surlendemain, lorsque les deux jeunes filles revinrent pour savoir la réponse du pêcheur, Onésime

accepta avec empressement, et le dimanche, vêtu comme nous l'avons déjà vu, il conduisit Bérénice au château. Les deux jeunes gens continuaient à se moquer de lui, quoique avec plus de modération; leur savoir-vivre leur apprenait qu'Onésime était comme eux, en ce moment, l'hôte de M. Malais, et qu'ils devaient à M. Malais de traiter son hôte avec quelques égards. On se rendit sous un dôme de hauts marronniers qui entrelaçaient leurs branches et formaient une tente verte. M. et Mme de Fondois n'étaient pas très fâchés de voir simplifier un peu les rôles de comparses et d'utilités qu'on leur faisait jouer dans les contredanses; quant à Mme Dorothée Malais, vêtue successivement de toutes les belles robes à la mode de Paris, comme on sait, elle était enchantée de danser. On se mit en place pour la contredanse; le comte prit la main de Mme Dorothée Malais, Ernest s'empara de sa cousine, M. Malais fit danser Pulchérie, et M. de Fondois prit Bérénice, qui, sans lui, aurait couru grand risque d'être oubliée, quoiqu'en réalité ce fût une jeune fille jolie et bien faite, et habillée avec tout le goût que pouvait comporter la simplicité de ses vêtemens. Onésime joua la seule contredanse que maître Épiphane lui eût apprise, après quoi il demanda qu'on lui mît un pot de cidre à côté de lui, ce qui fut exécuté. On ne tarda pas à se mettre en place pour une autre contredanse. Le comte, qui croyait en avoir acheté le droit en dansant avec Mme Dorothée Malais, prit cette fois Pulchérie. Onésime joua encore les mêmes airs, puis les mêmes à une troisième et à une quatrième contredanse.

— Vous n'en savez donc pas d'autres? demanda Marie.

— Non, mademoiselle; il n'y a pas long-temps que j'apprends, et puis on aime beaucoup ces airs-là à Dive, et, quand on joue des airs *à qui* on n'est pas accoutumé, on ne danse pas si bien.

Ernest, qui avait eu avec M. de Fondois la conversation dont le résultat avait été prévu par Marie, et qui avait été la veille même déclaré son fiancé, alla parler bas à Mme de Fondois, qui eut l'air de refuser; mais M. de Fondois appuya la demande d'Ernest, et il fut décidé que Marie pouvait faire un tour de valse avec son fiancé. La chose convenue, on pria Onésime de jouer une valse, et grand fut le désappointement quand il dit qu'il n'en savait pas; on essaya de valser sur les airs de contredanse, mais il fallut y renoncer. Marie dit à Pulchérie : Il faudra que nous lui apprenions au moins une valse. — M. Onésime, ajouta-t-elle, Pulchérie et moi, nous vous apprendrons une valse; vous viendrez aux heures où vous n'êtes pas à la mer, et, à force de vous jouer une valse au piano, nous vous la mettrons dans la tête, et vous pourrez nous faire valser avec votre flageolet; maman valse très bien.

— Je te remercie bien de ta sollicitude, petite sournoise, dit Mme de Fondois, mais je ne valse plus.

— Il y a toujours Pulchérie qui valse à ravir.

— C'est déjà beaucoup, dit à demi-voix Mme de Fondois à sa fille, que nous te laissions valser avec ton futur mari; mais avec qui et à quel titre valserait Mlle Malais?

— Ah! maman, c'est bien arriéré ces idées-là; on laisse faire à Pulchérie ce qu'elle veut; on a confiance dans sa modestie et sa retenue, et on ne croit pas qu'elle sera perdue pour danser en tournant, au lieu de danser en allant à droite et à gauche.

On dansa encore deux ou trois fois la contredanse d'Onésime, puis on fit une collation et on se disposa à se séparer; il fut convenu que, dès le surlendemain, Onésime viendrait prendre sa leçon avec les deux jeunes filles. Ernest proposa de reconduire Bérénice et son frère; la lune se levait, on verrait la mer argentée par la lune. Mme Malais et Mme de Fondois dirent qu'elles étaient fatiguées. M. de Fondois et M. Malais se mirent de la partie, sans quoi on n'aurait pu la faire convenablement. M. de Fondois, en homme bien élevé, pensa que Bérénice, ayant été admise dans leur société, devait être traitée comme les autres femmes, et lui offrit son bras. Onésime *prit* celui de Pulchérie au moment où le comte s'avançait; mais il ne put lui parler que de choses indifférentes, parce que le comte marcha obstinément à côté de Pulchérie. Marie et Ernest étaient toujours en avant ou en arrière. M. Malais fit route à côté de M. de Fondois. Quand on fut au bord de la mer, Bérénice rappela à son frère qu'il devait se mettre en route pendant la nuit, et qu'il fallait qu'il dormît au moins quelques heures. Les deux jeunes gens s'amusèrent à presser Onésime de s'aller coucher. Pulchérie elle-même lui dit : — Il faut vous reposer, Onésime; vous n'oublierez pas que nous vous attendons après-demain pour votre leçon.

Dans le peu de chemin que le frère et la sœur firent après avoir quitté les habitans du château, Onésime se montra si heureux de se voir admis au château, de ne plus être étranger aux habitudes et aux plaisirs de Pulchérie, que Bérénice n'eut pas le courage de le désabuser et de lui dire ce qu'elle pensait de leurs nouvelles relations avec elle. Pendant ce temps, Pulchérie avait accepté le bras du comte de Morville; elle n'était pas sans inquiétude de ce qu'il allait sans doute lui dire sur les familiarités d'Onésime, mais il eut le bon goût de n'en pas parler, et elle lui en sut gré.

La lune éclairait doucement le calme immense de la mer. Ils restèrent quelque temps à la contempler, puis les grands parens donnèrent le signal du retour. On se mit en devoir de gravir la côte qui va de Dive à Beuzeval. On se retourna plusieurs fois pour revoir la mer, puis on marcha dans des *cavées*, chemins creux de six à huit pieds entre des haies et des arbres, au pied desquels fleurissent tant de fleurs sauvages et bourdonnent tant d'insectes éclatans. Ernest et Marie marchaient fort en avant, Pulchérie et Morville fort en arrière. M. de Fon-

dois et M. Malais causaient de choses et d'autres. Morville fit à Pulchérie une déclaration d'amour qui n'était pas moins ampoulée et ne valait pas beaucoup mieux que celle que le clerc avait rédigée pour Onésime; mais le langage de l'amour a une si douce musique, que l'on se préoccupe peu des paroles. Pulchérie voulut d'abord presser le pas et rejoindre M. Malais; Morville pria et pressa tant, qu'on consentit à rester à la distance où on était, à la condition qu'on causerait d'autre chose. La convention faite, celle qui l'avait imposée ne fit rien pour empêcher d'y manquer. Elle permit que Morville lui parlât encore de son amour.

Le lendemain, il se fit au clair de la lune une nouvelle promenade, dans laquelle Morville fit de nouvelles variations sur le même thème. Pulchérie se rejeta sur l'obéissance qu'elle devait à ses parens, et refusa la moindre réponse, si elle ne lui était dictée par eux.

— Je ne puis encore parler à vos parens, répondit Morville, d'abord parce que ce n'est pas de leur volonté, mais de la vôtre, que je veux tenir tout mon bonheur. Ensuite il faut que j'aille, pour la forme, demander une sorte de consentement à mon père. Je ne pourrais me permettre une démarche officielle sans l'en avoir prévenu. Au nom du ciel, mademoiselle, laissez-moi lire dans votre cœur que ce n'est pas mon bonheur seul que je cherche dans l'union que je brûle de contracter, etc., — et autres phrases creuses, et ainsi de suite pendant le temps nécessaire pour que Pulchérie crût, à ses propres yeux, avoir opposé une résistance suffisante. Ils se rapprochèrent du reste de la société, et la jeune fille, qui tremblait fort et pouvait à peine parler quand elle était seule avec lui, fut plus hardie devant du monde, et prenant le moment où elle pouvait encore n'être entendue que de lui, mais où la réponse qu'il lui ferait serait faite pour tout le monde, elle dit : Partez et revenez vite.

Le lendemain matin, Morville annonça qu'il était obligé de s'absenter pour une douzaine de jours. Le soir, Pulchérie, retirée de bonne heure dans sa chambre, eut avec Morville, qui s'était glissé au bas de sa fenêtre, une conversation qui ne parut longue ni à l'un ni à l'autre.

Onésime, quand il arriva avec son flageolet pour apprendre la valse convenue, fut, sans trop bien savoir pourquoi, enchanté d'apprendre le départ du comte, d'autant qu'il trouva Pulchérie sereine et gaie. Marie et Ernest étaient d'une médiocre société pour les autres. Pulchérie fit prier Bérénice de venir un peu la voir; elle n'était plus gênée par la crainte de ce que penserait Morville de sa façon d'être avec ses anciens amis, et d'ailleurs elle était si heureuse! elle trouvait tout bien et tout le monde charmant, ce qui était aux yeux d'Onésime une preuve qu'elle ne pensait pas au comte. Pauvre Onésime! Bérénice elle-même était ravie de voir Pulchérie redevenue pour eux à peu près ce qu'elle

était dans leur enfance. Elle se moquait bien d'Onésime et de ses maladresses pendant les leçons, mais c'était avec tant de gaieté et de bonté! elle s'était si bien chargée toute seule de lui apprendre une certaine valse allemande, elle y mettait tant de patience! Onésime avait son costume de pêcheur, avec lequel il était un fort beau jeune homme, et ne portait ses ridicules habits que le dimanche. Bérénice, en voyant Pulchérie si bienveillante, en faisant le compte des bonnes qualités d'Onésime, en le voyant jeune, robuste et beau, en songeant à leur enfance, cessa de considérer les espérances d'Onésime comme un rêve absurde.

Quand Onésime sut la valse allemande, Ernest demanda à valser avec Marie; mais Pulchérie prétendit qu'Onésime ne la savait pas assez bien encore, et elle lui en apprit une autre, sur laquelle seulement valsèrent Marie et son cousin, Pulchérie répondant toujours qu'il fallait encore étudier l'autre, même à Onésime, qui prétendait la savoir. Souvent elle s'enfermait des heures entières dans sa chambre, ou bien elle chantait avec une expression nouvelle toutes ces romances qu'elle comprenait maintenant et qu'elle chantait si mal autrefois. Son jour de naissance approchait. M. Malais se proposait de faire une petite fête. — Que penserait-on, si nous ne faisions pas une fête pour la naissance de Pulchérie? — On disait parfois : Pourvu que le comte de Morville soit revenu pour ce jour-là! — Pulchérie seule ne disait rien.

Onésime avait communiqué à Bérénice la lettre que le clerc lui avait faite pour *l'objet de sa flamme*. Bérénice l'avait trouvée très mauvaise. Elle avait conseillé à son frère d'en faire une lui-même sans toutes ces grandes phrases. Onésime avait hésité long-temps, puis s'était décidé. Depuis quelques jours, il portait la nouvelle lettre dans sa poche. L'eau de mer la rendit illisible; il en refit une autre.

Le jour de la fête était arrivé. Onésime apporta dès le matin un beau bouquet à Pulchérie et s'en retourna. Il devait y avoir le soir danse sous les marronniers, souper et feu d'artifice. Bérénice et son frère arrivèrent au château de bonne heure; on n'avait pas encore fini de dîner; ils se promenèrent dans le jardin. Pulchérie ne tarda pas à appeler Bérénice pour l'aider dans quelques préparatifs. Onésime, resté seul et se trouvant sous la fenêtre de Pulchérie, songea à sa lettre. Jusque-là, ou il n'osait pas la lui remettre, ou il se trouvait quelqu'un avec eux. Il pensa le moment favorable. Il grimpa après un treillage et sauta dans la chambre. Là il plaça sa lettre dans un livre, sur une table près du lit. Quelle douce et religieuse émotion il sentit quand il se trouva seul dans cette petite chambre! Il vit un foulard qui avait la nuit enveloppé la tête de Pulchérie; il le couvrit de baisers et s'enivra de l'odeur qu'y avaient laissée ses cheveux, puis il se jeta à genoux et adressa à Dieu une fervente prière. Il allait sortir par où il était entré; il était

déjà sur la fenêtre lorsqu'il entendit du bruit. Il se rejeta précipitamment en dedans de la chambre; ce mouvement brusque fit tomber une tête de Socrate en plâtre qui *décorait* la cheminée. La tête creuse se brisa, et au milieu des morceaux de plâtre roulèrent cinq ou six lettres avec des bouquets flétris qui y avaient été cachés. Onésime voulut ramasser le tout, mais le nom de *Pulchérie* plusieurs fois écrit sur une des lettres le frappa tellement que, sans se demander s'il avait le droit de lire des lettres adressées à Pulchérie, il n'écouta que la passion, mit les lettres dans sa poche, sauta lestement par la fenêtre, et s'enfuit dans le parc. Comme il venait de déplier une des lettres et d'y voir encore les mots de *chère Pulchérie*, qui mettaient un nuage sur ses yeux, il s'entendit appeler par Bérénice et par Pulchérie. Il alla fort ému du côté d'où partaient les voix. On était rassemblé sous les marronniers. Pulchérie avait une toilette qui lui seyait à ravir, une couronne de reines-marguerites sur le front, et à la main un très beau bouquet. Onésime regarda si c'était le sien qu'elle avait reçu le matin avec tant de bienveillance; mais ce bouquet était composé de fleurs étrangères au pays, et que pour la plupart il ne connaissait pas. Il ne tarda pas à deviner de qui venait le bouquet lorsqu'il aperçut le comte de Morville, qui était arrivé pour le dîner, prévenu de ce qui se passait, dit-il, par un mot d'Ernest, et apportant un bouquet de Paris.

Pulchérie était rayonnante de beauté et de bonheur. On pria Onésime de jouer une contredanse; la contredanse était à peine finie, que Pulchérie, s'approchant du pêcheur, lui dit : — A présent, Onésime, une valse, la petite valse allemande que vous jouez si bien. — Puis, avec un doux sourire, elle dit quelques mots à Urbain, qui sembla la remercier avec ravissement. Deux couples seulement valsaient, Marie et Ernest, Pulchérie et Urbain. Le comte pressait de son bras la taille souple de la jeune fille, qui s'appuyait sur lui avec abandon. Les regards de Morville la contemplaient avec ivresse. Elle relevait parfois les yeux sur ceux du comte, et les deux regards se confondaient. Onésime était pâle et tremblant. Tout à coup il s'arrêta. — Eh bien! dit Morville, continuez donc.

— Non, dit-il, c'est fini,... je suis fatigué.

— Ah! quel ennui! dit Marie, cela allait si bien!

— Monsieur Onésime va reprendre, dit le comte.

— Non, je suis fatigué,... je ne jouerai plus.

— Vous êtes fatigué, dit le comte, c'est facile à dire; mais on vous paie, et...

— Je voudrais qu'on me payât pour vous jeter l'argent au visage.

— Comment, drôle!

— Les drôles... Il y a un drôle ici, et sa tête sort de votre cravate, entendez-vous?

Bérénice vint prendre son frère par le bras et l'entraîna à quelques pas. M. Malais s'écria : — Quel scandale! De quoi cela a-t-il l'air? Que dira-t-on de nous? — Mme de Fondois dit qu'il faisait un peu froid et qu'on ferait bien de rentrer dans le salon. Elle prit le bras du comte, et tout le monde suivit son exemple. Le frère et la sœur restèrent seuls au jardin. Bérénice essayait d'entraîner doucement son frère. Ils sortirent du parc. Onésime était frappé de stupeur; mais bientôt ce fut lui qui, à son tour, entraîna Bérénice. Il venait de se rappeler les lettres qu'il avait trouvées. Il s'enferma dans sa chambre et les dévora. Tantôt il restait la tête dans les deux mains, puis il se levait en sursaut, comme s'il sortait d'un sommeil fatigant et d'un songe pénible. — Mais non, disait-il, c'est bien vrai, c'est bien à elle que s'adressent ces lettres si tendres et qui paraissent répondre à des lettres d'une tendresse pareille. « Que je vous remercie, chère Pulchérie, de votre exactitude à me répondre! Oui, vous avez raison, vous pouvez me laisser lire dans votre cœur ces sentimens qui me rendent si fier et si heureux; vous le pouvez sans manquer à votre précieuse innocence. Nos sermens ne nous ont-ils pas déjà liés devant Dieu? » — Et cette autre : « Mille graces encore, mon ange adoré, de n'avoir pas voulu valser même avec Ernest. Mille graces de ne pas vouloir qu'on valse sur ce petit air allemand que nous aimons tous les deux, et de le conserver pour nous deux. Combien je suis reconnaissant de toutes les peines que vous prenez pour enseigner *notre* air favori à ce butor que vous prétendez n'être qu'un sauvage! Vous avez beau faire, il nous le gâtera toujours. » Onésime froissa les lettres avec fureur, puis il sortit sans bruit par la fenêtre de sa chambre.

On ne le revit ni le lendemain ni les jours suivans. Ce fut un grand chagrin dans la maison des pêcheurs. Quelquefois on pensait qu'il s'était donné la mort, mais on se disait qu'il avait des sentimens trop religieux pour cela. Celui qui parlait ainsi espérait rassurer les autres, mais n'était guère rassuré lui-même. Éloi Alain le meunier, qui l'avait pris en grande affection depuis l'incendie de son moulin, ne le regrettait pas moins que les autres, et disait : Si c'est faute d'argent qu'il s'est désespéré, je lui en aurais donné; ce qu'on n'avait jamais entendu dire, ni rien d'équivalent, à Éloi Alain.

Cependant, deux mois après, on reçut à Dive une petite somme d'argent de la part d'Onésime, puis on n'entendit plus parler de lui. On pensa qu'il s'était embarqué pour la grande pêche, et qu'en partant il envoyait une partie de ses *avances* à sa famille. Les *avances* sont une somme d'argent que l'on donne au marin qui va s'embarquer pour la pêche de la baleine. Cette somme, spécialement destinée à l'équiper de vêtemens et d'effets indispensables pour des voyages longs et pénibles, est presque toujours mangée et bue avant le départ, et le pêcheur

arrive à bord la *pouche* vide. Il s'est en réalité acheté d'abord des vêtemens avec une partie de son argent, mais, après avoir dépensé le reste, il a revendu les vêtemens à peu près la sixième partie de leur valeur. On part. Au bout de quelques jours de houle, il est mouillé, il a froid. Il s'adresse au capitaine, qui, le cas étant prévu, a toujours à bord des hardes qu'il lui vend ce qu'il lui plaît de les lui vendre. Comme on ne peut s'en passer, et comme le prix ne sera payé que sur le résultat de la pêche au retour, le marin ne s'en préoccupe pas autrement et prend à peine le soin de s'informer de ce prix. Ainsi il a acheté d'abord une chemise de laine rouge : il l'a payée douze francs, il l'a revendue une quarantaine de sous à un cabaretier; à bord, on lui revend une chemise pareille seize francs; de sorte que cette chemise de douze francs a été payée vingt-six francs. Il n'y a que les pauvres qui paient tout si cher. Il n'y a pas beaucoup de riches qui auraient le moyen d'être pauvres.

Quoique Bérénice, par momens, comprît bien qu'Onésime n'aurait pu épouser Pulchérie, non pas seulement parce que Pulchérie était riche, mais à cause surtout de leur différence d'éducation et d'habitudes, et qu'elle n'eût pas de ressentiment contre Mlle Malais de la disparition de son frère, elle évitait de la rencontrer et ne retournait plus au château. C'était néanmoins pour l'amour d'elle qu'Onésime s'était désespéré et avait emporté toute la vie et toute la joie de la maison, et elle ne la voyait qu'avec peine. On ne tarda pas à apprendre dans le pays que le mariage de Pulchérie avec le comte était décidé, et qu'il se ferait au printemps prochain. M. et Mme de Fondois partirent avec leur fille, dont le mariage devait se faire l'hiver. Les Malais résolurent de passer une partie de l'hiver à Paris, et ils quittèrent Beuzeval au mois de novembre.

XV.

Au mois de mai, les Malais revinrent avec les de Fondois. Marie n'avait pas changé de nom, mais elle s'appelait madame. Mme Dorothée Malais était triste et changée. Le comte de Morville avait confié le soin des arrangemens du mariage à son frère aîné, qui avait été d'une exigence révoltante, et qui avait fait valoir sans ménagemens le prix d'une alliance comme la leur avec une famille de marchands de bœufs. Le contrat dépouillait entièrement les Malais; on ne leur laissait que le château et une pension sur le reste : c'était à peine 8,000 livres de revenu. Mme Malais, irritée à la fois de ces exigences et de la hauteur du père, pressa à plusieurs reprises son mari de tout rompre; mais M. Malais était si fier de cette alliance, qui ne servait qu'à l'abreuver d'humiliations, qu'il tint bon jusqu'au bout. D'ailleurs, un mariage si avancé

ne pouvait se rompre sans faire beaucoup de tort à Pulchérie, et elle paraissait si heureuse, elle les câlinait si bien, elle les remerciait par tant de caresses, que le contrat fut signé avant de quitter Paris. Le retour à Beuzeval acheva de désoler Dorothée; elle revoyait tout ce qui n'était plus à eux. « Nous ne sommes plus chez nous, » dit-elle en rentrant au château de Beuzeval. Elle refusait de donner des ordres aux domestiques. Quand son mari disait « ma ferme, ou ma maison, ou mon jardin, » elle le reprenait en lui disant : « Rien de cela n'est plus à toi. »

M. Ernest de Fondois et sa femme demeurèrent naturellement au château; mais, quand le comte arriva, il retourna chez le meunier, son ancien hôte. Il avait appris dans le pays qu'Éloi *faisait la banque*, et il avait besoin de lui. En effet, la famille du comte, qui n'était pas fort riche, avait plusieurs fois déjà payé d'énormes dettes de jeu, et ne pouvait ni ne voulait plus lui ouvrir sa bourse. Cependant elle lui avait prêté la somme nécessaire à l'achat de la corbeille et aux autres dépenses indispensables. Malheureusement, dans un dîner de garçons qui avait duré toute la nuit, la veille du départ du comte pour Beuzeval, il avait joué et perdu toute la somme et au-delà. Il avait payé, et se trouvait sans un sou. Emprunter à Paris n'était pas chose facile. Il avisa que le meunier, qui connaissait la fortune des Malais, et qui ne le connaissait lui-même que par son titre et l'opulence qui l'entourait, lui prêterait volontiers de l'argent sur la dot. Il lui montra une copie du contrat. Éloi fut si heureux de voir les Malais dépouillés, qu'il prêta volontiers la somme nécessaire pour terminer la chose, non sans avoir parfaitement pris ses mesures et un intérêt exorbitant. On a quelquefois parlé de l'usurier des villes; il aurait peur de l'usurier de la campagne. L'usurier des villes prend toujours tant pour cent; il compte, on compte avec lui : il faut qu'il adopte une espèce de règle. L'usurier des pauvres et des paysans ne prête pas à tant pour cent, il n'entre pas dans ces mesquins détails. — Tu veux cent francs, tu m'en donneras deux cents; si ça ne te va pas, va-t'en, et n'en parlons plus.

Le comte fit si magnifiquement les choses, que Marie de Fondois en fut un peu humiliée. Ses châles, ses dentelles et ses diamans étaient bien inférieurs à ceux que recevait Pulchérie. Elle fut de mauvaise humeur pendant quelques jours, et s'efforça de trouver quelques ridicules au comte. Mme Dorothée ayant laissé devant elle échapper quelques plaintes sur les exigences de la famille, elle trouva que c'était une folie de les avoir subies, parla du désintéressement de son cousin, et affirma que, s'il s'était ainsi conduit envers ses parents, elle ne l'aurait pas accepté. — Il faut donc bien de l'argent à ce monsieur, dit-elle, pour qu'il consente à posséder une fille aussi ravissante de tous points que Pulchérie? Certes, Pulchérie n'avait guère d'orgueil et ne s'estimait pas

à sa valeur. Je ne suis ni aussi jolie ni aussi charmante qu'elle, mais je me serais cependant mise à plus haut prix.

Mme Malais fit encore quelques tentatives auprès de son mari; mais tout fut inutile, et la pauvre femme voyait tout le monde heureux de ce qui la mettait au désespoir. Il y eut de grandes difficultés, quand il fut question des invitations. Pulchérie alla inviter elle-même Pélagie, Tranquille et Bérénice. Elle craignait que cela ne déplût à Urbain; au contraire, il l'en loua, parce qu'il avait promis au meunier de l'engager à sa noce, et il passerait facilement dans le nombre. Cependant M. Malais fut contrarié de voir son nom sur la liste et dit : — Je n'aime pas cet homme-là; il est envieux et insolent. D'ailleurs, il a une mauvaise réputation dans le pays; il prête à usure, et que dirait-on.....

— A usure! lui dit le comte; mais c'est une extravagance. Le pauvre diable aurait plus besoin d'emprunter que de prêter. Il faut voir avec quelle impatience il attend les quelques louis que j'ai à lui donner toutes les semaines.

— Ce n'est pas ce qu'on dit, reprit M. Malais.

— Je regrette bien, mon cher Malais, que vous ne m'ayez pas prévenu de votre répulsion pour ce pauvre diable. Je suis si heureux, ajouta-t-il en baisant la main de Pulchérie, que je voudrais faire partager ma joie à tout le monde, et voir tout le monde heureux autour de moi. J'ai invité le meunier, et vous êtes bien heureux, dit-il en riant, que je n'aie pas invité pis. J'aurais invité tous mes ennemis et tous les vôtres, si vous en avez toutefois, sans y faire attention. J'aime tout le monde maintenant, et je trouve qu'il n'y a pas assez de gens à aimer.

Le meunier fut maintenu sur la liste. Le soir, M. Malais dit à sa femme : Enfin, voilà le grand jour qui approche. Je suis seulement fâché de l'invitation du meunier. Je n'aime pas à voir cet homme-là chez moi.

— Il faut se soumettre à son sort, dit ironiquement Dorothée, et d'ailleurs si c'est de voir Éloi Alain chez toi qui te chagrine, tu peux te consoler tout de suite, car il lui serait bien difficile de venir chez toi. Il faudrait pour cela que tu eusses un *chez toi*, et tu sais bien que tu n'en as plus. On nous permet de vivre ici, mais nous n'y sommes plus rien. Tu n'as pas demandé à *ton gendre* s'il faudra que je donne la place d'honneur au meunier, à ma droite; il faudra le lui demander demain.

— Allons, tais-toi, Dorothée; tu veux absolument troubler mon bonheur.

— Il est joli, ton bonheur. J'aimerais mieux pour Pulchérie un mari qui serait très honoré de la prendre et d'entrer dans notre famille, au lieu d'un beau monsieur qui croit nous faire bien de l'honneur et nous fait payer cet honneur de toute notre fortune. Je t'assure qu'il n'épouserait pas Pulchérie, s'il nous avait trouvés dans la situation où il nous met.

— Tâche donc de ne pas tout exagérer. Est-ce que nous dépensions jamais ce que nous allons avoir à dépenser? Maintenant, au contraire, Pulchérie mariée, nous dépenserons tranquillement notre argent, et nous ne nous refuserons plus rien. Qu'est-ce que nous aurons de moins? Ce que nous ne dépensions pas. Efforce-toi de ne pas prendre des airs tristes et lamentables. Qu'est-ce qu'on penserait de toi?

— On ne pensera rien de pire que ce qui est, et surtout rien qui nous fasse autant de tort dans l'estime des gens.

— Notre nièce s'appellera demain Mme la comtesse de Morville. Est-ce si déshonorant?

— Oui, mais le prix que nous y mettons montre assez combien cette alliance est au-dessus de nous. Cela ne sert qu'à nous humilier, et puis ce qui nous fera mépriser de tout le monde, c'est de ne plus être riches. Ta nièce sera comtesse!... Tu pourras bien appeler le comte ton neveu tant que tu voudras, il t'appellera M. Malais ou Malais tout court, comme il fait déjà, tandis que tu l'appelles *monsieur le comte* gros comme le bras.

— Ça n'empêche pas que le frère aîné arrive demain, et que ça fera un fameux effet de voir un pair de France à la noce de Pulchérie.

— On va encore mettre la maison sens dessus dessous pour celui-là, et je suis sûr qu'il haussera les épaules.

— Il faudra lui donner notre chambre, Dorothée.

— Comment! notre chambre!

— Il ne reste que deux jours et ne couche que deux fois ici; nous nous gênerons un peu pour deux jours. Pense à ce qu'on dirait, si un pareil personnage n'était pas logé convenablement chez nous.

— Après ça... je n'ai rien à dire... Quand on est chez les autres... Nous devons nous trouver encore bien heureux qu'ils veuillent nous garder ici.

Quand Pulchérie était allée *prier* Bérénice, celle-ci avait accepté, mais après un moment de silence, comme si elle eût cherché un prétexte pour refuser et n'acceptât que faute de le trouver.

— Qu'as-tu, Bérénice? dit-elle; tu reçois bien froidement la nouvelle d'un mariage qui me rend heureuse.

— Ah! dit Bérénice, c'est que je pense en même temps au malheur de mon pauvre Onésime. Je sais bien que vous n'étiez pas pour lui; mais enfin il s'était trop rappelé nos projets d'enfans.

— Eh quoi! Bérénice, Onésime songeait-il réellement?...

— Je vous dis encore que vous n'étiez pas pour Onésime; je le lui disais souvent, parce que je voyais bien que ça finirait mal. Vous êtes riche, élevée dans le monde: c'était une folie d'y penser; mais Onésime ne voyait que la petite Pulchérie, pauvre à peu près comme nous, Pulchérie courant avec nous nu-pieds sur la plage, Pulchérie man-

geant avec nous notre pain noir et le trouvant bien bon. Certes, si les choses étaient restées comme cela, c'est-à-dire si le fils Malais n'était pas mort, il n'y aurait rien eu d'étonnant à ce que Pulchérie devînt un jour Mme Alain. Eh bien! Onésime vous voyait toujours comme cela. Aussi, quand il a été sûr que vous alliez en épouser un autre, le désespoir l'a pris, et il s'en est allé. Il nous faut encore bien remercier Dieu de ce qu'il ne s'est pas tué; au commencement je le croyais.

— Je ne voulais pas le croire, malgré cette lettre trouvée dans ma chambre, cette tête de Socrate brisée, et ces autres lettres enlevées....

— Je n'en sais rien; mais, le jour qu'il avait si bien envie d'étrangler le comte, il était comme un fou, et c'est cette nuit-là qu'il est parti.

— Ce pauvre Onésime! Je suis bien fâchée d'avoir été pour lui une cause de chagrin.... Cependant je l'ai toujours bien accueilli, avec l'amitié que je n'ai pas cessé et que je ne cesserai jamais d'avoir pour vous deux et pour le père Alain et la mère Pélagie.

— C'est justement cet air d'amitié qui a achevé de le tromper. Cependant, Pulchérie, je ne peux pas vous en vouloir; ça n'est pas votre faute; vous ne pouviez pas plus aimer Onésime que vous ne pourriez aujourd'hui manger notre pain noir et courir pieds nus sur les galets. Ça n'est pas votre faute; j'irai à votre noce, je prierai Dieu pour votre bonheur : Onésime en ferait autant, s'il était ici. Si vous ne me voyez pas bien gaie par momens, vous ne m'en voudrez pas. Ayez soin seulement que vos beaux messieurs soient plus polis pour moi qu'ils ne l'étaient avec Onésime.

— Oh! il n'y a pas de danger.... Cet amour que je ne devinais pas, je pense que le comte de Morville s'en était aperçu, et qu'il y avait un peu de jalousie dans sa manière d'être avec Onésime. Je te promets, pendant la messe de mon mariage, de prier pour lui dans la vie de dangers qu'il court sur la mer.

Les deux jeunes filles tombèrent dans les bras l'une de l'autre et s'embrassèrent tendrement.

— Je veux, Bérénice, que tu sois ma demoiselle d'honneur.

— Ne me le demandez pas, Pulchérie; ne me demandez pas d'être pour autre chose dans ce mariage que par mes vœux pour votre bonheur.

Le jour du mariage arriva; il était quelque peu embarrassant de réunir à la même table le meunier et le pair de France. Bérénice était jeune, jolie, et d'ailleurs avait un tact délicat et une timidité qui la sauvait facilement; le meunier, au contraire, était un paysan envieux et haineux, rusé et adroit, qui, avec un faux air de naïveté, savait dire tout ce qu'il pensait devoir être désagréable aux gens.

A la messe de mariage, le frère du comte fit la petite et imperceptible impertinence d'offrir la main à Bérénice, voulant montrer, par cette

excessive politesse envers une fille de campagne, que, du point où il était placé, tous ces gens-là, Malais et Alain, seigneurs et meuniers, riches et pauvres, pouvaient bien avoir entre eux et pour eux-mêmes quelque différence, mais que, pour lui, ils étaient confondus dans une commune et profonde obscurité, ainsi que du haut d'une montagne le chêne altier et l'aubépine fleurie paraissent avoir la même hauteur. Il faisait grand vent ce jour-là, la mer était grosse, les pêcheurs n'avaient pu sortir; de temps à autre, de violentes rafales faisaient trembler les vitraux de l'église. Il vint un coup de vent si furieux, que l'église elle-même en oscilla. Le célébrant s'arrêta. Bérénice, dont les yeux se rencontrèrent avec ceux de la mariée, lui montra d'un regard le côté de la mer, pour lui rappeler qu'elle avait promis de prier pour celui qui, en ce moment sans doute, était au milieu du danger, et peut-être périssait en prononçant le nom de Pulchérie. La jeune mariée fit signe qu'elle avait compris, et toutes deux prièrent en même temps. Un des anges qui cueillent sur les lèvres des mortels les bonnes prières, et qui les portent au pied du trône de Dieu comme un bouquet éclos des cœurs, n'eut garde d'oublier celle-ci.

A ce moment même, dans une autre partie du monde, les vagues furieuses assiégeaient le navire que montait Onésime. Une lame balayait le pont et emportait trois hommes sur l'arrière du bâtiment. Deux étaient engloutis et ne reparurent jamais; Onésime, qui était le troisième, était arrêté par des cordages et restait sur le navire.

Au dîner, on commença par parler du temps. — Voilà un vent à décorner un bœuf, sauf votre respect, monsieur Malais, dit le meunier, et vous savez s'ils ont les cornes solidement amarrées sur la tête. Vous rappelez-vous qu'étant enfant, dans un des pâturages de Malais de Dive, votre père, vous avez été envoyé par-dessus une barrière par un grand bœuf blanc qui fut choisi à Paris pour le bœuf gras de cette année? C'est un honneur que votre père eut quatre années de suite, monsieur Malais, et il en était fier; aussi eut-il un grand chagrin quand, la cinquième année, il fut *dégotté* par un gros bœuf roux élevé par Cornet de Caen, et qui était une bête monstrueuse. La sixième année, il prit sa revanche, mais ce fut son dernier triomphe. Il ne tarda pas à mourir, pour avoir voulu recommencer à cinquante-huit ans son fameux voyage du Poitou, qu'il avait fait étant plus jeune, quatre-vingt-quatre lieues sans débrider; mais il n'était plus jeune, et son bidet non plus, le plus fameux bidet de toute la Normandie. Le bidet creva en route, et Malais ne lui survécut que de quelques mois. C'était tout de même un fameux homme, et le bidet était un fameux bidet.

On voulut en vain couper la parole au meunier; il alla jusqu'au bout sans se soucier des interruptions. Puis il attendit une autre occasion pour recommencer les attaques, comme un chasseur à l'affût. On

parla du château; le frère aîné du marié fit remarquer qu'avec un étage de plus on aurait une magnifique vue de la mer. Dorothée répondit, avec un peu d'aigreur, que les maîtres du château pouvaient bien faire ce qu'ils voulaient, que cela ne la regardait plus. — La mariée est tout de même bien belle, dit le meunier quand il crut le moment favorable; qui est-ce qui aurait dit que nous l'appellerions un jour madame la comtesse, quand nous la voyions mêlée avec les enfans de ma cousine Pélagie, Bérénice qui est là au bout de la table et qui est aussi un assez beau brin de fille, et Onésime, un beau et brave jeune homme qui m'a sauvé la vie là où bien des braves me laissaient tranquillement rôtir, et qui est parti par chagrin, à ce qu'on dit, de ce qu'une fille d'ici qui lui avait promis le mariage en allait épouser un autre? S'il ne lui avait manqué que de l'argent, il y a un cousin, que je n'ai pas besoin de nommer, mais qui n'est pas loin d'ici, qui passe pour avoir quelques vieux écus, et qui ne l'aurait pas laissé partir; mais il a disparu sans rien dire. Où est-il allé? Dieu le sait. Toujours est-il qu'il a encore envoyé un peu d'argent à sa famille. Eh bien! quand je voyais cette petite Pulchérie courir nu-pieds sur le galet avec les autres enfans de Pélagie, qu'elle m'appelait son cousin et Onésime et Bérénice son frère et sa sœur, je ne pensais pas qu'il me faudrait lui dire un jour : Madame la comtesse!

Après le dîner, on dansa dans le parc; on avait invité tout le voisinage et fait venir des musiciens de Caen. Pendant le bal, on entendit rouler une chaise de poste : c'était le comte de Morville qui enlevait sa femme et partait avec elle pour Paris.

(*La quatrième partie au prochain n°.*)

ALPHONSE KARR.

DU

BEAU DANS L'ART.

RÉFLEXIONS ET MENUS PROPOS D'UN PEINTRE GENEVOIS,
ouvrage posthume de M. Toppfer. [1]

On connaît les *Nouvelles genevoises* de M. Töpffer; elles ont été ici même appréciées par une plume trop habile, trop ingénieuse, pour qu'il soit nécessaire d'y revenir. *Le Presbytère, l'Héritage, la Bibliothèque de mon oncle* et surtout *la Peur* sont de petits chefs-d'œuvre où Sterne, Xavier de Maistre et Bernardin de Saint-Pierre se fondent heureusement dans une originalité d'une saveur toute locale; aujourd'hui, c'est sous un autre point de vue que nous allons envisager M. Töpffer.

L'auteur des *Nouvelles Genevoises*, de *Rosa et Gertrude*, des *Voyages en Zigzag*, était, comme chacun sait, maître de pension, quoiqu'il ait d'abord tenté la carrière des arts. Entraîné vers la peinture par une vocation sincère, il y renonça bien à regret, à cause de la faiblesse de ses yeux, sinon totalement, du moins comme profession formelle. Nous n'avons vu de M. Töpffer ni tableau ni « lavis à l'encre de Chine, » ce que nous regrettons beaucoup; mais, si nous ignorons sa peinture sérieuse, nos doigts ont feuilleté et refeuilleté les albums comiques où, dans une suite de dessins au trait, il nous a déroulé les aventures de MM. Crépin,

(1) Deux volumes in-18, chez Dubochet, rue Richelieu.

Jabot, Vieux-Bois, Cryptogame et autres personnages grotesques de son invention. Le grand Goethe daigna sourire aux fantaisies drolatiques du caricaturiste genevois, et ses petits cahiers lithographiés obtinrent un succès européen.

Il serait difficile de trouver en France des équivalens pour faire comprendre le talent de M. Töpffer comme dessinateur humoristique : ce n'est ni la finesse élégante de Gavarni, ni la puissance brutale de Daumier, ni l'exagération bouffonne de Cham, ni la charge triste de Traviès. Sa manière ressemblerait plutôt à celle de l'Anglais Cruikschanck; mais il y a chez le Genevois moins d'esprit et plus de naïveté : on voit qu'il a étudié avec beaucoup d'attention les petits bons-hommes dont les gamins charbonnent les murailles avec des lignes dignes de l'art étrusque pour la grandeur et la simplicité; c'est même le sujet de l'un des plus charmans chapitres de son livre. Il a dû également s'inspirer des byzantins d'Épinal. Les belles images d'Henriette et Damon, du Juif errant Isaac Laquedem, de Geneviève de Brabant, de Pyrame et Thisbé, devaient, à coup sûr, orner son musée ou son cabinet de travail. Il en a appris l'art de rendre sa pensée, sans lui rien faire perdre de sa force, en quelques traits décisifs, dont la préoccupation des détails anatomiques et de la vérité bourgeoise ne vient pas troubler une seule minute la hardiesse sereine. Aussi quelques-unes de ses planches peuvent-elles être mises à côté des vignettes qui ornaient l'ancienne édition du *Diable amoureux* de Cazotte, et dont les illustrations les plus soignées et les mieux finies n'ont pu faire oublier le gribouillage primesautier et profondément significatif.

Nous avons un peu insisté, avant d'arriver aux *Réflexions et menus Propos*, sur le caractère du dessin de M. Töpffer, du moins tel qu'on peut le deviner d'après des cahiers de charges croquées à la plume, pour charmer les loisirs des soirs d'hiver et réveiller la gaieté du cercle intime. Il voudrait, autant que possible, entre la pensée et la réalisation de cette pensée, atténuer ou supprimer le moyen; il trouve avec raison cette figure de soldat griffonnée par un écolier, où les buffleteries, les épaulettes, les boutons de l'uniforme, sont indiqués d'une manière presque hiéroglyphique, supérieure à ce guerrier romain ombré soigneusement par un rapin au bout de deux ans d'atelier. Dans le charbonnage informe, l'idée de soldat éclate avec bien plus de force que l'idée de guerrier dans le dessin savamment fini. S'il eût continué ses études pittoresques, M. Töpffer eût assurément cherché le naïf, car, bien que la naïveté soit ou paraisse être plus que toute autre chose un don inné, on peut néanmoins la cultiver et la préserver d'altération comme une plante précieuse, quoique semée d'elle-même, et qu'on entoure de soins délicats.

Les *Réflexions et menus Propos d'un peintre genevois* devaient être

primitivement un traité sur le lavis à l'encre de Chine; mais l'auteur, après avoir achevé le premier livre, s'aperçut qu'il n'y était question ni de lavis ni d'encre de Chine, ce qui est un bien petit malheur. En effet, quelle raison aurait un écrivain de caprice de gêner sa fantaisie pour le mince avantage de faire cadrer son œuvre avec le titre?

M. Töpffer débute par un chapitre sur le sixième sens, car, au-delà du tact, de l'ouïe, de la vue, de l'odorat, il existe une perception des choses naturelles qui ne se rapporte à aucun de ces sens. Ce sixième sens se sert des autres comme d'humbles esclaves : lui assigner une place certaine est difficile; il réside peut-être dans le cerveau, mais qui pourrait l'affirmer? Les animaux en sont privés et beaucoup d'hommes aussi, car l'homme se divise en trois classes : – l'homme végétatif, l'homme animal, l'homme intellectuel. Plusieurs, très braves gens du reste, voient la nature comme l'arbre voit le ciel ou comme le mouton voit le pré; d'autres, plus forts, ont la perception du bleu et du vert, mais sans en déduire aucune conséquence; quelques-uns remarquent les différences et les rapports de ces tons, et il en résulte pour eux une sensation de beauté, une idée qui n'est ni dans le ciel ni dans la prairie. Ceux-là jouissent du sixième sens : ils ont la bosse, quoique non bossus, ils possèdent ce que Boileau appelait l'influence secrète.

Si vous n'avez pas la bosse, cherchez quelque honnête métier, quelque emploi lucratif; mais, croyez-m'en, ne passez jamais votre pouce dans le trou d'une palette, ne vous servez du papier que pour faire des factures ou des quittances, et gardez-vous de laisser tomber vos doigts sur l'ivoire d'un clavier, car vous n'êtes, ne fûtes et ne serez jamais que ce que les étudians allemands appellent un *philistin*, et les artistes français un *bourgeois*. Les arts ont cela d'admirable et de particulier, que l'esprit le plus lucide, le raisonnement le plus juste, joints à l'érudition la plus vaste et au travail le plus opiniâtre, ne servent à rien quand on n'a pas le sixième sens. Ceci ne veut pas dire que les gens doués ne doivent pas étudier, mais que l'étude est parfaitement inutile à ceux qui ne le sont pas. L'art, différent en cela de la science, recommence à chaque artiste. Hors quelques procédés matériels de peu d'importance, tout est toujours à apprendre, et il faut que l'artiste se fasse son microcosme de toutes pièces. En art, il n'y a pas de progrès : si le bateau à vapeur est supérieur à la trirème grecque, Homère n'a pas été dépassé, Phidias vaut Michel-Ange, auquel notre âge n'a rien à opposer. Chaque poète, chaque peintre, chaque sculpteur emporte son secret avec lui; il ne laisse pas de recettes. Le grain des toiles, la manutention des couleurs, le choix des pinceaux dont il se servait, voilà tout ce que l'on peut s'approprier de son expérience. Un chimiste, un mathématicien, un astronome, prennent la science juste au point où leurs illustres prédécesseurs l'ont laissée, et la conduisent, autant que leur génie le per-

met, à un point où d'autres la reprendront; mais cette conception du beau, qui emploie pour se produire les formes et les symboles extérieurs qui l'ont excitée, n'est pas additionnellement perfectible. Tout homme qui n'a pas son monde intérieur à traduire n'est pas un artiste. L'imitation est le moyen et non le but; par exemple, Raphaël est virginal, Rubens sensuel, Rembrandt mystérieux, Ostade rustique. Le premier cherche dans la nature les formes qui se rapprochent le plus de son type préconçu; il choisit les plus belles têtes de femmes et de jeunes filles, il épure leurs traits, allonge les ovales de leurs figures, amincit leurs sourcils vers les tempes, arque leurs paupières et leurs lèvres pour les faire coïncider avec le sublime modèle qu'il porte au dedans de lui-même. Rubens a besoin de chairs satinées, de chevelures blondes, de bouches et de joues vermillonnées, de velours miroitans, de soies chiffonnées, de métaux lançant des paillettes de feu. Pour traduire la fête éternelle, la kermesse royale qui se donne dans son ame, il emprunte la pourpre, l'or, le marbre et l'azur partout où ils se rencontrent. Rembrandt, ame de songeur, d'avare, d'antiquaire et d'alchimiste, prend aux vieux édifices leurs arcades noires, leurs vitraux jaunes, leurs escaliers en colimaçon qui grimpent jusqu'aux voûtes et se perdent dans les caves, aux marchands de bric-à-brac leurs anciennes armures, leurs vieux coffres, leurs vases bossués, leurs ajustemens étranges ou tombés en désuétude, aux synagogues leurs rabbins les plus chauves, les plus chassieux, les plus ridés, les plus sordides et les plus rances, et, de toutes ces formes douteuses, bizarres, effrayantes, qu'il plonge dans l'ombre fauve de son atmosphère, il fait son œuvre lumineuse et sombre, il réalise ses rêves ou plutôt ses cauchemars. Ostade, quand il asseoit un Flamand près d'un tonneau, à cheval sur un banc de bois, dans un de ces intérieurs où le sentiment du foyer rustique se traduit d'une façon si pénétrante, ne copie pas le manant qu'il a devant lui, bien qu'il paraisse quelquefois en faire le portrait; il le fait servir à la reproduction de l'idéal rustique qu'il porte en lui-même. Aussi, on peut dire que nulle vierge ne l'est autant qu'une madone de Raphaël, que nulle santé ne s'épanouit aussi vivace que celle des femmes de Rubens; que jamais alchimiste n'a regardé d'un œil plus inquiet, plus scrutateur, plus profond, le macrocosme rayonner aux murs de sa cellule, que cet homme esquissé en deux coups de pointe, qui se lève à demi de son fauteuil, dans une des formidables eaux-fortes de Rembrandt, et que le rustre le plus lourd, le plus pataud, le plus bizarrement taillé à coups de serpe, le plus vêtu de haillons bruns, le plus terreux et le plus enfumé, est presque un citadin à côté d'un paysan d'Ostade. Où ces peintres ont-ils vu une semblable vierge, une telle courtisane, un pareil alchimiste et un paysan de cette tournure?

De tout ceci, il ne faut pas conclure que l'artiste soit purement sub-

jectif; il est aussi objectif : il donne et reçoit. Si le type de la beauté existe dans son esprit à l'état d'idéal, il prend à la nature les signes dont il a besoin pour les exprimer. Ces signes, il les transforme : il y ajoute et il en ôte, selon le genre de sa pensée, de telle sorte qu'un objet qui, dans la réalité, n'exciterait aucune attention, prend de l'importance et du charme étant représenté; car les sacrifices et les mensonges du peintre lui ont donné du sentiment, de la passion, du style et de la beauté. Tous les jours, on voit des vaches dans des prairies, des ponts ruinés, des animaux qui passent des ruisseaux à gué, et l'on n'y prend pas garde : d'où vient que ces mêmes choses, sous le pinceau de Paul Potter, de Karel du Jardin, de Berghem, vous arrêtent et vous séduisent? Est-ce la vérité de l'imitation qu'on admire? Nullement; les tableaux les plus *vrais* n'ont jamais fait illusion à personne, et l'illusion n'est pas le but de l'art. Sans cela, le chef-d'œuvre suprême serait le trompe-l'œil, et le trompe-l'œil est exécuté par les peintres les plus médiocres avec une certitude mathématique. Les diorama, les panorama, les navalorama, ont produit en ce genre des effets merveilleux, et cependant Peter Neef, Van de Velde et Backuysen, dont les toiles ne trompent qui que ce soit une minute, sont restés les rois de l'intérieur, de la vue architecturale et de la marine.

La peinture n'est donc pas, comme on pourrait le croire d'abord, un art d'imitation, bien que son domaine semble circonscrit à la représentation des choses extérieures : le peintre porte son tableau en lui-même, et, entre la nature et lui, la toile sert d'intermédiaire. Quand il veut faire un paysage, ce n'est pas l'envie de copier tel arbre, tel rocher ou tel horizon qui le pousse, mais bien un certain rêve de fraîcheur agreste, de repos champêtre, de mélancolie amoureuse, d'harmonie sereine, de beauté idéale, qu'il cherche à traduire dans la langue qui lui est propre. Même, s'il s'astreint à représenter une vue exacte, sa pensée personnelle ne cessera pas d'être sensible pour cela : si elle est triste, il assombrira la nature la plus riante; si elle est gaie, il saura trouver des fleurs dans l'aridité la plus sablonneuse; c'est son ame qu'il peindra à travers une vue de forêt, de lac ou de montagne. C'est ce sentiment de beau préconçu qui inspire au sculpteur une statue, au poète une églogue, au musicien une symphonie; chacun tente de manifester avec son moyen cette rêverie, cette aspiration, ce trouble et cette inquiétude sublimes que causent au véritable artiste la prescience et le désir du beau.

Mais nous voici bien loin du lavis à l'encre de Chine; il faudrait cependant en parler un peu. L'encre de Chine authentique se distingue à sa cassure, qui est nette et brillante, à la finesse de son grain, à sa dureté extrême et à son inconcevable divisibilité; — nul *atrament* ne peut offrir une gamme de nuances plus étendues. La sépia, le bistre,

qui séduisent d'abord par leurs teintes chaudes et rousses, sont grossiers à côté des gris fins et des noirs intenses de l'encre chinoise; résistez à l'attrait vulgaire de la sépia et du bistre, et vous en serez récompensés. Vos lavis, plus froids de ton, auront plus de délicatesse et de légèreté; surtout évitez le maigre, le léché, la minutie patiente, les petits pinceaux à poils tenus, ou vous ferez des dessins de demoiselle, sans largeur et sans force; prenez-moi un pinceau dont la pointe soit fine, mais dont le corps fasse un peu ventre, qui puisse retenir dans ses flancs la goutte d'eau chargée de matière colorante et fournir une teinte franche et sans reprise; quant au papier, la question est grave : il faut mettre de côté tout esprit de nationalité, et acheter du papier anglais, qu'on soit Suisse, Allemand, Espagnol ou Français. — Que ce papier soit du Wattman! Laissez le papier torchon aux escamoteurs qui cherchent leurs effets dans des pâtés de noir, des blancs égratignés, des touches traînées et grenues.

Ici M. Töpffer fait une jolie digression sentimentale sur les degrés d'attachement que peuvent inspirer à l'homme qui s'en sert les objets animés. Le bâton d'encre de Chine, tout couvert de dorures, de dragons bleus et de caractères énigmatiques pour nous, par sa durée, par l'égalité de son service, par sa complaisance à se laisser tourner dans le godet, par la faible odeur ambrée qu'il répand lorsqu'il est échauffé sous les doigts, par mille qualités secrètes et sûres, inspire une amitié mêlée d'estime; c'est un compagnon fidèle que l'on retrouve toujours tel qu'on l'a laissé : sérieux, tranquille, sans rancune, tenant à votre disposition, comme si vous l'aviez quitté de la veille, toutes ses nuances, depuis le gris de perle le plus imperceptible jusqu'au noir le plus vigoureux. Ce bâton d'encre de Chine sera d'ailleurs votre bâton de vieillesse; à peine si tous vos essais, tous vos barbouillages, toutes vos cavernes de Fingal et tous vos clairs de lune l'ont diminué d'une ou deux lignes; il durera autant et plus que vous.

Le pinceau n'est pas d'un commerce aussi sûr : il est plein de hasards et de caprices; aujourd'hui bon, demain mauvais, il laisse tomber la goutte d'eau qu'on lui confie au plus bel endroit du dessin; il crache, il éclate, il bavoche, il perd un de ses poils au milieu d'une touche de sentiment, d'autres fois il écarte traîtreusement ses pointes, comme les pivots d'une dent arrachée, sans qu'on puisse les rejoindre en les pressant des lèvres ou en l'appuyant sur le bord du verre, et puis l'on a plusieurs pinceaux; le pinceau est un favori, et non un ami; on le prend et on le rejette.

Quant au papier, il ne sert qu'une fois, c'est tout dire : avec lui point d'intimité, point d'habitude, il est passif et ne s'associe en rien à votre travail; il ne palpite pas sous une main habile, il ne se révolte pas sous une main ignorante, il souffre tout, suivant une expression vulgaire. Cette

lâche complaisance le caractérise suffisamment. Le papier ne parle donc en rien au cœur. On ne peut l'aimer. Pour notre compte, nous allons plus loin que M. Töpffer, nous sentons pour lui l'aversion la plus prononcée. Quoi de plus funèbre qu'une grande page blanche, morne, glacée, posée sinistrement sur un pupitre, et qu'il faut remplir d'un bout à l'autre de caractères menus! A cet aspect, le frisson saisit les plus intrépides, et l'on se sent triste jusqu'à la mort. Le papier à dessin ne renferme pas, il est vrai, dans ses steppes neigeuses autant de mélancolie que le papier à écrire.

Arrivé là, M. Töpffer prend pour thème de ses démonstrations un âne dans un pré; nous partageons le goût du peintre genevois pour l'âne. Le sien est un âne suisse aimablement rustique, « rousset » de pelage, stoïcien de caractère, quoique épicurien dans la pratique, lorsque l'occasion d'une feuille de chou ou d'un chardon se présente; serviable, mais non servile, et prouvant au besoin son indépendance dans le passage des ruisseaux. Nous qui avons vécu familièrement avec l'âne espagnol, tout fier d'avoir porté Sancho Panza, tout historié de pompons, de plumets et de grelots, honoré presque autant que le cheval, admis à la même mangeoire, ami de la famille, et recevant sur son poil brillant et soyeux les tapes amicales des jolies señoras, nous qui l'avons vu cheminer triomphant et superbe sur les étroites corniches des sierras, parmi les mules aux couvertures bigarrées et les chevaux andaloux, ses pairs et compagnons, nous trouverons peut-être l'âne de M. Töpffer un peu pelé, un peu pauvre, un peu mesquin; mais, tel qu'il est, il a encore son charme. Ses oreilles énervées penchent avec une certaine mélancolie, son œil est rêveur, et ce poil blanc sous le ventre produit un excellent effet.

M. Töpffer se place devant cet honnête quadrupède, et il en obtient une première image à l'aide d'un simple linéament. A peine avons-nous commencé, que nous voilà en pleine fausseté. Le début de l'art est un mensonge, car dans la nature il n'y a pas de lignes. Les contours s'enveloppent les uns dans les autres, le trait n'existe pas, et cependant comment limiter la place qu'un objet occupe, au milieu de l'espace, sans cet utile auxiliaire? Avec une simple ligne tirée de l'échine à la tête, nous découpons la silhouette de notre âne dans tous ses détails : voilà les oreilles et la queue; bien que les yeux et les naseaux ne soient pas désignés, personne, pas même un enfant de trois ans, ne méconnaîtra un baudet dans ce tracé élémentaire; quelques traits intérieurs indiqueront ces détails ainsi que les saillies des côtes et des muscles donnant un profil quelconque. Ceci est le premier pas de l'art; ensuite, en teintant d'encre plus ou moins chargée les portions que n'éclaire pas le soleil, on obtient le modelé, le relief, la forme, il ne reste plus que la couleur à mettre, et la ressemblance sera complète : vous aurez un âne qui,

outre les caractères généraux de sa race, présentera les signes de son individualité propre et même de son individualité du jour et du moment; il sera songeur, joyeux ou renfrogné. Maintenant prenez vingt-cinq peintres habiles et donnez-leur ce baudet pour modèle, vous obtiendrez vingt-cinq baudets complétement différens les uns des autres. Ceux-ci l'auront fait gris, ceux-là roussâtre; le premier lui aura donné un air austère, le second une physionomie ingénue. Chacun aura fait ressortir le caractère le plus en harmonie avec son talent. Mais faites copier vingt-cinq ânes par un seul peintre, et tous ces ânes se ressembleront, ce qui prouve que les peintres dessinent d'après un modèle intérieur auquel ils plient les formes du modèle extérieur.

Les animaux sont-ils capables de comprendre la peinture? Un chat qui se voit dans un miroir joue avec son reflet, qu'il prend pour un autre chat; mais le mouvement complète l'illusion. Se reconnaîtrait-il dans une peinture très bien faite, convenablement exposée et éclairée? Cela est plus douteux, en dépit des rares exemples qu'on pourrait alléguer; à coup sûr il ne se reconnaîtra pas dans un simple trait, et l'on aura beau présenter au plus intelligent des chats, même au chat Murr, une feuille de papier où son image sera tracée : il affectera de la méconnaître, tandis que le paysan le plus obtus, l'enfant le moins attentif, le sauvage le plus abruti n'hésitera pas une minute. Mylord, le célèbre bouledogue de Godefroy Jadin, aboyait, il est vrai, avec fureur devant son image peinte par son maître, et tâchait de mordre la toile; mais Mylord était un chien de lettres élevé parmi des artistes et des poètes, et devenu par cette fréquentation un être presque humain.

Et cependant le trait, quoique ce soit une chose abstraite et de pure convention, ou peut-être à cause de cela, suffit aux conceptions les plus élevées, aux plus nobles besoins de l'art. Donnez à Michel-Ange un bout de fusin et un coin de muraille, et en quelques traits il va faire naître en vous l'idée du beau, du grandiose, du sublime, d'une façon si vive, que rien ne pourra dépasser l'impression de ce charbonnage. Ce grand artiste lui-même n'obtiendra pas de plus grands effets dans un tableau achevé. Entre sa pensée et le public, il n'y a eu que le signe graphique le plus indispensable, et cette simple ligne vous a introduit dans le monde gigantesque, au milieu des créations surhumaines qui peuplent l'ame du peintre.

De ces observations, M. Töpffer tire une conclusion qui nous semble manquer de justesse, savoir : que la ligne est au-dessus de tout, que plus l'art s'élève, moins il a besoin de l'effet et de la couleur. Sans doute on peut, par le dessin seul, réaliser les conceptions les plus nobles et les plus poétiques, et, avec les simples ressources de la grisaille et de la gravure, produire l'impression du beau. Suivant M. Töpffer, à mesure que l'art s'éloigne de son but sévère, il est forcé d'employer des

procédés plus matériels et plus complexes. Si une vierge de Raphaël, une sibylle de Michel-Ange, peuvent, par la noblesse de leurs lignes, se passer du prestige de la couleur, des scènes familières, des personnages d'une moins haute nature ont besoin d'y recourir. Le paysage ne saurait s'en passer, car il n'existe que par les variétés de nuances, les oppositions de lumière et d'ombre, toutes choses qui nécessitent l'intervention de la palette. Le dessin d'un paysage n'a pas la même rigueur que celui d'une figure : un tronc peut pencher à droite ou à gauche, un rocher avoir telle ou telle cassure, un bouquet de feuilles s'insérer plus haut ou plus bas; la ligne est donc ici moins importante. Nous ne partageons pas tout-à-fait la doctrine de M. Töpffer, à laquelle lui-même met çà et là de judicieuses restrictions; l'anatomie du paysage a des lois moins visibles que l'anatomie du corps humain, mais tout aussi rigoureuses. Ce n'est pas le hasard qui incline ou redresse le tronc des arbres, et il n'est pas indifférent de diriger une branche d'un côté ou d'un autre; chaque plante a ses attitudes particulières dont il faut saisir le secret, et, pour ce qui est de croire que la beauté d'un paysage ne puisse être exprimée par un simple linéament, tout comme celle d'une déesse ou d'une madone, si M. Töpffer avait pu voir les dessins à la plume ou au crayon de MM. Aligny, Bertin, Corot, Bellel, il aurait compris que l'idéal d'un arbre pouvait être rendu par les moyens les plus sobres et les plus élémentaires.

Assurément la couleur a besoin du dessin, et l'on ne conçoit pas qu'elle existe sans lui. Les nuances pour s'étaler nécessitent une délimitation quelconque; même en atteignant les corps par les *milieux* et en évitant toute espèce de trait, on arrive malgré tout à un dessin caché qui n'est pas moins réel, mais de cette conséquence il ne résulte à nos yeux aucune infériorité pour la couleur. Le dessin, c'est la mélodie; la couleur, c'est l'harmonie : qu'on nous permette cette comparaison empruntée à un autre art. La mélodie peut bien subsister indépendamment de l'harmonie, cela est vrai, mais de quelles prodigieuses richesses de nuances, de quelle puissance d'effet ne serait-on pas privé en supprimant cette dernière! L'idée du beau se rend aussi bien par un choix de teintes que par un choix de lignes. Quand Paul Véronèse fait monter dans un ciel bleu de turquoise la blanche colonnade d'un portique, quand Rubens frappe d'une plaque rose une joue d'un gris argenté, le Vénitien et le Flamand ont exprimé tout aussi nettement leur idée d'élégance, de beauté et de splendeur, que Raphaël en caressant le contour de la Fornarina.

Pour appuyer son opinion, M. Töpffer, remontant à la peinture antique, prétend qu'elle devait briller plutôt par la perfection du dessin que par la science du coloris. Il ne nous reste rien d'Apelles, de Parrhasius, de Timante, de Polygnote, de Zeuxis. Le temps impitoyable

a fait tomber, comme la poussière de l'aile d'un papillon, ces œuvres sublimes dont la renommée seule est arrivée jusqu'à nous; les tablettes de bois de laryx, les parois de marbre qu'elles recouvraient, ont disparu. A peine trouve-t-on dans Pline et les auteurs anciens quelques indications sur les procédés dont se servaient ces artistes célèbres. Sans les découvertes d'Herculanum et de Pompéia, l'on en serait réduit à de simples conjectures; malheureusement les fresques déblayées dans ces deux cités momies sont des œuvres de pure décoration exécutées par des artistes inférieurs : cependant l'on peut, d'après elles, se faire une idée assez juste de ce qu'était la peinture des Grecs et des Romains. Les statues que nous a laissées l'antiquité ne permettent pas de douter un instant de la hauteur où l'art s'était élevé sous le règne du polythéisme et d'une religion anthropomorphique; la peinture est trop intimement unie à sa blanche sœur la statuaire, pour ne pas marcher à côté d'elle d'un pas égal : une époque qui produit de grands sculpteurs fournit aussi de bons peintres. — Les anciens ne connaissaient pas la peinture à l'huile, ils peignaient à fresque, en détrempe, à l'encaustique; à l'aide de ces moyens, l'on arrive à des résultats satisfaisans. Nous ne pensons pas, comme M. Töpffer, que les tableaux d'Apelles brillassent uniquement par la composition, le style et la pureté du dessin : ils devaient avoir une couleur blonde, lumineuse, tranquille, d'une localité simple et forte, d'une harmonie solide et mate comme les toiles claires de Titien. La Campaspe d'Apelles ressemblait sans doute à la maîtresse du Vecelli pour le ton et l'effet. Le coloris ne consiste pas, comme on le croit trop souvent, dans l'emploi du vert, du bleu, du rouge, en nuances vives, mais bien dans la gamme suivie d'un bout à l'autre, dans l'harmonie de l'ensemble. Les Grecs étaient coloristes en ce sens, et l'on voit, par le vernis qu'Apelles appliquait à ses peintures pour donner de la transparence aux parties embues et de l'austérité aux nuances trop fleuries, l'importance qu'ils attachaient à cette partie de l'art. Comment croire d'ailleurs que les Grecs n'avaient pas le sentiment de la couleur, eux dont l'architecture était polychrome, eux qui peignaient et doraient leurs statues?

Rendons au coloris la place qui lui est due. Le dessin, le relief, la couleur, forment la trinité pittoresque. La couleur a une telle importance et se lie si fortement aux autres parties de l'art, qu'elle se fait sentir jusque dans les gravures, jusque dans les lavis. N'entendez-vous pas tous les jours un sculpteur dire devant une statue blanche partout : Comme les cheveux sont colorés! ou d'autres expressions équivalentes?

Que ce mot de statue nous serve de transition pour débattre avec M. Töpffer la question de la statuaire. Le sculpteur emprunte au monde réel une masse d'argile et un bloc de marbre pour manifester sa manière de comprendre le beau. Praxitèle a un rêve de beauté, d'amour

et d'harmonie, et il fait sa Vénus. Avec le marbre, cette matière froide, noble et neigeuse, il faudra qu'il rende la souplesse et la tiédeur de la vie, il faudra qu'il force la pierre rebelle à céder aux caprices de sa pensée. La femme, la déesse se dégage lentement du bloc. Tout le monde l'admire, bien qu'elle ait des yeux blancs, des cheveux incolores et s'éloigne de la réalité de toute la distance de l'idéal au vrai. Qui trouve invraisemblable sa pâleur étincelante et pure? Qui pense à lui demander, du moins maintenant, car les anciens teignaient leurs statues, le fard des joues et des lèvres, les prunelles marquées, les cheveux et les sourcils noirs, qui rendent les figures de cire pareilles à des fantômes dérisoires? L'art n'a donc pas besoin de vérité absolue, mais seulement de vérité relative, puisqu'un morceau de marbre taillé qui ne reproduit pas l'aspect complet du modèle excite, quand l'ame d'un grand artiste l'a réchauffé de sa flamme, l'amour, l'enthousiasme et l'admiration. Cette Vénus, polie par les baisers des siècles, et qui nous paraît d'une beauté si parfaite, sans doute Praxitèle en était mécontent; plus d'une fois, quand il y travaillait, le ciseau a dû tomber de ses mains découragées. A quel type préconçu comparait-il cette forme exquise et supérieure en perfection aux plus belles femmes, pour ne pas en être entièrement satisfait? Quels bras, quelle poitrine, quelles épaules avait-il vus dans les réalités de la chair qui pussent lutter contre les sublimes mensonges de son marbre? Raphaël aussi, peignant la Galatée, se plaignait de ne pas rencontrer de modèles qui le satisfissent; il se servait d'une *certaine idée* qu'il avait en lui. « Je manque de belles femmes et de bons juges! » écrivait-il au comte Castiglioni.

Tout au rebours de ces grands hommes, les artistes médiocres sont toujours heureux de leurs œuvres. Si mince que soit le résultat, il est à la hauteur de la conception. L'habileté de main, les hasards du travail, produisent même quelquefois des effets inattendus dont ils sont joyeux et surpris; l'exécution dépasse la pensée.

Ainsi donc, il demeure prouvé que la peinture, que l'on considère comme un art d'imitation et qui est plutôt un art de transformation, agit souvent avec d'autant plus de force qu'elle s'éloigne de la nature. Ce que le peintre doit chercher avant tout, c'est l'interprétation et non le calque des objets; qu'il rende l'apparence et non la réalité.

Un artiste d'un immense talent, de Laberge, mort il y a quelques années, a consumé ses forces dans une lutte folle contre la nature. Il ne voulait rien peindre de convention. S'il faisait un arbre, il le copiait avec une exactitude désespérante; chaque feuille était un portrait; les cassures des petites branches, les rugosités, les nœuds et les mousses du tronc, il reproduisait tout plus fidèlement que le daguerréotype, car il y joignait la couleur. Souvent l'automne venait effeuiller le modèle avant que de Laberge eût fini l'étude commencée au printemps. Pour

un chardon ou une bardane, il faisait quelquefois trente ou quarante cartons. Dans les derniers temps de sa vie, il travaillait à un tableau représentant dans un fond de paysage, d'après la fable de La Fontaine, Perrette et le pot au lait. Pour arriver à rendre le lait répandu aux pieds de la fillette éplorée, que de cruches il versa sur la terre dans la cour de sa petite maison de l'avenue Sainte-Marie! Quand il se portait encore bien, il faisait bâtir devant le pommier, le pan de mur ou la plante qu'il voulait rendre, une hutte de feuillage ou de paille où il travaillait des mois entiers, usant à ce minutieux labeur de pygmée l'audace et le génie d'un titan, car l'idée de de Laberge était tout bonnement de se substituer à la nature; il voulait, avec la largeur d'aspect, avoir l'infini des détails, produire l'effet de loin et de près, réaliser la vérité absolue. La perspective devait se produire par le recul du spectateur et non par des sacrifices de la part de l'artiste. S'il peignait un toit de masure, à six pas le toit seul était perceptible, à un pied chaque tuile avait sa physionomie particulière, sa nuance spéciale, sa félure, son angle écorné, sa lèpre de mousse. Sa vue prodigieuse le servait dans ce travail d'horloger suisse et de Prométhée dérobant le feu du ciel. Lorsque les progrès de la maladie l'empêchèrent de sortir, il fit scier dans les forêts des arbres qu'on apportait à son atelier. Son dernier effort fut une toile grande comme les deux mains et représentant sur le revers d'un fossé un mouton gardé par une vieille femme accroupie. Les plus précieux hollandais sont des Vanloo à côté de cela. Certes, si jamais homme a été bien doué pour la peinture, ce fut de Laberge. — Nous avons vu de lui un ou deux portraits qui ne le cèdent en rien à ceux d'Holbein. — Mais, égaré par un système faux, quoique ayant toutes les apparences de la vérité, il ferma son microcosme et peignit d'après le modèle extérieur et non d'après le modèle intérieur; il repoussa l'intuition, la déduction, le souvenir, et n'admit que l'imitation immédiate. D'artiste il se fit miroir. Chose étrange! malgré ce scrupule inoui, cette fidélité prodigieuse, ses paysages absolument vrais ne le paraissaient pas plus que ceux de Jules Dupré, de Cabat, de Flers, où l'effet remplace la réalité, car ces artistes à la vérité relative joignent leur intelligence et leur sentiment, et ce qui manque dans l'exactitude du détail est largement compensé par la sincérité de l'ensemble.

L'imitation seule de la nature, comme l'a prouvé l'exemple de ce pauvre de Laberge, perdu dans cette voie qui pourtant semble ne pas offrir de péril, ne doit donc pas être le but de l'artiste. Alors quel sera ce but? Le beau? Mais qu'est-ce que le beau? C'est là une question très complexe, très abstruse, très difficile, et sur laquelle on écrirait des volumes sans en être beaucoup plus avancé. Si cette question n'est pas déja fort claire lorsqu'il s'agit du beau littéraire, elle l'est encore moins lorsqu'il s'agit du beau plastique. Pourtant ce ne sont pas les définitions qui manquent.

Le beau existe-t-il en lui-même ou relativement? Une fleur est-elle belle par sa virtualité propre ou seulement parce qu'elle nous paraît ainsi? La qualité esthétique des choses, au point de vue du beau, est, selon Kant, toute subjective, c'est-à-dire qu'elles ne sont pas réellement belles, mais qu'elles nous apparaissent belles en vertu des lois de notre esprit. Certes, c'est une noble et grande idée que celle qui fait résulter le beau de la conformité des intelligences humaines et lui assure un caractère universel, immuable; mais un principe ainsi posé ne conduit-il pas à nier la réalité, quand on la voit réduite à de simples apparences? Cet idéalisme effréné ne supprime-t-il pas trop décidément le monde matériel? Autre question : Le beau de l'art est-il le beau de la nature? Ce chêne fait-il aussi bien dans la forêt que dans le tableau? Souvent il fait mieux dans le tableau, car dans la forêt on ne le remarque guère; ce n'est pas tout pourtant : voici un chêne superbe, vigoureux, puissamment feuillu, digne de Dodone et des bois druidiques; en voilà un autre au tronc contrefait et crevassé, à la tête découronnée par la foudre, aux branches rompues et semblables à des moignons, un chêne ragot, comme dit M. Töpffer; eh bien! s'il est reproduit par un pinceau habile, il sera préféré au premier par plus d'un amateur. Cependant la beauté d'un chêne est-elle d'être déjeté, fendu, plein de coudes et de rugosités difformes, à moitié chauve ou coiffé d'un feuillage lacéré et roussi? Certes, rien n'est plus éloigné de l'idée d'un bel arbre que de semblables traits : le peintre, par un dessin énergique, un style farouche, une touche âpre, fera exprimer à cette bûche contournée des pensées de vieillesse, de majesté, de solitude et de mélancolie. S'il veut effrayer, il saura donner au tronc un vague profil humain, une attitude de fantôme; avec tous les élémens de la difformité, il arrivera au beau par le pittoresque et le caractère. C'est ainsi que d'affreuses peintures de l'Espagnolet, représentant des martyrs éventrés ou des gueux en haillons, sont aussi belles et plus belles que des toiles du Guide ou de l'Albane, où la mythologie rit en sujets gracieux, et où l'on ne voit que femmes de neige dans des prés d'émeraude, qu'amours roses dans des ciels d'outremer; c'est ainsi que des vers de Virgile, décrivant une épizootie et la mort d'un taureau qui vomit des flots de sang noir mêlés de sanie et d'écume, ont toute la beauté que l'art réclame, et valent la fraîche et verdoyante poésie de Tempé ou de Galatée s'enfuyant vers les saules.

Ceci nous conduit tout droit à la fameuse formule de l'art pour l'art que M. Töpffer n'a nullement entendue et qu'il déclare absurde. « L'art pour l'art, s'écrie-t-il tout-à-fait indigné, c'est comme si l'on disait : La forme pour la forme, le moyen pour le moyen. » Dans cette doctrine bien comprise, tous sujets sont indifférens et ne valent que par l'idéal, le sentiment et le style que chaque artiste y apporte. Lorsque plus loin M. Töpffer loue Shakespeare et Molière d'être à la fois objectifs et subjec-

tifs et de marcher librement à la recherche esthétique du beau, tout en blâmant Voltaire de faire servir sa poésie à ses projets et à ses plans particuliers, il ne s'aperçoit pas qu'il fait l'éloge de la doctrine qu'il déclare insensée. L'art pour l'art signifie, pour les adeptes, un travail dégagé de toute préoccupation autre que celle du beau en lui-même. Quand Shakespeare écrit *Othello*, il n'a d'autre but que de montrer l'homme en proie à la jalousie; quand Voltaire fait *Mahomet*, outre l'intention de dessiner la figure du prophète, il a celle de démontrer en général les inconvéniens du fanatisme et en particulier les vices des prêtres catholiques ou chrétiens de son temps : sa tragédie souffre de l'introduction de cet élément hétérogène, et, pour atteindre l'effet philosophique, il manque l'effet esthétique du beau absolu. Quoique *Othello* ne sape pas le moindre petit préjugé, il s'élève de cent coudées au-dessus du *Mahomet*, malgré les tirades encyclopédiques de celui-ci.

Le programme de l'école moderne, que M. Töpffer attaque en plusieurs rencontres au point de vue étroit de Genève, est de rechercher la beauté pour elle-même avec une impartialité complète, un désintéressement parfait, sans demander le succès à des allusions ou à des tendances étrangères au sujet traité, et nous croyons que c'est là assurément la manière la plus élevée et la plus philosophique d'envisager l'art.

La grande erreur des adversaires de la doctrine de l'art pour l'art et de M. Töpffer en particulier, c'est de croire que la forme peut être indépendante de l'idée; la forme ne peut se produire sans idée, et l'idée sans forme. L'ame a besoin du corps, le corps a besoin de l'ame; un squelette est aussi laid qu'un monceau de chair qu'une armature ne soutient pas. La comparaison de M. Töpffer d'un beau vase bien ciselé, qui ne contient qu'une liqueur médiocre, n'est pas heureuse. Une buire d'argent de Benvenuto Cellini, où des anges sortent du calice des lotus et s'embrassent à l'ombre de leurs ailes dans les enroulemens des anses, ne contînt-elle que du vin de Surène ou d'Argenteuil, vaut mieux qu'une bouteille de verre à long goulot et à long bouchon remplie de vin de Bordeaux, grand Lafitte et retour de l'Inde. L'on sera de cet avis, à moins d'être un sommelier ou un gourmet dégustateur. Les formes de l'art ne sont pas des papillotes destinées à envelopper des dragées plus ou moins amères de morale et de philosophie, et leur chercher une utilité autre que la beauté, c'est montrer un esprit fermé à tous les souffles supérieurs et incapable de vues générales. M. Töpffer lui-même désavoue de semblables tendances, qui amèneraient à mettre au-dessus de tout les quatrains de Pibrac et les sentences du conseiller Matthieu.

Est-ce à dire pour cela que l'art doive se renfermer dans un indifférentisme de parti pris, dans un détachement glacial de toute chose vivace et contemporaine pour n'admirer, Narcisse idéal, que sa propre

réflexion dans l'eau et devenir amoureux de lui-même? Non, un artiste avant tout est un homme; il peut refléter dans son œuvre, soit qu'il les partage, soit qu'il les repousse, les amours, les haines, les passions, les croyances et les préjugés de son temps, à la condition que l'art sacré sera toujours pour lui le but et non le moyen. Ce qui a été exécuté dans une autre intention que de satisfaire aux éternelles lois du beau ne saurait avoir de valeur dans l'avenir. La besogne faite, l'on jette l'outil de côté. Piocher n'est pas sculpter, et s'il peut être utile à un certain moment de renverser un mur, de creuser une mine, le mur tombé, la mine ayant fait explosion, l'habileté et le courage de l'ouvrier loués comme il convient, il ne reste rien de tout ce labeur. Que les artistes se gardent donc bien de s'atteler au service d'une école de philosophie ou d'une coterie politique, qu'ils laissent les fourgons chargés de théories embourbés dans leurs profondes ornières, et croient avoir fait autant pour le perfectionnement de l'humanité que tous les utilitaires par une strophe harmonieuse, un noble type de tête, un torse aux lignes pures où se révèlent la recherche et le désir du beau éternel et général. Les vers d'Homère, les statues de Phidias, les peintures de Raphaël, ont plus élevé l'ame que tous les traités des moralistes. Ils ont fait concevoir l'idéal à des gens qui d'eux-mêmes ne l'auraient jamais soupçonné et introduit cet élément divin dans des esprits jusque-là matériels.

L'art pour l'art veut dire non pas la forme pour la forme, mais bien la forme pour le beau, abstraction faite de toute idée étrangère, de tout détournement au profit d'une doctrine quelconque, de toute utilité directe. Aucun maître ou disciple de l'école moderne n'a entendu autrement cette formule devenue célèbre par des polémiques sans intelligence et sans bonne foi. Puisque nous en sommes à chercher chicane à M. Töpffer, reprochons-lui des attaques de mauvais goût contre un des plus grands poètes de notre temps, dont les vers sont dans toutes les mémoires et sur toutes les lèvres. Ces tons de pédagogue vont fort mal à l'esprit fin et délicat capable d'écrire les *Nouvelles genevoises;* ces critiques arriérées ont quelque chose de provincial et de suranné qui fait tache dans un livre aussi remarquable.

Revenons maintenant aux définitions du beau. Voici celle que donne M. Töpffer : « Le beau de l'art procède absolument et uniquement de la pensée humaine affranchie de toute autre servitude que celle de se manifester par la représentation des objets naturels. » — Cette proposition est suivie d'une autre ainsi conçue : « Dans l'art en général et dans la peinture en particulier, les signes de représentation qu'on emploie sont conventionnels à un haut degré, puisque, quand ils ne devraient varier qu'avec les objets naturels dont ils sont la représentation, ils varient au contraire perpétuellement avec les époques, avec les nations, avec les écoles, avec les individus. »

Nous ne sommes pas tout-à-fait de l'avis de M. Töpffer relativement aux variations et aux changemens de ce qu'il nomme les signes conventionnels de la peinture, et qui dès-lors cesseraient d'être représentatifs des objets naturels, qui sont toujours les mêmes : ces différences d'époque, de nation, d'école, d'individu, ont leur raison d'être dans la nature. Le peu de rapports qui existe entre un Teniers et un Léonard de Vinci, entre un Phidias et un Puget, entre un Boucher et un Géricault, ne vient pas de la variation capricieuse du signe conventionnel, mais de la dissemblance des types modifiés par le climat, le temps, le costume, les mœurs, et surtout par la manière de voir et le style de l'artiste : plus l'imitation même interprétée sera fidèle, plus la diversité sera grande. La Grecque du temps de Phidias dans sa tunique de marbre aux petits plis froissés, la Joconde, ce mystérieux sourire épanoui dans un nuage de demi-teintes, le paysan à forme de magot qui lutine la servante d'un cabaret, la bergère fardée et mouchetée de la régence qui conduit son agneau poudré à blanc, ne sont nullement des caprices, mais bien des représentations exactes de types contemporains. Nous ne saurions admettre non plus que le beau vienne uniquement de la pensée de l'artiste; l'idéal n'est pas toujours préconçu. Souvent la rencontre d'un type noble, gracieux ou rare, éveille son imagination et suscite des œuvres qui, sans cet événement fortuit, ne seraient pas nées. Un grand nombre de peintres et de sculpteurs reçoivent de l'extérieur l'impression du beau, et procèdent du matériel à l'idéal : ce ne sont donc pas des formes qu'ils empruntent à la nature pour en revêtir la conception *à priori* qu'ils ont eue du beau; l'opération, avec eux, est toute contraire : ils prennent *à posteriori* dans leur esprit un souffle pour faire vivre les types observés et choisis. Au lieu de donner une forme à l'idéal, ils donnent un idéal à la forme; ce n'est plus l'ame qui prend un corps, c'est le corps qui prend une ame : ce dernier procédé paraît même le plus simple. Le Titan qui souffrit sur les croix du Caucase les douleurs du Calvaire, quand il eut modelé sa statue d'argile, ravit la flamme du ciel, et appliqua une torche au flanc muet du fantôme pétri par ses mains.

La fantaisie du cerveau humain, que l'on croirait immense, est cependant très bornée, car il est impossible d'imaginer une forme en dehors des choses créées. Les chimères les plus monstrueuses sont réelles, leur étrangeté apparente ne provient que de la réunion de parties vraies séparément. Le lion, la chèvre et le serpent ont chacun un membre à réclamer dans la bête hideuse tuée par Bellérophon. Les mégalonix, les icthyosaures, les ptérodactyles, les mammouths, les palœontheriums, dans la création anté-diluvienne, et, dans une époque plus récente, la zoologie bizarre de la Nouvelle-Hollande, sans compter le monde fourmillant révélé par le microscope à gaz, ont justifié d'a-

vance tous les caprices du crayon et du ciseau. Les griffons, les hydres, les dragons, les harpies, les méduses, les sirènes, les tritons, sont revendiqués par l'histoire naturelle. Dans le champ de l'ornementation, qui semble sans limites, la végétation, avec ses feuillages, ses calices, ses branches, ses brindilles, fournit les motifs de tous les rinceaux, de tous les enroulemens, de tous les ramages. Une fleur de l'Amérique ou de l'Inde se charge bientôt de démontrer au dessinateur, qui croyait avoir inventé une fleur fabuleuse, qu'il n'est qu'un plagiaire ou qu'un copiste. Les Sarrasins eux-mêmes, qui ont cherché le principe de leurs arabesques dans l'enlacement et la complication des lignes, ne sont pas sortis des décompositions du cercle, du triangle, du carré, et des autres figures mathématiques. Ces lacs prodigieux qui serpentent sur les murs de l'Alhambra, ces stalactites qui pendent des voûtes de la salle des Abencerrages et des Deux-Sœurs, n'ont pas une forme dont ne puisse rendre compte la trigonométrie ou la cristallographie. Dans la fabrique des vases, dont les lignes sembleraient toutes d'invention, les types sont fournis par la courge, l'œuf vidé, le calice des fleurs, et aussi par les nécessités du contenu. — Jamais artiste, si grand qu'il fût, n'a imaginé une forme, et, quand on veut rendre des sujets abstraits comme Dieu, les esprits célestes, on est obligé d'en revenir aux types humains, l'invention d'une figure autre que celle-là étant impossible.

Cette impuissance de rien créer en dehors de ce qui est nécessite, pour la manifestation du beau, l'emploi des formes naturelles. Bien que l'idéal ou le sentiment de la perfection soit inné chez lui, il faut que l'artiste cherche son alphabet dans le monde visible, qui lui fournit ses signes conventionnels, suivant l'expression de M. Töpffer; mais, si l'idée du beau préexiste en nous, préexiste-t-elle chez un aveugle-né, par exemple? Quelle image peut se faire du beau de l'art un pensionnaire des Quinze-Vingts? Par le tact, il peut arriver à une certaine conscience des contours et des saillies; mais cette notion confuse et partielle est insuffisante pour apprécier même la sculpture, le plus matériel des arts dans son expression. Juger le mérite et la beauté d'une statue à l'aide d'un toucher nécessairement successif serait peut-être possible à un artiste qui aurait perdu les yeux, son éducation faite; un aveugle de naissance n'y parviendra jamais. Il faut donc admettre que l'idée du beau n'est pas aussi absolument subjective que l'affirme Kant, et qu'elle n'est pas toujours une opinion, mais très souvent une impression. En fermant une des fenêtres qui mettent l'ame en communication avec le monde extérieur, vous rendez obscures celles de ses facultés qui y répondent, et vous annihilez les notions qu'on aurait pu croire innées. Sans doute, on objectera qu'elles subsistent à l'état latent et qu'elles ne semblent anéanties que faute de moyens de se formuler; mais ceci touche à des questions d'une telle difficulté, à savoir la muti-

lation qu'opère sur l'ame l'absence d'un sens, que ce n'est pas le lieu de les discuter ici. Revenons à nos définitions du beau.

Suivant Mendelsohn, « son essence est l'unité dans la variété. » Cette formule est incomplète; le beau existe au-dessus et en dehors des conditions d'unité et de variété. Une œuvre réunit souvent ces deux qualités sans être belle : l'*Apollon du Belvédère* n'est pas varié, *la Transfiguration* de Raphaël n'est pas une, et ce sont deux morceaux admirables. Des poèmes et des tableaux très médiocres satisfont quelquefois aux conditions exigées par Mendelsohn sans en valoir mieux pour cela.

Winkelmann prétend que « le beau est une chose dont il est plus facile de dire ce qu'elle n'est pas que de dire ce qu'elle est. » C'est là un aphorisme prudent et d'une vérité incontestable, trop incontestable peut-être, et qui n'avance guère la question. Il en donne ailleurs une autre définition, qui ne nous paraît pas plus satisfaisante : « L'unité et la simplicité, dit-il, sont les véritables sources de la beauté. » Nous accordons que l'unité est, en effet, une des qualités essentielles du beau; mais que faut-il entendre par simplicité? Le contraire du riche, du varié, de l'orné, du complexe, et, par extension, du recherché, de l'affecté? Cependant le riche, l'orné, le complexe, sont des élémens du beau, et, si la formule s'applique assez exactement à l'art antique, dont Winkelmann se préoccupait trop, elle est fautive relativement à la peinture, à la poésie et surtout à la musique modernes, dont beaucoup de chefs-d'œuvre sont compliqués et splendides. A ce point de vue, que deviendraient Rubens, Michel-Ange, Shakespeare et Beethoven, qui assurément ne sont pas simples? Si, par simplicité, il faut entendre le don d'être naturel, beaucoup de gens ont cette qualité dans une organisation médiocre, et alors ils sont naturellement plats, voilà tout.

Mengs, l'ami de Winkelmann, définit le beau « une perfection visible, image imparfaite de la perfection suprême. » Tieck et Wackenroeder énoncent cette idée-ci, que « le beau est un seul et unique rayon de la clarté céleste, mais qu'en passant à travers le prisme de l'imagination chez les peuples des différentes zones, il se décompose en mille couleurs, en mille nuances. » Tout cela veut dire, en termes plus ou moins clairs, d'après la formule émise par Winkelmann et bien d'autres avant lui, que la beauté suprême réside en Dieu, ou, pour nous exprimer avec plus de rigueur philosophique, que le beau, dans son essence absolue, c'est Dieu.

D'après Burke, le beau serait la qualité ou les qualités des corps par lesquelles ils produisent l'amour ou une passion semblable. Selon le Hollandais Hemsterhuis, l'ame juge le beau ce dont elle peut se faire une idée dans le plus court espace de temps. La première de ces définitions rétrécit l'idée du beau à celle des corps et même uniquement

aux corps qui inspirent de l'amour; malgré tout le mérite de Burke, elle n'est réellement pas discutable. Quant à celle d'Hemsterhuis, elle est du grotesque le plus réjouissant. A ce compte, un pavé ou une ligne de gazette vaudraient mieux que le Parthénon ou l'Iliade, car l'ame doit s'en faire une idée dans un espace de temps beaucoup plus court.

Dans son essai, le P. André dit : « Le beau, quel qu'il soit, a toujours pour fondement l'ordre et pour essence l'unité. » Cette définition est incomplète, quoique judicieuse et plausible en apparence, car le beau éclate souvent où l'ordre est violé et manque dans des œuvres parfaitement régulières. S'il faut en croire Diderot, la notion du rapport constitue la beauté. Nous n'en croirons pas Diderot, car la notion du rapport existe entre une foule de choses indifférentes, désagréables ou même décidément affreuses. Marmontel proclame que les trois qualités distinctives du beau sont la force, la richesse et l'intelligence. A quoi M. Töpffer répond, avec beaucoup de raison, que, dans la nature comme dans l'art, le beau se rencontre fréquemment sans la force, et la richesse sans le beau, tandis que l'intelligence a tout autant son rôle dans l'utile, dans le juste, dans le bon, dans le mauvais même, que dans le beau.

Platon, dans son dialogue du *grand Hippias*, établit « que le beau ne doit être cherché dans rien de particulier, dans rien de relatif; que tel ou tel objet peut être beau, mais qu'il ne l'est pas par lui-même, et qu'il existe au-delà des choses individuelles un beau absolu qui fait leur beauté. » « Qu'on y pense, dit M. Cousin en commentant ce dialogue, c'est l'idée seule du beau qui fait que toute chose est belle. Ce n'est pas tel ou tel arrangement des parties, tel ou tel accord de formes, qui rend beau ce qui l'est; car, indépendamment de tout arrangement, de toute composition, chaque partie, chaque forme pouvait déjà être belle encore, la disposition générale étant changée. La beauté se déclare par l'impossibilité immédiate où nous sommes de ne pas la trouver telle, c'est-à-dire de ne pas être frappés de l'idée du beau qui s'y rencontre. On ne peut donner une autre explication de l'idée du beau. »

Arrêtons là cette liste de définitions déjà trop longue, et résumons-nous. Le beau dans son essence absolue, c'est Dieu. Il est aussi impossible de le chercher hors de la sphère divine, qu'il est impossible de trouver hors de cette sphère le vrai et le bon absolus. Le beau n'appartient donc pas à l'ordre sensible, mais à l'ordre spirituel. Il est invariable, car il est absolu, et cela seul peut varier qui est relatif. Descendu de ces hautes régions dans le monde sensible, le beau, non pas en lui-même, mais dans ses manifestations, est soumis aux influences extérieures. Les mœurs, les habitudes, les modes, la corruption, la barbarie, peuvent en troubler la notion. Le temple croule quelquefois; mais, en déblayant les ruines, on trouvera toujours sous les décombres le dieu de marbre immobile et serein.

Tout cela ne veut pas dire qu'il faille négliger les moyens, les procédés, l'habileté matérielle, l'exactitude physique; les manifestations du beau caché doivent se soumettre à la règle des formes sensibles: seulement que l'artiste à travers les peintures de la vie ou du monde matériel poursuive son rêve idéal, pense au ciel en peignant la terre, et à Dieu en peignant l'homme; sans quoi ses ouvrages, quelque curieuse qu'en soit l'exécution, n'auront pas ce caractère général, éternel, immuable, qui donne la consécration aux chefs-d'œuvre: il leur manquera la vie.

Le défaut du livre de M. Töpffer, c'est d'être à la fois trop grave et trop frivole : trop grave, si c'est une fantaisie à la manière du *Voyage sentimental* ou du *Voyage autour de ma chambre;* trop frivole, si c'est un traité sérieux où la question du beau soit considérée d'une façon purement esthétique. Dans le premier volume, la part du caprice, de l'humour et des digressions à la manière de Sterne, est beaucoup plus large que dans le second volume, où la philosophie domine presque exclusivement. De l'encre de Chine, il n'en est plus fait mention. On renvoie le baudet à l'écurie après les utiles services qu'il a rendus. Nous avouons que son absence se fait désagréablement sentir. Cet âne, avec sa mine honnête et pacifique, son œil rêveur, ses oreilles inquiètes et son pelage « rousset, » intervenait à propos entre deux chapitres par trop ardus. L'auteur sent lui-même ce vide, et, pour le remplir, il va, dans un des plus jolis paragraphes de son livre, causer sur le haut d'une colline avec deux hommes qui équarrissent une poutre et dont on voit du pied du coteau se dessiner la silhouette sur le ciel. Leurs coups frappés en cadence font tomber les copeaux sur un rhythme que l'oreille écoute non sans charme. Une femme leur apporte leur modeste repas, et l'auteur, assis sur une des poutres, tout en devisant avec eux, regarde les bruines que le vent fait courir sur les bois, le pâle rayon qui éclaire les cimes dorées, et au fond, dans la plaine sombre, les roseaux jaunissans et les flaques d'eau miroitantes du marécage. Ce petit tableau est tracé de main de maître, et, pour notre part, nous le préférons à bien des chapitres d'esthétique. En quelques touches, le peintre fait deviner les lointains, indique les espaces intermédiaires, et accuse les premiers plans avec force et relief. Un rayon de soleil glisse à travers les nuages, dont les flancs déchirés laissent tomber des hachures de pluie, comme les flèches d'un carquois qui se renverse sur les bois qui moutonnent à l'horizon. Quels jolis tons saumon-clair ont les poutres travaillées fraîchement, et comme cette nuance chaude et vivace, qui ressemble à de la chair, fait valoir les gris de perle du ciel et les vapeurs bleutées des fonds! Enfin le soir vient, le brouillard développe ses ouates, et l'on entend sur l'âpre chemin de la colline grincer l'essieu du chariot estompé par la brume.

Ce n'est rien, et c'est charmant. La lumière glisse, le vent soupire, la forêt palpite; l'activité humaine, symbolisée par les bûcherons et le charretier, anime le paysage, qui prend, d'un premier frisson d'automne, une mélancolie émouvante. Nous aimons aussi beaucoup les pages où l'auteur, se surprenant à vieillir, tourne au triste d'abord et ensuite à l'amer. — Né avec ce siècle, l'auteur en a la date pour âge, et ce chiffre qui grossit lui rappelle plus cruellement qu'à un autre le déclin de son existence. Il marche avec un compagnon qui lui survivra, et qui sera jeune encore lorsque lui, son jumeau, s'abritera, vieillard frileux, le long de quelque muraille exposée au soleil, ou s'affaissera, dépouille oubliée, sous d'épais draps de terre brune, au milieu des grandes herbes et des orties de l'abandon. Il commence à s'occuper des cyprès qui dépassent le mur d'enceinte du cimetière; toujours il les retrouve au bout de sa promenade, ces arbres funèbres qui n'attiraient pas son attention autrefois, et que ne remarque pas la jeunesse qu'enivre la fête de la vie et de l'amour.

Nous avons éprouvé, il y a sept ans, un sentiment semblable à Grenade, la ville des califes, la perle des Espagnes, sous l'enchantement du ciel d'Andalousie. Au-dessus de l'Alhambra, la forteresse rouge, s'élèvent dans l'azur implacable deux cyprès dont la vue vous poursuit sans relâche. On les aperçoit du Généralife, de la Silla del Moro, de l'Albaycin, du monte Sagrado, de la sierra d'Elvire, du Soupir du More, de la sierra Nevada. Lorsqu'on redescend du Mulhacen, la première chose qui accroche l'œil, dans la dentelure de la ville couchée sur les croupes de l'Antequerula, ce sont ces deux noirs soupirs de feuillage tristes comme une pensée de mort au milieu de l'allégresse générale, seule teinte sombre dans cet éblouissement d'or, d'argent, d'azur et de rose. Je les voyais, de la terrasse de la maison que j'habitais, si crûment dessinés sur un fond de lumière aveuglante, qu'il me semblait les toucher de la main; ces *memento mori*, ces avertisseurs sépulcraux, étaient devenus mon cauchemar, et cependant quelle terre plus douce et plus parfumée eût-on trouvée pour dormir le grand sommeil à l'ombre des myrtes et des lauriers-roses! — Il est vrai qu'en Espagne on met les morts dans des niches percées au flanc d'une muraille, comme les trous d'un colombier, et que, si j'étais mort là-bas, on m'eût enfourné comme les autres au lieu de confier mes restes à ce sol d'aromates et de poudre d'or. Mais je fais comme M. Töpffer, je tourne au triste; prenons garde à l'amer, et reposons-nous plutôt dans cette jolie description qu'il trace de la maison paternelle, rustique habitation de paysan, agrandie successivement et embellie d'un peu d'art et de comfort. L'hiver est venu, les flocons de neige tombent assez pressés pour dérober à demi sous leur réseau blanc les grands arbres voisins, les petits oiseaux affamés et transis voltigent en piaillant autour de la

haie, un passant paraît au coin du chemin, un chariot rampe le long de la côte. Le vent souffle dans les corridors comme dans des tuyaux d'orgue. Quel plaisir d'être là dans une chambrette bien close, sur un bon fauteuil, près d'un feu bien flambant, laissant errer un regard distrait sur ces correctes gravures de Woolet et ces capricieuses eaux-fortes d'Hermann Van Veld, feuilletant quelques pages d'un livre choisi, écrivant quelques lignes interrompues souvent par la pensée ou le rêve, et puis, quand les reflets rougissans de l'âtre indiquent l'arrivée du soir, de se lever et d'aller prendre place à sa table où fume le patriarcal potage au milieu du cercle joyeux de la famille! Cependant l'hiver est passé, allons faire un tour dans ce verger, un peu âpre, un peu sauvage, attenant à la maison; à cause de l'élévation de la zone, il n'y pousse que des pommiers, des cerisiers; la rose n'y vient qu'à l'état d'églantier; mais, à deux pas, le sapin se groupe en forêts majestueuses, et là-bas, où les prairies s'abaissent, la Mantua roule ses eaux rapides et glacées. Les cimes des Alpes ferment l'horizon de leur couronne d'argent, et scintillent encore long-temps après que l'ombre baigne les lieux inférieurs.

Ces simples esquisses réveillent l'idée du beau mieux que de froids raisonnemens : combien de dissertations esthétiques n'ont servi qu'à ennuyer les gens du monde, ou à faire briller la souplesse de quelques rhéteurs! Dans le rapport didactique, de pareilles subtilités n'ont trop souvent aucune importance. Les grands artistes s'en sont médiocrement occupés, et l'on peut dire qu'ils y étaient tout-à-fait étrangers aux plus glorieuses époques de l'art. Nous croyons même l'étude de ces mystérieuses genèses de la pensée plus nuisible encore qu'utile aux poètes, aux peintres, aux sculpteurs et aux musiciens. L'inspiration a sa pudeur, elle ne descend pas si un œil trop curieux l'épie; abandonnons l'embryologie psychique aux philosophes, ces anatomistes de l'ame; livrons-nous à l'amour, à l'admiration, à l'enthousiasme, au travail et au loisir, à la pensée et au rêve, à toutes les ivresses de l'intelligence, à tous les épanouissemens de la vie; étincelons comme des flots, vibrons comme des lyres; soyons traversés, comme des prismes, par les rayons des soleils et les effluves des univers! Laissons les verbes parler avec nos lèvres; confions nous à l'inconnu qui tenait le *plectrum* d'Homère, le ciseau de Phidias et le pinceau d'Apelles, au visiteur qui vient à l'heure propice et fait soudain resplendir le poème, la statue, le tableau, par un mot, une ligne, une teinte dont nous défions bien les plus subtils analyseurs de se rendre compte, et, s'il nous faut à toute force une définition du beau, acceptons celle de Platon : « Le beau est la splendeur du vrai! »

THÉOPHILE GAUTIER.

SIMPLES ESSAIS
D'HISTOIRE LITTÉRAIRE.

De l'Esprit critique en France.

L'esprit critique est, à proprement parler, l'esprit français; mais cela ne veut pas dire, comme on l'a plus d'une fois prétendu, que nous ayons l'intelligence trop positive pour l'avoir poétique. Il est vrai que nous sommes, en général, plus capables d'observation que d'enthousiasme, que nous avons plus d'aptitude à juger qu'à inventer, à apprécier les contours du marbre qu'à le pétrir. Tout le monde en tombe d'accord; cependant ce n'est pas une raison pour en conclure que l'imagination n'a pas chez nous ses grandes lettres de naturalisation; qu'aimant les brumes du Nord, s'épanouissant au soleil de l'Espagne et de l'Italie, elle languit et s'éteint dans notre climat tempéré. Bien que l'esprit critique soit le fonds particulier de notre génie, l'imagination n'en a pas moins toujours eu en France son droit de cité, et souvent ses prospérités et ses triomphes. Eh! de quel droit, après tout, ose-t-on dire que l'imagination et l'observation s'excluent, et qu'elles ne peuvent vivre côte à côte! Ces deux facultés s'excluent si peu, qu'elles se complètent l'une par l'autre. La poésie et la critique sont les expressions différentes, non contradictoires, des choses de l'intelligence et de l'ame. Si l'une

voit de plus haut, rien ne doit échapper à l'autre, et ce n'est qu'en les associant qu'on obtient la vérité tout entière. L'aigle voit à sa façon, le lynx à la sienne, mais tenons pour certain que l'œil de l'aigle et celui du lynx réunis formeraient cet ὀφθαλμος des Grecs, qui est le symbole de la perfection idéale dans l'art.

En vivant toujours d'accord, la poésie et la critique feraient donc merveille : ce serait un âge d'or. Malheureusement les mésintelligences surviennent souvent entre ces deux puissances. Obligées à la vie commune, elles ne comprennent pas tout le charme qu'elles trouveraient à faire bon ménage; elles se querellent, se déchirent, se calomnient, et la poésie pousse quelquefois les choses si loin, qu'elle ne veut reconnaître aucune utilité à la critique, et qu'elle la chasserait sans façon de la république, si elle avait le pouvoir en main. Cependant la justice n'est pas plus indispensable dans un gouvernement que la critique dans une littérature. N'est-ce pas, en effet, la critique qui est appelée à maintenir l'ordre dans ce pays de l'imagination où les troubles pénètrent si facilement, et où, pour un grand et véritable révolutionnaire qui apparaît de loin en loin, on rencontre à chaque coin de rue des centaines d'émeutiers? N'est-ce pas la critique qui se charge de faire respecter la propriété d'autrui et de restituer à chacun ce qui lui appartient, au milieu des fraudes continuelles et des larcins qui se commettent dans ce pays, soit dans l'ombre, soit en plein jour, car, s'il y a des voleurs honteux, il y a aussi des voleurs impudens? Quand les vastes domaines de l'art, avec leurs forêts touffues et profondes, leurs blondes et abondantes moissons, sont la proie de quelque pillage, — et il y a toujours à craindre quelque jacquerie de ce côté, — n'est-ce pas la critique qui s'oppose à la fureur des pillards, qui les combat pendant l'action et qui les juge après coup? De même, quand ce n'est plus la destruction et l'incendie qui menacent ces beaux domaines, mais la pauvreté et la disette; quand les vieux sillons sont en friche et qu'on ne cherche pas à en creuser de nouveaux, n'est-ce pas encore la critique qui demande une levée de bras, indique les terrains féconds et donne du cœur aux travailleurs? Elle n'est donc pas si inutile, et la poésie a tort, au moins dans ce reproche. A-t-elle raison lorsque, transportant ailleurs la querelle, elle condamne la critique à un labeur secondaire et l'accuse de médiocrité d'esprit?

Sans doute l'éclat *reluysant*, pour parler comme Amyot, appartient au poète. Le critique n'a pas une auréole aussi rayonnante et ne parle pas au milieu de tant d'éclairs. Doit-on en induire que la médiocrité d'esprit est irrévocablement son partage? Ce serait ne pas se rendre compte des qualités nécessaires pour constituer un grand critique, et, au lieu de songer à Aristote, ce serait songer à l'abbé Le Batteux. Pour comprendre les lois de l'art, les restreindre et les agrandir à propos, ne

faut-il pas être doué d'une intelligence passablement philosophique? Pour apprécier à leur valeur les créations des poètes, pour savoir jusqu'à quel point elles sont vraisemblables et réelles, ne faut-il pas être un assez profond moraliste et voir assez clair dans le cœur humain? Pour comparer les littératures entre elles, pour saisir les points de contact et les différences, ne faut-il pas posséder une sagacité peu commune et une érudition assez vaste? N'est-ce rien que tout cela? Et, si l'on ajoute que le critique, avant tout, doit être armé d'un goût sûr et d'une plume excellente, on conviendra que ce n'est pas faire preuve de trop grande médiocrité d'esprit que de réussir dans cette carrière et d'y tenir la campagne avec honneur. Je dis plus, je dis que, pour occuper seulement le second rang en critique, ce n'est pas trop de beaucoup de talent. Quant à être un critique complet, le critique idéal, c'est-à-dire un écrivain qui à la profusion lumineuse de Bayle joindrait le trait ineffaçable de Pascal, c'est plus que du talent, c'est du génie qu'il faudrait, et le génie a toujours été rare; il l'est même aujourd'hui, quoi qu'on en dise. Peut-être même est-il rare des deux côtés.

L'esprit critique, pris dans l'acception générale, s'applique à tout, et, à côté du domaine de la poésie, son domaine est immense : l'art, l'histoire, la philosophie, la politique, sont des provinces qui relèvent de lui, car, en somme, il n'y a que deux familles d'esprits dans le royaume de la pensée, les observateurs et les inspirés, ceux qui étudient et ceux qui chantent; mais je ne parle ici que de l'esprit critique appliqué purement aux lettres, et je crois que c'est de celui-là surtout qu'on peut dire qu'il est le produit le plus naturel et le plus franc de notre terroir. Il est toujours alerte, vigoureux, résolu, s'engageant dans les défilés sans s'y égarer, fouillant sous les décombres sans s'y engloutir, et ne se perdant jamais dans les nuages comme son cousin d'Allemagne. Il sait ce qu'il veut et où il va; en un mot, il est, avant tout, raisonnable. C'est là sa gloire, et elle en vaut bien une autre, car la raison, à part ses qualités solides, ne manque pas de piquant; le bon sens a des flèches acérées quand il veut, et en France son carquois a toujours été inépuisable. Qu'on ne se méprenne pas, quand je parle du bon sens, qui est notre originalité et notre gloire, je ne fais pas allusion à ces évocations récentes du passé, à ces théories qui, sous prétexte de bon sens, poussent à l'apothéose du lieu commun. Entendons-nous, il y a le grand et le petit bon sens, ce qui est plus vrai que la grande et la petite morale. Or, si le petit bon sens peut souvent être rétrograde, le grand appartient toujours à son époque, quand il ne la devance pas.

Dans toute littérature, la critique n'apparaît qu'après la poésie, elle ne l'annonce pas, elle la suit; la poésie n'a pas de précurseur, elle naît d'elle-même. Comment les critiques pourraient-ils venir avant les poètes? On ne peut songer à donner des règles à un art que lorsqu'il

existe déjà. Ainsi, en France, la critique ne se montre qu'au XVIe siècle. A la vérité, elle sort alors de partout; elle est confuse, obscure, mais pleine d'éclairs; c'est un chaos d'où s'échappent des jets abondans de lumière. Elle envahit jusqu'à la poésie. La pléiade n'accomplit-elle pas une œuvre critique autant que poétique? C'est que la muse française avait besoin désormais d'une charte pour vivre, et l'on sait comment se font les chartes. Quand on ne les reçoit pas toutes faites et comme un don gracieux, ou on les arrache par lambeaux, ou on les improvise d'un coup, ou on les emprunte. Ici on improvisait et on empruntait à la fois, deux procédés périlleux. La prose également cherchait ses lois, et Montaigne, sans les lui donner, la mettait à même de les recevoir. Malgré les incorrections qui foisonnent dans son immortel fouillis, l'admirable discoureur des *Essais* a contribué puissamment, à force de grace, de tours imprévus, de familiarité éloquente, à la formation de cette langue qui ne devait être définitivement fixée qu'au siècle suivant, non pas au début encore et d'emblée : il fallut traverser l'hôtel de Rambouillet pour arriver à Port-Royal. Et qu'on n'aille pas croire que je partage le préjugé vulgaire touchant l'hôtel de Rambouillet. Je sais que Mme la marquise de Rambouillet et Mme la duchesse de Montausier assistèrent à la première représentation des *Précieuses ridicules*, et applaudirent de tout cœur, ce qui prouve suffisamment qu'elles étaient de l'avis de Molière sur le compte de Cathos et de Madelon. Mais enfin, *quoi qu'on dire*, l'hôtel de Rambouillet n'était pas l'asile du goût sévère, et il y avait loin du *salon bleu* à Port-Royal, cette école souveraine de critique, d'où sortirent la prose la plus forte et la poésie la plus parfaite, c'est-à-dire la prose de Pascal et la poésie de Racine.

C'est dans la vallée de Chevreuse qu'est la source profonde où le XVIIe siècle puisa sa principale grandeur. C'est à la haute école des *solitaires* que ce siècle doit en partie d'avoir été l'intime et magnifique alliance de l'esprit critique et de l'esprit créateur, car il a été cela; les paradoxes modernes n'ont pas diminué sa gloire, et ils ne prouvent rien contre lui, s'ils prouvent beaucoup contre nous. Du reste, ces paradoxes sont aujourd'hui tombés à plat, et si le XVIIe siècle reçoit encore quelquefois des éclaboussures, c'est de la part de quelque insulteur attardé. Il est, pour tout le monde, la raison à sa plus haute puissance, et l'on est revenu à l'admiration pure et simple pour une époque littéraire où les plus grands poètes ne rompent jamais avec le bon sens, et sont eux-mêmes, quand ils veulent s'en donner la peine, de parfaits critiques, ce qui les distingue un peu des nôtres. Sans parler de ce pauvre et grand Boileau, qui, lui, fait profession de maître en matière de goût, prenez les courtes préfaces de Corneille et de Racine; ne sont-elles pas d'excellens traités de critique en quelques lignes? Nos illustres contemporains sont plus longs. Voulez-vous une page de la critique la plus

mordante, la plus vive et en même temps la plus sensée? lisez la *Critique de l'École des Femmes*. Et la lettre de Fénelon à l'Académie (je crois avoir le droit de placer l'auteur de *Télémaque* parmi les inventeurs), y a-t-il dans Quintilien un plus admirable chapitre que celui-là? Heureux temps où l'imagination signe d'aussi belles pages sur les règles de l'art, et où, parmi les écrivains qui ont pris le brevet et mis l'enseigne d'expert en littérature et en érudition, on rencontre le plus pénétrant, le plus compréhensif, le plus infatigable des critiques, je veux dire Bayle! Heureux temps! mais il eut aussi ses scories. Un siècle, si grand qu'il soit, n'est beau d'une beauté irréprochable qu'à distance, et lorsque le crible de la postérité a dégagé le bon et rejeté le mauvais. Le XVIIe eut sa part de mauvaise critique, sans compter les injustices faites au *Cid*, qui étaient antérieures au triomphe définitif de la raison et du goût. Qu'on ne l'oublie pas, c'est au milieu de l'épanouissement le plus complet du génie de nos grands hommes qu'eut lieu un débordement de sentimens et d'idées absurdes et rétrogrades; il n'y eut pas de chef-d'œuvre qui ne fît naître des centaines d'injurieux libelles, à peu près comme un rayon de soleil fait pousser des milliers d'insectes. Oui, en plein Louis XIV, il y eut une critique inintelligente, sans goût, criarde, éhontée; nous avons alors un peu moins le droit de nous plaindre aujourd'hui, et cela doit nous consoler un peu.

Comme le XVIIIe siècle avait une autre mission que le siècle précédent, et qu'à une époque heureuse et réglée succédait une époque inquiète et turbulente, l'esprit critique dut changer de caractère et prendre d'autres développemens. Ses développemens furent tels, qu'il devint la littérature tout entière, — une littérature sociale. Les gens de lettres passèrent tous à l'état de *philosophes*, et, si la poésie perdit beaucoup à cette transformation, il faut se consoler de ce malheur en songeant qu'il sortit de là la révolution française. Ce que nous perdîmes en poésie, nous le gagnâmes en liberté; il y eut compensation. Ce siècle est donc le siècle critique par excellence : il veut tout démolir du passé vermoulu, et, non content de placer la mine sous l'édifice, il lance un bélier contre chaque pierre; mais, contradiction remarquable! le roi de ce temps-là, Voltaire, voulut tout renouveler, excepté l'art, qu'il faut renouveler toujours. En changeant le monde, il ne demandait pas mieux que d'immobiliser la poésie, dont le principal caractère est de changer à mesure que le monde change. Personne n'eut plus de goût que Voltaire, et personne n'eut autant d'esprit, mais il manqua d'étendue et de grandeur; il méprisa Shakespeare, et ne comprit pas tout Corneille. Diderot, lui, était plus conséquent : il fut révolutionnaire sous toutes ses faces. En travaillant avec sa verve d'hiérophante à la démolition de l'ancienne société, il rêvait un art moderne pour la nouvelle, il inventa le drame, et sema d'aperçus nouveaux, mêlés de faux

et de vrai, ses livres et l'*Encyclopédie*. Or, si l'*Encyclopédie* est maintenant un tombeau, c'est du moins un tombeau à la façon des pyramides, qui atteste la puissance de ceux qui sont couchés dessous.

Lorsqu'une littérature est politique et sociale, il est bien difficile que la critique ne soit pas une critique de parti. Tout écrivain est forcé de prendre cocarde, s'il veut être compté pour quelque chose; et, dès qu'on est enrôlé sous un drapeau, ne faut-il pas faire feu sur tous ceux qui sont dans le camp opposé? Dès-lors l'impartialité et le goût n'ont plus voix au conseil, et la passion seule dirige les coups. C'est ainsi que Desfontaines et Fréron livrèrent à Voltaire ce combat acharné qui le mettait hors de lui. En cela, Voltaire ne fut pas habile : au lieu de désarmer ses détracteurs par le dédain, il leur fit beau jeu par ses colères, et il fut aussi mal inspiré, convenons-en, en faisant un procès à Desfontaines qu'en faisant *l'Écossaise* contre Fréron. Il éveilla la curiosité autour d'eux, et l'auteur de *Candide* (que cela doit donner à réfléchir aux poètes!) fit plus d'une fois passer les rieurs du côté de ses critiques. Aujourd'hui Desfontaines est oublié, ou à peu près; Fréron ne l'est pas, et même, en ces derniers temps, on a essayé de le dresser sur un piédestal; mais le piédestal n'avait pas de fondemens assez solides, et il s'est vite écroulé. Fréron, qu'on a voulu d'autres fois traîner aux gémonies, ne mérite pas plus d'ailleurs les gémonies que le Panthéon : c'était un bon esprit qui s'entêta dans une injustice, et c'est à cette longue perpétration d'une injustice qu'il doit presque toute sa renommée. Je ne conseille pas cependant de suivre cet exemple : se créer une célébrité de critique en niant de parti pris un grand écrivain, et en le visant toujours à la tête et au cœur, me paraît un procédé d'une moralité plus que suspecte. Je ne conseille pas davantage le procédé de l'abbé Prévost, qui écrivit vingt volumes de critique avec l'intention de ne déplaire à personne et de ne blesser aucune vanité. S'il y réussit, ce dont je doute, il put se vanter d'avoir accompli la tâche la plus difficile que puisse entreprendre un écrivain. En tout cas, à ce procédé qui contraignait l'abbé Prévost à de sèches analyses, le lecteur devait perdre beaucoup, et il se serait sans doute fort ennuyé aux vingt volumes du *Pour et le Contre*, si l'abbé Prévost n'eût imaginé d'entremêler son journal critique de quelques histoires comme il savait en faire. Remarquons en passant que ce sont là les véritables premiers romans-feuilletons. O bon Prévost d'Exiles, vous ne saviez pas très certainement quel fléau vous mettiez au monde! Mais vous avez créé *Manon*, et il faut beaucoup vous pardonner.

Il y eut, au XVIIIe siècle, un homme qui eût été un excellent critique s'il l'eût voulu. Ce n'est certes pas le pauvre abbé Trublet, ni l'abbé Le Batteux, ni Marmontel; c'est Rivarol. Et ce n'est pas que j'aime son *Petit Almanach des grands hommes*, ce livre dont l'ironie continuelle

est si fatigante, et qui est comme une pirouette éternelle sur la même planche et sur le même pied. Mais que d'éclat et de pénétration dans tout ce qu'il a écrit d'un genre un peu élevé! Malheureusement ce brillant esprit manqua de volonté et de conduite; il se dissipa, il se gaspilla, et l'on dirait un écrivain de notre temps. La Harpe, au contraire, sut toujours ramasser ses forces, et son *Cours de Littérature* a été trop diminué, comme le disait dernièrement un maître, M. de Rémusat. Sans doute La Harpe est léger d'érudition; il parle des hautes sources sur la foi d'autrui, et on ne l'eût pas embrassé pour l'amour du grec. Il ignore le moyen-âge, et ne sait que médiocrement le XVIe siècle. Il a de la morgue, il est tranchant, il est souvent très injuste; il a des admirations et des haines de parti pris; ainsi il trouve admirable ce vers prétentieux :

On para mes chagrins de l'éclat des grandeurs,

parce qu'il est de Voltaire, et il trouve ridicule ce beau vers :

Fouetter d'un vers sanglant ces grands hommes d'un jour,

parce qu'il est de Gilbert. Eh bien! malgré tout cela, La Harpe est un juge littéraire d'une haute compétence, un *arbiter elegantiarum* comme il y en a peu. Il a rendu au goût des services signalés, il a mis beaucoup de vanités à leur place, car il avait le courage de son opinion, et, si tous les mauvais écrivains qu'il a frappés en plein cœur étaient venus à sa porte en découvrant leurs blessures, cela eût ressemblé à une ambulance.

Avec La Harpe aurait dû finir la critique du XVIIIe siècle. Le temps avait marché, et l'on se trouvait en présence d'une société nouvelle. La critique devait donc se rajeunir, et elle ne le fit pas. Elle eut grand tort, car elle devint étroite, mesquine, sans points de vue. Elle contracta les défauts ordinaires de la vieillesse, idolâtre du passé, et presque toujours, malgré qu'elle en ait, ennemie de l'avenir, qu'elle ne doit point voir. Elle s'enferma dans la tradition comme dans une forteresse, et, ne voulant pas faire un pas au dehors, elle se contentait de regarder par les meurtrières. Au lieu d'être en éveil, de prêter l'oreille à tous les bruits précurseurs de l'avenir, et d'encourager toutes les tentatives d'une audace heureuse, elle s'obstina à combattre tout ce qui lui paraissait nouveau, elle eut horreur de l'originalité, et se livra, avec une passion digne d'une meilleure cause, à la chasse minutieuse et ridicule des mots. Pour tout dire, la critique descendit alors au rang d'une critique de collége, et les abbés au petit collet affluèrent sur la place. Lorsque parut *Atala*, n'eut-elle pas, la poétique fille des savanes, à essuyer la colère de cent pédans conjurés? Comment fit-elle pour échapper aux fureurs sans cesse renaissantes de M. l'abbé Morellet?

Au reste, parmi les critiques de cette époque, Morellet n'est qu'en seconde ligne, c'est Geoffroy qui occupe la première place; mais Geoffroy n'eut-il pas, en réalité, plus de bonheur que de talent? Si ses feuilletons, qui seraient peu lus aujourd'hui et qui étaient dévorés entre deux victoires, eurent tant de célébrité, n'est-ce pas parce qu'ils étaient le seul aliment que le despotisme impérial permettait aux lecteurs de journaux? Je le crains pour la gloire de Geoffroy, qui, après tout, ne fut que l'ombre de Fréron colletant l'ombre de Voltaire.

Malgré tous les critiques en rabat, l'avénement de M. de Châteaubriand fut une date et le commencement d'une ère nouvelle. De son côté, dans le même moment, Mme de Staël remuait les idées avec l'enthousiasme d'une femme et une puissance toute virile. L'imagination reprenait ses droits (hélas! elle en a singulièrement abusé depuis), de larges horizons s'ouvraient sur la littérature française. C'était comme une renaissance dans la poésie et dans la critique. Alors commença ce mouvement qui aurait pu être si fécond, et qui poussa tant de bons et brillans esprits à remonter aux sources véritables de l'antiquité, à étudier nos propres origines, si long-temps négligées, et les littératures étrangères, si long-temps méconnues. M. Villemain sortit tout armé de ce mouvement. On sait comment il parla et comment il fut écouté. L'on sait aussi que ses leçons, qui eurent tant d'éclat, sont devenues de beaux livres. Comme Mme de Staël avait passé le Rhin, M. Villemain passa le détroit, et il prouva par son exemple qu'on peut s'emparer des richesses d'une littérature étrangère en restant soi-même, en gardant son cachet. Sur ce point, tous les disciples n'ont pas imité le maître, et il en est qui ont oublié plus tard que les littératures ont aussi leur patriotisme.

L'école qui se forma autour de M. Villemain, et qui entra en lice d'une façon éclatante dans les dernières années de la restauration, se distingua d'abord par son érudition saine et originale. Elle avait étudié et réfléchi, deux conditions dont on veut se passer maintenant et sans lesquelles il n'y a pas de critique possible : la réflexion et l'étude sont l'ame et le cœur de la critique. Cette école se distingua en outre par sa sympathie ardente pour la poésie, et la poésie le lui rendit bien. Poètes et critiques travaillèrent alors à l'œuvre d'un commun accord : on chercha ensemble, on s'encouragea mutuellement, en un mot on partit sur le même navire pour la conquête de la même toison d'or. Malheureusement on se sépara dans la traversée, et je n'ai pas besoin de nommer les poètes qui renoncèrent à la grande expédition presque à la sortie du port, et sautèrent à bas du navire pour se jeter chacun sur son radeau et exploiter la côte prochaine. On ne connaît que trop, en effet, nos brillans écrivains d'imagination qui ont préféré à la gloire sérieuse la popularité facile, et qui ont fait du vulgaire, cette terreur

d'Horace, une idole à laquelle ils sacrifient chaque jour de plus en plus.

Les conséquences du divorce entre la poésie et la haute critique ne se firent pas attendre, et elles furent désastreuses. Pouvait-il en être autrement? Le caractère principal de la poésie de notre époque, n'est-ce pas le lyrisme? Or, ne sait-on pas que les poètes doués de lyrisme peuvent être de véritables et puissans poètes, sans avoir pour cela l'esprit critique, tandis que d'autres poètes, les poètes dramatiques par exemple, n'auraient jamais ni force ni grandeur, s'ils ne portaient l'esprit critique avec eux? Sans doute rien n'est plus beau que la poésie lyrique : son inspiration a quelque chose de divin; mais on conviendra que cette inspiration sublime, au souffle en quelque sorte sacré, offre de grands périls, car elle trouble et éblouit souvent le poète, au point qu'il peut se faire complétement illusion sur les autres et sur lui-même, et qu'il s'égare on ne peut mieux, s'il ne consent à écouter l'humble mortel qui, tout en l'admirant, lui crie : Holà! D'où il faut conclure qu'à une époque de poésie lyrique, la critique n'est pas seulement utile, elle est indispensable : c'est une moitié de l'art. Si l'on me permettait l'image, je dirais que, pour le ballon du poète lyrique, la critique est la soupape de sûreté; sans cette soupape, le ballon peut s'élever très haut, mais il ne sait ni s'arrêter ni descendre, et il se brise dans sa chute.

Voilà pourquoi il est à jamais regrettable que la poésie moderne n'ait plus voulu écouter de conseils, et qu'elle se soit enivrée des éternelles louanges qu'elle faisait chanter en son honneur par les faux prêtres de la critique dans un olympe construit de ses mains. Les voix désintéressées n'ont pas fait défaut pourtant; la haute et sévère critique, quoique dépassée et débordée à chaque instant, n'en a pas moins rempli sa tâche, qui sera assez glorieuse dans l'avenir. Réunissez tous les sérieux travaux de critique de ces quinze dernières années, et vous formerez un ensemble qui fera quelque honneur aux lettres françaises et qui ressortira surtout par le contraste avec le milieu où ces travaux se sont élevés.

Il n'est pas une branche de l'imagination qui n'ait rencontré de bons juges, à la fois hardis et modérés, ayant des idées et du style, et dignes en tout point d'être écoutés, car, on l'a dit, jugés par eux, les poètes étaient jugés par des pairs en intelligence. L'un a offert un parfait mélange d'esprit fin et d'imagination délicate, il a fait le tour des systèmes et des hommes avec autant de curiosité que de pénétration et de sympathie; il a eu du Bayle et du Vauvenargue, et il a donné à sa critique l'attrait d'une création. L'autre a été sévère, inflexible : logicien intraitable, il s'est plu à surprendre l'imagination dans tous ses écarts et à la ramener d'une main vigoureuse; il s'est plu à démontrer aux poètes, quand ils se sentaient devenir dieux, qu'ils étaient des hommes. S'il a

rendu justice au talent, il n'a jamais fait grace à la vanité, et il n'a été le courtisan d'aucune faiblesse. Peut-être le premier, dans son poétique désir de tout comprendre et expliquer, a-t-il eu quelquefois trop d'indulgence et a-t-il introduit dans sa galerie d'élite des visiteurs qui n'auraient pas dû dépasser le vestibule; peut-être le second a-t-il souvent poussé la sévérité jusqu'à la rudesse; mais il n'est pas moins vrai que l'un et l'autre ont dignement porté le poids de la critique, et ont puissamment travaillé à contenir et à éclairer cette école moderne à laquelle ils appartiennent tous les deux.

En dehors de cette école, et dans une autre tradition, la critique honnête et élevée n'a pas manqué non plus. Veut-on une intelligence prompte, une plume alerte, un style piquant? on trouvera tout cela chez ce maître ingénieux qui, du haut de sa chaire et du haut de son livre, a fait à l'art nouveau une si redoutable guerre. Je crois, pour mon compte, qu'il ne donne pas assez de liberté à la poésie et qu'il s'attache trop aux anciennes frontières; mais que d'agrément et de raison il apporte dans toute cette lutte! Son profond bon sens a l'allure si vive, qu'il en prend quelquefois des airs de paradoxe. A côté de ce spirituel écrivain, d'autres ont laissé des traces durables de leur passage, et j'en vois un qui, après avoir marqué au front d'un mot qui fit grand bruit la mauvaise littérature, élève patiemment à notre histoire littéraire un édifice dont les avenues ne sont peut-être pas assez larges, mais qui ne manque à coup sûr ni d'élégance, ni de solidité.

Ainsi le véritable esprit critique a eu, de nos jours, des représentans qu'on peut citer avec honneur et qu'il faut respecter même quand ils se trompent, parce qu'ils se trompent toujours consciencieusement. L'histoire, la poésie, le roman et le théâtre, à chacune de leurs tentatives, ont trouvé des juges impartiaux et éclairés; mais ce ne sont pas ceux-là qui ont été le plus souvent écoutés, au contraire : on les a traités comme des gens inutiles et importuns. C'étaient les auxiliaires naturels de l'imagination, et elle ne voulut voir en eux que des ennemis. En revanche, elle fraternisait avec cette critique sans études, sans inspiration et sans conscience, qui consentait à devenir un instrument entre ses mains, et qui a laissé faire, en l'approuvant même, tout le mal que nous avons sous les yeux.

Certes, personne ne se fait illusion au point de croire que la critique puisse jamais être un champ réservé où l'on n'entre qu'avec de l'honneur, de l'esprit et du goût. Les faux érudits, les pédans, les envieux, les coquins et les sots sont de tous les temps. Il y aura toujours des gens qui aimeront à se prélasser dans leur érudition toute fraîche, et qui, allant faire chaque jour leurs provisions pour le lendemain comme la servante va au marché, voudront faire croire à des trésors amassés dès long-temps par eux et mis en réserve. Il y aura toujours des gens

qui marcheront d'un pas lourd, l'air gourmé, la voix doctorale, entourés de citations, hérissés de textes, exhalant une forte odeur de bibliothèque, et croyant manquer à la dignité de la science, s'ils ne la rendaient parfaitement ennuyeuse; il y aura toujours des cœurs misérables que les succès d'autrui irriteront, et qui se vengeront du génie en le dénigrant. Le charlatanisme de la fausse érudition, le pédantisme de la véritable, les basses colères de l'envie, ne disparaîtront jamais du monde littéraire, de même qu'il y aura toujours un coin où prospéreront les sots, et des bas-fonds où fleuriront ces *bravi* qui mendient la plume au poing.

Ce n'est pas d'aujourd'hui qu'elle a pris pied en France, cette famille des Figaro littéraires tenant boutique d'éloges et d'injures, et qui sont à celui qui les paie, *consilio manuque*. Les faiseurs de libelles du règne de Louis XIV, dont je parlais tout à l'heure, sont les nobles aïeux de cette famille, je dis nobles, très nobles, relativement à leurs descendans, car l'argent ne jouait pas encore le rôle qu'il a joué plus tard en littérature, et ils n'étaient que pleins de mauvais goût et d'envie. Mais où le libelliste est devenu véritablement le chevalier d'industrie littéraire, c'est au XVIIIe siècle, témoin *le Pauvre Diable* de Voltaire. A la vérité, est-on bien venu, dans cette occasion, à citer Voltaire en témoignage? Le plus irritable des poètes doit-il être cru sur parole quand il dépose contre ses critiques? et n'est-ce pas Voltaire qui a inauguré ce sybaritisme de la Muse, qui veut toujours être couchée par la critique sur un lit de fleurs, et qui s'irrite du pli d'une rose? S'il n'y avait point d'autres preuves contre les critiques affamés et à escopette du XVIIIe siècle que le conte du *Pauvre Diable* et les comiques fureurs du vieil Arouet, je serais tenté de les absoudre; hélas! il y a beaucoup d'autres preuves, et il n'est que trop certain qu'il y avait alors dans beaucoup de recoins des critiques à gages vous calomniant à dire d'expert ou vous élevant au troisième ciel, le tout pour un petit écu. Or, la seule différence qui existe entre ces chevaliers d'industrie littéraire d'autrefois et ceux d'aujourd'hui, c'est que les nôtres sont plus raffinés et se font payer plus cher : il est vrai que tout a renchéri.

Personne donc, je le répète, à moins de croire à l'Eldorado, ne s'imagine que la mauvaise critique, sous ses diverses formes, pût disparaître entièrement. Aussi ce n'est pas la présence seule de la mauvaise critique au milieu de la littérature contemporaine qui doit alarmer, mais c'est le développement qu'elle a pris, c'est l'empire qu'elle exerce. Et en quel moment, grand Dieu! à l'heure précisément où le rôle et le devoir de la critique s'agrandissaient; car il ne s'agissait plus seulement pour elle de questions d'art, il s'agissait aussi de morale.

Quand une société est dans un état régulier et définitif, qu'elle a trouvé son assiette parfaite, et que les principes dominans, au lieu

d'être battus en brèche chaque matin, sont entourés d'un respect universel, les lettres peuvent n'être qu'un noble jeu de l'esprit, le plus sérieux des délassemens, si on aime mieux. Au contraire, quand une société se trouve dans un état révolutionnaire, et que rien de ce qui existe n'est à l'abri des attaques violentes, quand un royaume ressemble à la cité voisine d'un volcan entre deux éruptions, et que chaque maison est construite avec de la lave à peine refroidie, la littérature n'est plus un passe-temps, et elle a charge d'intelligences. Dans de pareils momens, on le conçoit, la critique doit s'élever et grandir; elle doit cesser d'être une critique purement littéraire, et ne doit pas moins s'appliquer à relever les erreurs de principes que les erreurs de goût; mais si elle ne combat ni les unes, ni les autres, et si, au lieu de les combattre, elle les encourage, n'encourt-elle pas une grave responsabilité, et, en supposant qu'elle comparût devant un juge, n'aurait-elle pas de terribles comptes à rendre? C'est pourtant ce qu'on a fait sous nos yeux avec un laisser-aller charmant et un parfait sang-froid. Vraiment la liste serait longue de tous les dangereux ouvrages de l'imagination contemporaine qu'une critique complaisante ou passionnée a poussés à la vogue! Quelle mauvaise tendance, soit dans la poésie, soit dans le roman, soit dans l'histoire, cette perfide conseillère n'a-t-elle pas soutenue et caressée? Quand les poètes, ne sachant pas se borner, délaient leur pensée à l'infini, ne leur dit-elle pas que c'est une preuve de fécondité et de puissance? Quand les romanciers, s'inquiétant peu de corrompre le cœur, pourvu qu'ils piquent la curiosité, entraînent le lecteur dans les lieux suspects, ne s'enroue-t-elle pas à crier bravo? Quand un historien de profession, un homme sérieux jusque-là, emporté par d'ardentes lubies, transforme l'histoire en un pamphlet fiévreux et puéril, essaie-t-elle de le ramener à la dignité et à la logique? Elle l'applaudit de toutes mains. Et lorsqu'un écrivain d'un grand talent, transportant l'imagination dans l'histoire, compose un de ces ouvrages remplis de tant de beautés et de tant de défauts, qu'on peut appeler l'auteur, selon une expression qui est dans le livre même, un héros de la décadence, se contente-t-on de vanter cette œuvre avec quelques restrictions? C'eût été bon autrefois. On met le livre au pinacle, on ceint le front de l'auteur du laurier vert.

Voilà de beaux états de service! Ce qu'il y a de pire, c'est que peut-être tout cet enthousiasme n'est pas sincère. Quand on connaît l'esprit et l'ironie de quelques-uns de ces écrivains qui prodiguent ainsi l'enthousiasme, on sait à quoi s'en tenir; mais la question est délicate, et il ne faut pas appuyer. On ne discute pas avec la critique qui n'est pas sincère, on la démasque. J'aime mieux passer à une autre espèce d'écrivains, espèce très répandue et assez à la mode, je veux dire les critiques légers. Ceux-là sont dangereux et font beaucoup de mal, sans être odieux

au moins. Ils écrivent pour écrire; ils disent le pour et le contre avec une facilité merveilleuse, et, quand ils attendent huit jours pour se contredire, ils méritent d'être loués pour la solidité de leurs convictions. Il n'est pas d'écrivain qu'ils n'élèvent et ne rabaissent à tour de rôle, pas d'opinion qu'ils ne soutiennent et ne combattent, et cela le plus souvent parce que, n'ayant aucune opinion, ils les ont toutes, et qu'ils manquent tout simplement de mémoire. Ils ne se souviennent pas de ce qu'ils adoraient hier, et ils le brûlent aujourd'hui; ce n'est que défaut d'attention et étourderie. Mais quelle muse que l'étourderie pour un critique! Que voulez-vous qu'on devienne avec une pareille inspiratrice, et quand on prend pour gaie devise ce qu'Hamlet murmurait d'une voix si triste : *Des mots, des mots, des mots?* Que voulez-vous qu'on devienne, sinon un critique brouillant tout, confondant tout, et imitant ce juge de Rabelais qui *sentenciait les procès au sort des dés?* Et n'oublions pas, pour dernier trait, que parmi ces critiques légers il y en a qui cachent de très vilains calculs sous l'apparence de l'étourderie, et dont les reviremens et les voltes-face ne sont pas des fautes de mémoire, au contraire. Ces derniers sont les plus coupables de l'espèce, car ils ont le défaut et pas l'excuse.

Comme de notre temps la fantaisie s'est mêlée à tout, elle ne pouvait pas manquer de se mêler à la critique, et il ne faut pas confondre l'école de la fantaisie avec celle de l'étourderie et de l'ignorance. Si la seconde va toujours au hasard, à droite ou à gauche, n'importe, la première sait très bien ce qu'elle veut et où elle va. Son invariable habitude est de prendre le contrepied de l'idée reçue. On devine à quelles extrémités doit pousser un pareil système, et que d'esprit il faudrait pour soutenir cette éternelle gageure contre le bon sens. Eh quoi! toujours le paradoxe, et le paradoxe de sang-froid! Quel régime! Et comment la fantaisie, ne fût-ce que pour mériter son nom, ne fait-elle pas quelques infidélités au paradoxe pour revenir au sens commun? Le paradoxe, d'ailleurs, vieillit si vite : à sa première ride il a cent ans. Pour amusante, la critique fantasque l'est sans doute quelquefois, et son éclat de rire ne manque pas d'originalité; mais n'est-ce pas la plus étrange et la plus fausse des critiques, et ne faudrait-il pas plaindre sincèrement les bonnes gens qui prendraient pour de véritables règles du goût ces spirituelles extravagances? Qu'on l'explique comme on voudra, la fantaisie n'avait pas le droit de s'établir au cœur de la critique; elle pouvait tout au plus paraître sur ce terrain pour tenter un coup de main, faire quelque action d'éclat et se retirer aussitôt. En fait de folles équipées, les plus courtes sont les meilleures; il n'y a même que celles-là qui soient bonnes.

Si, après la critique étourdie et la critique fantasque, j'abordais la critique ignorante proprement dite, que de remarques j'aurais à faire!

que de matériaux j'aurais sous la main! car, il faut bien l'avouer, l'ignorance mêlée de fatuité a rarement été plus commune que de nos jours. Dès qu'on sait moins les choses, on le prend sur un ton d'autant plus haut. Et non-seulement on ne se donne pas la peine d'aller puiser à la source éloignée, on ne puise même pas à la source la plus prochaine, c'est-à-dire au livre dont on parle et dont on se contente de lire l'étiquette. Aussi les jolis contresens, les charmantes bévues qui se débitent! Combien de fois le Pirée a-t-il été pris pour un homme! Très sérieusement, dans la bouche d'un écrivain qui se donne pour érudit, le *Périple* d'Hannon n'est-il pas devenu tout un nom d'auteur? Les choses ont été si loin en ce genre, que le monde, qui, pourtant, ne se pique pas d'érudition, a pris souvent cette ignorance arrogante sur le fait et en a ri. C'est là une des causes qui ont le plus contribué à discréditer la critique auprès des lecteurs, — l'ignorance et aussi le charlatanisme; car il est bon de reconnaître que le charlatanisme n'y a pas mis de ménagemens, et que le monde, malgré son peu d'attention, a été forcé de voir que la critique se moquait de lui en cherchant à lui imposer des admirations qu'elle n'avait pas elle-même. Qu'on se rappelle à ce propos tous les brevets d'esprit et de talent qui se distribuent si facilement en certains endroits. *Ah! le bon billet qu'a La Châtre!* C'est bien de ces réputations qu'on peut dire : Vérité dans le feuilleton, erreur au-delà!

Le tableau est-il exagéré? Il est plutôt adouci, et ceux qui savent le fond des choses avoueront que j'aurais pu appuyer davantage. Je ne veux insister que sur un point, c'est que la critique d'aujourd'hui se perd par l'excès et l'hypocrisie de l'éloge, comme celle d'autrefois se compromettait par le dénigrement et l'injure. C'est là sa maladie particulière. Jadis on poursuivait d'injures un chef-d'œuvre; maintenant on s'emploie surtout à vanter à outrance des monstruosités. La critique est comme une conspiration organisée de l'éloge. Or, si le mal que produit le système du dénigrement et de l'invective est borné, celui que peut produire le système de la fausse louange est sans limites, surtout avec l'espace qu'il occupe et la place qu'on lui a faite.

Après toutes ces faiblesses de la critique, faut-il s'étonner du trouble profond qui règne dans la littérature actuelle, et qui, de la littérature, est passé dans le monde moral? Faut-il s'étonner que nous soyons sur la mauvaise pente et que nous la descendions rapidement? Le siècle avait pourtant bien commencé. Or, nous sommes au milieu, et, à ce sujet, je me rappelle un mot du cardinal de Bernis : « Il est plaisant, écrivait-il vers le milieu du siècle dernier, que la vanité s'élève à mesure que le siècle baisse. » N'en déplaise à M. le cardinal, cela était plus triste que plaisant; mais enfin il constatait un fait, et je demande si ce qu'il disait de son temps n'est pas parfaitement applicable au nôtre! Jamais la vanité fut-elle plus à la hausse? Et quel est l'optimiste qui oserait pré-

tendre que les grandes qualités ne sont pas en baisse? On ne voit de tous côtés que défaillances dans les caractères, et, par une contradiction qui fait sourire le moraliste, la vanité exorbitante s'allie on ne peut mieux avec le manque continuel de respect envers soi-même. Cela ne se comprend guère, qu'on se prise si fort et qu'on se respecte si peu; cela se voit pourtant. Tous les principes vacillent, les consciences s'élargissent, les ames perdent de plus en plus de leur virilité. De qui donc aujourd'hui l'historien de Duguesclin, Claude Mesnard, pourrait-il dire : « C'est une ame forte, nourrie dans le fer? » S'il demandait des ames faibles, nourries dans l'or, à la bonne heure!

Comment en sommes-nous venus là? Plusieurs causes nous y ont poussés sans doute, mais la littérature contemporaine y est pour sa bonne part. Qu'elle ne cherche pas à le nier, sa complicité est trop bien établie; qu'elle cherche plutôt à réparer le mal qu'elle a fait à la société et à elle-même. Trouverait-elle par hasard que ce mal n'est pas assez grand encore? Qui oserait le soutenir? Le goût de l'horrible a été poussé si loin, que lorsqu'un crime effroyable vient nous épouvanter, il semble que c'est la réalité qui répond à l'imagination : n'est-ce pas tout dire? Tout le monde sent que nous touchons aux limites extrêmes : il n'y a, dès aujourd'hui, qu'une réaction qui puisse nous sauver d'une décadence, et cette réaction ne peut s'opérer que par un grand mouvement critique, analogue à l'éloquente levée de principes qui eut lieu, au commencement du siècle, sous l'inspiration de M. de Châteaubriand, *Teucro duce*, et à la renaissance qui eut lieu dans les dernières années de la restauration : ce sont là les deux dates glorieuses de notre émancipation littéraire.

Quand le siècle s'ouvrit et que M. de Châteaubriand inaugura une poésie nouvelle, il indiqua dès le premier jour, et comme du seuil, la mission littéraire de la France moderne. Cette mission, reconnaissons-le avec bonheur, s'est accomplie à travers beaucoup de vicissitudes et d'obstacles, et des œuvres originales, dans toutes les branches de la pensée, ont été produites en assez grand nombre pour que le XIXe siècle ait une belle place dans l'avenir. Le grand principe de la liberté dans l'art ne trompa point notre attente, et il porta d'abord de beaux fruits; mais ce ne fut que sous la restauration qu'il apparut avec toute sa puissance, lorsque toute une génération ardente et studieuse l'inscrivit fièrement sur son drapeau. On comprit alors ce que, sous cette influence, pouvaient devenir la poésie, le théâtre et le roman. Tout s'éleva et s'agrandit, et l'on donna pour perspective à notre littérature tous les horizons des littératures de l'Europe. Il y a vingt ans de cela, et vingt ans sont une grande période dans l'histoire littéraire. Au bout de vingt ans, tout ce qui n'était empreint que d'un faux éclat a déteint, tout ce qui ne rayonnait que d'une fausse jeunesse a vieilli. Les

engouemens et les antipathies ont disparu, on juge de sang-froid : c'est comme une première postérité. Eh bien! cette postérité commençante est venue pour l'école moderne, et l'on peut affirmer que son jugement est favorable aux nombreuses tentatives brillantes et poétiques qui ont précédé le moment où les imaginations se sont affranchies de tout frein. Ce passé d'hier est donc sauvé, et il n'est pas sans gloire; mais le présent! le présent! Il est en proie à tant de maux que la critique, si elle ne songeait pas à demain, pourrait presque dire, comme le médecin dans *Macbeth :* « Ce mal est au-dessus de mon art. » Mais non; le mal, quel qu'il soit, n'est pas au-dessus de la puissance de la critique et cédera à une réaction, car il n'y a eu qu'abus et gaspillage de forces. Il est vrai que cette réaction, si elle ne veut pas arriver trop tard, ne doit pas se faire attendre : l'heure a déjà sonné. Elle avait depuis long-temps sonné pour le public, maintenant elle a sonné pour les poètes eux-mêmes, qu'il faudra déclarer incurables, s'ils s'obstinent à ne pas l'entendre.

En effet, tant que les écrivains d'imagination, en s'appuyant sur les critiques complaisans qui s'étaient faits leurs hérauts d'armes, avaient su conquérir et garder la popularité, on pouvait comprendre leur dédain pour la critique sérieuse. Ils préféraient la quantité à la qualité des suffrages : chacun son goût. Qu'est-il arrivé cependant? Les défauts de ces écrivains, ne trouvant aucun contrôle, n'ont fait que croître et embellir. Ils ont grossi, Dieu sait! Les flatteurs n'ont pas pour cela changé de ton, ils ont continué les mêmes louanges sur toute la ligne; ils ont épuisé toutes les formules de l'éloge, et même ils redoublaient de coups d'encensoir à mesure que les défauts se développaient majestueusement, tant et si bien que le public a fini par ouvrir les yeux et par surprendre le secret de cette comédie où il était pris effrontément pour dupe. Géronte a mis la tête hors du sac, et il a vu manœuvrer Scapin! Qu'on l'y reprenne maintenant; il est édifié, il ne croit plus à cette critique de compères. On peut donc espérer que ce n'est plus désormais la fausse critique qui distribuera la popularité, ce sera la vraie critique. Pensez-vous que les poètes viendront la demander à celle-là? Sans doute, puisqu'ils ne peuvent pas s'en passer. Ce jour-là, s'il vient, sera le commencement d'une ère nouvelle pour l'école moderne, et personne ne saurait dire combien pourrait être féconde cette nouvelle alliance entre la critique sérieuse et la poésie. Ce serait, en tout cas, magnifiquement inaugurer la seconde moitié du XIXe siècle.

PAULIN LIMAYRAC.

AFFAIRES D'ESPAGNE.

LA QUESTION DU PALAIS. — LES PARTIS ET LE MINISTÈRE.

L'Espagne a le triste privilége de frapper l'attention par l'exemple de toutes les vicissitudes publiques, de subir même des épreuves inconnues des pays qui l'ont devancée dans la voie des révolutions, et telles qu'il était raisonnablement permis peut-être de ne plus les prévoir ou les craindre avec le nouveau cours d'idées qui tend à se former. Il est dans son destin de tromper les vœux de ses plus confians amis, et de justifier plus d'une fois encore les défiances arrogantes de ses ennemis, qui continuent de refuser à ses institutions constitutionnelles la sanction d'une reconnaissance officielle. L'instabilité dans le pouvoir, la fragilité de la politique, une licence effrénée des passions, une brusque succession d'événemens sanglans ou futiles, c'est là ce qu'on a pu trop souvent remarquer au-delà des Pyrénées depuis quinze ans; voilà les traits principaux et peu rassurans, on doit l'avouer, de la révolution espagnole. Cette situation, qu'on pouvait d'abord juger transitoire, bien loin de s'améliorer cependant, a pris dans ces derniers mois un caractère nouveau de gravité, et elle s'est compliquée de circonstances tellement confuses, d'un tel mélange de contradictions, d'intrigues obscures, de passions équivoques, que la presse européenne s'est arrêtée comme devant une énigme inexplicable, bornant sa tâche à reproduire les récits inventés souvent par la curiosité pour se nourrir elle-même.

Certes, en ce moment, il ne manque point de pays qui offrent un saisissant spectacle et peuvent diversement influer sur l'avenir de l'Eu-

rope. L'Italie se reprend à la vie sous la main d'un pontife qui a le génie du bien et réveille dans les ames les deux sentimens les plus généreux, celui de l'indépendance et celui d'un sage progrès. La première expérience d'un régime de libre discussion vient à peine de se clore en Prusse, laissant l'Allemagne dans une sorte d'attente. Demain peut-être la Suisse sera livrée à la guerre civile, et l'anarchie viendra poser pour les puissances circonvoisines le redoutable problème de l'intervention. Dans ce singulier concours d'événemens, s'il convient de porter une attention particulière sur la Péninsule, si la question espagnole, qui est toujours, à vrai dire, cette ancienne question des mariages sous une autre face, mérite la plus vive sollicitude des cabinets, de l'opinion, c'est que, plus que toute autre, elle peut, dans un jour prochain, se transformer en une question européenne et pousser notamment à leur dernière limite les dissentimens qui ont éclaté à cette occasion entre la France et l'Angleterre, si chacun des gouvernemens reste fidèle à son rôle. L'imminence de cette crise qui pèse sur l'Europe, la situation périlleuse de la Péninsule l'a rendue pour ainsi dire plus visible et plus présente à tous les yeux. La nature délicate des difficultés qu'on a vues se dérouler d'une manière si inattendue au-delà des Pyrénées est là encore comme une menace incessante pour la paix générale et pour l'avenir même de l'Espagne.

Jusqu'ici, les collisions violentes dont ce pays était le théâtre se passaient entre les partis, n'atteignaient que les progressistes et les modérés, mais elles ne touchaient pas à la royauté; elles la laissaient au contraire chaque fois plus intacte et plus respectée, comme une dernière chance contre le désordre, comme une suprême sauvegarde et aussi comme une garantie pour l'Europe; elles ne faisaient que démontrer la vitalité de l'institution monarchique. Qu'on se souvienne de l'effet produit par les saturnales de la Granja en 1836, et par la régence d'Espartero de 1840 à 1843. Aujourd'hui c'est la royauté qui est venue se mettre elle-même en cause, afficher ses caprices, ses folies, ses faiblesses, et se livrer à un discrédit qu'il sera difficile de faire oublier. L'anarchie, qui pourtant avait fait un assez beau chemin en Espagne, a semblé faire un pas de plus en gagnant le pouvoir le plus élevé, celui qui était resté jusqu'à ce moment hors de toute atteinte. Pour parler plus clairement, il y avait quelques mois à peine que la reine Isabelle était mariée avec l'infant don Francisco de Asis, et déjà les plus sérieux et les plus vifs dissentimens séparaient publiquement les époux royaux. On est même allé jusqu'à prononcer un instant le mot de divorce dans le pays le plus catholique du monde; quelques organes de la presse française se sont plu à mettre Isabelle sur la route de Paris, abandonnant sa couronne. Sans admettre ces extrémités, nous l'avouerons, quant à nous, c'est bien assez d'avoir mis l'Espagne en-

tière dans la confidence de ces tristes divisions et des causes plus tristes encore qui les ont provoquées. A côté d'une jeune reine tout occupée de ses plaisirs, très peu soucieuse de son royaume, à ce qu'il semble, y avait-il, du moins durant cette crise, un gouvernement résolu et vigoureux capable de dédommager et de rassurer jusqu'à un certain point la nation par une forte impulsion donnée à l'activité publique, par une intelligence élevée des intérêts d'un autre ordre? Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a montré aucune des qualités nécessaires pour dénouer ou pallier une situation si critique. Né d'un hasard, il a prolongé son existence dans une atmosphère d'intrigues; il s'est rejeté du parlement, où il ne trouvait qu'un appui douteux, dans les antichambres du palais, où on le voit aujourd'hui mourir comme un muet. Le départ récent et prévu du général Narvaez pour Madrid, sur l'appel qui lui a été fait par la reine Isabelle, indique assez un changement prochain, exigé d'ailleurs par la gravité de la situation.

Le dernier cabinet a assez vécu cependant pour que les finances aient pu s'épuiser, grace aux mesures de M. Salamanca, pour que le désordre se soit propagé dans les provinces. La faction carliste, peu nombreuse encore, mais active, s'est étendue en Catalogne, en Castille. En même temps, la désaffection s'est éveillée; un réel et profond malaise a gagné le pays. Madrid même s'est lassé du spectacle des discordes intestines du palais. Le ministère Pacheco n'a pu donner à l'Espagne, pour faire diversion momentanément, que l'expédition assez insignifiante du Portugal, qui a, dit-on, fourni au général Concha l'occasion de faire une petite propagande *unioniste* pendant son court séjour à Oporto. De ce rêve tardif ou prématuré d'union entre les deux royaumes, l'Espagne est bientôt revenue au sentiment exact de l'incertitude qui la travaillait; il n'en fallait pas plus pour que cette combinaison bâtarde, qui a fait d'un spéculateur de bourse le Colbert de la Péninsule, succombât sous sa propre impuissance.

Nous ne voulons point hasarder de conjectures, préciser ce qui pourra sortir de ces complications. Conjecturer, lancer des prévisions lorsqu'il s'agit de l'Espagne, c'est se préparer des démentis certains. Il suffit, à notre avis, de regarder un instant cette situation en face comme le point de départ possible d'événemens graves, d'observer l'attitude des partis, de pénétrer le sens des modifications que subit le gouvernement à cette heure même, et de démêler au milieu de cette confusion l'intérêt réel et permanent de l'Espagne. Chercher à se reconnaître dans ce tourbillon, cela n'est point facile, et, si l'on parvenait à obtenir un peu de lumière par une observation attentive, il faudrait s'y tenir comme au seul résultat utile et désirable pour le moment. Une circonstance qu'il ne faut jamais perdre de vue domine toutes les phases de la révolution espagnole, c'est cette triste fatalité qui met

constamment les passions des hommes, les entraînemens personnels, à la place de la réalité des choses, qui paralyse les tendances les plus heureuses lorsqu'elles viennent à se manifester, et rend stériles les situations en apparence les plus nettes et les plus décisives. Il y a, au-delà des Pyrénées, nous ne savons pas quel vieux levain d'anarchie qui fermente sans cesse et se révolte contre tout ce qui aurait pour but de créer un état régulier et normal. Ne sortons pas même de l'ordre d'idées où nous placent les difficultés récentes qui intéressent le pouvoir royal en première ligne. On peut se reporter à la déclaration anticipée de la majorité de la reine, en 1843 : accompli avec une généreuse hardiesse par toutes les fractions du parti constitutionnel coalisées, accueilli par l'assentiment public, cet acte solennel était une sanction de plus pour la royauté nouvelle; il frappait dans leur germe les rêves d'une dictature militaire qui avaient pu être formés, préservait la monarchie des parodies du 18 brumaire, de quelque comédie du consulat qui se préparait contre elle. C'était une situation neuve et féconde, sans aucun doute. On se souvient cependant comment une intrigue, dont l'unique source était dans les rivalités personnelles, vint briser l'accord des partis, et rejeter l'un d'eux, le parti progressiste, dans les tentatives violentes, tandis que l'autre, le parti modéré, arrivant au pouvoir, a fini lui-même, après avoir commencé une œuvre laborieuse et salutaire, par se livrer à l'ardeur des querelles privées, et par s'amoindrir dans des divisions funestes qui ont une part principale dans la crise présente. Aussi peut-on dire que l'Espagne n'est pas gouvernée depuis dix-huit mois; il n'y a que des gouvernemens de nom. Le mariage de la reine est venu; c'était un événement fait pour imprimer un nouveau caractère de stabilité à la royauté constitutionnelle; il avait eu lieu dans des conditions nationales, à tel point que le parti progressiste lui-même avait plus d'une fois appuyé la candidature de l'infant don Francisco dans un autre temps, lorsqu'il supposait, il est vrai, que ses adversaires repoussaient le jeune prince. Cette dernière question enlevée à l'esprit de désordre, il semblait que le cercle des dangers réservés à la monarchie était parcouru, et qu'il devenait plus facile d'achever l'organisation administrative et financière du pays à l'abri de cette immuable garantie d'ordre. Il n'en est rien pourtant. Cette question vidée reparaît plus incertaine que jamais, car aujourd'hui il n'est pas de solution possible qui ne soit périlleuse et provisoire. A chaque pas, on voit ainsi tout remis en doute au-delà des Pyrénées. La révolution espagnole continue à être ce qu'elle était, — le règne du provisoire. — Le provisoire revêt toutes les formes, il se glisse partout, par cette issue commode des passions personnelles. Le provisoire est dans les choses; il est dans les hommes. Soyez sûr qu'on rêve déjà en Espagne, non-seulement des modifications minis-

térielles, mais encore des changemens de constitution, qu'à la première secousse, des lois à peine appliquées, à peine promulguées, seront suspendues ou détruites, si bien que de changemens en changemens l'Espagne pourra bien arriver à n'avoir ni lois publiques, ni lois administratives, ni lois financières. Ce sera l'absolutisme de tout le monde et de chacun en particulier, c'est-à-dire le beau idéal de l'anarchie. On peut maintenant comprendre ce qu'il y a de grave à voir la royauté, de son propre mouvement, faire revivre ce régime du provisoire, s'y assujettir elle-même et compromettre légèrement, par des fantaisies trop publiquement proclamées, une situation politique régulière et forte à laquelle était attaché l'avenir de l'Espagne.

C'est formuler aujourd'hui l'opinion de l'Europe, que de déplorer comme un scandale les scènes dont le palais de Madrid a été le théâtre. Qu'a-t-on vu, en effet, pendant quelques mois? Une séparation avouée, publique, chaque jour envenimée, entre la reine Isabelle et l'infant don Francisco, son époux. Tandis que la reine errait de Madrid à Aranjuez, d'Aranjuez à la Granja, qu'elle vient de quitter de nouveau pour la capitale, le roi se retirait au Pardo, où il est resté obstinément, et non sans quelque dignité, il faut le dire; il refusait de se mêler à cette cour équivoque qui entourait Isabelle dans les jardins d'Aranjuez et nouait autour d'elle les intrigues surannées du temps de Charles IV. Lorsqu'en l'absence de la reine il a voulu venir habiter le palais de Madrid, on peut se souvenir que l'ordre lui fut respectueusement intimé de n'y point mettre les pieds. Avec des sentimens aussi nettement manifestés de part et d'autre, il est aisé d'imaginer combien devaient être efficaces les négociations suivies par le ministère pour la réconciliation des deux époux! Ce sont là les faits publics, hors de toute contestation, et qui sont consignés même dans la gazette officielle. Le secret d'une situation si étrange n'a pas tardé à se divulguer. On a cherché, nous le savons bien, à détourner l'attention des vraies causes de la séparation de fait qui existe entre la reine et le roi. Le ministère espagnol a fait écrire dans un journal qu'il inspire, dans le *Correo*, que ces dissentimens étaient anciens, qu'ils remontaient aux cabinets antérieurs, et qu'ils devaient être attribués aux prétentions inattendues élevées par le prince sur le degré de son autorité; mais ces assertions ont été aussitôt démenties par les membres des deux cabinets précédens, l'un qui avait pour chef M. Isturitz, l'autre M. le duc de Sotomayor, et d'ailleurs il est assez notoire à Madrid que la plus parfaite intelligence régnait entre Isabelle et son époux dans les premiers mois de leur mariage. Ce qui est vrai, c'est que cette intelligence a commencé de s'altérer dès qu'il s'est produit au palais une *influence* irrégulière, à laquelle l'esprit de la reine s'est entièrement abandonné. Vue ainsi, la question actuelle ne serait plus une question de pouvoir, ce serait une question

de dignité. Comment cette *influence* a-t-elle pu prévaloir et acquérir tout son développement sans trouver une résistance nette et péremptoire dans les conseils de la couronne? C'est un point que nous examinerons dans un instant, et où se trouve engagée la responsabilité morale du cabinet Pacheco-Salamanca. Toujours est-il que cette *influence* est devenue l'arbitre de l'état; il a suffi de sa volonté pour fermer les chambres, annuler même l'action ministérielle, et rouvrir une ère d'aventures. Il n'est resté qu'un maître en Espagne, c'est cette *influence* dont le nom court aujourd'hui Madrid et l'Europe, et qui s'appelle le général Serrano. Si quelque chose peut affliger encore plus que le fait lui-même, c'est l'éclat singulier avec lequel il s'est produit. M. Serrano n'était-il pas, en effet, partout où se trouvait la reine Isabelle, à Aranjuez, à la Granja? Le public n'a-t-il pas pu suivre chaque mouvement de ce général érigé en personnage exceptionnel, homme de nulle valeur politique, flottant entre tous les partis, dont la fortune a fait un favori, ne pouvant en faire un ministre de quelque poids, de quelque gravité? L'opinion s'est occupée de lui comme du dispensateur du pouvoir; on a fait ironiquement sa physiologie sous le nom de l'*influence;* de longues et ardentes polémiques ont jeté au monde cette gloire d'un nouveau genre. Se peut-on bien étonner, après cela, de la résolution que le roi don Francisco a puisée dans un sentiment honorable, lorsqu'il a vu grandir cette *influence* entre lui et la reine? Sa conduite était nettement tracée au contraire, et, en suivant le conseil de sa dignité blessée, il avait pour lui le pays, qui appelait et appelle encore d'une voix unanime un rapprochement entre les époux royaux, c'est-à-dire la disparition des causes qui les ont momentanément séparés. Ses griefs étaient ceux de la nation étonnée elle-même. Il faut l'avouer hautement, pendant cette crise, la modération, le sentiment de la dignité morale, l'intelligence politique, ont été entièrement du côté du roi d'Espagne. S'il y a eu indignité, il faut la chercher ailleurs. Ce n'est point, du reste, à la reine que nous l'imputerons; c'est à ceux qui ont surpris sa jeunesse, qui ont égaré son esprit et risqué sa couronne pour satisfaire quelques passions mesquines, quelque honteux mouvement d'une ambition personnelle sans scrupules. La reine Isabelle, à vrai dire, n'a été qu'une victime en tout ceci, puisqu'elle y a compromis le prestige de son honneur comme femme, le prestige de sa couronne comme reine. Les vrais auteurs de la crise terrible qui pèse sur l'Espagne sont cette tourbe d'intrigans qui ont spéculé sur l'inexpérience d'une jeune femme en l'abaissant jusqu'à eux; les vrais coupables, aux yeux du pays, sont autour d'Isabelle, et on peut ajouter qu'ils sont de plus d'un genre.

La situation de la Péninsule s'est envenimée, en effet, par un concours de circonstances très diverses, d'influences obscures qu'il n'est

pas inutile de préciser dans l'intérêt même de l'avenir; il faut faire la part de chacun dans cette grande machination dont l'Europe a le droit de connaître le nœud. Nous tenons, quant à nous, à constater que la France y est restée complétement étrangère. On a souvent accusé le gouvernement français d'avoir déserté la question espagnole après la conclusion des mariages de la reine et de l'infante Luisa-Fernanda. A notre avis, les événemens, des événemens que nul ne pouvait prévoir, ont donné amplement raison à M. le ministre des affaires étrangères, lorsqu'il disait, avec une connaissance des faits que seul il pouvait avoir alors, qu'il était bon parfois de s'effacer, de laisser le champ libre, d'abandonner à d'autres la responsabilité de ce qu'il nommait la *prépotence*, — charge assez lourde en Espagne! Seulement il ne convenait pas à sa position de qualifier cette prépotence et d'ajouter que, si l'influence de la France s'était exercée honnêtement, loyalement et légitimement dans la question des mariages, l'Angleterre cherchait à annuler l'effet de cette grande transaction en favorisant une intrigue monstrueuse. Nous continuons à penser que la France n'avait point à envier une telle politique à l'Angleterre, qu'il ne lui convenait pas, dans l'intérêt même de ses relations avec l'Espagne, des éventualités qui pourraient survenir, de lutter par de pareils moyens. L'Angleterre a été fort influente à Madrid pendant la crise qui s'est si subitement déclarée et qu'il sera si difficile d'apaiser; cela est vrai, nous ne le nierons pas. Il fallait à toute force que la question espagnole réglée par les mariages se ranimât avec éclat; cela importait non-seulement à la politique anglaise, mais encore, il faut le dire, à l'amour-propre cruellement éprouvé de M. Bulwer. N'est-ce pas le moins qu'on puisse faire que de mettre en péril une nation pour venger un échec diplomatique? Malheureusement, dans un pays comme l'Espagne, les occasions ne manquent pas, et M. Bulwer n'a pas eu long-temps à attendre pour satisfaire son dépit. Les menaces contenues dans ses notes officielles avaient échoué, il y a un an, devant la ferme attitude de la France et le bon sens du peuple espagnol; il s'est remis à l'œuvre aussitôt et s'est rejeté dans l'action souterraine. Tout le monde connaît ses relations avec le général Serrano, et il ne manque pas de gens à Madrid convaincus que son hôtel avait servi d'asile, il y a quelques mois, au nouveau favori, lorsque sa fortune faillit chanceler en naissant sous une accusation portée contre lui par le cabinet Sotomayor. M. Serrano s'était fait au sénat l'organe des griefs de l'ambassadeur d'Angleterre contre les mariages; M. Bulwer a payé sa dette en lui frayant le chemin du palais, en l'appuyant de son influence, en écartant tous les obstacles qui ont entouré la naissance de sa scandaleuse faveur. M. Bulwer a fait plus même, il a contribué à la formation d'un ministère qui ne devait point avoir les mêmes scrupules que le cabinet

Sotomayor au sujet de la présence de M. Serrano dans le palais; c'est le ministère qui existait il y a quelques jours et dont M. Salamanca était l'ame, encore plus que M. Pacheco peut-être.

L'influence de M. Bulwer n'était pas, du reste, inactive dans un sens plus directement afférent à la politique anglaise, et déjà, nous dit-on, ce fameux traité de commerce qui causa en partie la chute d'Espartero avait reparu dans des négociations particulières entamées avec M. Salamanca à Madrid, et qui se liaient avec la négociation d'un emprunt à Londres. Seulement l'Angleterre est clairvoyante et habile; elle n'a pas oublié l'émotion unanime et ardente que causa, il y a quelques années, en Espagne, la menace d'un traité de cette espèce, et elle consentait aujourd'hui, afin de désarmer les colères, à n'entrer que progressivement en possession des marchés de la Catalogne. Les tarifs étaient abaissés, et les cotons inférieurs devaient seuls encore être soumis à quelques droits. C'est sur ces bases, si nous sommes bien informés, qu'étaient placées les négociations. Un régime de transition devait préparer la pleine liberté. On pense bien que M. Salamanca eût alors trouvé à Londres l'argent qui lui manquait. Qu'a-t-il fallu pour arrêter le ministre espagnol dans ses projets? Il a fallu jeter un simple coup d'œil sur la Catalogne, sillonnée en ce moment par les bandes carlistes, sur la Catalogne, qui peut d'un jour à l'autre se transformer en un vaste champ de bataille, et qui eût, sans aucun doute, pris feu immédiatement, si ce coup fût venu frapper son industrie. On a trouvé que c'était assez de la question épineuse du palais sans aller y joindre une guerre civile pour un intérêt commercial.

Cette persévérance de la politique anglaise, cette ténacité imperturbable, nous ne la blâmons pas en elle-même : elle a fait la force de la Grande-Bretagne, et nous serions tentés plutôt de l'envier pour notre pays; mais ce qui est moins légitime, c'est qu'un gouvernement étranger, pour faire prévaloir ses intérêts ou venger les blessures de son amour-propre, suscite ou favorise de honteux scandales dans un état dont il se dit l'allié, se fasse l'auxiliaire de toutes les passions perverses, travaille à la chute morale d'une jeune reine, tout en se ménageant d'ailleurs d'autres chances pour l'avenir, si quelque catastrophe venait à éclater, et en caressant les prétendans que de malheureux hasards pourraient ramener sur la scène. C'est là un genre d'influence et d'action dont la France a eu raison de laisser à d'autres la responsabilité, et cette responsabilité, qu'on n'en doute pas, sera sérieuse devant l'Espagne et devant l'Europe. Nous savons bien que la presse anglaise dit le contraire de tout ceci, qu'elle cherche à accréditer que la France a tout fait. Mon Dieu! peu s'en faut que le gouvernement français, si on l'en croit, n'ait lui-même fomenté les désordres du palais de Madrid, puisqu'il a pris quelque part au mariage de la reine : la raison n'est-elle

pas plausible? Qu'on réfléchisse un peu sérieusement toutefois. Qui avait une défaite à venger? Qui avait intérêt à employer tous les moyens pour que l'union de la reine portât de mauvais fruits? Qui a commencé de flétrir la jeune Isabelle par d'ignobles récits, d'autant plus odieux qu'ils ne reposaient alors sur aucun fondement? De qui le général Serrano est-il notoirement le protégé? Qui vient proposer encore aujourd'hui d'ajouter aux scandales qui préoccupent si cruellement l'Espagne le nouveau scandale d'un divorce? Et qui, en définitive, s'applaudit au fond du cœur de tout ce qui arrive? Il suffit de poser ces questions; on verra qu'il y avait deux intérêts en présence : l'un, commun à l'Espagne et à la France, et qui consistait dans la bonne harmonie entre Isabelle et don Francisco; l'autre, qui est celui de l'Angleterre, et qui devait profiter de leur désunion. C'est ce dernier intérêt qui semble triompher aujourd'hui au milieu des ruines des espérances de l'Espagne. Et croyez bien qu'il ne se laissera pas détourner de son but : lorsque tout le monde désire une convenable réconciliation des époux royaux, le *Times* ne poursuivait-il pas encore récemment leur divorce?

Nous croyons donc fermement à l'intervention constante, active, de l'ambassadeur anglais dans la crise qui travaille actuellement l'Espagne; nous la tenons pour certaine. Malheureusement M. Bulwer a été bien servi par les circonstances, par l'antagonisme des partis, qui, en se neutralisant, ont empêché la force des institutions de triompher d'une intrigue, par la faiblesse d'un ministère sans caractère politique, sans racine dans le pays, qui, après s'être glissé subrepticement au pouvoir, n'a trouvé d'autre moyen d'y rester que de chercher un appui dans les influences désastreuses qui entourent la reine Isabelle. Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a point réussi à accomplir ce rapprochement entre les époux royaux qui est aujourd'hui l'unique question en Espagne, et nous ajouterons qu'il ne pouvait point réussir. Des difficultés immenses pèsent sans doute sur ceux qui lui succéderont et qui auront pour premier devoir de résoudre ce périlleux problème; mais il reste du moins quelques chances : entre leurs mains, les négociations peuvent reprendre leur dignité; elles ne sont point une dérision ou une injure pour les princes si fatalement divisés. Il n'en était pas de même, à notre avis, de celles que conduisait le ministère Pacheco; la nature de ses précédens rendait pour lui et pour l'Espagne même la situation sans issue. Il serait hors de propos maintenant de discuter le système politique que M. Pacheco prétendait appliquer à la Péninsule en le substituant aux doctrines du parti modéré pur, qui descendait du pouvoir, et à celles du parti progressiste, qui n'y pouvait aspirer; cela serait d'autant plus inutile que la formation de son ministère n'a eu, selon nous, rien de politique, et qu'elle se rattache au contraire aux plus misérables détails de cette triste affaire

du palais. L'origine du cabinet Pacheco-Salamanca, d'ailleurs, est plus soupçonnée que véritablement connue peut-être. On a fait bien des versions; nous essaierons aussi la nôtre, parce qu'elle sert à expliquer comment la question actuelle a pu entrer dans cette phase honteuse où on la voit aujourd'hui.

Le cabinet de M. le duc de Sotomayor, on peut s'en souvenir, peu après son arrivée au pouvoir, avait très nettement jugé la situation, et, dans une pensée qu'on ne saurait trop louer, dans une pensée vraiment politique, par un mouvement spontané d'honnêteté et de prudence, il avait enjoint au général Serrano de quitter Madrid et d'aller prendre un commandement en Navarre. Cette mesure coïncidait, du reste, avec d'autres précautions très explicables, prises au sein du palais même pour laisser la reine Isabelle à sa propre direction, pour éloigner d'elle les influences indignes qui commençaient à se manifester, et auxquelles, par malheur, elle ne paraissait pas résister beaucoup, pour couper court, en un mot, à toute communication, de quelque genre qu'elle fût. C'était arrêter avec une sage hardiesse les complications au début, et peu s'en fallut que le général Serrano, réduit à donner l'explication publique de sa conduite devant le sénat, ne vînt échouer devant la droiture et la sagesse du gouvernement. Mais il est bien vrai qu'on n'avait pas pu tout prévoir, et, pendant que le sénat instruisait sur le refus que M. Serrano avait fait de partir, comme il en avait reçu l'ordre, il se trouva qu'une personne, jusque-là fort étrangère à la politique, qu'on ne pouvait soupçonner d'un pareil rôle, dut être admise auprès de la reine; si l'on veut des détails plus précis, c'était pour obtenir d'Isabelle qu'elle assistât à une fête du *Lycée*. Il se trouva aussi que cette personne, après avoir remis son invitation, glissa discrètement un papier que la reine ne refusa point. Ce papier, quel était-il? C'était ni plus ni moins qu'une lettre du général Serrano, qui avait eu le temps de se reconnaître et de voir M. Bulwer, lequel l'avait aidé à s'entendre avec M. Salamanca et M. Pacheco. Cette lettre, dit-on, était pleine de dévouement pour la reine, et lui démontrait, dans l'intérêt bien visible de la monarchie, la nécessité de changer de ministres; elle indiquait les personnages que nous citions comme devant être appelés au pouvoir; on ajoute même que M. Serrano parlait de quelque acte de désespoir, d'un suicide peut-être, s'il était abandonné, si bien que le lendemain M. le duc de Sotomayor et ses collègues étaient destitués après avoir refusé de donner une démission qui eût été une insulte à la confiance du parlement, et que le nouveau ministère était formé. Le cabinet Pacheco-Salamanca était ainsi, on peut le dire, le résultat d'un concert entre le général Serrano, M. Bulwer et M. Salamanca, principalement empressé d'arriver au pouvoir, où il portait une fortune ébranlée. Il est inutile d'ajouter que, dès ce moment, le général Serrano

avait atteint son but, qu'il entrait en maître au palais, tandis que le roi en sortait d'un autre côté, et qu'il devenait une puissance flattée, courtisée et méprisée. Maintenant, nous le demanderons, quelle autorité morale aurait pu avoir un cabinet né sous de tels auspices, pour travailler efficacement à la réconciliation de la reine Isabelle et du roi, après avoir lui-même laissé s'aggraver les causes de leur séparation? A quoi se sont passés, en effet, les cinq mois de la durée du ministère Pacheco? On ne peut guère imaginer emploi plus misérable d'un temps précieux : les chambres sont fermées d'abord, pour que la voix du pays ne vienne pas se faire entendre et déranger les calculs d'une coterie vicieuse, corrompue. Bien loin de demander au général Serrano en quel nom il est au palais et le remplit de ses créatures, c'est lui qu'il flatte au contraire; c'est devant lui qu'il se prosterne sans oser même éclairer la reine sur les dangers qu'on lui fait, et, en même temps, par une polémique imprudente qui a autorisé une discussion publique souvent sans retenue, il cherche à inculper le roi, à lui attribuer des prétentions exorbitantes : prétention bien monstrueuse que celle de ne point vouloir que la monarchie de Charles-Quint et de Charles III soit livrée à un héritier de Godoy sous un régime constitutionnel! La situation devient telle cependant qu'elle demande impérieusement une solution, un rapprochement trop retardé entre Isabelle et son époux; le cabinet, à qui on permet enfin d'agir, se réveille, se remue, se partage entre la Granja, Madrid et le Pardo; il provoque alors du roi cette réponse qu'il rentrera au palais dans quatre mois, et, par un dernier abus du secret d'un entretien privé, il livre au commentaire injurieux du pays et de l'Europe cette parole trop claire et trop significative. Peut-on bien s'étonner du résultat de cette tentative? Le cabinet Pacheco-Salamanca n'a fait que porter le poids de son origine. N'était-il pas évident, après qu'il s'était fait le serviteur d'une intrigue déshonorante, qu'entre ses mains les négociations devaient avoir un caractère particulier d'humiliation pour la reine, de dérision pour le roi, qu'il avait perdu tout droit de faire parler l'intérêt public et qu'il fallait d'autres hommes pour tâcher de relever cette situation? C'est dans ces conditions que le général Narvaez a été appelé à Madrid comme le seul homme aujourd'hui capable, par l'énergie de son caractère, par son influence personnelle et par les doctrines politiques qu'il représente, de se mesurer avec les difficultés intérieures et de donner un gouvernement à la Péninsule.

Le sens de ce changement rendu indispensable par l'étrange faiblesse du cabinet Pacheco, ce qu'il y a de logique dans l'avénement au pouvoir du général Narvaez s'éclairera mieux encore peut-être, si nous cherchons à indiquer la marche des opinions au milieu de la crise où se trouve l'Espagne. Quelle a été l'attitude des partis depuis que la ques-

tion du palais est devenue la première de toutes les questions politiques? La conduite du parti modéré n'a rien que de clair et de simple. Dès le premier moment, il a voulu empêcher la question du palais de naître en éloignant le général Serrano; il a cherché à faire respecter en lui la dignité du pouvoir et la pureté du principe constitutionnel, il s'est retiré plutôt que de se soumettre à une influence malfaisante. Qu'a-t-il fait lorsque cette influence eut amené une séparation éclatante entre la reine Isabelle et le roi don Francisco? Il n'a cessé de demander au nom du pays froissé et indigné, au nom de l'intérêt et de la dignité du trône comme de tous les partis, un prompt rapprochement entre les deux époux. Il a défendu de son mieux la royauté contre ses corrupteurs perfides et ses complaisans conseillers. Il a nettement déclaré la guerre à cette influence occulte d'abord, qui est venue ensuite remplir le palais de son insolence. Le parti modéré a été fidèle à lui-même en se rattachant aux institutions, et en défendant l'intégrité du principe constitutionnel. En a-t-il été de même des autres opinions? Nous ne parlons pas du parti carliste, qui devait bien évidemment se réjouir de tout ce qui pouvait altérer l'honneur de la reine Isabelle et discréditer la monarchie constitutionnelle; mais ce serait un curieux et édifiant chapitre sur la moralité des partis que l'exposé de la conduite des progressistes espagnols en présence de la soudaine fortune du général Serrano. Vous croyez peut-être qu'au premier bruit d'un événement de ce genre, le parti progressiste s'est nettement prononcé en faveur des principes constitutionnels mis sous les pieds par quelques fous, qu'il s'est soulevé contre une influence si singulière? Ce serait tomber dans une grande erreur. Le parti progressiste a agi très politiquement, il a attendu, il a tergiversé, lorsqu'on l'interrogeait trop vivement. C'est que, n'ayant aucun espoir d'arriver par une victoire dans le parlement et dans le pays, il avait vu là un moyen de remonter au pouvoir. Le général Serrano n'était-il pas, en effet, un ancien progressiste? Il s'est alors établi entre l'homme et le parti un échange de propositions, d'avances, de flatteries; des négociations ont été suivies dans l'ombre; le parti progressiste avait récemment encore des plénipotentiaires à la Granja pour attendre l'effet de la protection de M. Serrano. De là bien des variations curieuses dans l'attitude et dans les paroles du parti progressiste, suivant qu'il croyait atteindre le but ou qu'il s'en voyait éloigné. Tantôt il menaçait et mettait à nu la situation du général Serrano, tantôt il exprimait des doutes, il défendait même la reine contre de trop hardis soupçons; il soutenait le droit qu'avait Isabelle de donner sa confiance à M. Serrano, d'accepter ses conseils. Seulement il fallait, en quelque sorte, légitimer cette *influence* en lui livrant le pouvoir, couvrir l'irrégularité de cette position privée en lui donnant une couleur constitutionnelle et en formant un ministère où seraient entrées,

bien entendu, les notabilités progressistes. Puis, quand la crise s'est précipitée tout à coup, lorsque la reine Isabelle a été suffisamment avancée dans cette carrière d'intrigues, le parti révolutionnaire est venu, lui aussi, réclamer la réconciliation des deux époux, s'indignant presque que le roi ne cédât pas à la première parole de ceux qui avaient porté le désordre dans le palais.

Qu'on juge maintenant, d'après la différence d'attitude des principaux partis politiques de l'Espagne, lequel est le mieux placé moralement pour tenter de dénouer la crise actuelle. L'appel qui a été fait au général Narvaez ne devait avoir rien d'imprévu dans ces circonstances. C'était une nécessité; tout concourait à faire de nouveau dériver le pouvoir vers les opinions qu'il représente. Si l'intervention du général Narvaez peut être décisive, en effet, ce n'est pas seulement en raison de son énergie personnelle, c'est par son caractère politique, par sa position élevée dans le parti conservateur espagnol, et par une intime union avec les principaux membres de ce parti. Qu'arriverait-il si, comme on semble le craindre, le général Narvaez se laissait circonvenir et s'alliait, soit avec M. Salamanca, soit avec le général Serrano, soit avec quelques autres progressistes? Il se livrerait lui-même, perdrait son crédit, ne résoudrait rien, laisserait subsister la question dans toute sa gravité, et provoquerait dans les provinces une révolution terrible, une révolution de la honte et du mépris. La dernière issue pacifique serait fermée devant l'Espagne. Si le général Narvaez reste uni avec le parti modéré, nous ne disons pas qu'il aura par cela même levé tous les obstacles : la plus grave des difficultés ne serait pas même peut-être écartée par l'éloignement forcé du général Serrano. Mais n'est-il pas vrai de dire que par ses antécédens, par ses habitudes de respect pour la royauté, par la force de ses convictions monarchiques, le parti modéré est, plus que tout autre, en position d'atténuer l'effet des dissentimens publics des deux princes, d'obtenir des concessions, de faire prévaloir l'intérêt du pays sur les griefs personnels, de ramener, il faut le dire, la raison et la convenance au palais de Madrid?

Le parti modéré puise ses titres au pouvoir, — nous ne dirons pas dans la confiance des chambres, ce serait pour le moment fort illusoire, — mais dans les services qu'il a rendus à la monarchie constitutionnelle, dans les garanties d'ordre et de liberté qu'il offre à la Péninsule. Un des grands malheurs de l'Espagne, c'est que sur ce sol dévasté il n'y a qu'une institution vivante, celle qui lui a été léguée par le temps, la royauté; lorsque la royauté elle-même est mise en cause, toutes les chances sont pour l'anarchie. Les lois nouvelles n'ont pas pris racine; l'organisation politique, administrative, du pays est à peine ébauchée et toujours contestée; les intérêts ne sont point développés et classés encore. Il n'y a pas au-delà des Pyrénées cet ensemble d'institutions se-

condaires qui peuvent, en certains momens, être un frein et réagir pacifiquement sur le pouvoir qui dévie. La moindre oscillation dans l'autorité suprême réveille tous les instincts anarchiques, rappelle aux armes toutes les passions sans que rien les contienne, ni l'action des lois qui ne sont plus reconnues, ni l'exigence des intérêts matériels qui n'ont pas eu le temps de se former et de sentir le prix de l'ordre et de la paix. Le plus petit changement devient bientôt une occasion de troubles. C'est l'honneur du parti modéré de s'être fortement pénétré de cette situation après 1843, et d'avoir cherché à organiser l'Espagne sur des bases régulières et solides.

Entre 1844 et 1846, le parti modéré, représenté par le ministère de MM. Narvaez, Mon, Pidal, Martinez de la Rosa, a tenté cette œuvre, qui a donné deux années de paix à la Péninsule. Pendant ces deux années, M. Mon a plus fait pour les finances de l'Espagne que tous les ministres qui l'avaient précédé. Il avait déconcerté l'agiotage, qui s'est relevé dans la personne de M. Salamanca. La seule mesure utile accomplie par ce dernier, la suppression des douanes intérieures, c'est sur les plans laissés par M. Mon qu'elle a été réglée. M. Pidal avait donné quelque vie, quelque force aux institutions civiles par un ensemble de décrets sur le conseil d'état, sur les municipalités, sur les députations provinciales. Pour juger, sous un autre rapport, de l'influence heureuse qu'a exercée le général Narvaez, qu'on examine l'armée depuis son ministère : jusque-là, elle était travaillée par l'indiscipline, se mêlait à tous les débats politiques, prenait part à tous les soulèvemens. On se souvient des révolutions accomplies par des sergens ivres; Espartero lui-même n'a-t-il pas donné l'exemple de la révolte contre le gouvernement? Pendant la crise actuelle, elle reste calme, neutre, non pas indifférente, mais disciplinée. Le résultat des efforts du parti modéré eût été de procurer ainsi à l'Espagne, par des voies diverses, la vérité, la pratique des institutions libres, de lui donner la stabilité, qui est son premier besoin. C'est là véritablement le progrès éclairé et digne, et c'est celui que repousse le parti progressiste espagnol. S'il fût arrivé au pouvoir, s'il y arrivait encore, la Péninsule serait bientôt en révolution. Un de ses organes, l'*Espectadore* a un peu trop naïvement laissé échapper son secret, il y a quelques jours, dans un moment où l'espoir enflait son orgueil. Il ne s'agissait de rien moins, dans son programme, que de bouleverser les municipalités, de rétablir la constitution de 1837 ou d'en voter une nouvelle, de changer toutes les lois administratives, de renouveler le personnel des officiers de l'armée, de destituer toutes les autorités qui sont à la tête des provinces; la dernière clause de ce prospectus révolutionnaire, c'était le réarmement des milices nationales, afin, disait-on, de ne point laisser les institutions sans bouclier contre les révoltes militaires. N'est-il pas

vrai cependant que les milices nationales, bien plus que l'armée, ont été les auxiliaires de toutes les séditions, sans distinction de couleur politique du reste, qu'il s'agît d'élever Espartero ou de le renverser? Ce programme n'a été heureusement qu'une promesse; le général Serrano, qui a conservé un fâcheux souvenir de l'ancien régent, contre lequel il s'était le premier soulevé en 1843, a tout simplement craint de préparer son retour, et le parti progressiste déçu, se rejetant dans une alliance avec la faction carliste, a tourné ses efforts vers une conspiration centraliste qui s'ourdit en ce moment. Les tentatives du parti révolutionnaire échoueront sans aucun doute, de même que les bandes montemolinistes qui désolent la Catalogne, pillent les trésors des villes, saccagent les villages, fusillent de malheureux prisonniers sans défense et renouvellent les horreurs dont Cabrera épouvanta le pays de Valence, seront vaincues dès que le pouvoir sera dans une main ferme et résolue. Cependant il est impossible de ne pas faire une réflexion : c'est combien tous les instincts de désordre et d'anarchie sont prompts à se réveiller en Espagne, combien l'incertitude est encore une condition normale pour ce pays, combien l'avenir de la monarchie constitutionnelle est chose douteuse, puisque les princes et les partis sont chaque jour à lutter d'inconséquence, d'égaremens et de folies extrêmes!

On le voit aisément, cette triste question du palais touche à toutes les questions en Espagne ou plutôt elle les domine. Caprice ou folie légère au début, elle en est venue, par le caractère qu'on lui a laissé prendre, à ébranler tous les ressorts sociaux et politiques, à compromettre l'œuvre de la régénération de la Péninsule, à faire vibrer toutes les passions, à décourager tous les sentimens honnêtes, et elle est posée de telle sorte aujourd'hui, que ceux-là mêmes qui se trouvent dans les meilleures conditions pour la résoudre sont par la force des choses mis en présence de difficultés de l'ordre le plus grave. La première de toutes, sans contredit, consisterait en ce que le roi refusât de rentrer au palais, même lorsque le général Serrano serait éloigné de l'Espagne, et maintînt le délai qu'il a fixé avant tout rapprochement. Le général Narvaez arrive à Madrid maître de la situation. Son influence est assez grande pour qu'il puisse renouer avec succès des négociations étourdiment conduites jusqu'ici, et obtenir du roi don Francisco un retour qui serait aujourd'hui moins un acte de faiblesse qu'une satisfaction donnée à l'intérêt public. Il se formerait sans doute, dans ce cas, sous la présidence du général Narvaez, un ministère modéré, énergique et puissant, capable de réprimer toutes les tentatives de révolte et de reprendre l'œuvre d'organisation qui avait été commencée par MM. Mon et Pidal. La force de ce cabinet serait à peu près irrésistible dans l'état actuel de l'Espagne. Si les obstacles qui séparent la reine et le roi ne pouvaient être aplanis, si un rapprochement ne

pouvait s'effectuer, nous tendons à croire que le général Narvaez refusera le pouvoir, et alors le pays serait précipité dans une série d'agitations et d'intrigues vulgaires dont l'infaillible dénoûment serait la perte de la couronne de la reine Isabelle. C'est là l'alternative placée en ce moment devant la Péninsule; c'est entre ces deux voies qu'on doit choisir. Demain peut-être nous saurons ce qu'il faut penser de l'avenir de l'Espagne.

Que le général Narvaez parvienne à opérer une réconciliation entre la reine Isabelle et le roi don Francisco, ce serait, certes, un résultat fort désirable; car, qu'on y songe bien, plus qu'en tout autre pays encore, la royauté en Espagne est non-seulement une garantie d'ordre, mais aussi un élément de progrès. L'Espagne est travaillée par mille déchiremens, par les rivalités provinciales, par des tendances fédéralistes qui ne sont, de nos jours, qu'un des déguisemens de l'anarchie, et ne seraient, si elles prévalaient, qu'un acheminement vers la décomposition sociale la plus complète. La royauté est seule encore la garantie de l'unité espagnole; seule, la royauté, sagement conseillée, animée d'un esprit politique élevé, peut éteindre, avec le temps, ces foyers d'indépendance locale exagérée qui menacent souvent l'intégrité du pays. Tout ce qui tend donc à affaiblir le sentiment monarchique si profondément enraciné dans les cœurs au-delà des Pyrénées remet en doute le progrès général de la Péninsule. Quelles que soient les difficultés qu'il peut y avoir à effacer toute trace de la crise actuelle, peut-être n'en faut-il pas désespérer cependant. On sait le rôle que l'imprévu joue souvent en Espagne; il pourrait encore aujourd'hui venir en aide à un intérêt pressant. La question espagnole ne perdrait pas pour le moment son caractère en quelque sorte intérieur. Mais si, par une circonstance quelconque, par un événement qui ne pourrait être conjuré par les efforts d'une politique conciliante et forte, le trône d'Isabelle II devait succomber en Espagne, s'il devait y avoir une succession royale ouverte au-delà des Pyrénées, ici la question se révèlerait sous son aspect extérieur, et la France, il nous semble, n'aurait point à choisir son rôle; il serait tout tracé. Il n'y aurait évidemment pour la politique française qu'un point de départ possible, ce serait le droit, aujourd'hui éventuel encore, de l'infante, duchesse de Montpensier.

La France, lorsqu'elle a accompli, de concert avec l'Espagne, le mariage de l'infante Luisa-Fernanda avec le duc de Montpensier, n'ignorait pas qu'elle faisait un acte sérieux qui pouvait être le germe d'une politique tout entière; elle savait que cette union était la consécration d'une alliance nécessaire entre les deux pays, et que pouvaient confirmer les éventualités contenues dans un tel acte. Ces complications qu'on lui promet maintenant, le gouvernement français avait dû les prévoir. N'a-t-on pas pris soin de feuilleter tous les traités, de les expli-

quer, de les commenter, d'en torturer le texte? A la lumière de la discussion publique, qu'est-il resté cependant? Le droit, le droit incontestable de la France et de l'Espagne à faire ce qu'elles avaient fait, et une protestation inutile à laquelle l'Angleterre, malgré ses efforts, n'a pu associer l'Europe. C'est qu'en réalité les autres puissances n'ont point vu une menace pour la paix générale, une altération de l'équilibre européen dans un fait qui, tout en étant heureux pour la France, maintenait intacte l'indépendance de l'Espagne. Quelque complication que suscite le gouvernement anglais, la France n'en a pas moins à défendre un droit, — droit librement débattu, discuté et reconnu par les cortès espagnoles. Il faut bien considérer, du reste, que l'Angleterre n'a point changé encore le sentiment de l'Espagne à ce sujet, comme elle le désirerait. Le cabinet de Madrid en fournissait la preuve récemment; il ne faisait que céder à l'opinion publique en ordonnant des poursuites contre des publications que M. Bulwer peut connaître et qui tendaient à mettre en doute les droits éventuels à la couronne de l'infante Luisa-Fernanda.

Au fond, l'Espagne restant parfaitement indépendante et étant en mesure de défendre son indépendance, le droit de l'infante n'étant point douteux aux yeux de l'Europe, il reste une question d'influence entre la France et l'Angleterre; pour la résoudre, c'est l'intérêt de la Péninsule qu'il faut évidemment consulter. Par une admirable loi de la Providence, la France et l'Espagne sont dans une telle situation l'une à l'égard de l'autre, que leurs intérêts se confondent. Bien loin de nous porter ombrage, l'indépendance et la prospérité de la Péninsule sont pour nous une nécessité et une garantie. La France n'a point de traité de commerce à demander à l'Espagne; si elle pouvait voir d'un œil hostile une telle mesure, ce n'est point que son commerce dût en souffrir, c'est parce que son intérêt principal et dominant est dans le développement des ressources espagnoles, dans la pacification du pays qui serait incontestablement retardée par ce défi porté à la Catalogne. Est-ce dans une chambre française qu'on a parlé, sans exciter de réprobation, de mettre la main sur l'île de Cuba? Avons-nous un Gibraltar, arsenal de contrebande, en attendant qu'il soit un arsenal de guerre? Si l'Espagne, autrefois puissance navale de premier ordre, renouvelle ses efforts pour créer une marine nationale, ce n'est pas la France, sans doute, qui contrariera cette légitime tendance; elle ne peut que la seconder de ses vœux et de son appui. Aujourd'hui même, dans les questions si délicates qui s'agitent, la France n'est-elle pas d'accord avec l'Espagne pour souhaiter la prompte solution des difficultés intérieures du palais, que d'autres ne seraient pas fâchés de voir s'aggraver encore? Nous irons plus loin : qu'on admette un instant une catastrophe ou un événement naturel qui rendrait le trône vacant à Madrid et donnerait toute sa force au droit de l'in-

fante Luisa-Fernanda; n'est-il pas évident, aux yeux de tous les hommes sensés et clairvoyans, que l'infante ne pourrait apporter à l'Espagne que la continuation de la monarchie constitutionnelle, tandis que, d'un autre côté, ce serait ou un abîme de révolutions dont nul ne saurait entrevoir le fond, ou l'avénement au trône du comte de Montemolin, caressé, protégé par l'Angleterre? Et quel caractère aurait forcément alors pour l'Espagne le retour du fils de don Carlos? Ce serait une restauration nette et pure, quelque chose comme un 1815, sans la grandeur et l'éclat glorieux qui ont précédé en France ce triste temps. On peut voir par-là la justice de ces déclamations qui reprochent en ce moment même, avec une recrudescence violente, au parti modéré ses sympathies pour la France. Oui, sans doute, l'Espagne éclairée, véritablement libérale, conservatrice, l'Espagne qui ne veut ni de l'anarchie ni du rétablissement de l'absolutisme, doit attacher quelque prix à notre alliance; il n'y a rien là qui puisse embarrasser ni la France ni le parti conservateur espagnol. Leur conviction commune résulte du sentiment de cette intime connexité des intérêts des deux pays que nous signalions; et, s'il fallait ajouter quelque chose encore, nous rappellerions cette belle parole d'un orateur du congrès de Madrid, qui révèle le secret de notre influence au-delà des Pyrénées : — C'est que la France est la plus vivante et la plus glorieuse expression de la civilisation nouvelle que l'Espagne travaille péniblement à s'assimiler.

Ainsi la crise actuelle, qu'on s'est efforcé de rendre périlleuse, ne sert qu'à faire éclater plus solennellement les vrais besoins, les vraies tendances de l'Espagne. C'est dans les doctrines politiques du parti modéré que la Péninsule peut trouver la sûreté intérieure, comme elle trouverait, s'il en était besoin, la sûreté extérieure dans son alliance avec la France. Là réside l'intérêt réel, sérieux, permanent de ce généreux pays. Quoi qu'il arrive, nous avons la confiance qu'aucune intrigue, qu'aucun caprice, qu'aucune folie n'obscurcira cet intérêt et ne l'empêchera de prévaloir. C'est là le point supérieur et dominant dans la question espagnole; tout le reste est livré au hasard des passions et des incidens secondaires.

******

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE.

31 août 1847.

Les traités de Vienne reparaissent de nouveau dans les discussions de la diplomatie européenne; il s'agit encore de les interpréter soit au profit du plus fort, soit dans l'intérêt du droit et de la liberté. Il y a bientôt un an, l'Autriche absorbait la petite république de Cracovie; aujourd'hui elle envahit une des villes des états romains. L'article 103 de l'acte du congrès de Vienne du 9 juin 1815, en rendant au pape les légations de Ravenne, de Bologne et de Ferrare, a stipulé que l'Autriche aurait droit de garnison dans les places de Ferrare et de Comachio. C'était une grave dérogation aux prérogatives de la souveraineté pontificale : aussi, dès le 12 juin 1815, la cour de Rome protesta contre une pareille clause; pourtant elle dut la subir. Le gouvernement autrichien, non content de tenir garnison dans les deux places, c'est-à-dire dans les deux forteresses, voulut souvent étendre son occupation à des postes en dehors des citadelles. A ces empiétemens, la cour de Rome a toujours opposé les réclamations les plus vives. Cependant, depuis plusieurs années, il ne s'était plus élevé sur ce point de difficultés nouvelles entre le cabinet de Vienne et le saint-siége, lorsque, dans ces derniers temps, Pie IX reçut la nouvelle que l'Autriche avait pris véritablement possession de Ferrare, car elle avait fait occuper, le 13 août, par ses troupes tous postes de la ville. Le même jour, une protestation solennelle du cardinal Ciacchi, légat de Ferrare, a déclaré illégale et arbitraire une pareille occupation. Le cabinet autrichien a répondu, par son organe officiel, qu'il avait toujours exercé son droit de garnison d'une manière plus ou moins étendue, suivant les circonstances. Si aujourd'hui il a réparti des troupes dans les différens postes et dans les casernes de la ville de Ferrare, c'est que l'agitation excitée par la presse

et les clubs lui a paru menacer la tranquillité publique. Ce langage n'indique que trop que l'Autriche n'a jamais eu la pensée, comme le bruit en avait couru, de revenir sur les mesures qu'elle avait prises, et de retirer de Ferrare les renforts qu'elle y avait envoyés.

Telle est la situation. Par l'occupation de la ville de Ferrare, l'Autriche blesse vivement les droits de la souveraineté pontificale, et néanmoins elle prétend qu'elle n'a pas outrepassé les termes des traités. Quant à une intervention, le cabinet de Vienne en désavoue la pensée. Pourquoi? Quand même la cour de Rome n'aurait pas déclaré d'une manière absolue qu'en aucun cas elle ne solliciterait une intervention étrangère, il est certain qu'en ce moment, loin de réclamer auprès d'aucun cabinet un pareil secours, elle manifeste l'intention de faire elle-même ses affaires en s'appuyant sur les libéraux modérés. Or, comment l'Autriche, sans violer tous les principes et tous les droits, sans montrer qu'elle entend traiter l'Italie en pays conquis, pourrait-elle intervenir dans les états du pape contre la volonté bien connue de Pie IX? En 1831, quand l'effervescence qui régnait dans la péninsule éclata par une triple insurrection à Modène, à Parme, à Bologne, les trois gouvernemens qui se trouvaient ainsi assaillis invoquèrent sur-le-champ l'intervention de l'Autriche. Pour ne parler que des états pontificaux, les troupes autrichiennes les occupèrent plusieurs mois, sur l'invitation et du consentement du pape, dont elles n'évacuèrent le territoire qu'à la fin de juillet. L'année suivante, d'autres troubles amenèrent une nouvelle intervention de l'Autriche, encore sur la demande du pape. Il faut même remarquer qu'à cette époque les soldats pontificaux inspiraient une telle aversion aux Romagnols, que plusieurs villes se félicitèrent de recevoir dans leurs murs les Autrichiens, qui, par une discipline sévère, protégeaient au moins la tranquillité publique. Au surplus, cette popularité passagère des Autrichiens s'évanouit bientôt à la nouvelle que le drapeau français allait paraître en Italie. En effet, cette seconde invasion de l'Autriche dans les états romains mécontenta assez vivement M. Casimir Périer pour le déterminer à l'expédition d'Ancône, conduite avec tant d'audace et de bonheur. On voit que si l'Autriche, depuis 1830, est entrée deux fois sur le territoire pontifical, c'est qu'elle y fut appelée par Grégoire XVI. Aujourd'hui Pie IX lui déclare au contraire qu'il entend faire face aux nécessités de la situation sans le secours de l'étranger; il a un langage tout-à-fait national, il a le cœur d'un véritable Italien, et il croit qu'il aura plus de puissance par sa popularité qu'il n'en pourrait trouver dans l'intervention autrichienne.

C'est ainsi que seize années d'ordre et de paix ont apporté dans la péninsule des modifications politiques et morales qui doivent inspirer au gouvernement autrichien des réflexions sérieuses. Il y a là des sentimens, des tendances, des progrès, dont on ne triomphe pas avec des baïonnettes. De quelque côté qu'elle tourne ses regards, en Toscane, en Piémont, l'Autriche est entourée de populations intelligentes travaillant à conquérir le bien-être matériel et la liberté civile. A coup sûr, un pareil esprit n'a rien qui puisse alarmer les gouvernemens; aussi ces derniers, loin d'invoquer la protection étrangère, ont-ils vu, avec un chagrin qu'ils ont plus ou moins manifesté, l'occupation de la ville de Ferrare; par ce nouvel empiétement, ils se sont sentis atteints dans leur souveraineté et

dans leur indépendance. L'Autriche ne doit pas non plus oublier que, si Pie IX est faible comme prince temporel, il dispose d'une autorité morale contre laquelle il ne serait pas d'une habile politique d'entrer en lutte ouverte. Quelque opinion que le gouvernement autrichien puisse avoir de sa force, il ne se croit pas sans doute plus maître en Italie que ne l'était Napoléon il y a quarante ans. Cependant Napoléon, au milieu de ses triomphes, après Austerlitz et Iéna, s'irritait des obstacles que lui opposait la fermeté de Pie VII. « Je trouve dans mon siècle, s'écriait-il, un prêtre plus puissant que moi, car il règne sur les esprits, et moi je ne règne que sur la matière. » Dans des circonstances analogues, la puissance de Pie IX serait plus grande encore que celle de Pie VII, car à l'autorité de la religion se joindrait le prestige des idées de liberté. L'Autriche a-t-elle intérêt à provoquer un pape à reprendre l'antique et glorieux rôle de représentant de l'indépendance italienne? D'un autre côté, ne serait-il pas étrange qu'un cabinet qui professe si hautement les principes conservateurs se constituât l'adversaire de la papauté? Aujourd'hui donc, tout conseille à la cour de Vienne d'apporter dans les affaires de l'Italie la plus grande réserve; elle y est invitée par son intérêt, par la politique d'ordre et de stabilité qu'elle prétend exprimer et servir plus que personne, par les changemens moraux qui se sont opérés autour d'elle.

Il y a, pour ce qui concerne l'Italie, un complet contraste entre l'Autriche et la France. A l'Autriche la prépondérance matérielle, à la France l'influence morale. Notre rôle dans la péninsule est d'autant plus facile et peut-être d'autant plus considérable, qu'il est plus désintéressé. L'Italie est bien convaincue que la France fait les vœux les plus sincères pour son indépendance, et qu'elle a abdiqué à son égard tout projet de conquête et de domination. Cette persuasion, jointe au souvenir de la régénération morale que lui apportèrent, à la fin du dernier siècle, les armées victorieuses de la révolution française, lui inspire pour nous une confiance, une sympathie qu'il serait bien peu politique de tromper. D'ailleurs, les traités de Vienne ont créé à l'Autriche en Italie une situation si formidable, qu'il faut au moins veiller à ce qu'elle ne s'agrandisse pas encore. En 1831, en 1832, la France posait avec fermeté le principe de l'indépendance et de l'intégrité des états du saint-siége. Ce principe domine tout, et nous sommes convaincus que le gouvernement français n'a rien fait, n'a rien dit qui puisse l'affaiblir et en entraver l'application. Pourquoi se désarmer de gaieté de cœur? La cour de Rome a fait connaître qu'elle ne réclamerait pas d'intervention étrangère : c'est bien; mais, sur cette assurance, notre diplomatie n'a pas dû se hâter de déclarer qu'elle ne se mêlerait des affaires des états romains que dans le cas où une puissance se permettrait d'intervenir sans la demande préalable du pape. A quoi bon limiter ainsi sa propre action dans l'avenir? Pourquoi prévoir le cas où une intervention étrangère ne provoquerait de notre part aucune réclamation, aucune résistance? La France doit garder toute la liberté de ses mouvemens pour les éventualités qui peuvent se produire d'un instant à l'autre.

Il lui importe d'autant plus d'avoir une contenance ferme et décidée, qu'elle ne laisse pas que d'être observée avec une curiosité malveillante par des adversaires et des rivaux. La presse anglaise ne nous épargne pas ses critiques et l'expression d'une joie injurieuse, à l'idée que notre politique abandonne les principes que jusqu'ici elle avait toujours défendus. Elle nous représente comme

désertant des traditions séculaires, comme abdiquant des prétentions pour le triomphe desquelles nous avons autrefois si souvent combattu. Nous savons tout ce qu'il faut rabattre de ces déclamations; toutefois ce langage doit nous tenir en éveil. Les organes de lord Palmerston dénoncent à l'Europe le gouvernement français comme coupable de complicité avec l'absolutisme de l'Autriche. La meilleure réponse à cette accusation sera dans l'habile fermeté de notre diplomatie, qui doit montrer que nous n'abandonnerons pas à l'Angleterre l'honneur de défendre en Europe les saines idées libérales. Que lord Palmerston prenne partout fait et cause pour les partis extrêmes, quel que soit leur drapeau, le carlisme ou la démagogie, nous ne lui envions pas ce rôle d'agitateur, qui demande à l'anarchie d'ouvrir des chances heureuses aux intérêts, à l'influence, au commerce de l'Angleterre. La mission de la France est autre : prêtant partout son appui moral à la liberté modérée, aux idées de sages réformes, la France inspirera plus de confiance et d'estime que si elle se montrait ici absolutiste, là radicale, au gré de ses caprices ou de ses spéculations. Du reste, il ne serait pas impossible que les vivacités de lord Palmerston eussent un résultat qu'à coup sûr il n'a ni désiré, ni prévu : c'est d'inspirer à l'Autriche une plus grande circonspection. Le ministre whig ne doit rien souhaiter avec plus d'ardeur que des événemens, des circonstances, qui amènent sur quelque point de l'Italie une intervention d'une puissance étrangère. Lui aussi pourrait alors se mêler des affaires de la péninsule, et montrer le pavillon anglais devant Naples, devant Civita-Vecchia, et dans le golfe de Palerme. D'ailleurs, ne pourrait-on trouver dans les conditions actuelles de la politique anglaise plus d'un motif de se prononcer en faveur du saint-siége? Déjà les difficultés de l'Irlande avaient fait comprendre à l'Angleterre la nécessité d'un rapprochement avec Rome; la question du rétablissement des relations diplomatiques par l'envoi d'un ambassadeur auprès du Vatican a été plus d'une fois agitée, et elle se reproduira lorsque le parlement devra plus tard discuter la dotation du clergé catholique. Enfin il est certain que le gouvernement anglais cherche à établir le transit de la malle de l'Inde à travers les états pontificaux. Voilà bien des raisons pour que l'Italie ne croie pas au désintéressement de l'Angleterre, comme elle croit aujourd'hui à celui de la France. S'il y a de la prévoyance dans les gouvernemens, un sage instinct dans les populations, on évitera, de part et d'autre, tout ce qui pourrait amener dans les états indépendans de l'Italie des drapeaux étrangers.

En effet, c'est surtout d'elle-même que l'Italie peut attendre son salut et sa force, et dès à présent d'heureux symptômes se manifestent au-delà des Alpes. Dans une lettre adressée à un personnage aussi connu par ses principes libéraux que par son dévouement à la personne du roi Charles-Albert, ce prince s'est prononcé d'une manière formelle contre l'occupation de Ferrare. Le roi aurait renouvelé l'expression de son mécontentement en présence de plusieurs membres du corps diplomatique, et notamment du nonce du saint-siége, monsignor Antonucci, à qui il aurait offert l'appui du Piémont contre les exigences de l'Autriche. Cette détermination serait due aux conseils de M. de la Villamarina, ministre de la guerre, et du duc de Savoie, qui, bien que marié à une princesse autrichienne, se fait, en cette circonstance, l'organe des vœux de la nation. Cependant il ne paraît pas qu'aucune démarche officielle ait encore eu lieu, et il n'est pas cer-

tain, comme on l'a dit, qu'une note dans ce sens ait été adressée au cabinet de Vienne, bien qu'une polémique assez aigre entre la *Gazette piémontaise* et le journal officiel de Milan en ait donné l'espérance à Turin. L'agitation est grande en Piémont, surtout dans l'armée, ce qui est un symptôme considérable pour qui connaît le caractère méthodique et froid des Piémontais. Cette attitude du Piémont ne sera pas sans influence dans la question actuelle; il faut la constater comme l'indice d'une tendance vers la seule politique qui convienne à l'Italie : nous voulons parler d'une alliance défensive qui, en mettant les souverains de la péninsule à couvert de l'influence étrangère, établirait entre eux une certaine solidarité dans l'accomplissement des réformes pacifiques et progressives. En unissant sa cause à celle du reste de l'Italie, le roi Charles-Albert servirait tout ensemble les intérêts de son pays et se montrerait fidèle aux traditions de la maison de Savoie. Le Piémont a une armée de 52,000 hommes en temps de paix, qui, sur le pied de guerre et en appelant sous les drapeaux les bataillons provinciaux, peut être promptement portée au double; qu'on ajoute à cela une marine déjà respectable, des finances en excellent état et une administration qui compte dans son sein des hommes véritablement distingués : que manque-t-il donc au Piémont pour prendre une plus grande part d'influence dans les affaires italiennes? Un peu plus de décision et une contenance assez ferme pour inspirer désormais plus de confiance à la péninsule.

A côté du Piémont, les états de Parme, de Modène et de Lucques sont complétement soumis à l'influence du cabinet de Vienne; l'archiduchesse Marie-Louise administre pour l'empereur Ferdinand; Modène est la citadelle et le chef-lieu du parti rétrograde, et l'imprudent souverain de Lucques semble s'appliquer à soulever ses sujets par ses caprices tyranniques et à ouvrir de ce côté une porte à l'intervention autrichienne. L'importance de ces petits états est peu considérable, et leur opposition ne serait pas très dangereuse, s'ils ne constituaient pour leurs voisins une cause permanente de troubles, ainsi qu'il est arrivé récemment encore à l'occasion des massacres de Parme. En Toscane, l'opinion libérale trouve un plus sûr appui. Le grand-duc a donné des gages de ses bonnes dispositions, et la droiture de son caractère ne peut être révoquée en doute. Les concessions qu'il a faites à l'opinion ont été spontanées, et il a su s'identifier franchement avec les intérêts de son peuple. Quant au roi de Naples, il serait injuste de ne pas reconnaître l'importance des réformes économiques qu'il vient d'introduire dans ses états, surtout si on tient compte des difficultés de sa position vis-à-vis de l'Autriche, et rien ne peut faire douter nn jour ou l'autre de son adhésion à l'alliance italienne. Jamais les circonstances ne furent donc plus favorables pour cette union, garantie essentielle de l'indépendance nationale, comme l'union des populations avec les gouvernemens est la seule garantie de la liberté.

C'est en posant ce principe que le parti modéré a rendu moins épineuse la tâche des gouvernemens italiens, en même temps qu'il a mis ceux du dehors en demeure de se prononcer en sa faveur, s'ils veulent sauver la cause de l'ordre et du progrès, et, à ce point de vue, on n'a peut-être point assez apprécié les services rendus par ce parti dans les derniers événemens. Grace à ses efforts et à son influence, le gouvernement du pape a pu conserver jusqu'à présent, dans

le différend survenu avec l'Autriche, les avantages que lui donne sa position. A la voix de ses chefs, l'attitude du peuple de Rome et des légations est restée calme. Sauf l'émotion inévitable causée à Rome le jour où y parvint la nouvelle de la première entrée des Autrichiens à Ferrare, aucune manifestation intempestive n'est venue entraver l'action du gouvernement. Le pape ayant exprimé le désir de voir le peuple s'abstenir de toute démonstration, le mot d'ordre a été donné aux clubs, à la garde nationale, aux journaux; Ciciruacchio l'a transmis à la foule, et tout s'est passé dans un ordre parfait. Le gouvernement pontifical, assuré de la tranquillité publique, a pu en toute sécurité organiser les gardes nationales, et, confiant dans son bon droit, opposer une réponse énergique aux prétentions de l'Autriche. On sait en quels termes il l'a fait. Le cardinal secrétaire d'état n'a point oublié l'ancien évêque de Rieti, courant, en 1831, sur les remparts et distribuant des armes à la population. Sa franchise un peu rude ne s'accommode guère des formes diplomatiques, et déroute parfois les habitudes et les traditions. Son allure loyale et résolue gêne beaucoup le parti rétrograde. Aussi la cabale tout entière est-elle conjurée contre lui, et sa ruine est le but de tous ses efforts. Elle a malheureusement encore plus d'une voie détournée pour faire arriver ses insinuations à l'oreille du pape, mais nous avons trop de confiance dans la sagesse de Pie IX pour croire qu'il puisse se laisser surprendre et donner sur ce point la moindre satisfaction à ses ennemis, qui ne manqueraient pas de l'interpréter comme un triomphe complet et décisif.

Les peuples qui traversent de laborieuses épreuves pour conquérir une liberté régulière peuvent prendre exemple sur une nation qui, depuis vingt ans, a été aux prises avec des difficultés de tout genre, sans y succomber : nous voulons parler de la Grèce. Les chambres viennent de s'ouvrir à Athènes, et le gouvernement a pu leur apprendre qu'il se croyait en mesure d'effectuer progressivement le paiement de la dette nationale, sans compromettre d'une manière fâcheuse les intérêts du trésor, de l'agriculture et de la navigation. Nous serions presque tentés de faire honneur de ce résultat aux exigences *persévérantes* de lord Palmerston, pour employer les expressions du discours de la couronne. En effet, c'est pour ainsi dire sous le feu des attaques du ministre anglais que M. Coletti a trouvé l'énergie nécessaire pour dissoudre la dernière chambre des députés, dans laquelle une opposition violente entravait la marche du gouvernement, pour en appeler à des élections nouvelles, y conquérir une majorité incontestable, et préparer les mesures importantes qui doivent fonder le crédit national. Cette fois encore, le gouvernement grec a trouvé l'assistance d'un généreux étranger, M. Eynard de Genève, qui continue de servir la cause de l'indépendance hellénique avec un dévouement que le temps n'a pu refroidir. Si M. Coletti n'a pas annoncé dans le discours de la couronne un heureux dénoûment des difficultés qui se sont élevées entre la Porte et la Grèce à l'occasion de M. Mussurus, c'est qu'il résiste encore à de nouvelles exigences du divan, qui paraît avoir été trop accessible aux suggestions de la diplomatie britannique. Toutefois le roi Othon a exprimé l'espoir que ce différend ne tarderait pas à se terminer d'une manière conforme à la dignité des deux états. Quand l'incident relatif à M. Mussurus éclata, il semblait, à voir l'effroi de bien des gens, que la guerre allait en sortir; aujourd'hui l'affaire se trouve réduite à de plus modestes

proportions : ce n'est plus guère qu'une pointillerie d'étiquette. Il est plus que temps d'en finir.

C'est à tort qu'on avait voulu faire un événement diplomatique de la note remise en Suisse à M. Ochsenbein par le représentant de l'Angleterre, M. Peel. Dans cette note, il n'y a pas autre chose que des politesses pour M. Ochsenbein et des vœux pour le bonheur et la liberté de la Suisse, qui doit, par le maintien de l'ordre, ôter tout prétexte à une intervention étrangère Si la diplomatie de lord Palmerston tenait toujours le même langage, nous n'aurions jamais pour elle que des éloges. Plus encore que le gouvernement anglais, la France, en sa qualité de puissance limitrophe, considérerait comme chose très fâcheuse la nécessité d'une intervention en Suisse; aussi n'a-t-elle épargné ni avertissemens ni conseils pour engager la confédération à se préserver des excès qui seuls pourraient amener un semblable résultat : elle a reconnu le droit qu'avait la nation helvétique de réviser son pacte fédéral, mais elle lui a signalé les écueils où elle pouvait tomber en remaniant sa constitution, et les dangers où la précipiteraient les exagérations des partis qui la divisent. Ce langage est-il suspect? Ces sentimens sont-ils hostiles? En parlant ainsi, la France n'a pas laissé que de produire une impression assez profonde non-seulement sur les hommes modérés, mais même sur ceux des radicaux qui sont au gouvernement, et qui, en dépit de leurs préjugés et de leurs passions, ne peuvent fermer les yeux à l'évidence. Depuis quelque temps, le radicalisme se divise, se fractionne : il y a les radicaux gouvernans et les radicaux clubistes. Les premiers, malgré toute leur bonne volonté, ne peuvent pas toujours contenter les seconds, qui ne leur ménagent pas les accusations. De là des luttes au sein du parti extrême qui domine aujourd'hui en Suisse. Ce parti est, on le voit, livré à la guerre civile, qui, aux yeux des radicaux, semble être un instrument légitime de réformes et de progrès. Un prédicateur qui s'était avisé dernièrement de déplorer l'état d'anarchie où est aujourd'hui plongée la Suisse, n'a-t-il pas été menacé d'être mis en jugement? Il était en effet bien coupable; il avait demandé, à la fin de son sermon, que la guerre civile fût détournée de la Suisse, ou que du moins, si elle éclatait, elle retombât sur la tête de ceux qui l'auraient provoquée. La propagande organisée à l'étranger, des comités directeurs qui, de Paris et de Londres, travailleront à imprimer en Suisse plus d'unité à la marche de la démocratie, tels sont encore les moyens auxquels le radicalisme demande son triomphe. Faut-il s'étonner que de pareilles démonstrations en provoquent d'autres? Des évêques de France se prononcent de leur côté en faveur des catholiques suisses. Cette sorte d'intervention est fâcheuse : tout ce qui donne aux cantons conservateurs une couleur trop exclusivement catholique peut leur faire perdre de puissans appuis et mettre des obstacles à une fusion nécessaire. C'est, en effet, plus que jamais le moment pour l'opinion modérée de rassembler ses forces et ses élémens. Il importe à la Suisse de voir s'élever un parti intermédiaire qui sache faire de précieuses recrues tant parmi les protestans que parmi les catholiques. Ce parti ne peut obtenir la prépondérance qui lui permettra de rendre de véritables services à son pays qu'en subordonnant aux grands intérêts nationaux les passions religieuses. Les conservateurs suisses doivent agir non pas en sectaires, mais en hommes politiques; ils doivent de plus en plus dégager leur cause

de tout ce qui peut la compromettre et la dénaturer. Quelle est l'accusation sans cesse renouvelée par le radicalisme? C'est que l'opinion conservatrice en Suisse s'identifie avec la cause des jésuites. N'y a-t-il donc aucun moyen de faire tomber une accusation semblable? N'y a-t-il pas, au sein de la religion catholique, une autorité compétente pour trancher l'épineuse question du séjour des jésuites à Lucerne? Le pontife qui, dans la chaire de saint Pierre, montre un zèle si ardent pour le bonheur et la liberté des peuples, ne pourrait-il, par une intervention souveraine, contre laquelle à coup sûr personne ne s'élèverait, inviter les jésuites à quitter un pays où leur présence sème l'agitation et sert de prétexte à la guerre civile? A Genève déjà, les catholiques ont fait connaître qu'ils ne marcheraient pas contre les sept cantons, et les conservateurs protestans de la ville de Calvin ont manifesté les mêmes intentions. Il n'y aurait ainsi à Genève, pour attaquer le *Sonderbund*, que les radicaux; mais ces derniers formeraient une trop petite armée pour hasarder l'expédition. On s'abstiendra donc selon toute apparence, et on donne pour raison qu'il ne serait pas prudent de dégarnir la frontière du côté de la France, qui sans doute pourrait profiter de l'occasion pour conquérir la république de Genève. C'est par cette plaisante explication qu'on cherche à sauver l'amour-propre du radicalisme; mais nous venons de donner les véritables motifs de sa modération momentanée. Au surplus, entre les résolutions prises par la diète et le commencement des hostilités, il y a heureusement bien des degrés à franchir, et nous espérons encore que des Suisses ne feront pas la faute d'aller porter la guerre dans ces petits cantons qui fondèrent l'indépendance helvétique en triomphant des Autrichiens.

Nous n'avons pas encore parlé du recès adressé par le roi de Prusse à ses fidèles états; nous avons toujours peur de nous trop hâter dans nos opinions quand il s'agit de l'Allemagne, et les esprits vont, au-delà du Rhin, d'une allure qui leur est si particulière, que nous avons beaucoup à faire en France pour y accommoder la nôtre. Nous voulons aujourd'hui non pas expliquer ou commenter le recès royal (tout le monde sait à quoi il se réduit), mais le juger pour ainsi dire et juger des dispositions du pays par l'effet que ce nouvel acte semble y produire.

Le recès (*Abschied*), dans la langue politique de l'Allemagne, équivaut justement à cette série de réponses avec lesquelles le roi, du temps de notre ancienne monarchie, faisait annoter les cahiers de doléances des états-généraux ou provinciaux. C'est la voie la plus naturelle que puisse suivre un gouvernement en face d'une assemblée délibérante dont la compétence se borne au droit d'avis. Jusqu'ici donc, chacune des huit diètes provinciales avait eu son recès après la session finie. On a traité la grande diète comme on traitait les petites, on a gardé rigoureusement les mêmes formules, et l'on a obstinément nié de la sorte qu'il y eût la moindre différence de caractère et d'autorité entre les petites et la grande. On a passé tout-à-fait sous silence les prétentions politiques qui s'étaient frayé une route si légitime, et l'on n'a rien voulu voir d'autre dans cette assemblée toute nouvelle que la réunion pure et simple des vieilles assemblées provinciales, renfermées comme auparavant dans l'humble rôle d'une conférence administrative. Était-ce le vrai de la situation? Nous ne le croyons pas.

Il courait à Berlin, au commencement de la session, un mot qui rendait bien

l'aspect de la diète à son début. On avait cru en haut lieu, disait-on, que l'on n'aurait devant soi que les représentans de huit provinces et de quatre ordres; mais, quand une fois on a vu ces six cents personnes : — Tonnerre! éclairs! a-t-on crié tout d'un coup, c'est la nation! — Il sera donc très difficile de rapetisser les états-généraux à la taille des états provinciaux, et l'on peut tenir au contraire pour certain que les prochaines diètes provinciales, au lieu de rester isolées comme elles l'étaient les unes des autres, ne seront plus que des tronçons de la diète générale qui aspireront toujours à se rejoindre.

Telle étant d'une part la réalité, de l'autre l'attitude prise par le gouvernement dans son recès, quelle a été l'impression du public? Nous sommes en mesure d'affirmer que cette conduite, d'ailleurs assez prévue, a blessé tous les cœurs sans les décourager. La presse censurée ne peut assurément donner une idée très exacte de l'état moral des pays allemands, mais elle traduit toujours avec plus ou moins d'habileté les tendances de l'opinion, et la censure ne pèse point partout du même poids. On laisse aux feuilles du Rhin plus de liberté qu'à celles de la Saxe ou du Brandebourg. La *Gazette de Cologne* sait très heureusement profiter de cette tolérance pour défendre les principes constitutionnels, et la mesure, le tact qu'elle apporte au service d'une cause à la fois si compromettante et si chère, doivent lui mériter tous les éloges. La manière dont elle a parlé du recès est un exemple curieux de cette adroite polémique : n'en pouvant dire beaucoup de bien, la *Gazette de Cologne* s'est beaucoup félicitée de n'en avoir pas à penser plus de mal. Il existe, à l'en croire, dans les hautes régions du pouvoir et de la cour, un parti rétrograde qui voulait tout pousser à l'excès, tout rompre; la couronne a résisté, elle a laissé tout en suspens : il faut encore l'en remercier. Le roi ne répond pas aux vœux des états, mais il ne leur reproche pas de les avoir exprimés, il ne recommence pas ce terrible discours du 11 avril, comme on l'avait conseillé, comme on l'avait craint. Le roi ne tient pas compte, n'entend même rien connaître des réserves formelles sous lesquelles un grand nombre des députés nommés aux *Auschüsse* (comités) avaient accepté leur mandat; mais il ne les punit pas pour cette demi-obéissance, il ne poursuit pas même devant la justice, comme on l'avait annoncé, les sujets rebelles qui avaient refusé de choisir les *Auschüsse* et contrecarré directement ses ordres (*Befehl*). Nouvelle victoire du parti libéral sur le parti absolutiste!

On ne saurait se dissimuler qu'on sent bien quelque chose d'arbitraire et de fictif dans cette place improvisée que l'on fait ainsi à la royauté prussienne au juste milieu des partis, et cette royauté si personnelle, si vivante par elle-même et pour elle-même, se prête assez médiocrement à la froide et majestueuse neutralité qu'on lui suppose. Ce n'est pas là cependant une pure invention de polémiste. La *Gazette de Cologne* a devant elle un adversaire quotidien qui représente, avec toute l'étroitesse et toute l'âcreté possible, les préjugés les plus hostiles à ses idées : nous voulons parler de *l'Observateur Rhénan,* l'organe semi-officiel d'une portion du cabinet de Berlin; mais ce qui se trahit surtout dans cette manière de se consoler d'un mal par la joie de n'en pas éprouver un pire, c'est une sorte d'accommodement qui flatte ce besoin de temporiser dont l'Allemagne est toujours possédée même au milieu de ses plus vifs accès d'indignation, et, sous ce rapport, la tactique du journaliste se rencontre certainement avec le fond de bien des esprits.

Il ne faudrait pas croire cependant que cette inclination peut-être un peu forte pour les atermoiemens exclût une certaine décision de caractère propre à la nature allemande, cet entêtement germanique qui peut avoir l'air de lâcher tout sans démordre de rien. La *Gazette de Cologne* termine les articles d'intention si conciliante qu'elle a publiés sur le recès du 24 juillet par quelques mots beaucoup plus expressifs : « En somme, si nous marchons lentement, nous marchons d'un pas sûr et qu'on n'arrêtera point. Il n'y a rien encore qui doive nous décourager; c'est notre affaire à nous, aux électeurs, aux élus, au peuple entier, de nous montrer fermes et opiniâtres. » M. Hanssmann s'exprimait avec la même constance en revenant, pour la première fois depuis la diète, siéger à sa place ordinaire dans le conseil municipal d'Aix-la-Chapelle. M. Hanssmann, on le sait, est un des cinquante-huit qui, malgré le commandement du roi, n'ont pas voulu nommer les *Ausschüsse;* il se fait moins d'illusions que personne sur la portée immédiate des institutions actuelles, sur la valeur d'initiative de l'esprit allemand. Il ne se cache point pour dire en pleine assemblée que les résultats de la diète, à plus d'un égard, ont été fort petits; que le plus clair désir des ministres, ce serait de les diminuer encore et surtout d'ajourner le plus possible une nouvelle convocation; et néanmoins, au milieu de tous ces déboires, M. Hanssmann maintient et affirme publiquement que le pays ne peut plus vivre sans états-généraux, qu'il ne peut se passer quatre ans avant qu'on les rassemble, et que la sagesse du roi aussi bien que sa magnanimité lui garantit cette inébranlable espérance.

Du reste, la déclaration signifiée par le gouvernement au sujet des futurs *Ausschüsse* a déjà porté quelques-uns des fruits qu'on en pouvait attendre. Le roi fait connaître qu'il confirme la nomination des membres choisis par la diète pour entrer dans ces comités, mais qu'il n'accepte point les conditions auxquelles le plus grand nombre d'entre eux a été nommé : aussitôt un député d'Elbing, M. de Bardeleben, dépose son mandat. Tous les représentans de la province de Prusse ayant pris le leur sous les mêmes réserves, on doit croire qu'ils se sentiront placés sous la même obligation, et il est probable que cette démonstration collective aura plus d'effet politique que la démarche isolée de M. de Bardeleben. Celui-ci est un de ces combattans d'avant-garde qui n'attendent jamais leur tour; l'armée parlementaire de la Prusse a déjà montré toutes ces variétés de personnages. C'est M. de Bardeleben qui, un jour qu'un orateur ministériel disait à la tribune que la diète représentait les ordres, se leva brusquement et s'écria : « Nous représentons la nation! »

Un homme d'une autorité bien autrement grave, M. de Schwerin, qui, sur la fin de la session, avait sacrifié la rigueur de ses principes constitutionnels aux exigences de la royauté, M. de Schwerin doit, assure-t-on, se décharger de ses fonctions administratives pour appartenir tout entier à la vie publique. Il remplissait la charge de *Landrath*, charge analogue à ce que serait chez nous celle d'un sous-préfet nommé par les propriétaires de l'arrondissement. Le gouvernement se proposant, à ce qu'il paraît, de soumettre à son autorisation l'entrée des employés dans la diète, M. de Schwerin, malgré tout son zèle monarchique, n'a pas voulu subir cette gêne. Il semble donc que les gens les plus modérés s'attendent encore à de grandes épreuves politiques. M. de Vincke, également revêtu du caractère de *Landrath,* s'en démettra de même, s'il ne l'a déjà fait. La viva-

cité de son opposition ne s'arrangeait guère de la subordination où sa place le retenait vis-à-vis du ministre de l'intérieur, M. de Bodelschwing, son parent et son adversaire de préférence. M. de Vincke, entouré maintenant d'une popularité singulière, se prépare sans doute à de plus hautes destinées; le mot reçu à propos de cette physionomie trop originale pour qu'il faille lui chercher des ressemblances, c'est que M. de Vincke doit être le Mirabeau de la nouvelle monarchie.

Vienne donc cette nouvelle monarchie prussienne, et à la façon dont on en discute maintenant la possibilité, même dans les régions officielles, on s'aperçoit bien en effet que, si son temps n'est peut-être pas très proche, il est du moins inévitable. La *Gazette d'état* de Berlin engageait dernièrement sur ces délicats problèmes une polémique très curieuse avec la *Gazette allemande*. Publiée à Heidelberg par M. Gervinus, aidé de quelques jeunes et brillans collègues qu'il a dans l'université, la *Gazette allemande* prêche le constitutionnalisme avec des formes un peu doctrinales, mais avec une grande autorité. Tout en critiquant les tendances trop françaises du journal badois, son penchant pour le dogme du gouvernement des majorités, pour celui de la responsabilité ministérielle, la *Gazette prussienne* se plaçait cependant sur un terrain bien autrement libéral que celui où se maintiennent les vrais absolutistes; elle repoussait l'absolutisme en lui-même, les vieux droits, le vieux régime; elle demandait seulement qu'on en gardât la séve nationale, le fond allemand et primitif. S'il y a quelque sentiment sérieux derrière ce suprême retranchement, c'est un sentiment injuste contre lequel nous sommes bien aises de nous élever.

Jadis, en effet, les puissances allemandes, confondant exprès la révolution et le progrès, le mouvement et l'anarchie, s'attachaient à dégoûter leurs peuples des biens de la liberté en les effrayant des horreurs du désordre; c'était ainsi qu'on formait, qu'on nourrissait les préjugés de l'Allemagne contre la France, et l'on avait par là un moyen de plus pour raviver toujours les rancunes de 1807, dont on tirait si bon parti. Aujourd'hui que l'Allemagne commence à découvrir par sa propre expérience que l'ordre et la liberté ne sont point inconciliables, on voudrait encore l'armer contre nous non plus en lui faisant peur d'institutions qu'elle va bientôt partager, mais en éveillant à leur sujet cet amour-propre d'auteur que tout Allemand porte en soi, en insinuant à plaisir aux vanités nationales la prétention puérile de tout créer sans l'aide de personne et surtout sans l'aide de la France. Le premier progrès qui prouvera l'avancement de l'Allemagne dans sa nouvelle carrière, ce sera quand on la verra débarrassée de cette envie secrète qui la tourmente à notre endroit. Elle s'en défend pourtant avec amertume et nous demande d'un air triomphant ce qu'elle pourrait à présent nous envier. A quoi nous répondrons qu'elle se réjouit trop malignement de nos torts ou de nos fautes pour n'avoir pas l'air d'appréhender nos succès. Il y a moins de fiel dans toutes les injures de John Bull que dans ce dénigrement acharné avec lequel certaines feuilles allemandes exploitent les misères de notre temps et de notre pays pour la plus grande joie des philistins vertueux. Que les hommes de bon sens s'efforcent seulement de persuader à l'honnête *Michel* qu'il n'est pas absolument nécessaire de refaire le monde *ab ovo* pour son propre usage, et qu'il peut bien marcher comme a marché la France sans nuire

à l'opinion qu'il veut donner de son mérite; que les patriotes d'outre-Rhin soutiennent hardiment que tout n'est pas mal en France, que tous les employés n'y sont pas corrompus, que tous les hymens n'y sont pas adultères (il n'est point de sage ménagère allemande qui doute de cette abomination), et alors, nous le disons sans paradoxe, l'Allemagne aura fait un grand pas sur le chemin de la vie politique.

Nous ne voulons point quitter les affaires allemandes sans parler du procès des Polonais qui se vide maintenant à Berlin. Nous trouvons dans la *Gazette d'Augsbourg* une correspondance intéressante qui rend bien la physionomie particulière de cet incident si considérable dans l'histoire du moment. L'impression produite par la première séance a surtout été très frappante. La cour de justice, construite pour la circonstance, est spacieuse et aérée. Les accusés arrivent en masse, se divisent par groupes, se serrent la main ou s'embrassent à la mode de leur pays et causent vivement entre eux; ils ont la plus complète liberté d'aller et de venir, on ne voit pas la moindre apparence de contrainte, et il n'y a que quatre gendarmes dans cette grande salle; encore sont-ils postés au milieu de l'auditoire. Le correspondant de la *Gazette d'Augsbourg* se rappelle, devant ce tableau pacifique, les formes rigoureuses avec lesquelles ce même tribunal instrumentait, il y a quinze ans, contre la *Burschenchaft*, et nous nous joignons à lui pour reconnaître cette belle amélioration introduite enfin dans les mœurs politiques de la Prusse. On ne pouvait d'ailleurs choisir d'occasion plus éclatante et mieux appropriée pour inaugurer la liberté, la publicité des institutions judiciaires. Le gouvernement prussien ne saurait voir que des coupables dans les infortunés conspirateurs de Bromberg, mais il sent bien le juste prestige qui les couvre, et il ne prétend point subordonner l'opinion à la sévérité de son point de vue officiel. L'opinion se prononce à Berlin avec un intérêt touchant en faveur des accusés. La mâle figure de Dombrowski, « la beauté plus douce, mais plus idéale » de Mieroslawski, saisissent l'imagination populaire, et la *Gazette de Voss* enchante par ces images séduisantes les caustiques bourgeois de la capitale. Enfin les dames elles-mêmes professent un naïf enthousiasme et se disputent le portrait lithographié de Mieroslawski, que la censure vient de confisquer. On peut croire que les séances de la haute cour criminelle sont assidûment suivies, et elles ont offert plus d'un contraste dramatique. Le langage clair, froid et grave, tenu par le ministère public au nom de la stricte légalité; la vigueur de Dombrowski, dénonçant en allemand les éternelles rancunes de la Pologne contre la Russie, et conviant la Prusse à les seconder; l'emphase poétique de Mieroslawski, racontant en français les merveilles de la révolution polonaise, au lieu de songer à sa propre défense; l'émotion de l'auditoire et des co-accusés, la propagande politique improvisée par les chefs du complot à la face même de leurs juges, tous les traits inattendus de ce grand événement judiciaire se gravent dans les mémoires. Nous ne pouvons supposer qu'un procès ainsi entamé devant l'opinion en même temps que devant la justice ait maintenant des suites sanglantes. Nous sommes sûrs que la cause sacrée de la nationalité polonaise, loin de perdre à cette nouvelle épreuve, où l'on doit dire que le gouvernement prussien a mis toute loyauté, y gagnera bien au contraire ce sérieux avantage de s'être concilié les sympathies allemandes, jusque-là si rebelles.

Il est une autre nationalité pour laquelle nous voudrions ressentir le même penchant sans pouvoir jamais y réussir assez, c'est la nationalité irlandaise. Nous l'avouons, tout en étant sincèrement touchés des misères de l'Irlande, nous ne pouvons nous en émouvoir d'une façon plus profonde que ceux même qui les souffrent. Ce peuple enfant tromperait jusqu'à la pitié. Le voilà maintenant qui se reprend plus que jamais à la folle adoration de cette fausse idole du *rappel*, et qui escorte en aveugle les chefs les moins dignes. Nous avons dernièrement expliqué l'ensemble des élections anglaises; les élections irlandaises, tout récemment terminées, méritent une mention spéciale, tant elles sont caractéristiques. Ce qu'il y a d'effervescence puérile dans les masses, d'absurde brutalité dans les *leaders* populaires, on ne l'imagine point, si l'on n'écoute jour par jour les échos bizarres des *hustings* irlandais. La grossièreté de la populace anglaise ne manque jamais d'un certain sens; elle a même en ses excès quelque chose de plus rassis que ce délire furieux des *bons gars* du Tipperary, et il n'est pas de candidat anglais qui consentît à être appuyé avec les colères excentriques qui sont presque la règle des luttes électorales de l'Irlande. Essayons seulement d'en donner une idée.

Il s'agit d'une élection de comté dans le Tipperary. Un prêtre de l'église catholique, l'archidiacre Laffan, se lève au milieu d'une explosion de bravos. Il tire de sa poche un numéro du *Times*, et le jetant avec violence sur la table : « Voilà votre discours de Lincoln, » dit-il à M. Collett, assis à côté de lui. (M. Collett est le candidat ennemi, qui, déjà malheureux en Angleterre, vient chercher un plus rude désappointement en Irlande.) « Qui donc allez-vous aujourd'hui porter, *gentlemen tories* du Tipperary? Vous me faite honte. Qui allez-vous porter, je le répète, respectables propriétaires indépendans du Tipperary? L'homme qui siégeait aux communes le jour où Roebuck vous a appelé des meurtriers et qui ne s'est point levé pour vous défendre. O respectables descendans de l'aristocratie du Tipperary, vous êtes *tories*, c'est vrai, mais je vous aime encore mieux que je n'aime John Bull, et c'est John Bull qui rira de vous quand il verra vos domaines confisqués et vos enfans mendier. Ces gueux d'Anglais n'ont pas dans le cœur une goutte du lait de la tendresse humaine. Qu'est-ce que veut ce vilain monsieur? (Montrant M. Collett du doigt.) N'est-ce pas que c'est un laid personnage? (M. Collett commence à écrire sur son portefeuille.) Mettez cela dans vos papiers; mettez cela dans votre tabatière, comme nous disons en Tipperary, et ne me regardez pas si fort de travers, monsieur! Ne croyez pas que vous allez m'intimider, monsieur John Bull! » — Ici le *reporter* remarque que c'était réellement risible de voir la mine confuse et colère du pauvre M. Collett, qui ne s'attendait pas à cette chaude attaque de la part du très révérend *gentleman*. — Celui-ci continue : « Collett, on ne vous a pas trouvé assez bon pour Lincoln, et vous vous croyez bon pour Tipperary. L'Angleterre se fait beaucoup d'argent en revendant les vieux habits, c'est son métier d'être revendeuse; aussi voilà qu'elle nous dépêche un député d'occasion : cela suffit bien pour Paddy, a-t-on sans doute pensé. Ah! vous avez eu 200 suffrages à Lincoln, et vous venez essayer les gars du Tipperary! (Quelle chance! crie une voix.) Oui, il a de la chance, reprend le vénérable archidiacre; il y a déjà plus de votans contre lui dans mes deux paroisses qu'il n'y en a pour lui dans toute la baronie. Mettez

cela dans votre pipe, M. Collett, et fumez-le. Ah! n'avez-vous pas entendu conter que le *Times*, ce brutal journal, nous appelait des prêtres sanguinaires? » — Ditez-vous toujours vos prières? interrompt M. Collett d'un air de bonne humeur et tout au moins avec un merveilleux sang-froid. — Je vous ferai dire les vôtres avant d'en avoir fini avec vous, reprend de plus belle l'archidiacre Laffan.

Pour rendre l'effet de cette éloquence, il faudrait à chaque mot intercaler entre ces phrases décousues, entre ces lambeaux d'injures, les rires, les grognemens, les applaudissemens de la multitude. A Limerick, en Kilkenny, ce sont les mêmes fureurs, et tout cela sans passions énergiques, sans volonté ferme et constante, avec la mobilité fiévreuse d'imaginations désordonnées. Plus en vérité nous considérons la situation morale de l'Irlande, plus nous désirons ardemment que les principes libéraux remportent une victoire définitive dans le parlement anglais. Ce n'est pas seulement le pain de l'aumône qu'il faut à cette population sans ressource, il faut avant tout lui donner cette éducation morale avec laquelle on gagne le pain du travailleur. Il faut la soustraire à cette influence d'un clergé qui use du patriotisme comme d'un instrument de domination. Or, la seule manière dont l'Angleterre puisse aujourd'hui combattre l'antagonisme du clergé catholique d'Irlande, c'est de mettre le catholicisme sur le même pied que la religion anglicane, c'est de donner les mêmes droits aux deux cultes pour leur imposer les mêmes devoirs. Avant d'accomplir cette tâche, le gouvernement britannique aura sans doute beaucoup à lutter contre d'autres obstacles, contre d'autres préjugés plus nationaux et peut-être plus étroits. Il ne peut dompter le fanatisme catholique qu'à la condition d'irriter le fanatisme protestant. A quoi cependant l'Angleterre pourrait-elle mieux employer l'autorité de cette merveilleuse position qu'elle a maintenant acquise au dehors, si ce n'est à reconstituer solidement, à rajeunir les vieilles bases de son existence intérieure?

La guerre entre les États-Unis et le Mexique semble toucher à sa fin; des ouvertures pacifiques sont dernièrement encore parties de Washington, et l'état d'anarchie où se trouve la république envahie ne permet guère de croire à la prolongation des hostilités. Depuis l'occupation de Puebla par les Américains, Santa-Anna, après avoir repris la démission qu'il avait donnée deux fois au congrès, a pu réunir à peu près 20,000 hommes et a fortifié quelques points des environs de Mexico. Ces moyens de défense, en admettant même comme exact le chiffre des troupes de Santa-Anna, sont loin de répondre à la gravité de la situation. Non-seulement tout accord est rompu entre le gouvernement mexicain et les états fédéraux, mais la discorde a pénétré au sein même de chaque état. Ainsi, le gouverneur de l'état de Mexico est en révolte contre le congrès; l'état de Oajaca a deux gouverneurs et deux congrès, dont l'un est uniquement occupé à annuler les décrets de l'autre; l'état de Zacatecas a fait scission à son tour, et il oppose au congrès souverain un simulacre d'assemblée nationale réunie à Lagos. Tandis qu'une inquiétude fébrile règne ainsi à la surface de la société mexicaine, un découragement absolu a gagné la masse de la population. En présence d'une désorganisation si complète, on a pu s'étonner de l'inaction des Américains, dont le moindre mouvement semblerait devoir terminer la guerre. Le fait est que l'armée américaine, commandée par le général Scott, est aux prises, de son côté, avec des difficultés très graves. Ne recevant pas les renforts

qu'on lui avait promis et qui devaient lui permettre de marcher sur Mexico, le général Scott a dû donner ordre aux garnisons précédemment laissées à Perote, à Jalapa, et même à Vera-Cruz, de venir le rejoindre à Puebla. L'exécution de cet ordre a présenté de sérieux obstacles : sur toute la route de Vera-Cruz à Puebla, de nombreuses *guerillas* se sont organisées, et le général Pearce, qui conduisait au général Scott 2,500 hommes de la garnison de Vera-Cruz, ayant rencontré près du Pont-National un corps de 1,400 Mexicains, a dû rétrograder après un engagement assez vif. D'autres rencontres partielles et moins importantes ont eu lieu entre les soldats des deux nations près de Tampico. En ordonnant l'évacuation de Jalapa et de Perote, le général Scott a sacrifié au besoin de fortifier son armée, portée présentement à 12,000 hommes, l'intérêt qu'il avait à maintenir ses communications avec la mer. Il s'est placé dans une situation difficile, qui lui ferait un devoir d'en finir promptement, si les propositions pacifiques du gouvernement de Washington n'étaient pas favorablement accueillies. Ces propositions, que le secrétaire de la légation anglaise à Mexico a eu la mission d'aller examiner à Puebla, consisteraient dans la demande de cession du territoire placé sous le 36° de latitude nord, y compris la haute Californie. Une somme destinée à représenter la valeur des terres concédées et débattue en conséquence indemniserait le Mexique, mais jusqu'à un certain point toutefois, en ce sens que le produit de cette indemnité serait appliqué à l'amortissement de la dette mexicaine en Angleterre. L'intervention de l'Angleterre dans cette tentative de négociation aurait eu pour but, comme on le voit, de lui assurer un profit immédiat dans les conquêtes américaines et plus tard une situation avantageuse au Mexique, dans l'hypothèse de nouveaux démembremens de ce pays. Santa-Anna (et ceci accréditerait les soupçons qui ont plané sur lui depuis son retour de la Havane) garderait le pouvoir encore quelques années, sous le protectorat immédiat des États-Unis. Telles seraient les propositions sur lesquelles le congrès mexicain aurait eu à délibérer, si cette assemblée suprême avait été encore en nombre. Malheureusement la plupart des membres du congrès ont quitté Mexico, et ceux qui y sont restés, tout entiers au soin de se faire payer leurs *diètes* (émolumens), n'ont ni pu, ni voulu trouver le temps de se rassembler pour discuter les offres de l'Union. C'est donc au pouvoir exécutif qu'a été communiquée la lettre de M. Buchanan, relative aux conditions de la paix; c'est entre les mains de Santa-Anna qu'est remise encore une fois la fortune du pays. Les bruits qui se sont répandus récemment, au sujet de la rupture des négociations et de l'entrée du général Scott à Mexico, ne sauraient mériter, dès à présent, une entière confiance, mais ils sont un indice sûr de l'état des esprits, convaincus désormais qu'une solution décisive ne peut long-temps se faire attendre.

La politique a de plus en plus, en Espagne, la physionomie d'un *imbroglio*. Tantôt on apprend que la reine a eu tel caprice, tantôt on annonce que le roi a repoussé les offres de réconciliation qui lui ont été faites. Pousserait-il le dépit jusqu'à refuser à la reine, dans une situation compromettante, la protection de sa présence? Il est certain que le ministère Pacheco s'est trouvé incapable de dénouer les difficultés de la situation. Il a reconnu son impuissance, et il a appelé en toute hâte à Madrid, comme son héritier, le général Narvaez.

C'est au nom de la reine d'Espagne que le duc de Valence a été mandé. Tout le monde s'est tourné vers lui, comme vers le seul homme qui pouvait encore raffermir le trône et le gouvernement de la reine Isabelle, en obtenant de chacun les concessions qu'exige l'intérêt général. Il y a des conseils et des vérités que le général Narvaez est seul en position de faire entendre à la couronne. Si l'époux de la reine Isabelle finit par se prêter au rapprochement qui lui est demandé, ce sera sous l'influence du général Narvaez. Enfin le personnage qui joue en ce moment le rôle de favori n'a pas attendu la présence du duc de Valence à Madrid pour rechercher sa bienveillance. Le général Narvaez est donc arrivé en Espagne comme un arbitre attendu, comme un médiateur nécessaire. Que sortira-t-il d'une pareille situation? C'est ce qu'il est impossible de prévoir. Nous dirons seulement que si les progrès de la guerre civile en Catalogne, où les carlistes et les progressistes exaltés paraissent déterminés à faire cause commune, rendent nécessaire de la part du gouvernement espagnol une répression énergique, si l'anarchie intérieure appelle sur tous les points une direction vigoureuse, l'avénement du général Narvaez à la présidence du conseil aura le caractère d'une nécessité politique. Il aura été ramené au pouvoir par la force des événemens.

Dans cette dernière quinzaine, la politique intérieure a manqué d'alimens. C'est ce qui arrlve d'ordinaire dans l'intervalle des sessions, pendant le silence de la tribune. Les préoccupations politiques se sont surtout concentrées sur les questions extérieures, dont la gravité n'échappe à personne. L'agitation qui règne en Italie, la situation si précaire de l'Espagne, les résolutions soudaines, les coups de tête qui sont à craindre du côté de lord Palmerston, depuis que le ministre whig peut compter sur un avenir parlementaire de quelque durée, voilà de notables sujets de sollicitude. Aussi ne sommes-nous pas étonnés que les membres du cabinet aient senti le besoin de se réunir pour aviser aux complications du dehors. M. Guizot avait quitté le Val-Richer pour assister au conseil qui s'est tenu dimanche à Saint-Cloud sous la présidence du roi, de retour du château d'Eu. Nous ne croyons pas, comme on l'a dit, que le gouvernement ait proposé à lord Palmerston, par l'organe de M. le duc de Broglie, au pape, par l'entremise de M. Rossi, une conférence pour traiter des affaires d'Italie et de Suisse. Si le gouvernement se préoccupe avec raison de ce qui se passe à Rome et à Berne, son attention doit se diriger plus vivement encore du côté de Madrid; le moment serait d'ailleurs mal choisi pour proposer à lord Palmerston une action commune.

Quant à l'intérieur, si quelque question eût surgi, nous doutons qu'elle eût attiré l'attention, tristement absorbée par une épouvantable catastrophe. Faut-il donc enregistrer parmi les événemens qui appartiennent à la physionomie générale de notre époque le hideux assassinat de Mme la duchesse de Praslin? Si jamais crime fut exceptionnel, c'est l'inexplicable attentat qui a consterné Paris. En vérité, il n'est pas possible de le mettre à la charge des classes élevées et de ce qu'on appelle la corruption sociale. Il y a eu dans tous les temps, dans toutes les civilisations, les plus raffinées comme les plus simples, des organisations anormales, monstrueuses, dans lesquelles la pensée du mal peut s'élever jusqu'au délire le plus féroce et le plus stupide. Ce sont là de ces horribles énigmes de la

nature dont aucune société ne saurait être déclarée responsable, et qu'en même temps elle ne saurait signaler à la réprobation publique avec trop d'éclat. C'est ce qu'a paru penser la chambre des pairs, quand elle a fait précéder l'arrêt par lequel elle s'est dessaisie, d'un rapport remarquable en tous points. Ce rapport est une nouveauté dans les fastes judiciaires. Il y a très peu d'exemples d'arrêts précédés d'une sorte de compte-rendu émané, non pas du ministère public, mais de la cour elle-même dans la personne de son chef. La pairie a voulu, par l'organe de M. le chancelier, frapper moralement, autant qu'il était en elle, l'homme qui par le suicide s'était soustrait à sa justice; elle l'a cherché dans la tombe pour le condamner, pour le flétrir; elle a fait ce qu'aucune autre juridiction n'eût osé faire, tant elle avait à cœur de prouver que, dans une pareille circonstance, le privilége d'être jugé par les pairs ne pouvait aboutir qu'à un châtiment exceptionnel comme le crime.

La publicité, une publicité sans limites, est devenue de nos jours la loi commune, l'inflexible niveau sous lequel toutes les têtes doivent se courber. La cour des pairs a considéré comme un devoir de porter à la connaissance du pays les documens qu'un commencement d'instruction avait mis entre ses mains. Ces documens ne pouvaient rien apprendre sur le crime même, mais ils jettent sur la noble victime un intérêt indéfinissable. Si dans un aussi déplorable sujet il était permis de songer à tout ce qui tient aux graces de l'esprit et de se laisser ressaisir par des pensées littéraires, nous dirions que les lettres de Mme la duchesse de Praslin, les fragmens tracés par elle, prendront place parmi les pages remarquables que nous devons au talent épistolaire des femmes. Quelle inépuisable abondance dans l'expansion de ses sentimens! Comme elle aime cet indigne mari! Que de fois, après lui avoir dit qu'elle renonce à son amour, elle travaille à reconquérir l'affection qu'elle a perdue, à reprendre quelques droits sur un cœur qui ne bat plus pour elle! Cependant elle arrive à comprendre l'inutilité de ses efforts. « Je sens avec amertume, écrit-elle, que je perds tous les avantages qu'il serait indispensable, pour te ramener, de mettre en jeu. Mes traits s'altèrent, mes forces diminuent, mon caractère s'aigrit, mon humeur s'assombrit, mon esprit s'éteint, mon énergie s'affaisse. Songe à la douleur, au découragement où t'a jeté la perte de ton père; moi, j'ai perdu mon mari, mes enfans; je suis près d'eux, et il ne m'est pas permis d'en jouir; je sais que je suis un fardeau méprisé. Il faudrait que je fusse bien comédienne pour être aimable et gaie avec des douleurs si amères! » Cinq ans après, car c'était en 1842 que furent tracées les lignes que nous venons de citer, cinq ans après, un mois avant sa fin tragique, le 13 juillet 1847, Mme la duchesse de Praslin s'étonnait d'avoir tant aimé celui qui continuait de répondre si mal à sa tendresse; plus d'illusions, ses yeux s'étaient ouverts, et elle jugeait cet homme avec une accablante pénétration : « Ce pauvre homme! je le plains réellement; quelle vie il mène! quel avenir il se prépare! S'il se laisse ainsi dominer et tirailler par des intrigantes à quarante-deux ans, que sera-ce en vieillissant!.... Rien ne l'anime, rien ne l'intéresse, rien ne l'exalte; tous les sentimens généreux, passionnés, enthousiastes, n'ont pas l'air de vibrer dans son cœur, dans son esprit... Il ne s'intéresse à rien, ni pour son pays, ni pour ses enfans; il tient compagnie à des gouvernantes! » Devant quel tribunal redoutable ce malheureux duc de Praslin comparaissait sans le savoir! Peut-être s'était-il aperçu du mépris qu'il avait fini par inspirer à sa femme;

peut-être ce sentiment avait-il excité chez lui une implacable irritation. A la fin du même écrit de la duchesse, qu'elle a intitulé *mes impressions*, nous trouvons ces mots : « Mon Dieu! mon Dieu! soutenez-moi, dirigez-moi; j'ai peur de l'avenir, *des menaces qu'il m'a faites*, des difficultés qui s'élèveront tous les jours.... » On ne peut lire ces papiers, ces confidences, que la plus effroyable fatalité a pu seule amener à la lumière, sans une déchirante émotion. C'est la réalité avec son éloquence poignante, inimitable; il y a là un accent de vérité que ne saurait atteindre la fantaisie la plus industrieuse. En parlant de cet homme que rien de généreux et d'enthousiaste ne pouvait émouvoir, et qui n'avait pas une pensée soit pour son pays, soit pour sa famille, Mme la duchesse de Praslin, sans y songer, caractérisait d'une manière piquante et sévère cet égoïsme apathique qu'on ne remarque que trop souvent dans les classes les plus opulentes de la société. Jamais cependant les hommes que distingue une haute naissance ou une grande fortune n'ont été plus mis en demeure par l'opinion de se montrer dignes de ces faveurs du sort. Il ne faut pas confondre cette exigence sévère de la société avec le sentiment vil et condamnable de l'envie. Autrefois l'aristocratie brillait sur les champs de bataille et à la cour; elle avait deux grandes occupations : la galanterie et la guerre. Parce qu'elle ne peut plus mener le même genre de vie, doit-elle languir dans une oisiveté obscure et souvent funeste? La politique, l'industrie, le culte et la protection des arts et des lettres, n'offrent-ils pas aux ambitions les plus difficiles un noble et solide aliment? Que personne ne l'oublie, ce qui se pardonne le moins dans ce siècle affairé et positif, c'est d'être inutile.

— Recherches sur la vie et les ouvrages de quelques peintres provinciaux de l'ancienne France, par M. Ph. de Pointel (1). — Entre les différentes écoles de peinture qui se partageaient la France au temps où la centralisation du gouvernement n'avait pas encore amené la centralisation des arts et des études, M. de Pointel a choisi l'école provençale, qui, parmi un grand nombre de noms estimables et ignorés, se glorifie de compter les Mignard, les Vanloo, les Vernet. La Provence, sœur de l'Italie, fut pendant deux siècles, pour la peinture, une seconde patrie. Ses artistes empruntèrent à la nature semi-italienne au milieu de laquelle ils vivaient un coloris délicat et une grace qui, en se combinant à la verve septentrionale des Watteau et des Jouvenet, formèrent la manière tant critiquée et pourtant si élégante du XVIIIe siècle. Nous louons M. de Pointel de ne s'être pas borné à enregistrer avec exactitude la série des ouvrages enfantés durant cette période. En étudiant le développement de l'art en Provence, les modifications auxquelles il fut soumis d'abord par l'influence des Italiens, plus tard par celle de Paris, et le rôle qui lui revient dans la fusion des styles au XVIIIe siècle, l'auteur fait preuve d'une critique ingénieuse qui répand un agrément de plus sur cette excursion dans une voie assez peu explorée de l'érudition.

(1) Un volume in-8o, chez Dumoulin, 13, quai des Augustins.

V. de Mars.

n
-
e
s
e
a
é
t
ni
e
et
s
e
e
-
-
it
s
et
s
i-
f-

x
es
t-
s,
ns
r-
e,
au
n-
a-
le
es
o-
es
es
nd
le